



Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Rapport annuel d'avancement 2017



© Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), 2017

Toutes les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies, examinées et rassemblées par le Secrétariat du Mouvement SUN au cours des mois de juin, juillet et août 2017. Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande les Pays-Bas, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni. La capacité en ressources humaines a été mise à disposition par la France et le Programme alimentaire mondial. Le plan d'activités et le budget du Secrétariat du Mouvement SUN soutien la mise en œuvre de la stratégie renouvelée et la feuille de route 2016-2020 du Mouvement SUN.

Pour citation : Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) (2017). Rapport annuel d'avancement 2017. Genève.

Photos de couverture: © UNICEF, sauf la deuxième photo à droite, qui est © OIT.

Conception graphique, mise en page et réalisation : Phoenix Design Aid A/S, Danemark.

Imprimé en Suisse



MOUVEMENT SUN

Rapport annuel d'avancement 2017



Introduction

S'ASSURER UN AVENIR SANS MALNUTRITION EST À NOTRE PORTÉE



Le développement cognitif d'un enfant passe du stade préopératoire au stade opérationnel lorsqu'il atteint l'âge de sept ans. Dans le même esprit, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) célèbre son septième anniversaire, et entame la prochaine phase de son soutien à l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il rassemble un nombre record de pays et de parties prenantes au sein d'un partenariat mondial formé pour que la malnutrition ne soit bientôt plus qu'un souvenir.

La malnutrition n'a pas sa place dans l'avenir auquel nous aspirons. La nutrition étant à la fois un indicateur et un facteur de développement, nous devons saisir l'occasion que nous offrent les Objectifs de développement durable (ODD). Une bonne nutrition favorise les progrès en matière de santé, d'éducation, d'emploi, d'autonomisation des femmes et de réduction de la pauvreté et des inégalités. Elle aide à donner aux filles et aux garçons le meilleur départ possible dans la vie, tant physiquement que mentalement. Elle est aussi un préalable à l'existence de sociétés et de pays prospères.

Formé pour agir contre les signes de plus en plus tangibles de l'injustice de la malnutrition et de ses effets, le Mouvement SUN s'emploie à éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes, pour tous et partout dans le monde, d'ici à 2030. Les 59 pays et 3 États indiens qui constituent aujourd'hui le Mouvement (il ne comptait que 4 pays en 2010) montrent que des progrès sont réalisables.

L'année dernière, certains pays dont le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Myanmar et le Nigéria ont indiqué une réduction du nombre de retards de croissance. À l'échelle mondiale, le nombre d'enfants étant trop petits pour leur âge est passé de 165 millions en 2012 à 155 millions aujourd'hui. Près de 70 % des pays SUN disent bénéficier d'un environnement plus favorable, au niveau des secteurs comme des groupes de parties prenantes, avec plus de 2 000 organisations de la société civile, 400 entreprises, des entités des Nations unies, des journalistes, des parlementaires, des scientifiques et des ambassadeurs de la nutrition, tous à l'œuvre pour s'attaquer aux problèmes de la malnutrition. Par la coopération, les gouvernements étant aux commandes, le Mouvement SUN contribue aux progrès nécessaires à la réalisation de l'ODD n° 17, qui exige la mise en place de partenariats pour obtenir des résultats et atteindre les personnes les plus laissées pour compte.



En dépit de ces progrès considérables, 20,7 millions de personnes au Yémen, en Somalie, au Soudan du Sud et dans le nord-est du Nigéria ne disposent pas, en raison des crises, d'une alimentation et d'une nutrition adéquate. Une réponse immédiate et coordonnée est nécessaire. Conformément à la promesse des ODD de ne laisser personne pour compte, le Mouvement SUN a renforcé son intervention dans les pays qui font actuellement face à une crise ou qui en ont été victimes récemment, qu'elles soient sociopolitiques ou climatiques. Nous devons dès à présent nous orienter vers une forte collaboration intersectorielle, et adopter une approche à l'échelle de l'ensemble des gouvernements, afin que la nutrition soit un élément moteur de sociétés plus stables, plus sûres et plus pacifiques.

Cette nouvelle phase du Mouvement SUN exige une focalisation non seulement sur la sous-alimentation mais aussi sur l'urgence grandissante et dévastatrice du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation, qui frappe quasiment tous les pays. La sous-alimentation et la suralimentation touchent souvent les mêmes individus, familles et communautés. Plusieurs pays SUN s'attaquent à ce problème par l'intermédiaire de politiques et de plans nationaux.

Au cœur de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN pour la période 2016-2020, lancées en septembre dernier, se trouve une approche transformationnelle qui envisage un avenir où chacun peut réaliser son droit à l'alimentation et à une bonne nutrition. Au cours de l'année passée, nous avons assisté au développement d'un système de Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage sur l'ensemble du Mouvement, permettant aux parties prenantes de montrer dans quelle mesure leurs ressources se sont traduites en résultats pour assurer à tous une meilleure nutrition.

Le Mouvement SUN progresse à grands pas dans son objectif d'aider les enfants menacés de malnutrition et de contribuer à l'établissement de sociétés stables et florissantes. Il ne reste que 13 années pour atteindre les ODD : il n'y a plus une minute à perdre. Je me réjouis d'avance du travail qu'il nous reste à accomplir et j'espère que vous continuerez à soutenir le Mouvement SUN.

Amina J. Mohammed

Vice-secrétaire générale des Nations unies

Liste des abréviations et acronymes

AMS	Assemblée mondiale de la santé
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
GNR	Rapport mondial sur la nutrition
N4G	Nutrition pour la croissance
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
REACH	Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SUN	Renforcement de la Nutrition
WASH	Eau, assainissement et hygiène



Contenu

Liste des abréviations et acronymes	II
2016-2017 : Aperçu	VII
index des pays	XI
Résumé	XII

Chapitre 1

La nutrition aujourd'hui	1
1.1 Qu'entendons-nous par « malnutrition » ?	1
1.2 Le contexte mondial : la malnutrition en bref	3

Chapitre 2

La lutte contre la malnutrition dans le Mouvement SUN	14
2.1 État des lieux de la malnutrition dans les pays qui dirigent le mouvement	14
2.2 Caractéristiques des malnutritions dans les pays SUN	20
2.3 S'assurer de progrès dans la nutrition : l'évaluation conjointe du Mouvement SUN 2017	26
2.4 La valeur ajoutée du Mouvement SUN	55



Chapitre 3

Aider les pays à renforcer la nutrition	62
3.1 Les réseaux du Mouvement SUN	63
3.2 Secrétariat du Mouvement SUN	72
3.3 Fonds commun du Mouvement SUN	73
3.4 Coordinatrice du Mouvement SUN	74
3.5 Comité exécutif du Mouvement SUN	75
3.6 Groupe principal du Mouvement SUN	76

Chapitre 4

La voie à suivre pour mettre à notre portée un monde sans malnutrition	78
4.1 Perspective	78
4.2 La voie à suivre	80
4.3 Perspectives pour 2018	80

Chapitre 5

Profils des pays SUN	82
-----------------------------	-----------

Annexes

Annexe 1	
Explication des indicateurs utilisés dans le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2017	143
Annexe 2	
Avancées des pays SUN dans les différents processus	148

Les pays SUN Countries partagent leurs expériences en matière de gestion des conséquences d'El Niño et des autres chocs météorologiques sur la nutrition

Le Myanmar fait état des progrès réalisés dans la réduction du retard de croissance, passant de 40,6 % en 2006 à 35,1 % en 2009 et à 29.2 % en 2016

“

Je ne pense pas que les répercussions d'El Niño, aggravées par le changement climatique, bénéficient de toute l'attention qu'elles méritent de la part de la communauté internationale.

Mary Robinson, Présidente de la Mary Robinson Foundation - Climate Justice et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

De la science à l'action :

le milieu universitaire et les décideurs s'unissent dans les pays SUN



Le Japon accueille un échange d'expérience ghanéen



Le coût de la malnutrition : pourquoi l'action politique est-elle urgente ?



Échange d'apprentissage entre le Viet Nam et le Laos



Financement public et gestion des résultats pour une meilleure nutrition dans les pays africains SUN



Rapport mondial sur la nutrition 2016



Financement de la nutrition : la pièce manquante du puzzle



Nourrir des millions, narratifs de faits de changement dans la nutrition

49

Les pays SUN discutent de la mise en place et du maintien d'un engagement politique pour les actions en faveur de la nutrition (300 participants de 49 pays SUN)



Rapport sur les objectifs de développement durable 2016



La Semaine mondiale de l'allaitement 2016 : une clé pour le développement durable

51

Les pays SUN échangent sur les réussites, les leçons apprises et les difficultés rencontrées dans l'alignement de multiples parties prenantes sur les priorités nationales de nutrition (574 participants de 51 pays SUN)

Le Burkina Faso fait état de ses avancées dans la réduction du retard de croissance, ramené à **27,3 %** contre 32,9 % en 2012 et 34,1 % en 2011

La Mauritanie fait état des progrès réalisés dans la réduction du retard de croissance, ramené à **27,9 %** contre 29,7 % en 2011

L'Éthiopie fait état des progrès réalisés dans la réduction du retard de croissance, passant de 44,2 % en 2011 à 40,4 % en 2014 et **38,4 %** en 2016

Inauguration d'un nouveau Groupe principal du Mouvement SUN

“ Le Guatemala a adopté une démarche multisectorielle pour l'amélioration de la nutrition et jouera le rôle d'ambassadeur dans la région et le monde pour cette démarche. Je souhaite partager ces expériences pour que les autres puissent en apprendre et diriger leur propre pays

Le Président du Guatemala, Jimmy Morales

L'État indien du Jharkhand est le troisième État indien à rejoindre le Mouvement SUN



“ Je n'ai jamais connu un moment politique aussi favorable à la nutrition. Toutes les conditions sont remplies. Avec les 57 pays du Mouvement SUN qui font une énorme contribution à cette décennie de succès. Je pense que les objectifs de développement durable au cours des 15 prochaines années vont s'inspirer du succès des cinq premières années du Mouvement SUN.

L'ancienne Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Margaret Chan

71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

“ Le partenariat comme un moyen de travail et comme une approche de mise en œuvre, est au cœur de ce programme.

David Nabarro, Conseiller spécial pour le développement durable

Sommet de la nutrition pour la croissance à Rio

“ Les données probantes en témoignent à suffisance - le renforcement de la nutrition contribue au renforcement des économies

Akinwumi Adesina, Directeur de la Banque africaine de développement



Renforcer le lien entre WASH et nutrition lors de la Semaine de l'eau 2016 à Stockholm



La Coordinatrice du Mouvement SUN se rend en Côte d'Ivoire

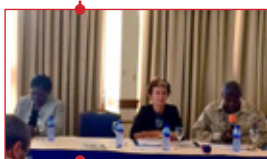


Lancement de la Stratégie et feuille de route 2016-2020 du Mouvement SUN

35

Les pays SUN parlent des systèmes d'information sur la nutrition : collecte, analyse et diffusion des données **(229 participants dans 35 pays SUN)**

La Coordinatrice du Mouvement SUN se rend au Ghana



Le Manuel des partenariats est approuvé par les dirigeants mondiaux en tant qu'initiative de partenariat mondial et modèle de plan d'action pour les partenariats visant à atteindre les ODD



Le Gabon est le 58e pays à rejoindre le Mouvement SUN



La République centrafricaine est le 59e pays à rejoindre le Mouvement SUN



Atelier régional du Réseau de la société civile du Mouvement SUN au Sénégal



La mission de la Coordinatrice du Mouvement SUN en Asie du Sud :

Bangladesh, Népal, Pakistan



136e Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP) à Dhaka

“ Les parlements ont un rôle clé à jouer, et j'aimerais vous inviter à organiser une consultation multipartite au sein de votre parlement afin d'identifier les mesures qu'il peut prendre pour soutenir les efforts de la lutte contre la malnutrition et toutes ses conséquences.

Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

La route d'apprentissage du Réseau de la société civile du Mouvement SUN au Rwanda



Première liste de vérification pour l'élaboration de plans nationaux de nutrition de qualité



La Coordinatrice du Mouvement SUN se rend en Asie du Sud-Est : Viet Nam, Cambodge et Indonésie



Sommet sur le capital humain : investir dans la petite enfance



Forum mondial sur les micronutriments



Lancement du Rapport d'avancement 2016 du Mouvement SUN



Recueil d'interventions pour la nutrition



Les Nations Unies lancent un appel à prendre des mesures de toute urgence pour **éviter la famine au Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et dans le nord-est du Nigéria**

45

Les pays SUN discutent de la mise en œuvre d'actions de nutrition efficaces et alignées sur les résultats communs et les objectifs nationaux (**plus de 300 participants de 45 pays SUN**)

Le Nigéria fait état des progrès réalisés dans la réduction du retard de croissance, passant de 36 % en 2011 à 36,4 % en 2013 puis 32,9 % en 2016

La Coordinatrice du Mouvement SUN se rend dans le sud de l'Afrique: Lesotho, Madagascar et Mozambique



La Coordinatrice du Mouvement SUN se rend en Inde: Gujarat, Maharashtra, Uttar Pradesh et New Delhi

Échange d'apprentissage du Réseau de la société civile du Mouvement SUN au Népal



Débat sur la nutrition aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale : Libérer le potentiel humain et la croissance économique

Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement à Ahmadabad en Inde

“ Il suffit de 10 dollars par an et par enfant pour prévenir les retards de croissance, obtenir un rendement des investissements allant jusqu'à 35 dollars pour chaque dollar investi et engendrer 420 milliards de dollars d'avantages économiques.

“ Nous pouvons réparer un pont car nous savons comment le faire. Nous pouvons réparer un port car nous savons comment le faire. Nous pouvons réparer une voie ferrée car nous savons comment le faire. Cependant, nous ne pouvons pas réparer les cellules du cerveau une fois qu'elles ont été détruites. C'est pourquoi nous devons changer de stratégie pour gérer les problèmes de nutrition en Afrique.

Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Atelier parlementaire régional au Burkina Faso

Forum politique de haut niveau sur le développement durable 2017



Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale.

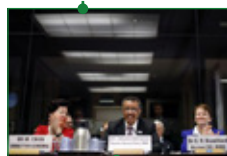
“La coordination entre les secteurs WASH et de la nutrition est essentielle car les interconnexions sont très fortes et peuvent entraîner des conséquences positives majeures sur la vie de chaque femme, chaque homme, chaque enfant.” – Dr Mushtaque Chowdhury, Vice-président de BRAC et membre du Groupe principal du Mouvement SUN



MI-2017



Mise à jour 2017 : Questions fréquentes relatives au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel



La 70e Assemblée mondiale de la Santé élit le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus en tant que Directeur général

Les estimations 2017 de la malnutrition infantile révèlent que **155 millions d'enfants souffrent de retard de croissance**, contre 156 millions l'année dernière



Le nouveau dispositif pour les ODD du Réseau de la société civile du Mouvement SUN



Semaine mondiale de l'allaitement maternel: soutenir l'allaitement ensemble



L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017

En 2016, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est passé à 815 millions, contre 777 millions en 2015

Index des pays: Vous voulez en savoir plus sur un pays SUN?

- Bangladesh** p. XVII, 11, 15, 20, 24, 29, 31, 37, 39, 43, 45, 49, 74, 84
- Bénin** p. XV, XVII, 16, 20, 25, 29, 31, 32, 37, 85
- Botswana** p. XVII, 17, 20, 74, 86
- Burkina Faso** p. XIII, XV, XVI, 16, 20, 21, 24, 25, 29, 30, 31, 32, 35, 37, 39, 43, 44, 45, 67, 78, 87
- Burundi** p. 9, 17, 20, 23, 25, 29, 31, 45, 88
- Cambodge** p. XIV, XVI, 12, 13, 15, 20, 25, 36, 37, 43, 51, 66, 89
- Cameroun** p. 9, 16, 20, 25, 29, 32, 35, 37, 43, 45, 54, 90
- République centrafricaine** p. XII, 17, 20, 21, 35, 37, 91
- Comoros** p. 17, 20, 23, 36, 37, 49, 93
- Congo** p. 16, 20, 25, 28, 37, 43, 94
- République démocratique du Congo** p. 9, 17, 20, 32, 35, 49, 97
- Costa Rica** p. XVII, 10, 15, 20, 23, 28, 35, 95
- Côte d'Ivoire** p. VIII, 9, 11, 16, 20, 25, 29, 31, 34, 35, 42, 43, 45, 48, 51, 54, 60, 72, 96
- Éthiopie** p. II, VIII, XIII, XVII, 9, 17, 20, 35, 45, 51, 53, 54, 67, 78, 99
- Gabon** p. IX, XII, 16, 20, 36, 37, 42, 100
- Gambie** p. 16, 20, 25, 32, 101
- Ghana** p. 9, 16, 20, 24, 25, 31, 49, 102
- Guatemala** p. XVII, 15, 20, 21, 23, 24, 28, 28, 34, 35, 43, 45, 46, 103
- Guinée** p. 9, 16, 20, 24, 29, 35, 104
- Guinée-Bissau** p. 5, 16, 20, 25, 28, 49, 105.
- Haïti** p. 15, 20, 25, 29, 31, 35, 106
- Indonesie** p. XIII, XVII, 15, 20, 21, 23, 25, 35, 38, 49, 54, 60, 66, 74, 107
- Kenya** p. XVII, 17, 20, 21, 23, 25, 35, 37, 56, 67, 74, 108
- Kirghizstan** p. 15, 20, 21, 28, 31, 35, 45, 48, 51, 54, p. 66, 109
- Laos** p. 10, 15, 20, 23, 31, 35, 45, 49, 60, 110
- Le Salvador** p. XVII, 10, 15, 20, 21, 35, 37, 49, 98
- Lesotho** p. 17, 20, 24, 49, 74, 111
- Libéria** p. 16, 20, 24, 49, 112
- Madagascar** p. 12, 13, 17, 20, 24, 29, 31, 35, 37, 42, 49, 54, 60, 74, 113
- Malawi** p. 17, 20, 23, 24, 25, 31, 34, 35, 67, 114
- Mali** p. XV, 16, 20, 21, 30, 31, 32, 35, 37, 43, 115
- Mauritanie** p. II, XIII, 16, 20, 25, 32, 35, 43, 49, 78, 116
- Mozambique** p. 17, 20, 30, 55, 74, 117
- Myanmar** p. II, XIII, 15, 20, 25, 28, 30, 31, 35, 36, 39, 43, 66, 78, 118
- Namibie** p. 16, 20, 29, 38, 119
- Népal** p. XIII, XVII, 10, 15, 20, 25, 31, 35, 48, 49, 53, 54, 60, 120
- Niger** p. XIV, 13, 16, 20, 27, 29, 31, 31, 32, 35, 36, 121
- Nigéria** p. II, III, XIII, XIV, XVII, 8, 10, 16, 24, 27, 37, 78, 122
- Ouganda** p. 17, 20, 24, 35, 36, 138
- Pakistan** p. 5, 15, 20, 21, 31, 38, 50, 53, 54, 74, 75, 123
- Papouasie Nouvelle Guinée** p. 15, 20, 23, 35, 42, 124
- Pérou** p. XV, XVII, 5, 20, 21, 34, 35, 37, 49, 60, 125
- Philippines** p. 15, 20, 27, 35, 36, 37, 49, 53, 54, 66, 126
- Rwanda** p. XII, 17, 20, 22, 23, 66, 127
- Sénégal** p. XV, 16, 20, 25, 34, 35, 37, 39, 42, 43, 45, 43, 44, 54, 60, 66, 70, 75, 96, 128
- Sierra Leone** p. 16, 20, 24, 25, 35, 45, 45, 129
- Somalie** p. 8, 17, 20, 29, 31, 35, 130
- Soudan** p. 17, 20, 51, 133
- Sri Lanka** p. 15, 20, 23, 24, 25, 37, 77, 132
- Sud Soudan** p. 8, 17, 20, 131
- Swaziland** p. 17, 20, 21, 24, 134
- Tadjikistan** p. XVII, 15, 20, 21, 32, 43, 52, 54, 60, 135
- Tanzanie** p. 17, 29, 30, 31, 35, 43, 45, 54, 67, 77, 136
- Tchad** p. XIV, 17, 20, 25, 29, 31, 32, 35, 37, 43, 45, 49, 92
- Togo** p. XVII, 16, 20, 35, 37, 137
- Viet Nam** p. 15, 20, 21, 35, 37, 54, 60, 74, 139
- Yémen** p. 8, 15, 20, 32, 140
- Zambie** p. 17, 20, 39, 42, 45, 48, 49, 67, 77, 141
- Zimbabwe** p. XVII, 13, 17, 20, 31, 35, 43, 49, 67, 70, 142



Résumé

MOUVEMENT POUR LE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION – CONSÉQUENCES POUR LES INDIVIDUS, LES SOCIÉTÉS ET LES PAYS

Faits marquants de la période 2016-2017

De plus en plus, la nutrition est considérée comme un facteur et un marqueur de développement, essentiel à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). La transformation envisagée par l'Agenda 2030 repose sur l'ambition de ne laisser personne derrière : une aspiration partagée par le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN). À cette fin, conformément à la Stratégie et à la Feuille de route 2016-2020, tous les pays SUN pourront, d'ici 2020, montrer une amélioration équitable de l'état nutritionnel de toutes les femmes, hommes et leurs familles.¹

En 2017, le Mouvement SUN, mené par 59 pays et les États indiens de Jharkhand, Maharashtra et Uttar Pradesh, célèbre son septième anniversaire. Dans ces pays, plus de 100 millions de garçons et de filles souffrent d'un retard de croissance (taille insuffisante pour leur âge) et d'un développement mental limité, avec des conséquences irréversibles aussi bien pour eux que pour leurs familles, communautés et pays. Mené par les nations et les États, le Mouvement SUN – avec le soutien de la société civile, du secteur privé, des agences des Nations Unies, des donateurs et des universitaires – renforce ses initiatives pour garantir la réalisation du potentiel de tous les individus, quelle que soit leur situation géographique, et pour faire de la malnutrition une injustice du passé.

**LE MOUVEMENT
SUN SOUHAITE
LA BIENVENUE
AU GABON ET À
LA RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE !**

Entre fin 2016 et début 2017, **le Mouvement SUN a accueilli en son sein deux nouveaux membres : la République centrafricaine et le Gabon.**² En devenant membre du Mouvement SUN, ces États ont rejoint une communauté dont les membres partagent régulièrement leurs progrès et les défis rencontrés. Ils apprennent aussi de chacun comment rassembler, mettre en place de bonnes politiques et lois, comment travailler vers l'obtention de résultats communs et investir pour créer un réel changement. Honorant les principes fondateurs d'appropriation nationale et d'amélioration constante du Mouvement SUN, les membres commencent à centrer, ensemble, leur attention sur la question de la mise en œuvre plutôt que de l'inspiration pour atteindre les résultats nécessaires à l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes, en s'assurant que personne ne soit laissé de côté.

D'avril à août 2017, **un nombre record de 52 pays**³ – contre 45 pays en 2016 – ont analysé les mesures de renforcement de la nutrition qu'ils ont mises en œuvre, en rassemblant les membres de leur communauté nutritionnelle à l'occasion de **l'exercice annuel d'Évaluation Conjointe du Mouvement**

¹ Pour les besoins de ce résumé, la période de rapport considérée s'étend d'avril 2016 à août 2017.

² Le 26 septembre 2017, le gouvernement afghan a rédigé une lettre d'intention pour rejoindre le Mouvement SUN, s'annonçant comme le 60e État membre du Mouvement SUN.

³ Outre les 52 pays SUN qui ont effectué l'exercice d'Évaluation Conjointe en 2017, deux nouveaux membres du Mouvement SUN, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Gabon, ont réalisé, d'avril à juillet 2017, des études exploratoires qui présentent les éléments déjà en place pour garantir aux familles, aux sociétés et aux nations un avenir placé sous le signe de la nutrition.



CERTAINS PAYS SUN, COMME L'ÉTHIOPIE, ONT VU LEUR TAUX DE MALNUTRITION INFANTILE DIMINUER DE 20 % AU COURS DES 16 DERNIÈRES ANNÉES³

SUN. Cet exercice, qui compte parmi les initiatives et les outils les plus caractéristiques du Mouvement SUN, permet aux pays d'obtenir un aperçu très utile des mesures nationales entreprises, de partager les progrès réalisés et les défis rencontrés tout en déterminant un plan d'action pour l'avenir. Les résultats de ces évaluations révèlent que, pour la période 2016-2017, près de 70 % des pays SUN considèrent que l'environnement dans lequel ils travaillent est plus favorable à la réalisation de leurs objectifs.

Le Mouvement SUN soutien la transformation des vies et avenir. Cependant, il est nécessaire – et possible – d'obtenir des résultats plus rapides et à plus grande échelle pour atteindre les six cibles mondiales pour l'amélioration de la nutrition d'ici à 2025 et les Objectifs de développement durables d'ici à 2030. La prévalence de la malnutrition dans les pays SUN décline actuellement de manière considérable, ce qui confirme que son éradication est possible. Au cours de la période 2016-2017, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Myanmar et le Nigéria ont rapporté une baisse importante du nombre d'enfants présentant un retard de croissance.⁵

Le Mouvement SUN s'attaque actuellement au problème grandissant de l'obésité et du surpoids : 16 pays SUN incluent le surpoids et l'obésité dans leurs politiques nationales et leurs documents stratégiques, alors que **3 pays SUN** effectuent le suivi des cas de diabète et des absorptions de sodium.

Le Mouvement SUN favorise la communication et la coopération entre de multiples secteurs et parties prenantes en les rassemblant au niveau national, régional et local. Les gouvernements rapprochent les membres de leurs communautés nutritionnelles : **50 pays SUN** possèdent désormais une plateforme multi-acteurs active au niveau national. Dans **35 pays** – soit neuf pays supplémentaires par rapport à la période 2015-2016 – ces plateformes fonctionnent également au niveau infranational en soutenant les mesures locales et leur mise en œuvre dans divers secteurs tels que l'autonomisation des femmes, l'agriculture, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la santé, la protection sociale et le développement national.

AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2017, LE RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUN A ORGANISÉ 4 PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE DANS 3 PAYS QUI ONT RÉUNI 6 ALLIANCES EN ASIE, POUR LA PREMIÈRE FOIS EN INDONÉSIE, 9 ALLIANCES AU NÉPAL ET 9 ALLIANCES AU RWANDA.

Les parties prenantes qui rejoignent les réseaux sont de plus en plus nombreuses et diverses tandis que les pays SUN s'emploient à identifier les groupes de personnes qui seront en mesure de générer des effets durables au niveau humain.

Les organisations de la société civile sont actives et soutiennent les plans nationaux de renforcement de la nutrition.

Le Réseau de la société civile SUN encourage la création d'alliances de la société civile dynamiques, comme celles qui existent déjà dans **39 pays SUN**. Le réseau compte plus de **2 000 organisations locales, nationales et internationales,**

⁴ UNICEF. 2017. L'Éthiopie a réduit de 20 % la malnutrition infantile en l'espace de 16 ans. À consulter sur : <http://scalingupnutrition.org/fr/news/lethiopie-reduit-de-20-la-malnutrition-infantile-en-lespace-de-16-ans/> [consulté pour la dernière fois en septembre 2017].

⁵ Les progrès rapportés par les pays SUN, présentés ci-dessus, ont été validés par le Groupe UNICEF-OMS-Banque mondiale pour les estimations communes en matière de malnutrition.

provenant de secteurs multiples et présentant une expérience variée, y compris **4 groupes de coordination régionale**, dont deux (qui couvrent l'Asie, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) ont été établis pendant la période 2016-2017. Le réseau a développé, au cours de la même période, une théorie du changement afin de proposer un cadre commun au sein duquel les alliances nationales et le réseau international peuvent travailler pour renseigner l'élaboration des stratégies nationales et régionales et soutenir la mise en œuvre.

EN 2016-2017, AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS NUTRITIONNELS, LE RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ SUN A ÉTABLI UN PARTENARIAT AVEC LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT ET ASHOKA CHANGEMAKERS, POUR PERMETTRE AUX ENTREPRISES D'AFRIQUE, EN PARTICULIER AUX PME, D'INVESTIR PLUS FACILEMENT DANS LA NUTRITION.

Grâce à des partenariats avec les pays, les entreprises innovent et investissent dans des mesures et des opérations durables et responsables pour améliorer la nutrition

Le Réseau du secteur privé SUN est une plateforme mondiale unique, dédiée aux entreprises et à la nutrition. Il compte plus de **400 entreprises nationales et multinationales, y compris des PME**, qui s'engagent, en tant que membres, à mettre un terme à la malnutrition. **30** plateformes multi-acteurs comprennent désormais des représentants du secteur privé, reconnaissant ainsi le potentiel transformateur de leurs contributions pour les consommateurs, le secteur de l'alimentation, l'économie et la planète. Au cours de la dernière année, le Réseau du secteur privé SUN a lancé de nouveaux réseaux nationaux du secteur privé au Nigéria et au Niger, établissant ainsi sa présence dans **15 pays SUN**. **15 pays SUN** ont établi leurs propres réseaux du secteur privé – sans compter les **7** pays dont le réseau reste encore à développer.

« L'APPROCHE MULTI-PARTENARIAT, MULTI-ACTEUR EST CE QUI EST NÉCESSAIRE, CAR NOUS NE POUVONS PRÉTENDRE POUVOIR CONNAÎTRE ET GÉRER SEULS TOUS LES PROJETS [NUTRITION-NELS] ET LEUR FINANCEMENT. »

– Neven Mimica, Commissaire Européen pour la Coopération Internationale et le Développement et Membre du Groupe Principal du Mouvement SUN

Les partenaires au développement, y compris les donateurs bilatéraux, les fondations et les banques de développement, et d'autres parties prenantes demandent une volonté politique constante et d'aborder la nutrition comme une priorité dans tous les programmes

Le Réseau des donateurs SUN s'emploie à garantir l'engagement politique pour la nutrition et adopte l'approche du Mouvement SUN. Il mène des actions de plaidoyer pour permettre aux pays d'accéder à un meilleur financement, plus substantiel, en matière de nutrition et à tous les niveaux. Outre le renforcement de la redevabilité et l'évaluation des progrès réalisés dans la mobilisation des ressources, le Réseau des donateurs SUN s'engage à assurer le suivi des contributions des

donateurs pour la nutrition. **36 pays** – contre 28 pays pour la période 2015-2016 – ont nommé un responsable donateur dans le but d'accroître, d'harmoniser et d'aligner le soutien des partenaires au développement en faveur des plans d'action gouvernementaux en matière de nutrition. Il existe des Réseaux de donateurs SUN dans **24 pays SUN**. En outre, le Réseau des donateurs SUN a examiné ces structures et s'efforce de consolider l'apprentissage et le renforcement des capacités afin de promouvoir les mesures nationales et multisectorielles visant à éradiquer la malnutrition.

Les agences des Nations Unies mettent à profit leur expertise technique et pratique pour favoriser la convergence des mesures nutritionnelles et multisectorielles entreprises au niveau national

57 pays SUN ont établi des Réseaux des Nations Unies pour lesquels des points focaux du Réseau des Nations Unies pour le SUN ont été nommés. **37 pays** – soit 65 % de l'ensemble des pays SUN – ont nommé un président pour leur réseau des Nations Unies. L'initiative REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger and Undernutrition) est intervenue dans **17 pays SUN** au cours de la période 2016-2017⁶ et continue d'être disponible, à travers le Réseau des Nations Unies, pour

LA STRATÉGIE DU RÉSEAU DES NATIONS UNIES POUR LE SUN (2016-2020), DÉVELOPPÉE EN PARALLÈLE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE ET FEUILLE DE ROUTE DU MOUVEMENT SUN, PROPOSE AUX NATIONS UNIES UN CADRE DIRECTEUR POUR LA DEUXIÈME PHASE DU MOUVEMENT.

⁶ Au 30 avril 2017, l'initiative REACH était en opération dans 11 pays, à savoir : le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, Haïti, le Lesotho, le Mali, le Myanmar, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Zimbabwe. Elle a également soutenu d'autres pays par le passé dont : le Bangladesh, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, la République démocratique populaire lao, la Mauritanie, le Mozambique, le Népal, le Niger, le Rwanda et l'Ouganda.



donner un coup d'élan, à la demande des pays, aux processus de gouvernance multisectorielle en matière de nutrition, à la mise en œuvre et aux résultats.

41 plateformes multi-acteurs travaillent avec des scientifiques et des universitaires pour informer davantage les prises de décisions et améliorer la coordination entre les gouvernements et les instituts de recherche.

42 pays SUN s'appuient sur l'influence budgétaire, législative et politique des parlementaires pour renforcer le caractère prioritaire de la nutrition au niveau national.

Dans **33 pays SUN**, les médias diffusent des messages sur la nutrition. **19** pays travaillent avec eux pour véhiculer des messages encourageant le changement de comportement, réaliser des actions de plaidoyer ou diffuser des informations sur les politiques. **4 pays SUN** ont même établi des réseaux de journalistes qui se consacrent à la question de la nutrition.⁷ **5 pays SUN** impliquent les médias à travers leurs réseaux de la société civile ; par ailleurs, de plus en plus de pays SUN considèrent leur collaboration avec les médias comme essentielle pour mettre en œuvre les politiques ou les plans nutritionnels.⁸

25 pays SUN ont nommé un ou plusieurs ambassadeurs du Mouvement SUN pour la nutrition dont des personnalités politiques ou populaires – des premières dames, présidents et premiers ministres aux athlètes de haut niveau, des chefs communautaires et religieux, et autres célébrités.

Comme le montrent les pays SUN, la planification, l'évaluation des coûts, le financement et la mise en œuvre d'un cadre commun de résultats pour la nutrition restent encore à finaliser. Le suivi des résultats et la mise en place d'un système de données fiable et inclusif reste un défi.

Au cours de la période 2016-2017, les pays SUN ont travaillé sans relâche pour garantir la mise en place de cadres réglementaires, juridiques et politiques solides et cohérents, intégrant une dimension de genre, afin de neutraliser les multiples causes de la malnutrition.

45 pays SUN ont mis en place une forme de disposition légale en rapport avec le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Sur ce groupe de pays, **39 pays SUN** possèdent une législation ou des réglementations exhaustives reflétant tout ou partie des dispositions du Code.⁹ **24** pays accordent un congé de maternité d'au moins 14 semaines payé à 100 %, avec, parmi eux, **5 pays SUN** (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Pérou et le Sénégal) ayant ratifié la Convention (n°183) sur la protection de la maternité de l'Organisation mondiale du travail (2000). Le Pérou et le Sénégal ont signé cette Convention majeure pendant la période 2016-2017. **18** pays présentent un haut niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation. **56** pays ont une législation en place concernant l'iodation du sel pour tous alors que **46** pays en possèdent une pour l'enrichissement obligatoire de la farine. **18 pays SUN** ont défini, quant à eux, des stratégies de communication, de plaidoyer et de mobilisation sociale ; **3** pays supplémentaires élaborent actuellement les leurs. **49 pays SUN**¹⁰ disposent désormais de données concernant les politiques nationales en faveur d'une alimentation saine.

⁷ Comme indiqué dans l'Exercice d'évaluation conjointe 2017 du Mouvement SUN.

⁸ Veuillez noter que cette vue d'ensemble remonte à l'analyse réalisée en août 2016.

⁹ Référence MEAL (2017). Source des données : OMS, UNICEF, IBFAN 2016. Commercialisation des substituts du lait maternel : mise en œuvre du code international à l'échelle nationale. Rapport de situation 2016. Genève, OMS.

¹⁰ IFPRI (2015). Rapport mondial sur la nutrition.

Les pays SUN s'engagent à garantir que toutes les mesures nutritionnelles des divers secteurs seront articulées autour d'un cadre commun de résultats.

Aujourd'hui, **37 pays SUN** rapportent avoir mis en place un cadre commun de résultats national. **14** pays supplémentaires déclarent en avoir un en cours d'élaboration ou de mise à jour. **24** pays possèdent un cadre de suivi et évaluation tandis que **5 autres** en ont un en cours d'élaboration. **33** sont entièrement chiffrés. **47** pays assurent le suivi des allocations publiques en matière de nutrition et **25** d'entre eux reconnaissent la nécessité de combler les écarts de financement. **18** pays indiquent que les donateurs présents dans le pays soutiennent le rapport de ces informations au niveau national.

Les ambassadeurs du Mouvement SUN pour la nutrition – à tous les niveaux – font valoir de plus en plus efficacement la nécessité d'investir dans la nutrition.

Le montant moyen estimé des allocations budgétaires pour la nutrition dans 37 pays SUN s'élève à 5,9 % des dépenses générales des États, bien que les dépenses spécifiques pour la nutrition représentent moins de 0,05 %. La part la plus élevée des dépenses contribuant à la nutrition est consacrée à la protection sociale, puis à la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, et enfin l'éducation. Les points focaux SUN des gouvernements et les réseaux SUN multiplient les efforts pour utiliser les données probantes recueillies dans le cadre d'exercices d'analyse budgétaire à des fins de plaidoyer en faveur de dépenses nutritionnelles plus importantes et mieux adaptées.

Aperçu des mesures à l'échelle mondiale en 2016-2017

Sensible au rôle clé que jouent les partenariats pour remédier au problème de la nutrition, le Mouvement SUN établit des liens avec des partenariats et des alliances clés, reconnaissant ainsi les rapports critiques qui existent entre une bonne nutrition, l'autonomisation des femmes, des systèmes alimentaires durables, les soins de santé, l'eau, l'assainissement et l'éducation. Le Mouvement SUN a établi des partenariats officiels avec Sanitation and Water for All (SWA) et Women Deliver, tout en collaborant avec l'initiative « Chaque femme, chaque enfant », le Partenariat mondial pour l'éducation, la Commission mondiale sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition (GLOPAN), NCD Alliance, le réseau pour le développement de la petite enfance (ECDNA) et EAT.

En décembre 2016, la toute première liste de vérification servant à développer des plans nutritionnels de « bonne » qualité a été lancée, en collaboration avec le Réseau des Nations Unies pour le SUN. Cette liste, complétée par des blogs et des études de cas concernant son utilisation, a déjà été éprouvée lors de l'élaboration de plans et de politiques nutritionnels dans certains pays SUN comme le **Burkina Faso** et le **Cambodge**.

Avec le cadre normatif de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) établit un cadre pour l'action internationale en matière de nutrition dans le but d'éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes et de réduire le fardeau des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation pour toutes les cohortes d'âge et dans toutes les régions du monde. Après la proclamation de cette Décennie d'action en avril 2016, son programme de travail a été lancé en janvier 2017. Depuis, la Norvège est devenue le premier pays à établir un réseau d'action, tandis que l'Équateur et le Brésil ont été les premiers à confirmer leurs engagements ambitieux.

Les acteurs des pays SUN utilisent d'utiles et nouveaux réseaux pour documenter leurs actions nationales. Afin de « dégrossir » l'espace très populaire de la nutrition, le Mouvement SUN – avec la collaboration du forum ENN (Emergency Nutrition Network) – a réuni en mars 2017 des représentants de Alive & Thrive, de DSM, de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), du Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (GLOPAN), de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de l'Institut des études pour le développement (IDS), de l'initiative MQSUN (Maximi-sing the Quality of Scaling Up Nutrition Programmes), de SecureNutrition, du Sackler Institute for Nutrition Sciences, du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'UNICEF et de la Banque mondiale, à l'occasion de son tout premier atelier sur la gestion des connaissances. Ce rassemblement a permis de convenir d'une définition pratique du concept de « gestion des connaissances » pour

EN DÉCEMBRE 2016, LE GUIDE DES PARTENARIATS – FONDÉ SUR LES PRINCIPES D'ENGAGEMENT DU MOUVEMENT SUN ET SOUTENU PAR L'INITIATIVE « CHAQUE FEMME, CHAQUE ENFANT », LE PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION, L'INITIATIVE DÉFI FAIM ZÉRO ET SWA – A ÉTÉ RECONNU, PAR LES DIRIGEANTS MONDIAUX COMME UNE INITIATIVE DE PARTENARIAT INTERNATIONAL ET UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE PARTENARIAT POUR LA RÉALISATION DES ODD.

le Mouvement et des moyens à employer pour coordonner les mesures en matière de gestion des connaissances – dans le but de soutenir les priorités des pays SUN comme définies dans la Stratégie et feuille de route du Mouvement (2016-2020).

En mai 2017, le Mouvement SUN a réitéré son engagement pour faire évoluer la condition des femmes et des filles, où que ce soit, en donnant la priorité à l'amélioration de la santé et de la nutrition maternelles et du nouveau-né, thème central de la campagne Deliver for Good de ce mois-là, – importante initiative dont le Mouvement SUN est un des partenaires cofondateurs.

En juillet 2017, 44 pays au total, avec, parmi les pays SUN, le Bangladesh, le Bénin, le Botswana, le Costa Rica, El Salvador, l'Éthiopie, le Guatemala, l'Indonésie, le Kenya, le Népal, le Nigéria, le Pérou, le Tadjikistan, le Togo et le Zimbabwe, ont effectué leur examen national volontaire des progrès réalisés au niveau national en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), au cours du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) de 2017, ayant pour thème « Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation ». Le forum a notamment présenté un examen détaillé des ODD 1, 2, 3, 5, 9 et 14.

En perspective : Garantir à court terme un avenir sans malnutrition

En juin 2017, un appel humanitaire a été lancé dans **17 pays SUN**. Le Mouvement SUN examine actuellement les défis auxquels les pays SUN sont confrontés lors d'une situation d'urgence ou de crises récurrentes afin de proposer un ensemble de recommandations à long terme sur comment en donnant la priorité à la nutrition on peut combler l'écart entre les sphères humanitaire et du développement, et mettre en œuvre de « nouvelles manières de travailler » adoptées lors du Sommet humanitaire mondial. S'inscrivant dans la poursuite des objectifs de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ces recommandations s'appuient sur des exemples tirés de l'expérience des pays SUN. L'Agenda 2030, englobant les Objectifs de développement durable et l'accord de Paris, reconnaît l'existence de liens intrinsèques entre paix et développement durable. Par conséquent, l'objectif est de ne laisser personne pour compte et d'aider avant tout les plus défavorisés. Une telle approche doit se traduire par une croissance inclusive pour tous, que ce soit dans un contexte stable ou fragilisé, ou dans une situation de conflit.

Alors que le Mouvement SUN entre dans une nouvelle phase de sa stratégie, les parties prenantes cherchent à démontrer comment leurs ressources humaines et financières génèrent des mesures et se traduisent en résultats concrets favorisant une meilleure nutrition pour tous. La réalisation d'une telle démarche implique la mise en place d'un système solide de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) qui reflète la théorie du changement sous-jacente du Mouvement. En 2016 et 2017, un cadre de résultats MEAL, qui inclut des indicateurs de progrès, a été développé à cet effet. Les indicateurs choisis s'alignent avec les initiatives et les cadres de suivi acceptés mondialement et reflètent des données déjà disponibles (c.-à-d. des données secondaires). Le système MEAL comprend également des indicateurs spécifiques au Mouvement SUN.

“

« NOUS POUVONS TOUS ÊTRE, ET DEVRIONS TOUS ÊTRE, DES AMBASSEURS DE LA NUTRITION EN NOTRE PROPRE DROIT, ET EN PILOTANT LE MOUVEMENT DE NOTRE POINT D'ANCRAGE, NOUS POUVONS FAIRE UNE DIFFÉRENCE SUBSTANTIELLE DANS LA VIE DE NOMBREUSES PERSONNES. ALORS, RETROUSSIONS NOS MANCHÉS ET FAISONS DE 2018 UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LA NUTRITION » – GERDA VERBURG

En 2017, suite à la nomination, par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2016, du nouveau Groupe principal du Mouvement SUN – composé de chefs d'État, d'ambassadeurs du Mouvement SUN des secteurs public et privé, d'universitaires et de catalyseurs de changement social – un Plan d'engagement a été mis en place. Celui-ci aidera à tirer profit des sphères d'influence des membres du Groupe principal pour inviter les décideurs et leaders d'opinion, aux niveaux national et mondial, à dynamiser le débat sur la nutrition, à mettre en avant le rôle et l'approche du Mouvement SUN et à soutenir ses objectifs transversaux. La réunion annuelle du Groupe principal s'est déroulée en septembre 2017, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, autour du thème « Alimenter un avenir durable », durant lequel chaque membre a pris de nouveaux engagements pour soutenir les pays SUN.

Le Mouvement SUN adopte une approche dirigée et déterminée par les pays, en accord avec la promesse des ODD de ne laisser personne de côté. Afin de donner la priorité à l'action nationale – condition préalable à la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) et à la réalisation des ODD –, l'ensemble des parties prenantes devront renforcer et coordonner leurs efforts en ce sens. Par exemple, un an après avoir endossé le rôle de Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg s'est engagée à se rendre dans au moins 20 pays SUN en 2017 pour mieux connaître – et voir sur le terrain – les défis du renforcement de la nutrition auxquels ce groupe éclectique de nations et d'États indiens se trouve confronté, tout en évaluant les possibilités d'amélioration de la nutrition.





1

La nutrition aujourd'hui

1.1 QU'ENTENDONS-NOUS PAR « MALNUTRITION » ?

Une bonne nutrition ne se limite pas uniquement à la quantité d'aliments disponibles à la consommation mais consiste plutôt à s'assurer que les aliments en question contiennent les bons nutriments. Une bonne nutrition est essentielle à chaque étape de la vie : recevoir du lait maternel étant bébé, et s'assurer, étant âgé, d'avoir une alimentation permettant à l'organisme d'absorber et de conserver les calories, protéines, glucides, vitamines ou sels minéraux nécessaires, mais aussi tout au long de la vie. La consommation insuffisante de nutriments bénéfiques pour l'organisme mène à la sous-alimentation tandis qu'une consommation excessive donne lieu à une suralimentation.

La malnutrition ne résulte pas uniquement d'un manque d'aliments sûrs et suffisamment nourrissants. Elle est étroitement liée à un ensemble de facteurs imbriqués comme l'autonomisation des femmes, la santé, les soins, l'éducation, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que l'accès aux aliments et aux ressources, entre autres.

En 2017, les 59 pays et 3 États indiens qui forment le Mouvement SUN abritent, selon les estimations, près de 60 % des enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance, 45 % des enfants émaciés et presque 30 % des filles et des garçons de moins de 5 ans en surpoids.

L'ÉTENDUE DE LA MALNUTRITION EN 2017

- Aujourd'hui, près d' **une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition** : l'émaciation, le retard de croissance, une carence en vitamines et minéraux, le surpoids, l'obésité et des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation.
- **2 milliards de personnes** souffrent de malnutrition par carence en micronutriments.
- **155 millions de filles et de garçons** de moins de 5 ans sont trop petits pour leur âge (retard de croissance), 52 millions présentent une insuffisance pondérale pour leur taille (émaciation) et 41 millions sont en surpoids : aucun de ces enfants ne grandit sainement.
- **815 millions** de personnes souffrent de la faim.
- **1,9 milliard d'adultes** sont en surpoids ou sont obèses.
- **422 millions d'adultes** dans le monde sont atteints d'un diabète de type 2.
- Dans 14 pays, **moins de la moitié de tous les enfants de moins de 5 ans échappent au retard de croissance et à l'émaciation.**

La lutte contre la malnutrition n'est pas seulement une bonne initiative, c'est un droit et une nécessité

Chaque femme, homme et enfant est en droit d'avoir accès à une nutrition et à des aliments adéquats.¹¹ Ce droit est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 en tant que partie d'un niveau de vie suffisant ; il est également inscrit, avec le droit fondamental d'être à l'abri de la faim, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 dont le 50e anniversaire a été célébré dans le monde entier, en décembre 2016. Par ailleurs, la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989 exhorte les États parties à « lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre de soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel ».¹²

Une bonne nutrition est un catalyseur de changement en matière de développement, de bien-être et de réussite

Selon les estimations, 45 % des décès des enfants de moins de 5 ans sont liés à la malnutrition. Pour les enfants qui survivent, les effets de la malnutrition à long terme sont dévastateurs s'ils ne sont pas traités : un développement cognitif et physique restreint, une capacité productive réduite et une santé fragile. Les enfants souffrant d'un retard de croissance courent le risque accru d'être en surpoids ou de devenir obèse plus tard dans leur vie.

C'est pourquoi les 1 000 premiers jours de vie – de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant – constituent une période unique et cruciale, qui joue un rôle déterminant dans le destin d'une fille ou d'un garçon. Une bonne nutrition permet de développer un système immunitaire résistant, en augmentant les chances de survie des enfants et en les protégeant tout au long de leur vie. Alors que beaucoup d'efforts ont été investis dans la manière de prendre soin du corps de l'enfant, la nutrition joue également un rôle clé dans le développement du cerveau d'une fille ou d'un garçon : il s'agit de la chose la plus importante qu'un enfant possède.

“ NOUS POUVONS RÉPARER UN PONT CAR NOUS SAVONS COMMENT LE FAIRE. NOUS POUVONS RÉPARER UN PORT CAR NOUS SAVONS COMMENT LE FAIRE. NOUS POUVONS RÉPARER UNE VOIE FERRÉE CAR NOUS SAVONS COMMENT LE FAIRE. CEPENDANT, NOUS NE POUVONS PAS RÉPARER LES CELLULES DU CERVEAU UNE FOIS QU'ELLES ONT ÉTÉ DÉTRUITES. C'EST POURQUOI NOUS DEVONS CHANGER DE STRATÉGIE...

– Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

¹¹ Le droit à l'alimentation est réalisé lorsque chaque femme, chaque homme et chaque enfant, indépendamment ou en communauté, est en mesure d'accéder à tout moment, physiquement et économiquement, à des aliments adéquats ou aux moyens d'en acheter. Le droit à une alimentation adéquate ne doit pas être interprété au sens propre ou restreint du terme, qui serait de le réduire à une quantité minimum de calories, protéines et autres nutriments spécifiques. Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) (1999, p. 2).

¹² Assemblée générale des Nations unies, Convention relative aux droits de l'enfant. 20 novembre 1989. Nations unies, Recueil des traités, vol. 1577, article n° 24(2) (c).

Une meilleure nutrition, une meilleure vie économique

La nécessité de renforcer la nutrition est grande, et par conséquent les possibilités (pour les pays et pour les autres parties prenantes telles que les entreprises, les donateurs, la société civile et le système des Nations unies) le sont également. Alors que les effets économiques dévastateurs d'une nutrition de mauvaise qualité sont bien connus – des études estiment par exemple que le retard de croissance coûte à lui seul 25 milliards de dollars US à l'Afrique chaque année – les investissements dans la nutrition ont le potentiel d'aider à briser le cercle de la pauvreté et de stimuler parallèlement le développement économique : chaque dollar investi peut apporter un gain de 16 dollars US.¹³ ce qui fait de la nutrition de qualité une composante de base du capital humain.

“ LES RETOURS SUR INVESTISSEMENT DES PROGRAMMES D'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION DÉPASSENT LARGEMENT LEURS COÛTS.¹⁴

1.2 LE CONTEXTE MONDIAL : LA MALNUTRITION EN BREF

“ SANS UNE MEILLEURE NUTRITION, VOUS N'ÉRADIQUEREZ PAS LA PAUVRETÉ. SANS UNE MEILLEURE NUTRITION, VOUS NE METTREZ PAS FIN AUX INÉGALITÉS DE GENRE. SANS UNE MEILLEURE NUTRITION, VOUS N'AMÉLIOREREZ PAS LA SANTÉ, NI NE TROUVEREZ DE SOLUTIONS INNOVANTES, LA PAIX OU LA STABILITÉ. AMÉLIORER LA NUTRITION EST LA CLÉ DU PROBLÈME.

– Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN



À l'échelle mondiale, la situation nutritionnelle est en voie d'amélioration. Entre 1990 et 2015, la sous-alimentation a considérablement chuté dans les pays en développement, passant de 23,3 % à 12,9 %¹⁵. La prévalence des retards de croissance a diminué dans de nombreux pays. La nutrition en tant que priorité politique a gagné en visibilité. Elle est désormais considérée comme un facteur crucial à la réalisation ou à l'échec du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et un élément charnière de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 présente la nutrition comme un moyen d'établir des liens entre « les populations, la prospérité, la planète, les partenariats et la paix. »

¹³ IFPRI (2015). Rapport 2015 sur la nutrition mondiale : mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition et de développement durable. À consulter sur : <http://www.ifpri.org/publication/global-nutrition-report-2015> [consulté pour la dernière fois en août 2017].

¹⁴ Groupe de la Banque mondiale (2016). Un cadre d'investissement pour la nutrition : Atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation. À consulter sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26069;jsessionid=7BAB7658BC3085AF9F51D203ACBCEA84> [consulté pour la dernière fois en juillet 2017].

¹⁵ OMS (2017). Outil de suivi des cibles mondiales 2025 (« Global Targets 2025 Tracking Tool ») (version 3 - 05/2017) : Cartographie des indicateurs – Anémie. Internet, 2017 : https://extranet.who.int/sree/Reports?op=vs&path=/WHO_HQ_Reports/G16/PROD/EXT/Targets_AnaemiaWorldMap&VSPARAM_varLanguage=E&VSPARAM_varISOCODE=ALB&VSPARAM_varPopulationType=Women&CountrySorted=Albania&principal_=Principal%5BClient%5Banonymous%4010.28.26.74%40%5D%2C10.28.26.10%5DRoles%3A%5B%5D%2BGroups%3A%5B%5D&varCountry=Albania&&_USER_=anonymous&CountryChoice=ALB&varLanguage=E&varISOCODE=ALB&ROLES_=Everyone&LanguageChoice=E&varTarget=Dev [consulté pour la dernière fois le 30 juin 2017].



Population : La qualité de la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de vie d'un enfant s'avère critique pour la réalisation, à l'adolescence et à l'âge adulte, de son plein potentiel physique, intellectuel et humain.



Prospérité : Un dollar investi dans la nutrition apporte en retour 16 dollars US.



Planète : Si l'alimentation moyenne d'un adulte au Royaume-Uni se conformait aux recommandations de l'OMS, les émissions de gaz à effet de serre qui lui sont associées diminueraient de 17 %.



Partenariats : Aucune partie prenante de la nutrition ne peut, à elle seule, remédier à toutes les causes sous-jacentes de la malnutrition. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 invite les parties prenantes à s'aligner sur les cibles en matière de nutrition convenues au niveau intergouvernemental et d'y contribuer en fonction de leurs mandats respectifs et de leurs atouts comparatifs.



Paix : L'amélioration de la nutrition permet de briser le cercle d'inégalité et de pauvreté intergénérationnel, contribuant ainsi à l'établissement d'une société plus paisible.¹⁶

La reconnaissance à l'échelle mondiale de l'importance d'une nutrition de qualité a été rendue possible grâce à l'engagement et à la motivation des pays qui ont tous soutenu l'idée qu' **une bonne nutrition = un avenir meilleur et durable**. Les mesures qu'ils ont mis en œuvre pour réduire la prévalence des retards de croissance ont été appuyées, en partie, par le Mouvement SUN, le pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth - N4G), ainsi que par un regain d'intérêt pour la réorientation des systèmes alimentaires pour la nutrition à la suite de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) et la Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition.

Cependant, un engagement politique et une collaboration plus importante ne suffisent pas. Les progrès réalisés dans les régions, les groupes de population ou entre les différents sexes restent inégaux. Des retombées plus rapides et à grande échelle sont nécessaires. En 2015, il a été convenu, à l'échelle mondiale, d'éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030. À ce jour, en dépit des progrès réalisés, les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé concernant la nutrition de la mère et de l'enfant ne sont toujours pas atteintes.

Environ 800 millions de personnes souffrent encore de sous-alimentation. Chez les enfants, le groupe le plus vulnérable, 155 millions sont trop petits pour leur âge, 52 millions présentent une insuffisance pondérale et 41 millions une surcharge pondérale. Inversement, les taux de prévalence et les chiffres absolus concernant le surpoids et l'obésité ont augmenté considérablement. Aujourd'hui, les multiples formes de la malnutrition sont présentes au sein d'un même pays, de la même communauté, du même foyer et même chez la même personne. Si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre absolu de personnes en surpoids passera de près de 2 milliards aujourd'hui à 3,3 milliards d'ici à 2030.

LA FAIM DANS LE MONDE AUGMENTE : SELON LES ESTIMATIONS, LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES EST PASSÉ DE 777 MILLIONS EN 2015 À 815 MILLIONS EN 2016.¹⁷



¹⁶ Comité permanent de la nutrition des Nations unies (2017). « D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition et ne laisser personne de côté ». À consulter sur : <https://www.unscn.org/uploads/web/news/document/NutritionPaper-EN-may2017-WEB.pdf> [consulté pour la dernière fois en septembre 2017].

¹⁷ FAO (2017). The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Available at: <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/> [accessed September 2017].

OBÉSITÉ ET SURPOIDS : UN PROBLÈME D'ENVERGURE¹⁸

- À l'échelle mondiale, l'obésité a **plus que doublé depuis 1980** et la plus grande partie de la population mondiale vit dans des pays où **le surpoids et l'obésité tuent plus de personnes** que l'insuffisance pondérale. Se basant sur les données et les méthodologies de l'étude de la *Charge mondiale de morbidité*, cette étude montre qu'en 2015 le nombre d'enfants obèses s'élevait à 107,7 millions et le nombre d'adultes obèses à 603,7 millions. Depuis 1980, la prévalence de l'obésité a doublé dans plus de 70 pays et augmenté de manière continue dans la plupart des autres pays.
- **Aucun progrès n'a été réalisé pour endiguer l'évolution rapide du nombre de cas de surpoids** pendant plus de 15 ans¹⁹ En 2016, plus de **1,9 milliard d'adultes** étaient en surpoids, soit 0,5 milliard de plus qu'en 2008. Parmi ces adultes, plus de **600 millions étaient obèses**.
- **Près de 41 millions d'enfants de moins de 5 ans** étaient en surpoids en 2016. Dans les régions nord et sud de l'Afrique, de même qu'en Asie centrale, au moins un enfant sur dix chez les moins de 5 ans est en surpoids.²⁰

“ L'OBÉSITÉ EST UNE BOMBE À RETARDEMENT : L'ENGAGEMENT POLITIQUE QUE NOUS AVONS RÉUSSI À MOBILISER JUSQU'À CE JOUR COURT LE RISQUE ÉLEVÉ D'ÊTRE LAISSÉ DE CÔTÉ AU PROFIT DE PRIORITÉS CONCURRENTES. LE MOUVEMENT SUN DOIT SE CONCENTRER SUR LA NÉCESSITÉ D'ÉRADIQUER LA SOUS-ALIMENTATION EN PARALLÈLE DES AUTRES FORMES DE MALNUTRITION.



– Tom Arnold, ancien PDG de Concern Worldwide, ancien Coordinateur du Mouvement SUN

- **Le surpoids et l'obésité affectent les femmes de manière disproportionnée** : à l'échelle mondiale, les estimations indiquent que 266 millions d'hommes étaient obèses en 2016 contre 375 millions de femmes. Dans les pays SUN, ces différences sont encore plus flagrantes puisque le taux de prévalence de l'obésité atteint 14 % pour les femmes et 5 % pour les hommes. Dans les pays SUN, il existe également une grande différence au niveau de la prévalence du surpoids : le taux de prévalence chez les femmes s'élève à 37 % alors qu'il atteint 23 % chez les hommes.

Les pays sun s'engagent à réduire la prévalence de l'obésité et du surpoids

16 pays SUN ont inclus le surpoids et l'obésité dans leurs documents de stratégie et de politique nationales alors que **3 pays SUN** surveillent la prévalence du diabète et la consommation de sodium.²¹

La **Guinée-Bissau** a pour objectif de réduire de 15 % la proportion de personnes en surpoids en sensibilisant aux bonnes habitudes alimentaires ainsi qu'en surveillant et en traitant les cas d'obésité repérés dans les centres de santé. Au **Pérou**, la loi de 2013 sur la promotion d'une alimentation saine pour les filles, les garçons et les adolescents inclut plusieurs points dont la nécessité d'une éducation en matière de nutrition dans les écoles, le développement d'un observatoire nutritionnel qui étudie le surpoids et l'obésité, des aliments sains servis dans les cantines scolaires, la promotion d'une plus grande activité physique et une régulation de la commercialisation des aliments malsains. Au **Pakistan**, un Plan d'action national pour la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles et la promotion de la santé a été élaboré. Ce plan inclut un cadre d'action intégré élaboré pour s'attaquer aux problèmes multidimensionnels qui touchent le vaste ensemble des MNT. Il souligne le caractère préoccupant de l'obésité et du surpoids, en soulignant leur rôle dans la prévalence des maladies coronaires et de l'hypertension. Par ailleurs, les Ministères de la santé et de la planification développent actuellement un plan d'action consolidé pour atteindre les ODD n°2 et 3, qui s'attaqueront à la sous-alimentation, à l'obésité et au surpoids.

¹⁸ Sauf mention contraire, les chiffres indiqués ont été fournis par l'Organisation mondiale de la Santé (juin 2016). Fiche d'information : Obésité et surpoids. À consulter sur : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/> [consulté pour la dernière fois le 12 janvier 2017].

¹⁹ Estimations communes sur la malnutrition infantile de l'UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale (2017). Estimations communes sur la malnutrition infantile : niveaux et tendances (édition 2017). À consulter sur : http://www.who.int/entity/nutgrowthdb/jme_brochure2017.pdf?ua=1 [consulté pour la dernière fois en septembre 2017].

²⁰ *Ibid.*

²¹ Mouvement SUN (2016). Rapport préliminaire MEAL.



Transformer de multiples fardeaux en multiples gains

Ces dernières décennies ont été marquées par une transformation de la quantité et de la qualité de l'alimentation des populations ainsi que de l'épidémiologie nutritionnelle (la branche de la médecine qui s'intéresse à la transmission et au contrôle des maladies). Les multiples fardeaux de la malnutrition peuvent être envisagés comme la coexistence de la sous-alimentation et du surpoids, de l'obésité ou des MNT liées à l'alimentation. Ils peuvent se manifester au niveau des **individus** (avec la présence simultanée d'au moins deux types de malnutrition, ou le développement de types multiples au cours d'une vie), au niveau des **ménages** (lorsque plusieurs membres d'une même famille sont touchés par des formes de malnutrition différentes) et au niveau des **populations** (touchées à la fois par la sous-alimentation et le surpoids à l'échelle locale, régionale ou nationale), au cours du cycle de vie.

Ces fardeaux multiples sont une occasion indéniable de prendre des mesures. La lutte contre la malnutrition est essentielle pour atteindre les ODD et critique pour le développement humain et économique, cependant, en se concentrant sur des mesures à double voire à triple usages, et en investissant dans celles-ci, il devient possible de s'attaquer simultanément aux différentes formes de la malnutrition. Une telle approche nous permet d'établir des liens vitaux entre les politiques et les initiatives déjà établies qui fonctionnent et les mesures nutritionnelles émergentes, en ayant le potentiel de dégager de multiples gains ou une situation gagnant-gagnant-gagnant.²²

²² OMS (2016). Fiche d'information ; Obésité et surpoids À consulter sur : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/> [consulté pour la dernière fois le 12 janvier 2017].



© UNICEF / Gonzalez Farran



Par ailleurs, les famines de par le monde exacerbent la malnutrition chez des millions de personnes. Quatre pays SUN (le Soudan du Sud, le Nigéria, le Yémen et la Somalie) sont victimes de famines, de crises ou de situations d'urgence liées à l'insécurité alimentaire.²³ Selon les estimations, 9,9 millions de personnes doivent faire face à une insécurité alimentaire de grande ampleur dans ces pays,²⁴ dont 1,3 à 1,4 million d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère et dont les chances de survie sont largement compromises.²⁵ Des dizaines de millions de réfugiés fuyant la guerre (civile), le terrorisme, les catastrophes naturelles, les épidémies ainsi que la violation de leurs droits humains et des politiques socio-économiques inappropriées courent actuellement un risque accru de malnutrition. En outre, les problèmes environnementaux comme les changements climatiques, la pollution atmosphérique, de l'eau et des sols, et la diminution de la biodiversité créent des conditions qui menacent la santé et la nutrition des populations. Ces conditions entravent aussi le développement durable de façon considérable.

L'heure est venue de redoubler d'efforts !

Le monde entier doit renforcer les efforts déployés pour éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes. Davantage de secteurs, autres que les secteurs médical et agricole, davantage d'acteurs, autres que les acteurs traditionnels, et davantage de pays doivent s'impliquer.

Comme les populations ne vivent pas en secteurs, toutes les parties prenantes doivent s'engager à réaliser les ODD et toutes doivent adopter une approche différente de celle qu'elles ont suivie jusqu'à ce jour. La nutrition doit être considérée comme le critère de base pour améliorer les conditions de vie et créer un avenir meilleur. En d'autres termes, tous les acteurs du Mouvement SUN doivent agir en catalyseur de changement et établir des liens entre les secteurs et les parties prenantes. Plutôt que de supposer que les autres connaissent bien la nutrition, toutes les parties prenantes de la nutrition doivent apprendre le langage des autres secteurs et comprendre leur situation, à la fois concernant leurs indicateurs de réussite et leurs processus de redevabilité. Tous les acteurs des plus hauts niveaux politiques à la société civile, en passant par le secteur privé, les donateurs, les agences des Nations unies et les universitaires, doivent changer de comportement pour que la nutrition contribue à réaliser les ODD et pour que les autres ODD contribuent à la nutrition. De manière générale, une bonne nutrition doit être considérée comme un droit fondamental et la base du bien-être. Une place centrale doit être accordée aux femmes et aux filles, et personne ne doit être laissé pour compte.

²³ Le système de suivi des premiers signes de famine FEWS (Famine Early Warning Systems Network) assure le suivi des famines existantes et des éléments précurseurs des formes de famines les plus sévères, en ayant recours à un cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), allant de la phase 1 à la phase 5, défini par les écarts de consommation alimentaire pour au moins 1 ménage sur 5. La phase de crise (phase 3 de l'IPC) correspond à des déficits de consommation alimentaire considérables caractérisés par une malnutrition aiguë élevée ou au-dessus du niveau habituel. La phase d'urgence (phase 4) indique des déficits de consommation alimentaire extrêmes résultant en une malnutrition aiguë très élevée et un plus grand nombre de décès. La famine (phase 5) correspond à un manque presque total de nourriture et/ou une situation où les autres besoins primaires ne sont pas satisfaits.


²⁴ ACAPS (2017). « Famine Northeast Nigeria, Somalia, South Sudan, and Yemen: Final Report ». Genève : Assessment Capacities Project (ACAPS).

²⁵ HCR (2017). « Selon le HCR, le risque de décès dû à la famine est croissant dans la Corne de l'Afrique, au Yémen et au Nigéria; les déplacements sont déjà en hausse ». À consulter sur : <http://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2017/4/58ec9d464/unhcr-says-death-risk-starvation-horn-africa-yemen-nigeria-growing-displacement.html> [consulté pour la dernière fois en mai 2017].

LES FEMMES ET LES FILLES : LE MOTEUR DE L'ÉRADICATION DE LA MALNUTRITION SOUS TOUTES SES FORMES

La malnutrition, comme la pauvreté, est sexiste. Dans pratiquement tous les pays du monde, les inégalités de genre et les normes culturelles limitent les femmes et les filles et empêchent un grand nombre d'entre elles d'assumer le rôle de décideur qui leur revient par rapport à leur propre corps et à leurs idées, au sein de leur ménage, au travail et dans leur communauté. Cependant, les femmes et les filles en bonne santé constituent la pierre angulaire des sociétés saines. Si les femmes et les filles bénéficient d'une nutrition de qualité tout au long de leur vie, elles créeront un monde plus sain et plus riche.

“ LES APPROCHES CONCLUANTES EN MATIÈRE DE NUTRITION SONT CELLES QUI ONT RECONNU LES INÉGALITÉS SOCIALES ET DE GENRE ET QUI ONT CHERCHÉ À Y REMÉDIER.²⁷ ”



- **Pour améliorer la santé maternelle et celle du nourrisson, il est impératif de stimuler le statut nutritionnel des femmes et des filles.** Une mauvaise nutrition pendant la grossesse et l'allaitement où les femmes ont des besoins élevés en nutriments a pour conséquence des enfants mal nourris, qui risquent de souffrir d'un retard de croissance, d'émaciation et d'être exposés à d'autres problèmes de santé, comme les maladies infectieuses. L'anémie est à l'origine de 20 % du nombre total des décès maternels dans le monde.
- **L'autonomisation des femmes permet de réduire la faim.** Des études montrent que l'amélioration de la condition de la femme a contribué à réduire la faim d'au moins de moitié entre 1970 et 1995.²⁷
- **La vie de plus de 820 000 enfants pourrait être épargnée chaque année, si tous les enfants âgés de 0 à 23 mois étaient allaités dans des conditions optimales.** L'allaitement améliore le quotient intellectuel, la présence à l'école et est associé à un revenu plus élevé pendant la vie adulte. Pourtant, environ 830 millions de femmes actives dans le monde ne bénéficient pas d'un congé maternité adéquat.
- **Les filles qui sont mariées jeunes présentent des taux plus élevés d'anémie et de malnutrition que celles qui se marient et deviennent mères plus tard dans leur vie.** Les enfants nés de mères adolescentes ont tendance à avoir un poids de naissance plus faible, à présenter un statut nutritionnel fragile et à souffrir d'un retard de croissance, situation qui fait de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire à la fois une cause et une conséquence des mariages précoces.
- **Si les femmes et les filles n'ont pas accès à l'éducation, elles ne disposent pas des moyens adéquats pour bien nourrir leurs enfants et prendre soin de leur santé.** L'accès à la planification familiale peut en outre influencer de manière considérable la réalisation de résultats clés en matière de nutrition.

Transformer les belles paroles en mesures concrètes pour les femmes et les filles sur l'ensemble du mouvement SUN

Afin de s'assurer que les femmes et les hommes aient une chance d'évoluer sur un pied d'égalité, il est nécessaire de mettre en place une politique favorable à l'égalité des sexes ainsi qu'un cadre juridique à cet effet. La version révisée du Programme de développement pour les groupes vulnérables du **Bangladesh** (Bangladesh Vulnerable Group Development Programme - VGD) du Ministère des affaires féminines et de l'enfance considère désormais la nutrition comme une composante clé. En 2016-2017, le **Ghana** a prolongé la durée du congé parental. En **Guinée**, un groupe parlementaire composé de femmes a été créé au sein de l'Assemblée nationale, en plus d'une alliance entre femmes et médias pour sensibiliser à la nutrition. Les pays SUN s'assurent que les secteurs et les résultats communs pour les femmes et les filles sont harmonisés, avec des initiatives comme, par exemple, le Nouveau programme national pour la nutrition II en **Éthiopie** qui comprend une section spécifique réservée à la mise en œuvre d'une nutrition sensible au genre, ou la Stratégie nationale pour la nutrition d'ici à 2025 et le Plan d'action 2016-2020 au **Laos** qui comporte une section sur

²⁶ CSIS (2017). « What can the United States learn from the Scaling Up Nutrition (SUN) movement? Examining country leadership in Zambia, Kenya, and Bangladesh ». À consulter sur : <https://www.csis.org/analysis/what-can-united-states-learn-scaling-nutrition-sun-movement/?block2> [consulté pour la dernière fois en août 2017].

²⁷ IFPRI (2003). « The Importance of Women's Status for Child Nutrition in Developing Countries ». À consulter sur : <http://www.ifpri.org/publication/importance-womens-status-child-nutrition-developing-countries> [consulté pour la dernière fois en septembre 2017].

les rôles homme-femme dans ces principes directeurs. Le **Népal** a élaboré le cadre « Chiffrage des instruments en matière d'égalité des sexes au Népal pour l'année 2016 » (Costing of Gender Equality Instruments in Nepal 2016), actuellement mis en œuvre. **El Salvador** intègre présentement la dimension d'égalité des sexes au sein d'activités eau, assainissement et hygiène (WASH), comme proposé dans le Plan régional destiné à la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). Le **Costa Rica**, **El Salvador** et le **Nigéria** se sont également engagés à faire du renforcement des mesures sensibles au genre et de l'autonomisation des femmes et des filles une priorité pour la période 2017-2018.

Tableau 1 : Indicateurs spécifiques aux femmes dans les pays SUN

Indicateur de couverture	Nombre de pays SUN avec des données disponibles	Min	Max	Moyenne	Médiane	Médiane pour les pays avec des données disponibles
Scolarisation des filles dans le secondaire (%)	54	5	126	51	44	92 (178)
Femmes âgées de 20 à 24 ans, mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans (%)	57	7	76	32	32	27 (124)*
Proportion des femmes en âge de procréer (15-49 ans) dont les besoins en matière de planification familiales sont satisfaits à l'aide de méthodes modernes (%)	59	17	229	101	92	44 (219)*
Proportion of women of reproductive age (15-49 years) who have their needs for family planning satisfied with modern methods (%)	58	6	89	50	47	78 (131)*

* Base de données mondiale pour les indicateurs des ODD, <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/> [consulté pour la dernière fois le 29 août 2017]



© UNICEF / Pirozzi

Continuons à avancer avec le même élan

En 2016-2017, l'élan pour la nutrition a pris une ampleur considérable. Des initiatives de plaidoyer de haut niveau ont mis en lumière l'importance de la nutrition pour les partenariats et le capital humain et ont donné le coup d'envoi d'un événement de haut niveau en 2016 lors de la 71e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, « Ensemble pour le programme de développement 2030 : Partenariat pour l'épanouissement de la femme, de l'enfant et de l'adolescent afin qu'ils jouent leur rôle d'agent de transformation du monde », à l'occasion duquel les Principes d'engagement du Mouvement SUN ont été endossés par de multiples initiatives axées sur les ODD.

Le Sommet sur le capital humain lors de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale s'est déroulé peu après et a réuni des ministres des finances qui ont partagé leurs engagements pour l'amélioration de la nutrition. En janvier 2017, les décideurs mondiaux ont concentré leur attention sur l'amélioration de la nutrition et des systèmes alimentaires durables lors du Forum économique mondial. En avril et mai, l'Union interparlementaire (UIP) a placé la nutrition au centre du programme de son Assemblée générale qui s'est déroulée à Dhaka, au Bangladesh. Les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, qui ont mis l'accent sur l'importance de renforcer les investissements pour la nutrition, ont suivi peu après. Fin mai, l'Assemblée mondiale de la Santé a été une excellente occasion de présenter les mesures mises en œuvre par les pays SUN pour remédier à la sous-alimentation, au surpoids, à l'obésité et aux maladies non transmissibles. En juillet, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable a examiné l'ODD n° 2 et 30 pays SUN ont délibérément entrepris de revoir leur plan de réalisation des ODD. En septembre, la réunion du Groupe principal du Mouvement SUN et d'autres événements parallèles qui se sont déroulés en marge de la 72e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies ont insisté sur l'importance de la nutrition lors des premières phases du développement de l'enfant. En octobre, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la première plateforme internationale et intergouvernementale permettant à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, consacra une journée entière à la question de la nutrition. Enfin, en novembre, l'Italie accueillera à Milan le Forum international de haut-niveau pour la nutrition, au cours duquel l'édition 2017 du Rapport sur la nutrition mondiale (présentation générale de référence et rapport de redevabilité sur la situation de la nutrition dans le monde) sera lancée. Les 59 pays membres du Mouvement SUN se réuniront ensuite à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour le Rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2017, un forum d'échanges et de partage permettant de définir une perspective audacieuse pour l'avenir de ses États membres.²⁸



²⁸ Pour un aperçu détaillé de la situation de la nutrition dans le monde et des informations sur la gouvernance mondiale de la nutrition, veuillez consulter le centre de ressources du Comité permanent de la nutrition : <https://www.unscn.org/en/resource-center/UNSCN-Publications>.

TRAVAILLER POUR ATTEINDRE LES ODD : INTÉGRER LA NUTRITION ET LE WASH

- **La mauvaise qualité de l'assainissement constitue, à l'échelle mondiale, la deuxième plus grande cause des retards de croissance.**²⁹ Avec 844 millions de personnes vivant sans eau salubre et 2,3 milliards n'ayant pas accès à un assainissement adéquat, l'ampleur actuelle de la sous-alimentation ne surprend plus.³⁰
- **L'OMS estime que la moitié de tous les cas de sous-alimentation sont liés à des infections causées par une eau, un assainissement et une hygiène de mauvaise qualité,** selon de multiples voies de contagion d'après les données disponibles.³¹
- **Des mesures multisectorielles s'avèrent nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable.** L'ODD n° 2 (éliminer la faim et la malnutrition) ne sera pas atteint sans la mise en place de mesures imbriquées visant à atteindre l'ODD n° 6 (l'accès de tous au WASH).

“ LA PROMOTION DE LA NUTRITION NE RELÈVE PAS EXCLUSIVEMENT DES INITIATIVES D'UN MINISTÈRE OU D'UNE INSTITUTION. IL S'AGIT PLUTÔT D'UNE QUESTION TRANSVERSALE QUI EXIGE DES EFFORTS CONJOINTS DE LA PART DE DIVERS SECTEURS, Y COMPRIS LES SECTEURS DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE L'HYGIÈNE, DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'INFORMATION, AINSI QUE DES CONTRIBUTIONS DES AUTORITÉS INFRANATIONALES, DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT ET DU SECTEUR PRIVÉ.



– S.E. Yim Chhay Ly, Premier ministre adjoint du Cambodge

Établir des partenariats multisectoriels pour lutter contre la mauvaise qualité du wash et la malnutrition dans les pays SUN

Avec la reconnaissance du lien étroit existant entre la mauvaise qualité du WASH et sous-alimentation, une collaboration grandissante est notable dans de nombreux pays SUN entre les acteurs du gouvernement et les partenaires, mais aussi entre les partenaires eux-mêmes, en vue de développer des politiques et des plans nationaux de nutrition et de WASH.

Au **Cambodge**, le gouvernement a donné la priorité à l'amélioration de l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour faire avancer son engagement multisectoriel à réduire la prévalence des retards de croissance. Menée par le Conseil du développement agricole et rural du Cambodge (CARD), la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2014-2018) donne la priorité au WASH au sein d'une approche complète alliant des mesures spécifiques et contribuant à la nutrition à tous les niveaux. Le CARD a également établi un sous-groupe de travail pour le WASH et la nutrition, reliant le Ministère du développement rural et le Ministère de la santé aux donateurs et aux partenaires de développement principaux. Ce groupe se charge de la mise en œuvre d'actions intégrées, comme l'organisation du premier atelier national sur le WASH et la nutrition en novembre 2016 qui a réuni, sous les auspices du Premier ministre adjoint, des décideurs nationaux et infranationaux, dont quatre ministères gouvernementaux et les vice-gouverneurs de 10 provinces.

À **Madagascar**, où près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et où seulement 10 % de la population a accès à un assainissement de base, le président Rajaonarimampianina a récemment lancé le troisième Plan d'action national de nutrition (PNAN III).

²⁹ Danaei G. et al. (2016). « Risk Factors for Childhood Stunting in 137 Developing Countries: A Comparative Risk Assessment Analysis at Global, Regional & Country Levels. » PLoS Medicine 13(11): e1002164. doi:10.1371/journal.pmed.1002164.

³⁰ UNICEF/OMS (2017). « Progress on Drinking Water, Sanitation, and Hygiene: 2017 update and SDG Baselines. » À consulter sur : <https://washdata.org/report/jmp-2017-report-final> [consulté pour la dernière fois en août 2017].

³¹ OMS (2008). « Safer water, better health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health. » À consulter sur : whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596435_eng.pdf [consulté pour la dernière fois en juillet 2017].

Ce plan, élaboré par la société civile et les universitaires, s'appuie sur les recommandations d'une évaluation réalisée à la suite du PNAN II. Le PNAN III se concentre sur les 1 000 premiers jours de vie de l'enfant, en proposant des mesures qui visent à établir le capital humain nécessaire pour garantir le développement de Madagascar, y compris en accordant une attention toute particulière à la coordination multisectorielle, notamment en donnant la priorité au WASH.

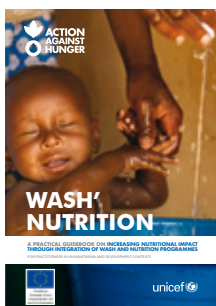
Pour renforcer et accélérer la mise en œuvre de ces mesures nationales, le **partenariat SWA (Assainissement et eau pour tous) et le Mouvement SUN** ont signé un partenariat pour garantir un plaidoyer en faveur de l'intégration du WASH ainsi que pour identifier et partager les bonnes pratiques en ce sens. Plusieurs partenaires ont soutenu cette initiative en lançant de nouveaux rapports de plaidoyer et des guides pratiques pour intégrer le WASH à la nutrition.



La recette du succès : Outils à l'intention des décideurs politiques pour intégrer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans l'action qui vise à en finir avec la malnutrition

Ce rapport, réalisé par Action contre la Faim, SHARE et WaterAid, souligne que l'intégration des mesures en faveur de la nutrition et du WASH est un ingrédient fondamental de la recette du succès en matière de malnutrition. Il présente certaines des mesures pratiques d'intégration du WASH et de la nutrition qui sont proposées dans les pays disposant de politiques bien intégrées comme le Cambodge, le Niger et le Zimbabwe.

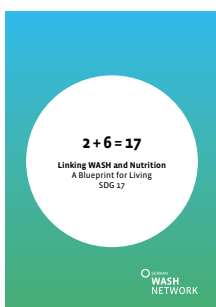
Consulter : www.wateraid.org/recipeforsuccess



Guide pratique du WASH et de la nutrition (WASH'Nutrition Practical Guidebook)

Publié par Action contre la Faim, ce guide propose des conseils pratiques pour aider les professionnels à concevoir et à mettre en œuvre des programmes adaptés aux contextes humanitaires et de développement. Ce guide s'appuie sur l'expertise de nombreux individus et d'organisations travaillant dans le secteur du WASH, de la santé et de la nutrition, y compris UNICEF, l'OMS, Action contre la Faim, WaterAid et Concern Worldwide, entre autres.

Consulter : <https://www.actionagainsthunger.org.uk/publication/wash%E2%80%99nutrition-2017-guidebook>



2+6=17 - Linking WASH and Nutrition, a blueprint for living SDG 17

Ce rapport, élaboré par German WASH Network, aide les acteurs de la nutrition à identifier une approche qui leur correspond pour « faire l'expérience du lien WASH-nutrition » dans le cadre des ODD. Il rapproche les deux domaines thématiques et les différents groupes de parties prenantes tout en fournissant des exemples et des recommandations pour améliorer les effets bénéfiques, la durabilité et la rentabilité.

Consulter : http://www.washnet.de/wp-content/uploads/washnet17_linking-wash-nutrition_web_170721_jr.pdf



2

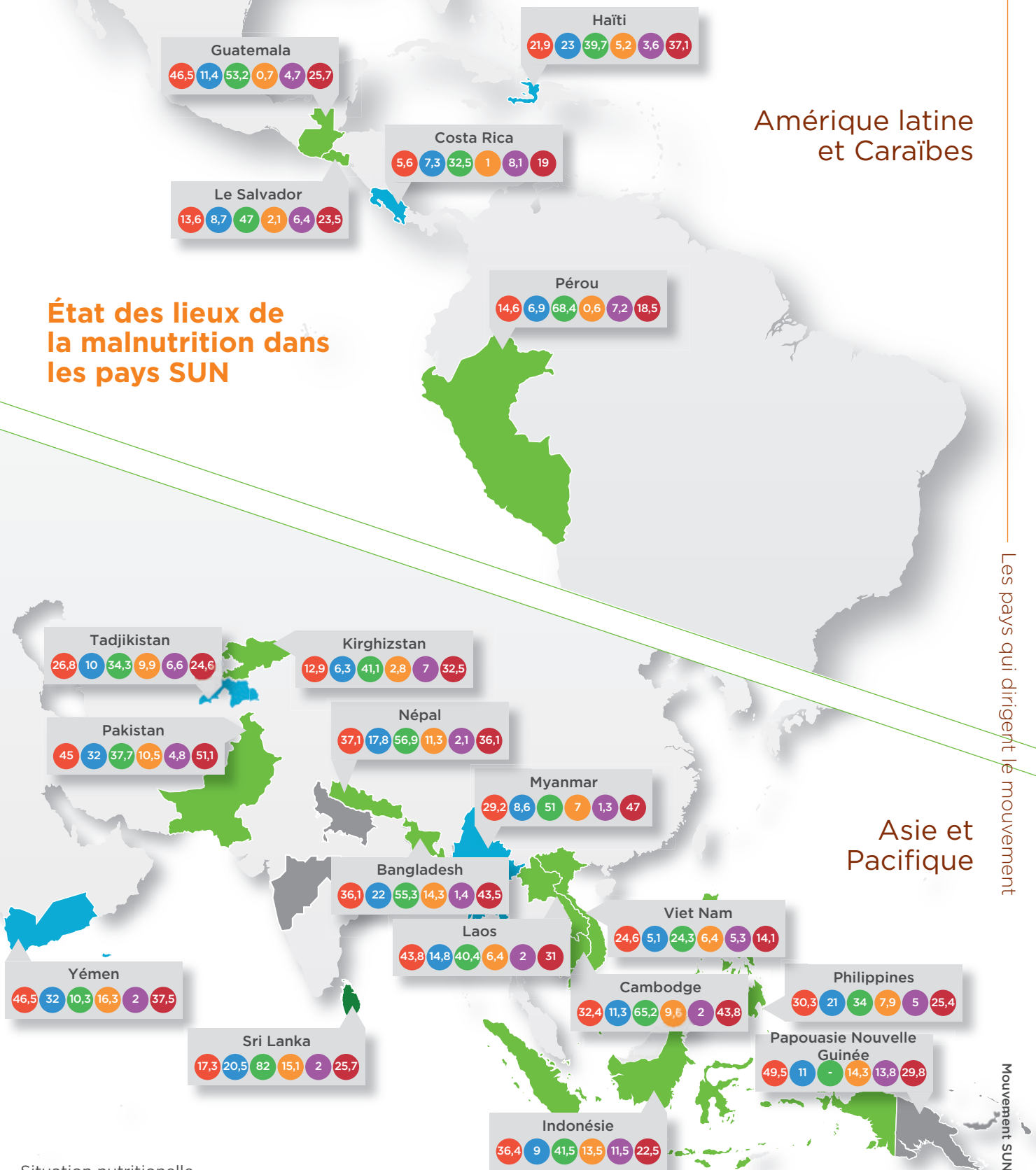
La lutte contre la malnutrition dans le Mouvement SUN

2.1 ÉTAT DES LIEUX DE LA MALNUTRITION DANS LES PAYS QUI DIRIGENT LE MOUVEMENT

59 pays et les États indiens du Jharkhand, de l'Uttar Pradesh et du Maharashtra dirigent actuellement le Mouvement SUN. Dans ces pays vivent plus de **100 millions d'enfants atteints de retard de croissance**. Cependant, grâce à leur engagement, leur collaboration, leur investissement et la mise en œuvre d'actions efficaces, des millions d'enfants ont une chance de vivre une vie meilleure, ce qui a un effet multiplicateur pour toutes les familles, les communautés, les régions et les pays. Les sociétés vont prospérer et la planète deviendra plus sûre et plus durable.

Amérique latine et Caraïbes

État des lieux de la malnutrition dans les pays SUN



Situation nutritionnelle

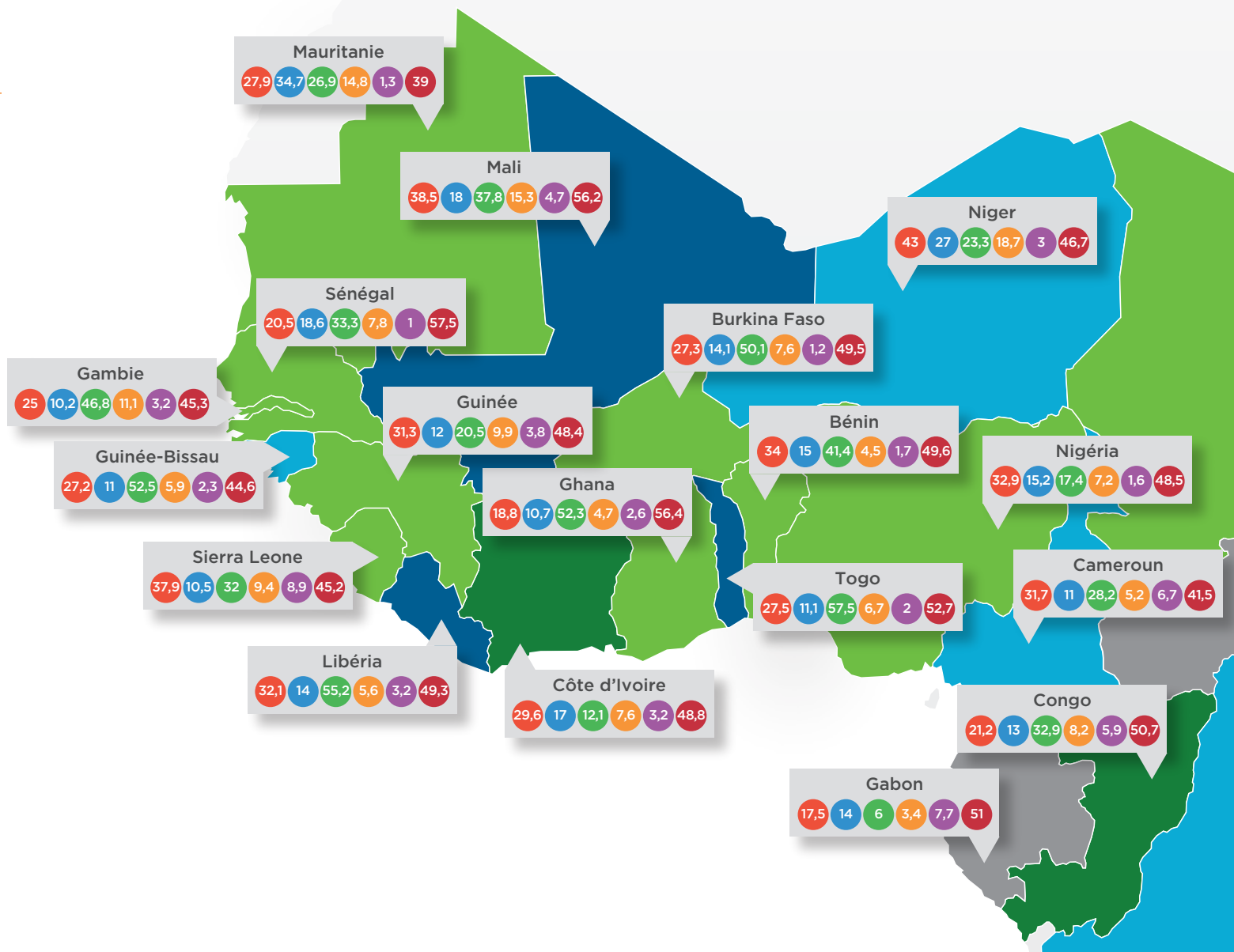
- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2017)*

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2016 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2017 par les pays SUN.

Voir le récent Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN pour plus d'informations.



État des lieux de la malnutrition dans les pays SUN

Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

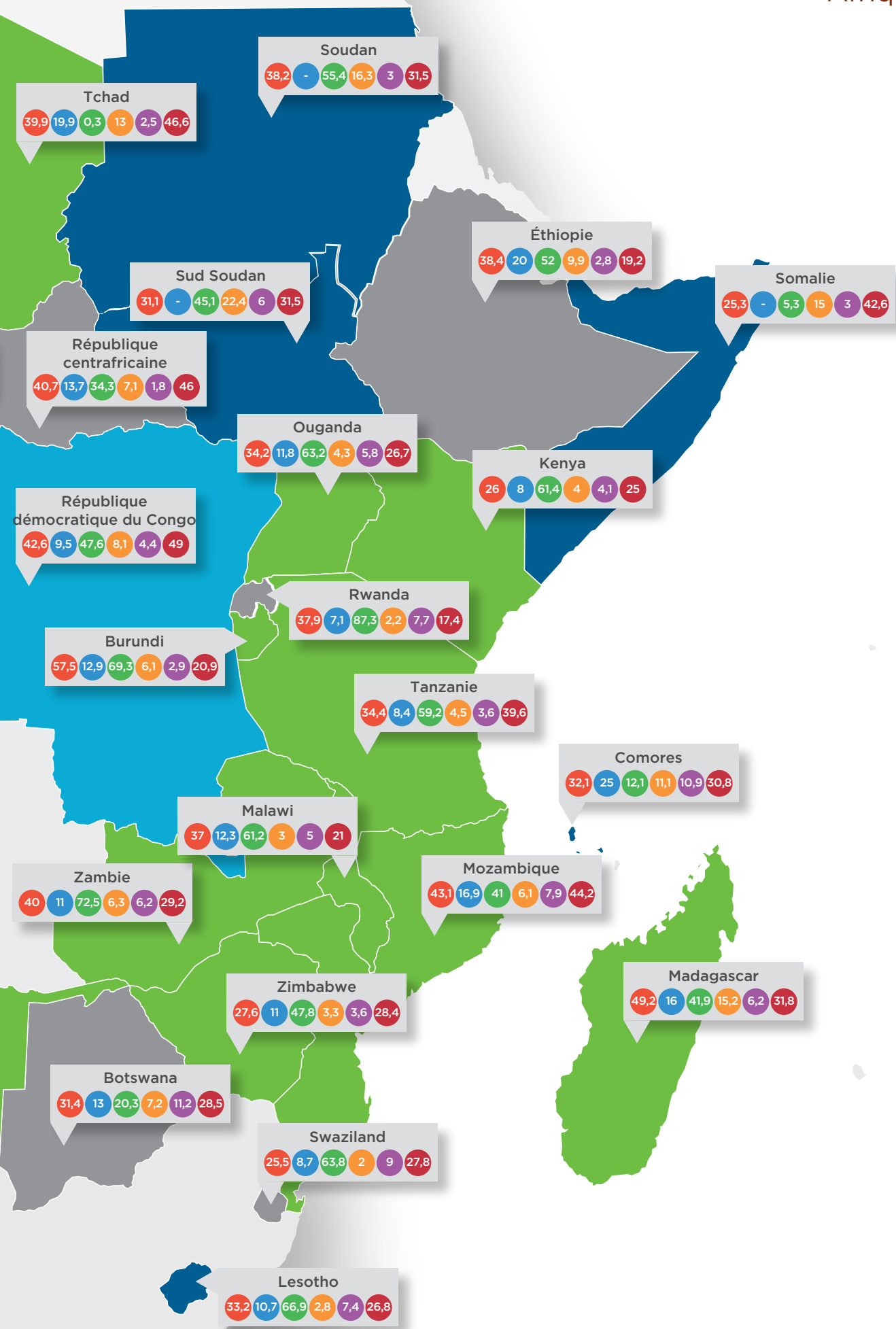
Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2017)*

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2016 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2017 par les pays SUN.

Voir les profils de pays SUN aux pages 82-142 pour plus d'informations.

Afrique



PARVENIR AUX ODD : INTRODUCTION AU SYSTÈME MEAL

Même si l'adage selon lequel « on ne peut pas gérer ce qu'on ne peut pas mesurer » semble trop simpliste, il décrit bien l'importance du suivi des progrès dans la nutrition. Ayant pour objectif l'épanouissement des individus, et particulièrement des femmes, des adolescents et des enfants, la théorie du changement transformationnel du Mouvement SUN appelle toutes les parties prenantes à s'unir et tous les acteurs à collaborer, afin que les ressources puissent être mobilisées et dépensées de façon coordonnée.

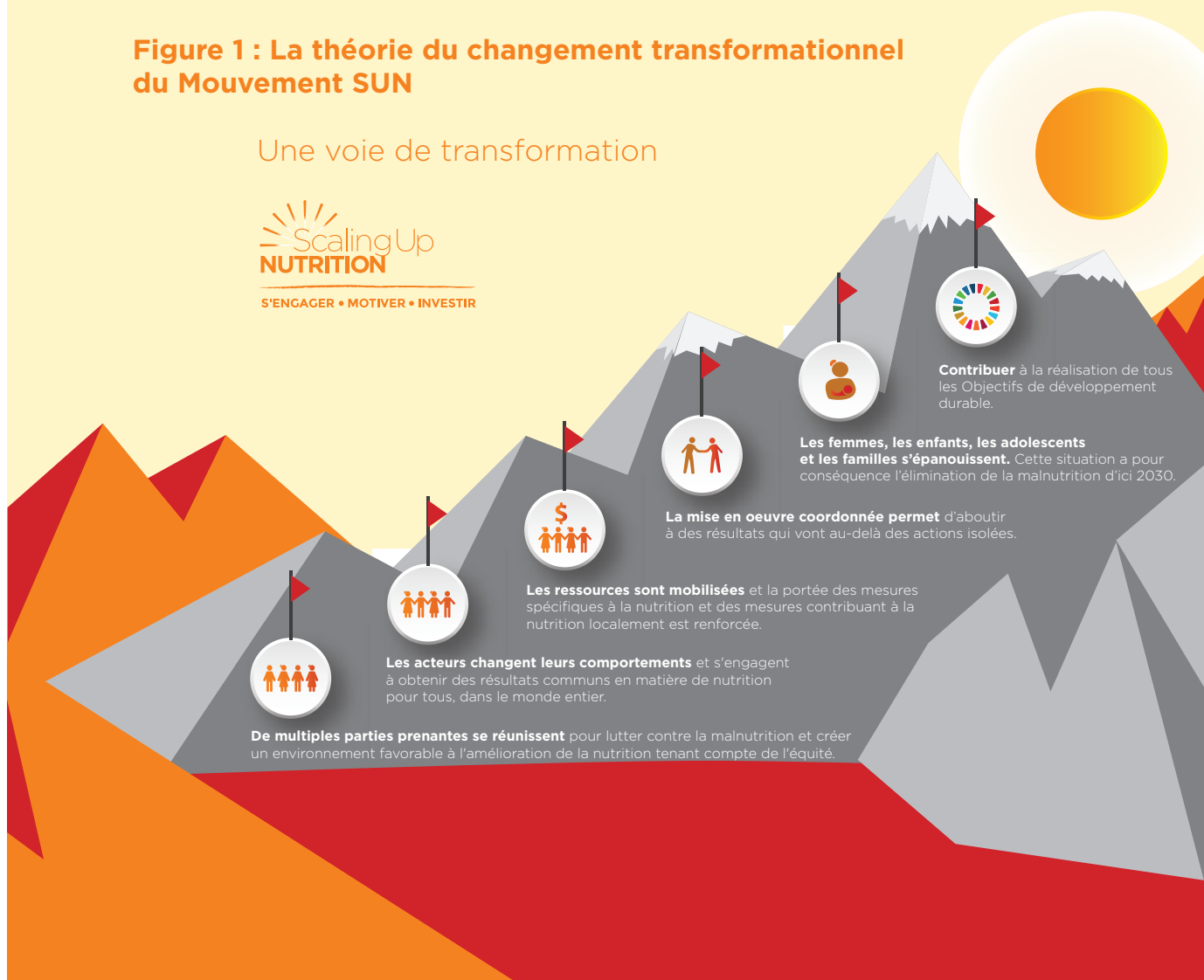
Alors que le Mouvement SUN est entré dans une nouvelle phase, les parties prenantes cherchent à montrer comment leurs ressources humaines et financières se traduisent et se sont traduites en résultats et en actions qui assurent à tous une meilleure nutrition. Réaliser cette ambition exige un système solide de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning - MEAL) qui reflète cette théorie du changement et soit correctement adapté à la nature systémique des changements que le Mouvement SUN cherche à apporter dans l'ensemble de ses 59 pays membres.

“ LA NUTRITION EST UN CATALYSEUR POUR LA RÉALISATION DES ODD. POUR AUTANT, L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION S'AVÈRE DIFFICILE À MESURER.

– Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN

Figure 1 : La théorie du changement transformationnel du Mouvement SUN

Une voie de transformation



2016 et 2017 ont servi à l'élaboration de ce cadre de résultats MEAL, qui intègre des indicateurs de progrès correspondant à chaque étape de la théorie du changement. Le choix des indicateurs est aligné sur les initiatives et les cadres de suivi convenus au niveau international, et comprend des données secondaires provenant de référentiels accessibles au public (par ex. les bases de données mondiales de l'UNICEF, l'Observatoire mondial de la santé de l'OMS, etc.). Le système MEAL intègre également des indicateurs spécifiques au Mouvement, fondés sur des données primaires recueillies par le Secrétariat du Mouvement SUN (par ex. l'Évaluation conjointe annuelle du Mouvement SUN) et les réseaux mondiaux.

Le système MEAL vise à :

- Suivre les progrès des pays SUN, en tant que groupe** → Évaluer les progrès des pays SUN en utilisant un ensemble standard d'indicateurs qui couvrent différents aspects, des engagements aux actions, puis aux résultats et aux retombées.
- Suivre les progrès individuels de chaque pays SUN** → Comprendre où chaque pays SUN a réalisé le plus de progrès et où il accuse un retard.
- Identifier des modèles de progrès à travers les pays SUN** → Identifier les schémas qui se répètent à travers les pays SUN, en examinant les pays qui ont fait le plus de progrès, ceux qui se trouvent à mi-parcours et ceux qui éprouvent des difficultés.
- Identifier des modèles liés à la théorie du changement** → Comparer les pays SUN en examinant des groupes spécifiques d'indicateurs qui correspondent à la théorie du changement du Mouvement SUN : l'environnement, les finances, les interventions et la législation propices, les ODD qui sont considérés comme moteurs de la nutrition, le statut nutritionnel et la contribution de la nutrition aux ODD.

Pour faciliter les comparaisons entre les pays et les indicateurs, les chiffres individuels des pays sont regroupés sous forme de valeurs qui suivent des codes de couleur représentant un continuum de performances. La classification utilisée est principalement fondée sur les performances en comparaison avec les autres pays SUN, mais aussi parfois par rapport à des seuils standards (par exemple l'importance de la prévalence de l'anémie pour la santé publique).



© UNICEF

2.2 CARACTERISTIQUES DES MALNUTRITIONS DANS LES PAYS SUN

S'attaquer aux vulnérabilités à la malnutrition

155 millions de filles et de garçons souffrent actuellement d'un retard de croissance. En 2016, le Rapport mondial sur la nutrition a mis sur pied un système de distinction des seuils des vecteurs sous-jacents de retard de croissance (les calories provenant d'aliments autres que les denrées de base, l'accès à une eau améliorée, l'accès à des installations sanitaires améliorées et le taux d'inscription des filles au secondaire) et il a précisé le nombre de pays qui présentaient de telles « vulnérabilités ». Dans l'ensemble du Mouvement, le **Costa Rica** est le seul pays à se situer au-dessus du seuil pour les quatre indicateurs.

Parmi les 14 pays qui comptent deux vulnérabilités ou moins, l'**Ouganda** est le seul pays à faible revenu. La majorité des progrès ont été observés dans le domaine de l'accès à une eau potable améliorée (c'est le cas pour 39 pays), les progrès dans les trois autres vecteurs étant en retard.

Figure 2: Nombre de pays au-dessus des seuils de vulnérabilités contribuant au retard de croissance

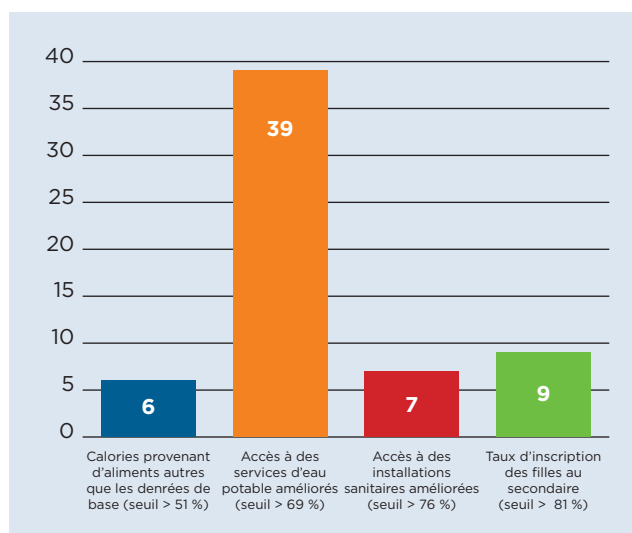


Tableau 2 : Les pays SUN et leurs vulnérabilités au retard de croissance³²

Nombre de vulnérabilités	Nombre de pays	Pays SUN
0	1	Costa Rica
1	6	Botswana, Le Salvador, Kirghizistan, Pérou, Sri Lanka, Tadjikistan
2	7	Guatemala, Indonésie, Myanmar, Pakistan, Philippines, Ouganda, Viet Nam
3	25	Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Laos, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Namibie, Népal, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Zimbabwe
4	20	République centrafricaine, Tchad, République Démocratique du Congo, Éthiopie, Haïti, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Yémen, Zambie

³² La vulnérabilité étant définie comme le fait de se trouver en dessous du seuil pour les quatre vecteurs sous-jacents suivants (source : Rapport sur la nutrition mondiale 2016) :

Calories provenant d'aliments autres que les denrées de base < 51 %

Accès à une eau améliorée < 69 %

Accès à des installations sanitaires améliorées < 76 %

Taux d'inscription des filles au secondaire < 81 %

LE MEILLEUR DÉPART DANS LA VIE : UN ESPRIT SAIN DANS UN CORPS SAIN



- 39 pourcent des pays SUN ont des taux d'allaitement maternel exclusif d'au moins 50 pourcent. Le **Burkina Faso**, le **Kenya** et le **Swaziland** ont enregistré une hausse moyenne de l'allaitement maternel exclusif de plus de 10 pourcent.
- Seulement 15,4 pourcent des enfants de 6 à 23 mois des pays SUN reçoivent une alimentation minimale acceptable, c'est-à-dire qu'ils bénéficient d'une fréquence minimale de repas et d'une diversité alimentaire minimale.³³ Le **Guatemala**, le **Pérou** et le **Viet Nam** sont les seuls pays qui présentent des taux d'alimentation adéquate minimums de 40 pourcent ou plus, ces taux se situant sous les 10 pourcent dans 19 pays (44 pourcent des pays).
- En moyenne, 29,5 pourcent des enfants de 6 à 23 mois dans les pays SUN ont dans leur alimentation une diversité alimentaire minimale. L'**Indonésie**, le **Kirghizistan**, le **Pérou**, le **Salvador**, le **Viet Nam** et le **Swaziland** présentent des taux de diversité alimentaire minimale d'au moins 50 pourcent ou davantage, le **Swaziland** étant le seul pays africain dans ce cas.
- La couverture des enfants de 6 à 59 mois recevant une supplémentation de deux doses de vitamine A dans 48 pays SUN montre une grande diversité. Seuls 17 pays SUN ont atteint un taux de couverture de 90 pourcent et plus, tandis que dans 16 autres pays ce taux est inférieur à 50 pourcent.

GARANTIR L'ALIMENTATION DES FEMMES ET DES HOMMES POUR QU'ILS PUISSENT S'ÉPANOUIR AU TRAVAIL ET À DOMICILE



- Les données sur les politiques nationales de mise en œuvre de **politiques d'alimentation saine**, sont disponibles pour 49 pays SUN. Elles se fondent sur les données du NCD Progress Monitor 2017, la publication de l'OMS sur les progrès accomplis dans la lutte contre les MNT.³⁴ La **République centrafricaine**, le **Mali**, le **Pérou** et le **Tadjikistan** sont les quatre seuls pays SUN qui indiquent avoir totalement mis en œuvre les trois composantes des politiques d'une alimentation saine : des politiques sur le sel/sodium, des politiques sur les graisses saturées et trans et des politiques de restriction de la publicité et la commercialisation des aliments et des boissons destinés aux enfants.

Tableau 3 : Nombre de pays SUN qui font état de progrès dans la mise en œuvre des politiques d'alimentation saine

Politique	Totalement réalisée	Non réalisée	Inconnu ^a
Politiques sel/sodium**	6*	47	2
Politiques graisses saturées et trans	7†	49	3
Restrictions sur le marketing destiné aux enfants	6‡	47	6

^a L'appellation « Inconnu » comprend les catégories suivantes : Documentation non disponible, Non connu

* République centrafricaine, Costa Rica, Kirghizistan, Lesotho, Mali, Tadjikistan

** Le Bangladesh, le Botswana, le Pérou et le Swaziland ont presque terminé la mise en place de politiques de régulation du sel et du sodium

† République centrafricaine, Costa Rica, Kirghizistan, Mali, Pérou, Swaziland, Tadjikistan

‡ République centrafricaine, Mali, Mozambique, Pérou, Swaziland, Tadjikistan

³³ Ces chiffres sont comparables à de récentes estimations mondiales de 16 pourcent, mais la médiane est inférieure à la médiane mondiale (14 pourcent).

³⁴ OMS (2017). Non-Communicable Diseases Progress Monitor. Genève : Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

LE COMBAT DES MÈRES CONTRE LA MALNUTRITION : ATELIERS DE CUISINE SANTÉ AU RWANDA



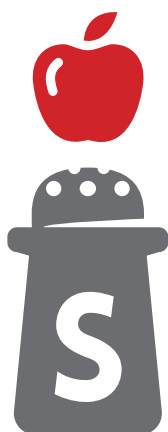
« Quand on m'a dit que mon fils Emmanuel souffrait de malnutrition, je me suis sentie offensée », déclare Nyirahabimana. « Je pensais très bien cuisiner. Je faisais frire pratiquement toute notre nourriture, y compris les légumes. Mais mon fils était maigre et il tombait très souvent malade. »

Nyirahabimana était convaincue que son fils avait été empoisonné. Mais lorsqu'elle s'est inscrite dans une école de nutrition financée par l'USAID, elle s'est rendue compte que son fils était en fait mal nourri. Et il n'était pas le seul. Nyirahabimana vit dans une région rurale du Rwanda, un pays où 38 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique ou de retard de croissance en 2015.

L'école de nutrition que fréquente Nyirahabimana s'intéresse particulièrement à la prise en charge des enfants atteints de malnutrition. Nyirahabimana a suivi des cours qui apprennent aux mères comment préparer des repas sains et équilibrés et offrir les nutriments nécessaires à leurs enfants. Afin d'ancrer les pratiques dans la durée, les écoles ne fournissent pas la nourriture. Chaque femme apporte un ingrédient de chez elle pour l'intégrer dans la préparation du repas. Grâce à cette méthode, les femmes comme Nyirahabimana apprennent à cuisiner des repas sains en utilisant les ingrédients qu'elles ont à la maison.

Au bout de quelques mois de cours de cuisine, Nyirahabimana a été frappée de voir comment ces repas sains avaient transformé son fils. « Mon fils n'est plus jamais malade. Il pesait 9 kilogrammes (20 livres) au début du programme, il y a quatre mois. Il en pèse aujourd'hui 15 (33 livres). Je sais maintenant que frire les aliments n'est pas bon pour la santé. » Aujourd'hui, Nyirahabimana prépare chez elle des repas sains et délicieux - pour le plus grand plaisir et le bien-être de sa famille.

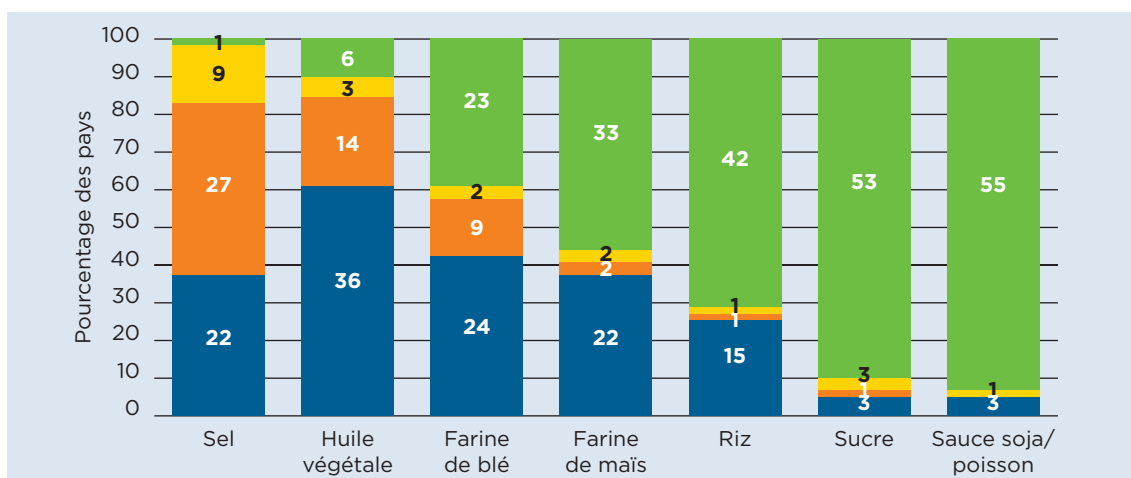
Depuis 2015, l'USAID - en partenariat avec le gouvernement rwandais et d'autres partenaires - a établi 913 écoles de nutrition dans tout le pays. Ces écoles de nutrition ont permis à plus de 2 400 enfants comme le fils de Nyirahabimana de sortir de la malnutrition.



- Les données par habitant sur la consommation de fruits et légumes (calculée en grammes de fruits et légumes consommés par jour) sont disponibles pour 58 pays SUN.³⁵ La moyenne générale de consommation de fruits et légumes était de 211 g par jour. Seul un pays, le **Laos**, présente une consommation moyenne de sa population supérieure à 400 g par jour, la consommation minimale recommandée par l'OMS.
- Tous les pays SUN disposent de données sur la consommation journalière de sodium chez les adultes. La moyenne pour l'ensemble du Mouvement SUN est de 2,9 grammes par jour,³⁶ ce qui est supérieur à l'apport journalier maximum de 2 grammes recommandé par l'OMS. Les pays faisant ici exception sont le **Burundi**, les **Comores**, l'**Indonesie**, le **Kenya**, le **Malawi** et le **Rwanda**.
- Dans le monde, environ 70 pourcent de tous les ménages ont accès à un sel adéquatement iodé.³⁷ Dans l'ensemble du Mouvement SUN, seuls le **Kenya**, le **Sri Lanka** et la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** sont parvenus à une consommation de sel iodé dans 90 pourcent des ménages ou plus ; dans 28 pays, 50 à 89 pourcent des ménages y ont accès et, dans 19 pays, moins de 50 pourcent des ménages y ont accès.

- L'enrichissement consiste à ajouter des vitamines et des minéraux dans les aliments afin d'éviter les carences nutritionnelles. Les nutriments utilisés de façon régulière dans l'enrichissement des céréales permettent de prévenir les maladies, de renforcer les systèmes immunitaires et d'améliorer la productivité et le développement cognitif. Comme le montre le schéma 3, qui indique le statut de l'enrichissement de l'ensemble des pays SUN par aliment vecteur, les pays sont classés en 3 catégories : « maintenir »,³⁸ « améliorer »,³⁹ ou « instaurer/développer ». ⁴⁰ La catégorie « s.o./n.d. » est utilisée lorsque l'aliment vecteur n'est pas pertinent (s.o.) pour le pays en question⁴¹ ou lorsque la quantité d'informations disponibles est insuffisante (n.d.) pour une évaluation correcte. Certains pays peuvent se trouver à différentes étapes en fonction de l'aliment vecteur. Le **Costa Rica** présente un statut « maintenir » pour le sel, la farine de blé, le maïs et le riz, tandis que le **Guatemala** se trouve dans le groupe « maintenir » pour l'huile végétale, la farine de blé, le maïs et le sucre.

Figure 3: Statut d'enrichissement des pays SUN par aliment vecteur (nombre et pourcentage des pays)



- La protection sociale peut traiter les causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition en améliorant la qualité de l'apport alimentaire, en augmentant les revenus et en garantissant l'accès aux services de santé. La nutrition et la protection sociale sont liées dans leur pertinence pour le renforcement de la résilience et dans la mise en relation des stratégies

³⁵ *The Global Dietary Database*. Consultable (en anglais) à l'adresse suivante : <http://www.globaldietarydatabase.org/the-global-dietary-database-measuring-diet-worldwide.html>

³⁶ Powles J, Fahimi S, Micha R, et al. (2013) « *Global, regional and national sodium intakes in 1990 and 2010: a systematic analysis of 24* » « *h urinary sodium excretion and dietary surveys worldwide* ». *BMJ Open*; 3:e003733. doi: 10.1136/bmjopen-2013-003733.

³⁷ Pearce, Andersson & Zimmermann (2013). « *Global iodine nutrition: where do we stand in 2013?* » *Thyroid*, Vol.23 N°5. DOI: 10.1089/thy.2013.0128.

³⁸ Les pays pour lesquels au moins 80 pourcent de l'aliment vecteur est enrichi, et pour lesquels l'enrichissement est conforme au moins à 70 pourcent.

³⁹ Les pays pour lesquels de 50 à 79 pourcent de l'aliment vecteur pour est enrichi, mais où la conformité (enrichissement conforme à la norme) est inférieure à 70 pourcent.

⁴⁰ Les pays qui ont une consommation courante et généralisée de l'aliment vecteur, mais pour lesquels moins de 50 pourcent de l'aliment vecteur est enrichi [quelle que soit la quantité].

⁴¹ Ceci est essentiellement dû au fait que l'aliment vecteur n'est pas couramment consommé en une quantité suffisante pour la pertinence d'un enrichissement (c.-à-d. min. 10 g/hab./jour pour l'huile végétale ; et min. 75 g/hab./jour pour les céréales).

d'urgence et de développement.⁴² Les données de la couverture sociale sont disponibles pour 41 pays SUN⁴³ Elles indiquent les femmes, les hommes, et leurs familles des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont davantage protégés que ceux qui vivent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et dans les pays à faible revenu. En Amérique latine, les programmes de protection sociale concernent en moyenne 63 pourcent de la population et 80 pourcent des ménages les plus pauvres. Les quatre seuls pays africains dont la couverture des programmes de protection sociale se situe au-dessus de 50 pourcent sont le Lesotho, le Swaziland, le Libéria et l'Ouganda ; ces deux derniers étant des pays à faible revenu.

13 MESURES ADOPTÉES PAR LES PAYS SUN POUR PROMOUVOIR LA NUTRITION AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS



1. [Au Guatemala, le Congrès signe un engagement pour lutter contre la malnutrition chronique](#)



2. [Moment historique pour le Bangladesh : le Conseil pour la nutrition approuve le deuxième Plan d'action national pour la nutrition](#)



3. [Un tournant pour la prochaine génération de Philippines avec le lancement d'un nouveau plan d'action pour la nutrition](#)



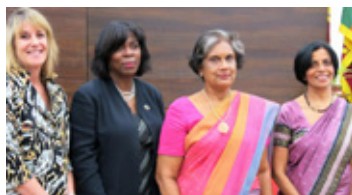
4. [Le Burkina Faso valide son Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2020 avec l'engagement de l'ensemble des secteurs clés et parties prenantes](#)



5. [Un nouveau plan d'action national pour la nutrition ouvre un chemin solide à Madagascar](#)



6. [La présidente du Libéria Ellen Johnson-Sirleaf réitère son engagement dans le programme Faim zéro](#)



7. [L'ex-présidente lance le plan du Sri Lanka pour éradiquer la faim et la malnutrition](#)



8. [Au Ghana, l'ancien président lance un processus d'examen stratégique visant à éliminer la faim et l'insécurité alimentaire d'ici 2030](#)



9. [L'ancien président lance le plan stratégique zéro-faim du Nigéria visant l'éradication de la faim d'ici 2030](#)



10. [La Sierra Leone publie ses recommandations pour une alimentation saine](#)



11. [La ministre de la Santé du Malawi soutient une entreprise locale pour le lancement d'un nouvel aliment complémentaire](#)



12. [Nomination officielle de la Première dame de la République de Guinée comme ambassadrice de la nutrition](#)



13. [Au Pakistan, une division gouvernementale pour le Mouvement SUN se déploie pour mieux atteindre les 55 millions de personnes dans la province du Sind](#)

2.3 S'ASSURER DE PROGRÈS DANS LA NUTRITION : L'ÉVALUATION CONJOINTE DU MOUVEMENT SUN 2017



Bénin



Burkina Faso



Burundi



Cambodge



Cameroun



Congo



Côte d'Ivoire



Gambie



Ghana



Guinée-Bissau



Haïti



Indonésie



Kenya



Malawi



Mauritanie



Myanmar



Népal



Nigéria



Sénégal



Sierra Leone



Sri Lanka



Tchad

Entre avril et août 2017, **52 pays SUN**,⁴⁴ un nombre record, ont réuni leurs spécialistes de la nutrition pour réaliser l'évaluation conjointe du Mouvement SUN 2017. Cet exercice participatif et en face à face rassemble des équipes de parties prenantes par pays pour : harmoniser leur vision de l'état d'avancement des transformations institutionnelles pour le renforcement de la nutrition (notamment les progrès accomplis au cours de l'année écoulée) ; donner un aperçu des défis et obstacles rencontrés ; mobiliser le soutien à la réalisation des objectifs communs en s'assurant notamment que les femmes et les filles sont au cœur de toutes les actions, au niveau du contenu, de leurs structures et du personnel sur le plan national ; fixer des priorités communes pour l'année à venir, et contribuer concrètement aux processus décisionnels du système de soutien mondial du Mouvement SUN.

Figure 4 : Atteindre les objectifs stratégiques du Mouvement SUN



1. Développer et maintenir un environnement politique favorable



2. Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition



3. Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées à des résultats communs



4. Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition

Ce processus annuel de réflexion et d'établissement des priorités est propre au Mouvement SUN et les données recueillies reflètent les transformations institutionnelles qui aident les agents du changement de la nutrition à apporter des contributions et une influence mesurables, en agissant en collaboration. Il permet en outre d'illustrer les progrès réalisés vers la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN, et les parties prenantes sont ainsi solidairement responsables et prévoient de faire des progrès continus. Étant donné que ce processus permet aux multiples parties prenantes et secteurs de former des consensus, il constitue un élément fondamental du Mouvement SUN.

LES PAYS SUN REGROUPENT LES PARTIES PRENANTES DANS UN ESPACE D'ACTION COMMUN

Pour le Mouvement SUN, élargir et maintenir un environnement politique favorable signifie :

- Un leadership fort dans le pays traduit les engagements en actes et crée un élan politique et social.
- Un espace partagé (les plateformes multi-acteurs) aux niveaux national et local ouvre la voie à une action collective dans laquelle les agents de changement de la nutrition endossent une responsabilité conjointe pour renforcer les effets de leurs actions.



⁴⁴ Il faut noter que, outre les 52 pays SUN indiqués, le Gabon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui ont rejoint le Mouvement SUN respectivement en décembre et avril 2016, ont entrepris des études de base du contexte nutritionnel de leur pays entre avril et juillet 2017.

Le Mouvement SUN, sous l'impulsion de ses 59 pays membres et des trois États indiens qui le composent, ne cesse de progresser pour réunir davantage de personnes, les bonnes personnes, dans un espace commun afin d'entreprendre les actions de nutrition. Pour quels résultats ? Un rôle de chef de file plus efficace, et de multiples parties prenantes qui se rassemblent pour créer un cadre propice à l'amélioration de la nutrition en 2016 - 2017. Une amélioration de la capacité des individus et des institutions à collaborer efficacement, tant au niveau national que sous-national, est essentielle pour accroître la portée de la nutrition et atteindre les Objectifs de développement durable. La Feuille de route 2016 - 2020 du Mouvement SUN met l'accent sur le renforcement de cette capacité, avec pour objectif de garantir que tous les pays SUN, en partenariat avec les principales parties prenantes, y compris les collectivités, réalisent d'importants progrès dans l'éradication de la malnutrition d'ici 2020. Bien qu'il n'existe aucun modèle universel pour les plateformes multi-acteurs, la capacité à travailler sur plusieurs secteurs, et sur des intérêts parfois différents, requiert un environnement fondé sur des principes et sur la confiance pour pouvoir bien collaborer.

APERÇU DES PROGRÈS

Le fait que les champions de la nutrition jouent un rôle décisif à tous les niveaux pour influencer sur les pratiques et les politiques nutritionnelles est de plus en plus reconnu, aussi bien pour mobiliser une volonté politique que pour modifier les comportements au sein des corps sociaux. En 2016 - 2017, **plus de 30 pays SUN** se sont engagés avec des champions de la nutrition, qu'il s'agisse de décideurs de haut-niveau, de parlementaires ou de médias, à plaider pour que les acteurs changent leurs comportements et s'engagent à obtenir des résultats communs en matière de nutrition pour tous, dans le monde entier.

Aujourd'hui, davantage de pays SUN ont mis en place et rendu opérationnelles des plateformes multi-acteurs, au niveau national comme au niveau sous-national, pour des résultats durables et une efficacité accrue. En 2016 - 2017, **50 pays SUN** disposent de plateformes multi-acteurs nationales, ces plateformes existant au niveau sous-national dans **35 pays SUN**, alors qu'ils étaient **26** pays l'année précédente.

Au cours de l'année écoulée, le nombre de membres et la portée⁴⁵ des quatre réseaux indépendants du Mouvement SUN ont également augmenté. Ces réseaux jouent un rôle essentiel en soutenant les efforts des gouvernements pour renforcer la nutrition. **39 pays SUN** disposent d'une Alliance de la société civile, et de nouveaux groupes de coordination régionaux couvrant l'Asie et l'Afrique orientale et australe ont été créés en 2016 - 2017, ainsi qu'une nouvelle Alliance de la société civile aux **Philippines**. Des réseaux du secteur privé SUN ont été établis au **Nigéria** et au **Niger** en 2016 - 2017, alors que **30 plateformes multi-acteurs** comprennent désormais des représentants du secteur privé, qui acceptent de contribuer au secteur alimentaire et apportent également des innovations dans le secteur des communications mobiles et numériques. **15 pays** ont mis en place des réseaux nationaux du secteur privé SUN, et 15 autres pays ont développé leurs propres réseaux du secteur privé, alors que **7** pays travaillent actuellement à la mise en place de ce type de réseaux. Plus de **400 entreprises** disposent du potentiel pour atteindre **166** millions de consommateurs par an avec des biens et services nutritifs d'ici 2020.⁴⁶

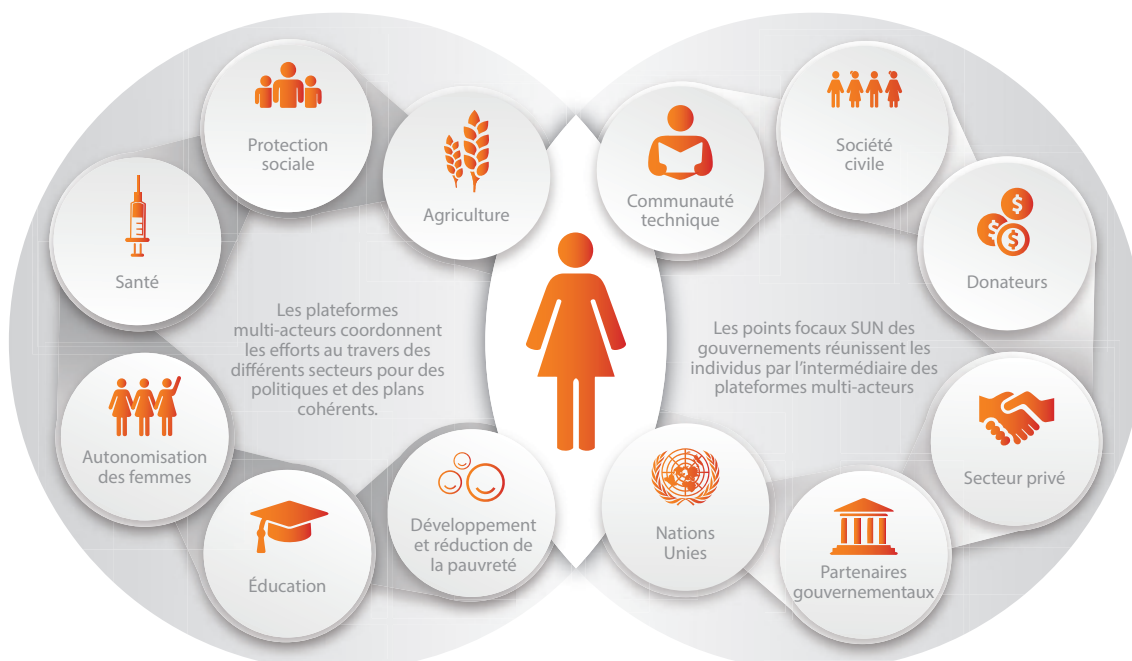
QUE FONT LES PLATEFORMES MULTI-ACTEURS DANS LES PAYS SUN EN 2016 - 2017 ?

- Les pays SUN formalisent de plus en plus leurs plateformes multi-acteurs : ils visent un engagement politique de haut niveau ;
- Les pays SUN mobilisent davantage de secteurs et de parties prenantes pour renforcer les actions de nutrition ;
- Les pays SUN sont parvenus à décentraliser leurs plateformes multi-acteurs, mais l'accent est parfois porté uniquement sur les zones à forte charge ;
- Les pays SUN contrôlent leurs structures de coordination pour s'assurer de leur qualité ;
- Les pays SUN peuvent éprouver des difficultés à maintenir la dynamique de leurs plateformes multi-acteurs.

⁴⁵ Pour plus d'informations sur les progrès des réseaux du Mouvement SUN en 2016 - 2017, consultez les pages 63 à 71.

⁴⁶ Réseau du secteur privé SUN (2013). Engagements des entreprises du Réseau du secteur privé SUN. À consulter en anglais) sur : <http://sunbusinessnetwork.org/sun-resources/sbn-company-list/> [consulté en septembre 2017].

Figure 5: Comment se présentent les plateformes multi-acteurs en pratique ?



1. Les pays SUN formalisent de plus en plus leurs plateformes multi-acteurs pour assurer un engagement politique de haut niveau

En 2016 - 2017, les pays SUN ont indiqué que la formalisation de leur plateforme multi-acteurs amplifie sa capacité à engager les discussions avec les niveaux supérieurs de gouvernement et donc la portée de ses actions. **38 pays SUN** se sont engagés activement avec le niveau exécutif de leur gouvernement respectif. De nombreux pays SUN ont récemment formalisé leurs plateformes, les hébergeant souvent au plus haut niveau des gouvernements, comme c'est le cas du Conseil national de lutte contre la malnutrition au **Congo**, du département pour la nutrition et les sports du Ministère de la santé au **Costa Rica**, de la Commission présidentielle pour la réduction de la malnutrition chronique au **Guatemala**, et du Comité multi-acteurs de la nutrition en **Guinée-Bissau**. Au **Myanmar**, avec le nouveau gouvernement en place, un organisme de haut niveau chargé du rassemblement des parties prenantes de la nutrition a été mis en place par le Conseiller d'État, et la plateforme multi-acteurs s'est élargie pour intégrer des fonds d'affectation spéciale et la Banque mondiale.

Au **Kirghizistan**, la plateforme multi-acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été officialisée en juin 2016, à l'occasion du Forum national sur la nutrition et la sécurité alimentaire.

Qu'entendons-nous par formalisation des actions multi-acteurs ?

Formaliser 'fɔ:m(ə)lɪz/
Verbe

1. donner un statut formel ou légal (officialiser)
2. donner une structure ou une forme définie

Une plateforme multi-acteurs est formalisée lorsque son existence est officialisée en vertu d'un instrument gouvernemental. Ces instruments précisent souvent le nom, la composition, le but et le fonctionnement opérationnel de la structure créée.

2. Les pays SUN mobilisent davantage de secteurs et de parties prenantes pour renforcer les actions de nutrition

Au **Bangladesh**, la structure de coordination officielle multisectorielle et multi-acteurs (le Conseil national de nutrition du Bangladesh ou BNNC) a récemment été restructurée et renforcée. Un total de 18 ministères a ainsi contribué à la redynamisation de cette structure, l'accent étant globalement mis sur l'alignement sur les ODD. En **Namibie**, de nouveaux ministères de tutelle, tels que le Ministère de l'éradication de la pauvreté et de la protection sociale, jouent un rôle clé dans la prise de décisions en matière de nutrition et ont participé à l'élaboration d'un nouveau plan national de développement, via l'Alliance namibienne pour une meilleure nutrition (NAFIN). En 2016 - 2017, le **Bénin**, le **Burundi** et **Madagascar** ont intégré de nouveaux secteurs au sein de leurs plateformes multi-acteurs (notamment le secteur de l'eau et de l'assainissement, le Ministère de la décentralisation et les Ministères de l'environnement, des finances et de la protection sociale). En **Somalie**, un engagement croissant en faveur du renforcement de la nutrition et du Mouvement SUN a été observé au cours de l'année écoulée. Il s'est notamment exprimé par la publication de lettres d'engagement et la nomination de points focaux SUN, par les Ministres fédéraux de l'agriculture et de l'élevage. Les Ministères de l'eau, de l'éducation, et du commerce et de l'industrie ont également nommé des points focaux.

En **Tanzanie**, les parties prenantes (tous niveaux confondus) se sont rassemblées pour élaborer le Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (NMNAP) 2016 - 2021, qui a été adopté en septembre 2016 en présence d'un nombre record de secrétaires permanents. La Tanzanie a également accompli des progrès importants dans l'élargissement de la plateforme multi-acteurs à davantage de parties prenantes non gouvernementales en 2016 - 2017, notamment des organisations de la société civile, des médias, des institutions universitaires et des parlementaires.

Outre les réseaux SUN des Nations unies, du secteur privé et des organisations de la société civile, qui ont fortement contribué à l'amélioration de la nutrition en 2016 - 2017, de nouveaux réseaux se sont récemment formés, notamment le réseau du milieu universitaire à **Madagascar**, de l'enrichissement en **Guinée**, des champions de la nutrition au **Tchad**, des parlementaires au **Burkina Faso** et au **Cameroun**, mais également des médias pour lesquels il existe des réseaux spécialisés dans 4 pays SUN en 2016 - 2017, notamment au **Tchad**, en **Côte d'Ivoire** au **Niger**, et à **Madagascar**, tandis qu'**Haïti** est en train de réactiver deux réseaux existants, mais séparés.

“ LA NUTRITION EST INCONTESTABLEMENT UNE QUESTION TRANSVERSALE QUI A DES RÉPERCUSSIONS SUR TOUS LES ASPECTS DE LA VIE, EN PARTICULIER SUR LES SECTEURS DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION, DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE, LE SECTEUR ÉCONOMIQUE, ET SUR LES QUESTIONS DU CAPITAL HUMAIN ET DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL.

– Dr Zainab Chaula, Secrétaire permanente adjointe chargée de la santé du Cabinet du président tanzanien

COMMENT LA RÉALISATION D'UN ETAT DES LIEUX A CONTRIBUÉ À RALLIER DIVERSES PARTIES PRENANTES AUTOUR DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE NUTRITION AU MYANMAR

En raison de la nature multidimensionnelle de la malnutrition, les actions de nutrition nécessitent l'engagement de multiples secteurs et de divers groupes de parties prenantes, mais cela peut s'avérer difficile à obtenir, car les divers intervenants n'utilisent souvent pas la même langue. La série d'outils d'analyse multi-acteurs du Réseau SUN des Nations unies, élaborée et facilitée par l'initiative REACH, a contribué à rassembler divers acteurs de la nutrition pour faire le bilan des efforts de nutrition en cours et pour élaborer un discours commun autour de la nutrition.

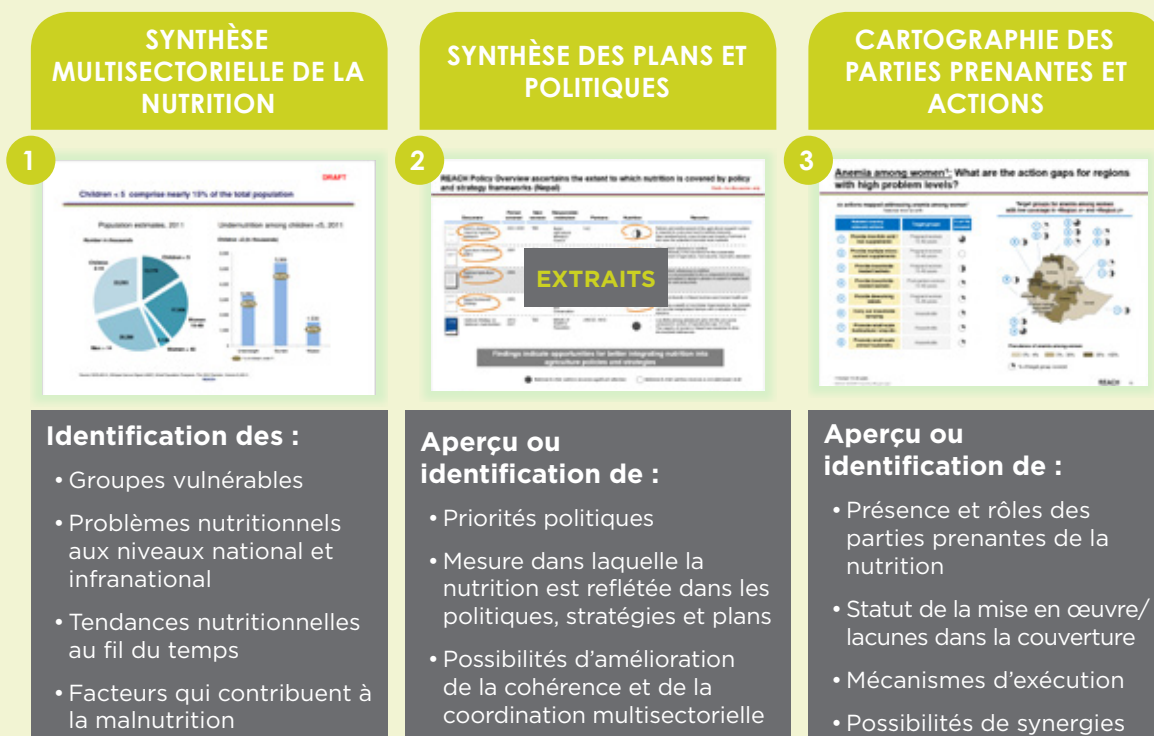
“ LE MYANMAR EST L'UN DES CINQ PAYS SUN À AVOIR SIGNALÉ UNE DIMINUTION DU RETARD DE CROISSANCE EN 2016 - 2017. ”



Lancée en août 2016 au Myanmar, la réalisation du bilan a donné une forte impulsion et a fourni une plateforme concrète permettant à de multiples acteurs de la nutrition de participer à représenter la situation nutritionnelle dans son intégralité. Le bilan a également permis de cerner les lacunes et les possibilités d'améliorer les synergies. Ce bilan en 3 volets, mené par le Comité national de la nutrition, dont le point d'ancrage se trouve au sein du Ministère de la santé et des sports, s'est appuyé sur les outils de l'initiative REACH et a bénéficié de son soutien.

Si les outils et leurs résultats respectifs ont été indispensables, le soutien qui a accompagné le processus pour le faciliter a aussi permis d'offrir une approche inclusive, de sorte que chaque acteur s'est senti partie intégrante de cette entreprise. Le coordinateur de l'initiative REACH a travaillé avec le Comité national de la nutrition pour s'assurer du soutien de cinq ministères, lesquels se sont rassemblés pour réaliser le bilan. D'autres réseaux, comme le Réseau de la société civile SUN, ont également été mobilisés. En plus des résultats tangibles obtenus par ce bilan, les différents acteurs du pays ont désormais davantage conscience de l'importance d'adopter une approche multi-acteurs dans la nutrition. Il a également démontré qu'une coordination multisectorielle et multi-acteurs est possible lorsqu'existe une volonté de travailler à l'obtention de résultats communs. L'apport de l'initiative REACH s'est révélé crucial pour favoriser et permettre cette dynamique. Des expériences similaires ont été vécues dans d'autres pays, tels que le **Burkina Faso**, le **Mali**, le **Mozambique** et la **Tanzanie**, dans lesquels l'initiative REACH a également soutenu la réalisation de bilans complets.

Figure 6: Établissement d'un état des lieux de la nutrition



3. Davantage de pays SUN ont décentralisé leurs plateformes multi-acteurs, prioritairement dans les zones à fort taux de malnutrition

En 2016 - 2017, **35** pays SUN, soit 9 de plus qu'en 2015 - 2016, ont indiqué avoir décentralisé leurs plateformes multi-acteurs. Des pays comme le **Bangladesh**, le **Bénin**, le **Burundi**, le **Tchad**, la **Côte d'Ivoire**, le **Mali**, le **Malawi**, **Madagascar**, le **Myanmar** et le **Népal** sont en train d'établir des mécanismes de coordination au niveau sous-national, en mettant l'accent sur les zones à forte charge.

Durant la période du rapport, en **Somalie**, l'État a perçu l'intérêt de former une plateforme multi-acteurs au niveau sous-national. Cependant, un total de 10 ministères de tutelle coordonnent actuellement leurs efforts et participent aux plateformes multi-acteurs. Au **Malawi**, des plateformes multi-acteurs fonctionnelles sont en place au niveau national, ainsi qu'au niveau des districts et à l'échelle locale. Des points focaux SUN sont en place à tous les niveaux et chaque plateforme multi-acteurs dispose d'un mandat précis. Tous les secteurs clés qui mettent en œuvre des actions spécifiques à la nutrition ou qui y contribuent font partie de ces plateformes.

Au **Zimbabwe**, les structures de coordination institutionnelles du niveau national au niveau des *wards* (subdivisions des districts) ont été renforcées en 2016 - 2017. Au cours de l'année écoulée, une succession de renforcement des capacités a été organisée du niveau national vers 15 comités de district de sécurité alimentaire et nutritionnelle, lesquels ont passé le relais en formant 75 comités de l'alimentation et de la nutrition à l'échelle des *wards* sur les stratégies locales et multi-acteurs de réduction des retards de croissance. Ce modèle renforce la redevabilité au niveau local vis-à-vis des mesures pour réduire les retards de croissance, et permet également aux communautés locales de mieux s'approprier les programmes alimentaires et nutritionnels mis en œuvre à leur échelle.

Certains pays font état de difficultés à étendre ces efforts, tandis que d'autres sont confrontés à un défaut de prise de conscience des autorités locales sur l'importance de la nutrition, ou à un manque de moyens. Le **Kirghizistan** indique qu'il est nécessaire d'accroître la décentralisation de la plateforme multi-acteurs, tandis que le **Laos** et le **Myanmar** ont commencé à établir des structures de coordination. D'autre part, au **Pakistan**, les structures de coordination au niveau provincial sont bien établies et fonctionnent bien en dépit de difficultés à affecter des financements suffisants pour la nutrition au niveau fédéral.

4. Les pays SUN contrôlent leurs structures de coordination pour s'assurer de leur qualité

La réflexion sur l'efficacité des structures de coordination a souvent lieu lors de l'élaboration des politiques, et avant la conception ou la restructuration des plateformes multi-acteurs au niveau national ou sous-national. De nombreux pays, dont plusieurs pionniers du Mouvement SUN, ont franchi une étape supplémentaire en procédant à des audits organisationnels et institutionnels. Durant la période du rapport, ces audits ont été réalisés au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, à **Haiti**, à **Madagascar**, au **Niger** et en **Tanzania**.

Au **Niger**, l'audit institutionnel a permis de cerner les points forts et les lacunes des capacités des individus et de la structure générale. L'audit comprenait également des recommandations concernant l'organisation de la plateforme multi-acteurs, ce qui a amené à un décret pour renforcer la structure et le fonctionnement de la plateforme. L'analyse institutionnelle effectuée à **Madagascar**, avec le soutien de l'UNICEF, du PAM et de la Banque mondiale, s'est penchée sur les besoins de modernisation de l'Office national de la nutrition. En **Tanzanie**, une analyse institutionnelle des

QUE SAVONS-NOUS SUR LES FLUX DE COMMUNICATION ENTRE LES PLATEFORMES CENTRALES ET LOCALES ?

Pour les pays SUN, assurer une communication fluide entre les autorités centrales et locales est source de difficultés variées. Au **Bénin**, différents canaux sont explorés, par le Ministère de la décentralisation, les cadres communaux de concertation et l'Association nationale des communes. Le **Mali**, quant à lui, note que la « gestion des informations entre le centre et les régions doit être renforcée », tandis qu'au **Burundi**, on s'inquiète de la circulation toujours mauvaise des données sur la sécurité alimentaire. Au **Ghana**, les mécanismes généraux de notification entre le niveau central, les niveaux régionaux et ceux des districts existent, mais ils doivent cependant être renforcés, et particulièrement pour la nutrition.

structures de coordination a été effectuée en octobre 2016 au niveau national, des districts et des conseils. L'analyse, effectuée dans le cadre du processus d'élaboration du nouveau Plan national d'action multi-acteurs de la nutrition (NMNAP) pour 2016 - 2021, a révélé la nécessité de modifier les structures nationales pour les aligner.

5. Les pays SUN peuvent éprouver des difficultés à maintenir la dynamique de leurs plateformes multi-acteurs

Bien que la plupart des pays SUN aient progressé dans le regroupement des parties prenantes dans un espace d'action commun en 2016 - 2017, nombre d'entre eux restent confrontés à des difficultés. Le **Bénin**, le **Cameroun**, la **République Démocratique du Congo**, la **Gambie**, le **Mali**, la **Mauritanie** et le **Niger** ont rencontré des difficultés dans leurs efforts pour rendre opérationnelles leurs structures de coordination durant la période du rapport. Parmi ces difficultés, citons la faible fréquence des réunions, voire l'absence de réunion, l'absence de plan de travail auquel se rallier, un faible taux de participation ou le manque d'engagement multi-acteurs. Parmi les raisons susceptibles d'expliquer une telle situation, on trouve notamment : la fréquence de rotation des hauts fonctionnaires, l'incompréhension des ministères quant au rôle de leur secteur, l'instabilité politique, ainsi que des contextes incertains, ou le manque de ressources financières et de facilitation.

Au **Yémen**, le secrétariat national du Mouvement SUN connaît des problèmes de coordination en raison du conflit en cours, qui a affaibli les partenariats et les mécanismes de coordination existants. Des efforts de coordination des activités de divers secteurs et parties prenantes sont toutefois fournis pour établir un lien entre le développement et l'aide humanitaire, tout en tenant compte des différentes structures de coordination en place.

Plusieurs pays signalent des difficultés à créer ou maintenir la dynamique de certains réseaux, par exemple les réseaux des donateurs ; c'est le cas du **Burkina Faso**, du **Tchad**, de la **Mauritanie** et de la **République Démocratique du Congo**. Plusieurs pays indiquent que ces réseaux ne se réunissent pas suffisamment ou que leur travail ne s'inscrit pas suffisamment dans la plateforme multi-acteurs, bien que plusieurs d'entre eux aient indiqué que cela nécessiterait des compétences et des outils de facilitation, éléments dont certaines plateformes multi-acteurs ne disposent pas. Pour remédier à cela, le **Tchad** a tenu un atelier inter-réseau, qui a débouché sur un plan de travail inter-réseau. Au **Tadjikistan**, en avril 2016, le Réseau des partenaires au développement SUN a été créé sous la houlette de l'USAID et de l'UNICEF afin de faire ressortir la nutrition à part entière, plutôt que d'aligner systématiquement les actions sur d'autres secteurs. La création de ce réseau a contribué à susciter l'intérêt et obtenir des engagements de la part des donateurs.

Le chemin à parcourir

La première phase du Mouvement a été caractérisée par le rassemblement de diverses parties prenantes réunies pour donner la priorité à la nutrition et concerter leurs efforts afin d'en accroître les effets. La deuxième phase incite à réorienter l'action sur les résultats et l'amélioration de l'état nutritionnel de tous les individus. La plupart des pays SUN indiquent accomplir des progrès pour faire s'asseoir davantage de personnes (et de bonnes personnes) autour de la table des négociations. Cependant, il est possible que cette dynamique s'essouffle, ce qui pourrait nuire aux tendances positives observées récemment.

Les pays SUN ont toutefois maintenu les acquis initiaux obtenus en 2014 et 2015 dans la mise en place de mécanismes de coordination, et plusieurs d'entre eux sont passés de simples groupes de travail informels à des structures formelles en 2017, ce qui constitue une avancée majeure.

En outre, ces plateformes multi-acteurs ont maintenu les progrès réalisés en 2015 et en 2016 en élargissant l'éventail des parties prenantes engagées et en assurant leur coordination. Enfin, les progrès enregistrés dans l'engagement politique de haut niveau en 2016 se sont également maintenus.

Les plus grands défis auxquels les pays SUN restent confrontés sont : le suivi, l'établissement de rapports et la réflexion sur les contributions des parties prenantes, sans progrès observés depuis 2015. L'information ne circule généralement pas facilement entre les structures et mécanismes de coordination décentralisés et centraux, ce qui semble également vrai pour les Réseaux SUN qui pourraient intensifier le flux d'information aussi bien entre eux qu'avec le gouvernement.

LES PAYS SUN GARANTISSENT UN CADRE POLITIQUE ET JURIDIQUE COHÉRENT

Dans le Mouvement SUN, privilégier et institutionnaliser des actions efficaces qui contribuent à une bonne nutrition implique que :



- Les interventions nutritionnelles dont l'efficacité a été démontrée pour réduire les retards de croissance, accroître l'allaitement maternel exclusif, réduire l'anémie et réduire l'émaciation sont renforcées.
- Des secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, la santé et l'autonomisation des femmes mettent désormais l'accent sur la nutrition et contribuent davantage à alimenter la vie et façonner l'avenir des individus.
- Des politiques et des lois qui contribuent à faire de la bonne nutrition une réalité sont mises en place, qui placent les femmes et les filles au centre des préoccupations et renforcent l'action communautaire et la participation inclusive.

Comme le précise la Stratégie et feuille de route 2016 - 2020 du Mouvement SUN, si la promesse de « ne laisser personne pour compte » dépend de la prise en compte des personnes les plus démunies lors de l'élaboration des politiques et des lois. En 2016 - 2017, l'action du Mouvement SUN dans ce domaine a été sous-tendue par le droit de chaque femme, homme ou enfant à une alimentation et une nutrition suffisantes, en faisant respecter le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel tel qu'il a été approuvé par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS), et en faisant pression pour garantir un travail décent et la protection de la maternité, afin de préserver un développement physique et cognitif sain des enfants. La promotion d'une alimentation saine, par exemple par l'enrichissement des aliments et l'iodation du sel, a également été une question sur laquelle l'attention a été portée de manière croissante au cours de cette période. Pour faire de la nutrition un élément déterminant du développement, la mise à profit du rôle fort des parlementaires en vue de créer des cadres solides et propices à l'amélioration de la nutrition a constitué un domaine de travail important.

“ LA NUTRITION NE REND PAS SEULEMENT LA SITUATION DIFFÉRENTE, ELLE FAIT LA DIFFÉRENCE... UNE FILLE AYANT UN FAIBLE NIVEAU D'ÉDUCATION EST PLUS SUSCEPTIBLE DE SE MARIER TÔT ET D'AVOIR DES ENFANTS, ET SI ELLE A DES ENFANTS, ELLE RISQUE DES COMPLICATIONS GRAVES, VOIRE LA MORT, PENDANT LA GROSSESSE OU À L'ACCOUCHEMENT. SI ELLE ACCOUCHE, SON BÉBÉ A PLUS DE CHANCES D'ÊTRE PETIT OU DE NAÎTRE PRÉMATURÉMENT, CE QUI ACCROÎT ÉNORMÉMENT LES PROBABILITÉS D'UNE MAUVAISE SANTÉ, D'UN HANDICAP ET DE MALADIES PLUS TARD DANS L'EXISTENCE.

– Marie-Claude Bibeau, Ministre du développement international et de la francophonie, Canada, et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Aperçu des progrès

En 2016 - 2017, les pays SUN ont travaillé sans relâche pour garantir des actions politiques, juridiques et réglementaires en faveur de la nutrition, sensibles au genre, robustes et cohérentes, conformes aux cadres établis, afin de remédier aux diverses causes de la malnutrition tout au long du cycle de vie des individus. La Constitution de **10 pays SUN** protège explicitement le droit à une alimentation suffisante, tandis que la Constitution de **21 pays SUN** protège implicitement le droit à une alimentation suffisante pour les femmes, les hommes et leurs familles. **45 pays SUN** ont mis en place, sous diverses formes, une mesure juridique relative au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Parmi ceux-ci, **20 pays SUN** disposent d'une législation ou d'une réglementation

complète reflétant la totalité ou la majorité des dispositions du Code. **56** pays disposent d'une législation sur l'iodation universelle du sel, **46** pays ont légiféré sur l'enrichissement obligatoire de la farine, **18** pays ont un niveau élevé de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et **24** pays disposent d'un congé maternité payé d'au moins **14** semaines ; **5** pays SUN ont ratifié la Convention no 183 sur la protection de la maternité de l'Organisation internationale du Travail (OIT), (2000). **49** pays SUN disposent désormais de données sur les politiques nationales visant à assurer une alimentation saine. **22** pays SUN disposent d'une politique, d'une stratégie ou de plans d'action multisectoriels et intégrés en matière de maladies non transmissibles (MNT) et de facteurs de risque au niveau national qui abordent les quatre principaux types de maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, diabète, cancer, maladies respiratoires chroniques) pour lesquelles une alimentation malsaine et l'inactivité physique sont considérées comme les principaux facteurs de risque.⁴⁷

Bien que moins de pays SUN fassent état de progrès dans l'établissement de cet environnement juridique et politique cohérent en 2016 - 2017 que dans les autres objectifs stratégiques, 42 pays SUN (un nombre record) tirent parti du pouvoir budgétaire, législatif et politique des parlementaires pour contribuer à ériger la nutrition en priorité nationale. 13 pays SUN ont également mis en place des réseaux parlementaires spécifiquement consacrés à la question. 25 pays SUN ont nommé un ou plusieurs représentants politiques ou sociaux de haut niveau champions de la nutrition : ce sont des premières dames, des présidents, des premiers ministres, des vedettes du sport, des chefs traditionnels et religieux et des célébrités. 26 pays SUN ont organisé des événements de haut niveau pour inciter à passer à l'action pour la nutrition.

1. Les pays SUN s'efforcent de garantir des politiques et des lois cohérentes pour l'ensemble des secteurs et des acteurs, bien que les progrès en la matière aient été lents

La reconnaissance du rôle fondamental jouée par la nutrition pour le développement national, sociétal et humain est un élément clé qui conduit à un meilleur alignement sur les priorités nationales en matière de nutrition. Cette compréhension facilite la mobilisation de tous les acteurs de la société autour des priorités nationales en matière de nutrition, que les pays SUN renforcent grâce à des consultations participatives multisectorielles et multi-acteurs. Près de 25 pourcent de tous les pays SUN ont revu leurs politiques, avec la participation des acteurs concernés pour aligner efficacement leurs actions sur les objectifs nationaux en matière de nutrition. Au **Pérou**, le Président a joué un rôle clé dans l'élévation de la nutrition au rang de « question d'État » dépassant la responsabilité de tout ministère de tutelle.

Plus la durée de participation des pays au Mouvement SUN est grande, plus ils sont susceptibles d'établir des politiques et une législation fondées sur des données nutritionnelles probantes et favorisant des effets humains durables. Au fur et à mesure que les politiques et la législation requises sont mises en œuvre, les gouvernements et les autres acteurs de la nutrition agissent rapidement pour assurer une large diffusion des politiques auprès de ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre. En 2016 - 2017, **18 pays SUN** ont facilité ce processus en élaborant des stratégies de

COMMENT LES PAYS SUN GARANTISSENT-ILS DES POLITIQUES, RÉGLEMENTS ET LOIS SENSIBLES AU GENRE ET FAVORABLES À LA NUTRITION EN 2016 - 2017 ?

1. Les pays SUN s'efforcent de garantir des politiques et des lois cohérentes pour l'ensemble des secteurs et des acteurs, bien que les progrès en la matière aient été lents ;
2. Les pays SUN mettent en pratique le droit à l'alimentation ;
3. Les pays SUN redoublent d'efforts pour défendre la meilleure nutrition des nourrissons et des jeunes enfants ;
4. Les pays SUN œuvrent pour concilier travail et famille, pour les parents comme pour les enfants ;
5. Les pays SUN incitent les parlementaires à défendre les résultats en matière de nutrition.

⁴⁷ Noncommunicable Diseases Progress Monitor (2017). Genève : Organisation mondiale de la Santé. 2017. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

plaidoyer et de communication ; la **Côte d'Ivoire** et le **Sénégal** préparent actuellement leurs propres stratégies. 19 pourcent des pays SUN ont amélioré la diffusion de leurs politiques nationales en matière de nutrition. Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) au **Guatemala** a mis en œuvre son Plan de communication stratégique 2016 - 2020 pour contribuer à la diffusion des actions nutritionnelles, dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique. Les pays SUN s'emploient davantage à intégrer la nutrition dans des plans sectoriels, dans des domaines tels que l'agriculture, l'égalité des sexes et le changement climatique, et des pays comme le **Malawi** réexaminent ces plans et politiques, afin d'assurer leur adéquation avec les ODD, en 2016-2017.


2. Les pays SUN mettent en pratique le droit à l'alimentation

“ ÉTANT DONNÉ QUE L'ALIMENTATION EST UN DROIT ET NON UNE MARCHANDISE ET QUE MANGER EST UN BESOIN VITAL, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DROIT DE TOUS LES PEUPLES PLUTÔT QU'UN OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT SANS OBLIGATION DE REDEVABILITÉ.⁴⁸ ”

Si, en vertu du droit international, les États sont tenus de respecter, protéger et réaliser le droit à l'alimentation, les difficultés pratiques rencontrées dans la réalisation de ce droit humain sont illustrées par l'ampleur de l'insécurité alimentaire observée aujourd'hui. Dans de nombreux pays du Mouvement SUN, il y a non seulement une pénurie de nourriture et un manque d'infrastructures, mais aussi une mauvaise distribution et un accès inadéquat à la nourriture. Dans de nombreux pays SUN, cependant, la reconnaissance du droit à l'alimentation dans les constitutions et les cadres juridiques nationaux a fourni les bases nécessaires pour faire de la nutrition une priorité constante plutôt que passagère. Dans l'ensemble du Mouvement, **24 pays SUN** mentionnent explicitement ou implicitement ce

droit fondamental dans leurs constitutions. Les constitutions de 10 pays SUN (Costa Rica, Guatemala, Haïti, Kenya, Malawi, Népal, Niger, Philippines, République Démocratique du Congo et Zimbabwe) protègent explicitement le droit à une alimentation suffisante, tandis que les constitutions de **21 pays SUN** le protègent implicitement (Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Guatemala, Guinée, Haïti, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Malawi, Mali, Népal, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Togo et Tanzanie).

EN OUGANDA, LA CONSTITUTION NE MENTIONNE PAS LE DROIT À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE EN TANT QUE TEL, MAIS ELLE CIBLE LE DROIT À LA NUTRITION.



3. Les pays SUN redoublent d'efforts pour défendre la meilleure nutrition des nourrissons et des jeunes enfants

“ LES PAYS SUN SE DÉSESPÈRENT DE VOIR LES OBSTACLES QUI LES RENDENT PRESQUE INCAPABLES D'ASSURER UNE APPLICATION STRICTE DU « CODE SUR LES SUBSTITUTS DU LAIT... » MALGRÉ LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES QUI PRÉVOIENT DES SANCTIONS POUR LES CONTREVENANTS DANS LA PLUPART DES PAYS. ”

– *Charulatha Banerjee, Spécialiste de la gestion des connaissances, Région Asie, ENN*

L'allaitement maternel a souvent été décrit comme le plan de santé de la nature. C'est la meilleure façon de préparer le cerveau et le corps des bébés à une vie longue, saine et prospère. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel contient un ensemble de recommandations visant à réglementer la commercialisation des substituts du lait maternel, des biberons et des tétines et il vise à mettre un terme à la commercialisation agressive et inappropriée des substituts du lait maternel qui prévaut aujourd'hui dans de nombreux pays du monde. Ce Code

a été adopté lors de la 34^e Assemblée mondiale de la Santé (AMS), en 1981. Aujourd'hui, **45 pays**

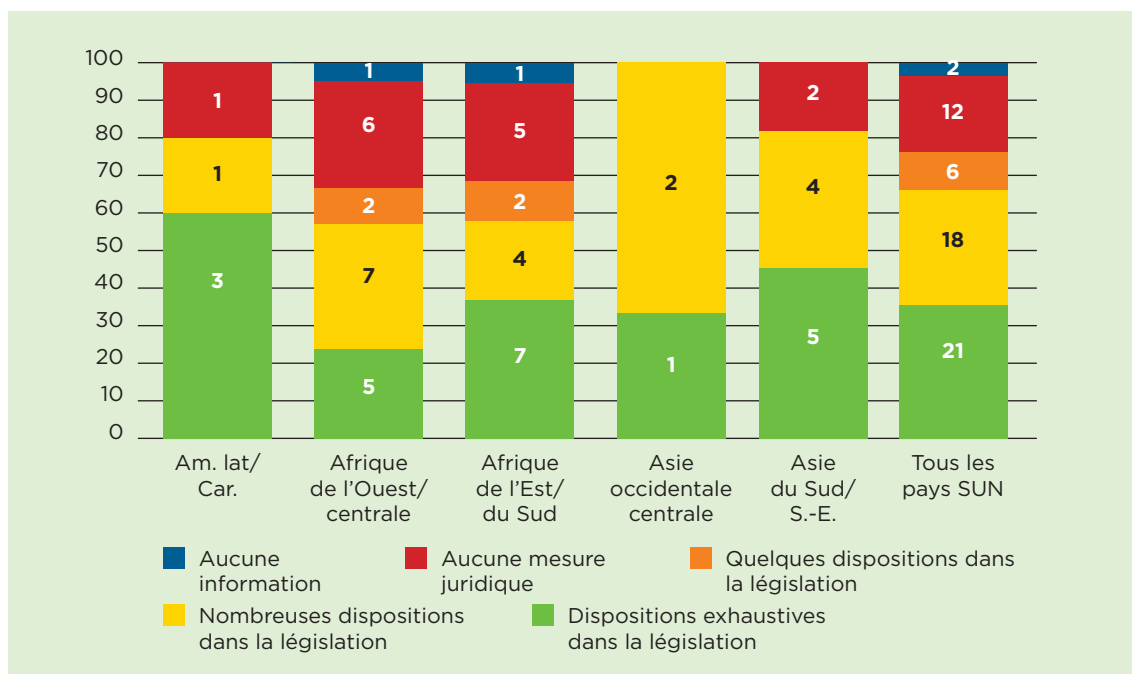
⁴⁸ Vivero Pol, J.L., Schuftan. (2016). « No right to food and nutrition in the SDGs: mistake or success? » BMJ Global Health Juin 2016, 1 (1) e000040; DOI: 10.1136/bmjgh-2016-000040. À consulter sur : <http://gh.bmj.com/content/1/1/e000040> [consulté en septembre 2017].

SUN soit plus des trois quarts du Mouvement, disposent de mesures juridiques pour mettre en œuvre le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. **13 pays SUN** ne disposent pas de mesures juridiques en place et aucune donnée n'est disponible pour deux pays. **21 pays SUN** ont intégré toutes les dispositions du Code dans leur cadre législatif national, et l'on observe des tendances intéressantes dans les régions et sous-régions du Mouvement SUN (voir figure 7).

Pour 2016 - 2017, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, le **Kenya**, la **Mauritanie**, le **Myanmar**, la **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, la **Sierra Leone** et la **Somalie** font part de leurs efforts pour mettre en place des réglementations sur la commercialisation des substituts du lait maternel, tandis que le **Tchad** travaille avec des parlementaires afin de plaider pour l'adoption du Code. Le **Viet Nam** a renforcé sa réglementation et le **Laos** travaille à la révision de sa législation, tandis que la **République Démocratique du Congo** indique qu'il lui faut réviser la sienne.

L'**Ouganda** cherche des moyens de garantir la bonne mise en œuvre du Code ; c'est également le cas des **Comores**, du **Gabon** et du **Niger**, ces trois derniers pays n'ayant pas encore rendu opérationnel ce code essentiel.

Figure 7: Status légal du Code dans 59 pays SUN par sous-région



LES CONTREVENANTS AU CODE SOUS LE FEU DES PROJECTEURS : LES ALLIANCES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GARANTISSENT LA REDEVABILITÉ



Toutes les Alliances de la société civile SUN donnent la priorité à la dénonciation régulière des violations du Code aux autorités concernées. En 2016, le **Myanmar** a lancé une application mobile qui peut être utilisée pour signaler les infractions en temps réel. Elle permet de réaliser ces signalements tout au long de l'année et depuis n'importe quel endroit du pays. Cependant, aucune mesure n'a pour l'instant été prise contre les contrevenants. L'Alliance de la société civile du **Cambodge**, réagissant à la baisse rapide des taux d'allaitement maternel exclusif, a plaidé avec succès en faveur de la création d'un Conseil de surveillance chargé de signaler les infractions et habilité à intervenir. Une autre initiative de sensibilisation à ce code de commercialisation a été réalisée aux **Philippines**, par l'intermédiaire de campagnes d'information menées par Island Caravans pour joindre les populations locales, les informer des avantages de l'allaitement maternel et leur faire comprendre que la promotion des substituts du lait maternel constitue un délit.

4. Les pays SUN œuvrent pour concilier travail et famille, pour les parents comme pour les enfants

Pour parvenir à une véritable égalité des chances et de traitement entre les femmes et les hommes dans la sphère professionnelle, il est indispensable de préserver la santé des femmes enceintes et des mères allaitantes et de les protéger contre la discrimination à l'emploi. Bien que fonder et élever une famille soit pour beaucoup un des objectifs les plus chers, la grossesse et la maternité représentent des périodes de vulnérabilité potentielle pour les femmes qui travaillent et pour leur famille. Les femmes enceintes et les mères allaitantes ont besoin d'une protection spéciale pour éviter tout préjudice ou atteinte, causés à elles-mêmes ou à leurs nourrissons, et elles ont besoin de suffisamment de temps pour accoucher, se rétablir et offrir à leurs enfants le meilleur départ possible par l'allaitement maternel. Elles ont également besoin d'une protection qui leur garantit qu'elles ne vont pas perdre leur emploi simplement à cause d'une grossesse ou d'un congé maternité. Une telle protection garantit non seulement l'égalité d'accès à l'emploi des femmes, mais aussi le maintien d'un revenu souvent vital, nécessaire au bien-être de toute la famille.

Les données sur les lois de protection de la maternité sont disponibles pour 56 pays SUN (année de référence 2011),⁴⁹ et elles indiquent que la plupart des pays disposent de lois complètes (24 sur 56) ou partielles (23 sur 56). La Convention n° 183 de l'OIT sur la protection de la maternité (2000) garantit aux travailleuses un congé maternité de 16 semaines et le droit de retrouver le salaire et le poste qu'elles occupaient avant l'accouchement.

Cinq pays SUN (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Pérou et le Sénégal) ont ratifié cette convention, le **Pérou** et le **Sénégal** ayant signé cette convention essentielle en 2016 - 2017.⁵⁰ Neuf pays ne disposent d'aucune loi sur la protection de la maternité,⁵¹ 53 pays SUN disposent de politiques liées à l'allaitement maternel⁵², mais les exigences diffèrent d'un pays à l'autre, notamment en ce qui concerne le nombre de salarié(e)s. **El Salvador**, les **Philippines**, le **Viet Nam** et le **Sri Lanka**, par exemple, ont des lois qui obligent tous les employeurs à accorder des pauses d'allaitement maternel rémunérées, quel que soit le nombre de salarié(e)s. 24 pays offrent un minimum de 14 semaines de congé maternité entièrement rémunéré ; les **Philippines** ont prolongé le congé maternité de 60 à 120 jours (ou 150 jours pour les mères célibataires) en mars 2017, et le **Nigéria** a fait passer le congé maternité à 18 semaines en 2016 - 2017.

Le congé paternité semble également être en hausse, ce qui est de bon augure pour assurer la nutrition des enfants, car une trop grande partie du fardeau de la malnutrition est placée sur les épaules des mères. Les pays SUN tels que le **Bangladesh**, le **Burkina Faso**, le **Cambodge**, le **Cameroun**, les **Comores**, le **Congo**, le **Gabon**, **Madagascar**, la **Mauritanie**, la **République centrafricaine**, le **Togo** et le **Tchad** prévoient désormais jusqu'à 10 jours de congé paternité ; le **Kenya** prévoit 14 jours de congé payé pour les pères.

La protection de la maternité est constituée de 5 éléments :



1. Le congé maternité
2. Les prestations médicales et en espèces
3. La protection de la santé sur le lieu de travail
4. La protection de l'emploi et la non-discrimination
5. Les dispositions pour adéquate l'allaitement

⁴⁹ Source des données : Rapport mondial sur la nutrition 2015.

⁵⁰ Consultez : http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11300:0::NO::P11300_INSTRUMENT_ID:312328

⁵¹ La Guinée-Bissau, le Malawi, le Mozambique, le Népal, l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Soudan et le Yémen.

⁵² Pas de données disponibles sur le droit aux pauses d'allaitement payées pour la Gambie, le Kirghizistan, le Laos, le Libéria, la Sierra Leone et le Soudan du Sud. Pas de données disponibles sur la mise à disposition d'installations pour l'allaitement ou la garde d'enfants pour le Burkina Faso, la Gambie, le Kirghizistan, le Libéria, la Sierra Leone et le Soudan du Sud.

LA NUTRITION AU TRAVAIL EN INDONÉSIE : LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ



Le Réseau du secteur privé SUN en Indonésie est dirigé par la société privée IndoFood. Ce réseau indonésien compte 16 membres qui se sont tous engagés à développer des programmes de nutrition pour les travailleurs.

Le Réseau du secteur privé SUN en Indonésie travaille avec Nutrition Japan, une plateforme public-privé regroupant des entreprises japonaises et soutenue par le gouvernement japonais, pour piloter un programme destiné aux travailleurs et réalisé en collaboration avec l'Université Fakultas Kesehatan Masyarakat d'Indonésie dans quatre usines sur l'île de Java. L'objectif du projet pilote est d'améliorer la santé maternelle et de soutenir l'allaitement maternel chez environ 1 400 mères qui travaillent, et d'améliorer la nutrition des ouvriers des usines, en leur offrant des repas plus sains, une éducation à la nutrition, des bilans de santé et de l'activité physique. Un meilleur état nutritionnel des travailleurs améliore non seulement leur santé, mais accroît également la productivité et diminue l'absentéisme. Une évaluation initiale a été entreprise en mai 2017, où l'on a procédé à l'évaluation des denrées alimentaires de la cantine, ainsi que des apports alimentaires et de la santé des employés. Le programme offrait des choix de repas plus sains dans les usines ainsi que des séminaires de formation des employés sur la nutrition, des bilans de santé et des cours d'activité physique. Il offrait également des pièces spécifiquement réservées à l'allaitement pour les mères allaitantes.

L'Université d'Indonésie évaluera l'efficacité du projet pilote, ce qui contribuera à démontrer l'incidence sur l'état nutritionnel des travailleurs des programmes de nutrition qui leur sont consacrés. Ils serviront à modifier le programme de nutrition dédié aux travailleurs, qui sera ensuite mis en œuvre dans une quarantaine d'usines en Indonésie.

Les données sur la législation nationale relative à l'iodation du sel disponibles sont disponibles pour l'ensemble des 59 pays SUN, et 56 pays SUN (95 pourcent) d'une législation contraignante.⁵³ Néanmoins, seuls neuf pays⁵⁴ remplissent les critères d'une teneur suffisante en iode dans le sel et présentent une consommation des ménages supérieure à 80 pourcent. En 2017, la **Namibie** a adopté une législation sur l'enrichissement du maïs et du mil.

DONNER DES EMPLOIS DÉCENTS AUX JEUNES ET PROMOUVOIR LA NUTRITION ET LES PRODUITS ALIMENTAIRES LOCAUX EN NAMIBIE



En février 2017, la Commission nationale de la recherche, des sciences et des technologies (NCRST) a remis au Centre de développement local de la formation professionnelle d'Ondangwa, dans la région d'Oshana, les installations du projet de recherche *Pearl Millet/Olute Food*, lancé par M. Nahas Angula, ancien Premier ministre namibien et membre du groupe principal du Mouvement SUN. Le projet de recherche *Pearl Millet/Olute Food* vise à développer et à moderniser les produits alimentaires locaux, tels que le mahangu (mil), les fèves et les arachides, afin de défendre la nutrition. Ce centre local avait pour objectif de développer les compétences des jeunes en décrochage scolaire, afin qu'ils puissent entrer dans la population active qualifiée et devenir indépendants. M. Nahas Angula avait lancé le projet Olute lorsqu'il était Ministre de l'enseignement supérieur, dans le but d'accroître la valeur de la nourriture locale, d'assurer la sécurité alimentaire et de ne plus dépendre des importations.

⁵³ Le Gabon, le Pakistan et la Somalie n'ont pas de législation sur le sel iodé.

⁵⁴ Bénin, Cameroun, Costa Rica, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Ouganda, Rwanda, Sri Lanka.

2.5 Les pays SUN incitent les parlementaires à défendre les résultats en matière de nutrition

2017 a été une année charnière pour l'engagement parlementaire dans le Mouvement SUN. En janvier 2017, le Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP) et membre du Groupe principal du Mouvement SUN, Martin Chungong, a encouragé tous les parlements membres de l'UIP, qui sont également membres du Mouvement SUN, à organiser un débat national sur la nutrition. Le **Bangladesh**, le **Myanmar**, le **Sénégal** et la **Zambie**, entre autres, ont partagé leur intention de réunir les parlementaires pour faire de la nutrition une priorité de l'ensemble des partis. **42 pays SUN** tirent actuellement parti des pouvoirs budgétaires, législatifs et politiques des parlementaires, contribuant ainsi à consolider la nutrition en tant que priorité nationale. Ils ont exprimé le souhait d'être mieux connectés, d'être soutenus par des outils fondés sur des données probantes et de partager leurs expériences avec l'ensemble du Mouvement SUN. Le Secrétariat du Mouvement SUN, en collaboration avec les réseaux SUN, offrira à l'avenir une plateforme d'apprentissage et d'échanges pour les parlementaires, conjointement avec l'UNICEF, Alive & Thrive et l'UIP.



En avril, à Dhaka (Bangladesh), l'Union interparlementaire a placé la nutrition au cœur de son Assemblée générale, déclarant que la nutrition était un indicateur et un facteur du développement durable au cours de sa discussion générale. La nutrition était également un élément clé d'un événement parallèle axé sur le thème « **Améliorer la santé des jeunes générations : une approche multisectorielle pour surmonter les obstacles.** »

En juin, l'Union interparlementaire (UIP) et l'UNICEF, en collaboration avec Alive & Thrive et avec le soutien de l'Assemblée nationale du Burkina Faso et du Secrétariat du Mouvement SUN, ont organisé un séminaire inter-régional de deux jours à Ouagadougou, au Burkina Faso. Cet événement,



intitulé « *Promouvoir la nutrition de la mère et de l'enfant en Afrique de l'Ouest et du Centre* », a rassemblé des dirigeants et des représentants régionaux de plus de 20 nations. Environ 100 parlementaires se sont engagés avec passion à améliorer la nutrition dans leur pays et leur circonscription électorale, et ils ont demandé davantage de façons d'échanger et d'apprendre les uns des autres lors de la promotion du programme pour la nutrition. Le séminaire a abouti à l'élaboration de la « [Déclaration de Ouagadougou](#) » qui définit un ensemble de mesures prioritaires que chaque participant recommandera auprès de son parlement national et de ses électeurs, en vue d'avancer vers la réalisation des cibles en matière de nutrition mondiale.

D'autres réunions parlementaires ont eu lieu en marge des Réunions de printemps de la Banque mondiale et de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique Caraïbes Pacifique - Union européenne, à Malte, dans lesquelles les parlementaires ont souligné l'importance d'une bonne nutrition.

DÉCLARATION DE OUAGADOUGOU

Afin de fournir un cadre permettant d'encourager les parlementaires à se faire les champions de la nutrition, les appels à l'action suivants ont été lancés pour concentrer leurs efforts :

- Organisez, une fois par an, un vrai débat sur l'état de la nutrition dans votre pays ;
- Une politique cohérente en matière de nutrition demande un budget cohérent ; le Parlement se doit de jouer un rôle de supervision à cet égard et veiller à ce que le budget soit utilisé à bon escient ;
- Assurez-vous que les donateurs, les investisseurs et les parties prenantes de la société agissent en phase avec le Plan national de nutrition ;
- Faites de la nutrition et du développement de la petite enfance un sujet des élections ;
- La nutrition est le fondement de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable (y compris les Objectifs de développement durable) ;
- De nombreux pays font face aux multiples fardeaux de la malnutrition. Il serait donc judicieux d'établir des partenariats avec des pays qui luttent contre l'obésité et les maladies non transmissibles (MNT), afin de partager les travaux de recherche et l'expérience acquise, d'apprendre et de progresser à grands pas ;
- Faites de la collecte et de l'interprétation de données un processus global et transparent comprenant les revues volontaires des ODD du Forum politique de haut niveau sur le développement durable ;
- Soyez des champions et des championnes ! Les parlementaires servent de modèles à imiter dans leur circonscription, dans l'enceinte du Parlement, et partout ailleurs. Alors, montrez l'exemple en matière de nutrition !

Le chemin à parcourir

Les pays SUN ont fait de grands progrès dans l'élaboration et la révision des politiques relatives à la nutrition. Ils ont pris les ODD comme principale référence pour les politiques et programmes de développement au niveau national.

Les pays continuent de lutter contre les complexités de la coordination intersectorielle en matière de nutrition pour compléter les processus politiques nationaux avec une planification et des budgets d'action adéquats. Du travail reste à accomplir pour faire reconnaître que l'application des politiques ne peut être réalisée qu'en comblant les diverses lacunes qui relèvent de la responsabilité de plusieurs secteurs gouvernementaux. Certains pays SUN ont déjà commencé à relever ce défi en intégrant la nutrition dans les politiques sectorielles, pour qu'il y ait une appropriation des actions. À l'avenir, les pays SUN devront donner la priorité à l'adoption de politiques qui réduisent les injustices et les inégalités nutritionnelles, en particulier vis-à-vis des femmes et des filles, et s'efforcer d'éliminer les lois et les pratiques discriminatoires.

Bien qu'il y ait de bonnes raisons de faire de la nutrition une priorité majeure des gouvernements et de mettre en œuvre une politique nutritionnelle efficace, il faut encore lutter pour rompre avec la vision traditionnelle qui considère les politiques nutritionnelles comme un sous-secteur relevant de la santé en concurrence pour les ressources avec d'autres sous-secteurs. Les pays SUN s'attachent à renforcer le contrôle exécutif de la mise en œuvre des politiques et de l'application des lois, en sensibilisant davantage les décideurs de haut niveau à l'ampleur du problème de la malnutrition et à ses conséquences sociales et économiques pour les générations actuelles et futures, et en faisant en sorte que les politiques soient approuvées au plus haut niveau du gouvernement.



© UNICEF / Vishwanathan Uttar Pradesh

LES PAYS SUN ALIGNENT LEURS ACTIONS SUR DES RÉSULTATS COMMUNS

Au sein du Mouvement SUN, la mise en œuvre d'actions efficaces et centrées sur des résultats communs implique :



- Des résultats communs définis d'un commun accord guident les parties prenantes de la nutrition, avec une meilleure coordination et un partenariat renforcé en suivant les priorités et les plans nationaux.
- Une approche multisectorielle collaborative est déployée, avec un suivi des retombées et un ajustement en fonction des résultats à grande échelle.
- Les résultats sont partagés, les agents de changement apprennent par l'expérience et une amélioration continue ouvre la voie à une transformation durable de la nutrition des individus.

Pour que toutes les femmes, tous les hommes, adolescents et enfants puissent bénéficier d'une nutrition optimale, la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN appelle toutes les parties prenantes à se réunir, tous les acteurs à collaborer et à se rallier à un cadre commun de résultats, afin que les ressources soient mobilisées et utilisées efficacement et de manière coordonnée. Autrement dit, la notion d'un cadre commun de résultats dans le Mouvement SUN a été façonnée pour faciliter ce langage commun des actions visant à éradiquer la malnutrition d'ici 2030, sous toutes ses formes et partout dans le monde. Souvent, le processus d'élaboration d'un cadre commun de résultats peut s'avérer aussi important que le produit final, car il facilite l'engagement d'un plus grand nombre de secteurs dans la nutrition, d'une manière plus profonde, et il est essentiel pour que chacun prenne conscience de son rôle dans l'obtention de résultats en matière de nutrition.

“ **UNE FOIS TERMINÉ, LE CADRE COMMUN DE RÉSULTATS INCLURA UN TABLEAU DES RÉSULTATS ATTENDUS : IL COMPRENDRA ÉGALEMENT UN PLAN DE MISE EN ŒUVRE CHIFFRÉ, PEUT-ÊTRE ACCOMPAGNÉ D'UNE FEUILLE DE ROUTE DÉCRIVANT LES ÉTAPES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE [...] LES DOCUMENTS QUI CONSTITUENT LE CADRE COMMUN DE RÉSULTATS D'UN PAYS CONSTITUERONT LE POINT COMMUN DE RÉFÉRENCE POUR TOUS LES SECTEURS ET PARTIES PRENANTES TRAVAILLANT ENSEMBLE POUR RENFORCER LA NUTRITION.**⁵⁵

Les cadres communs de résultats peuvent se présenter sous plusieurs formes. Ils peuvent prendre la forme de politiques, de stratégies ou de plans multisectoriels. Ils peuvent également être des programmes ou des cadres spécifiques qui réunissent d'autres documents de planification. Pour les pays qui sont dans le processus d'élaboration de leurs cadres communs de résultats, les plateformes multi-acteurs ont joué un rôle clé dans leur développement, car elles permettent de réunir les parties prenantes et les ministères, avec des rôles définis et une conduite précise.⁵⁶ Un cadre commun de résultats comporte plusieurs éléments clés (voir fig. 8), notamment des liens avec les politiques, stratégies et plans sectoriels, un ensemble convenu de résultats à atteindre, un plan de mise en œuvre assorti d'une estimation des coûts et un cadre de suivi et d'évaluation.

⁵⁵ Mouvement SUN (2015). Réf. 2 Guide d'évaluation et aperçu des marqueurs de progrès, 2015. À consulter sur : http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/02/REF-2_Guide-D%C3%A9valuation-Et-Aper%C3%A7u-Des-Marqueurs-De-Progr%C3%A8s_2015_FR.pdf [consulté en septembre 2017].

⁵⁶ Mouvement SUN (2017). Réunion du Réseau des pays SUN sur « La mise en œuvre d'actions de nutrition efficaces et alignées sur les résultats communs et les objectifs nationaux ». À consulter sur : <http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/sun-country-network-meetings/26e-reunion-du-reseau-des-pays-sun/> [consulté en août 2017].

APERÇU DES PROGRÈS

COMMENT LES RÉSULTATS COMMUNS SONT-ILS DÉFINIS ET SUIVIS À TRAVERS LE MOUVEMENT SUN EN 2016 - 2017 ?

1. Les pays SUN font le bilan des politiques et des programmes et veillent à l'harmonisation des actions ;
2. Les pays SUN conviennent de l'importance d'objectifs nutritionnels communs et ils tracent le chemin pour les atteindre ;
3. Les pays SUN organisent et mettent en œuvre des actions prioritaires aux niveaux local et national ;
4. L'utilisation par les pays SUN de systèmes d'information pour le suivi des actions est plus importante dans les premiers pays à adhérer au Mouvement.

Dans l'ensemble, plus de la moitié des pays SUN déclarent être plus proches que jamais de l'élaboration, et de l'exécution, de leurs cadres communs de résultats en 2016 - 2017. En 2016 - 2017, **37 pays SUN** disposent d'un cadre commun de résultats national et **13 autres⁵⁷** sont dans la phase d'élaboration, parmi lesquels deux des plus récents pays SUN (le **Gabon** et la **Papouasie-Nouvelle-Guinée**). Au moins **10 pays⁵⁸** élaborent actuellement leurs cadres communs de résultats de « 2^e génération » et un pays SUN est en train de finaliser son troisième plan multisectoriel (**Madagascar**). 14 cadres communs de résultats intègrent entre deux et quatre secteurs, tandis que 7 regroupent plus de 10 secteurs. **24** disposent

d'un cadre de suivi et d'évaluation, et 5 sont en cours d'élaboration. **30** cadres sont intégralement chiffrés, soit 12 de plus qu'en 2015 - 2016, et le chiffrage est en cours pour **8** autres. La **Côte d'Ivoire**, la **Tanzanie** et le **Sénégal** ont accompli intégralement ces travaux en 2016 - 2017.

Figure 8: Cadre commun de résultats : Composantes clés



⁵⁷ Tchad, RDC, Soudan du Sud, Somalie, Sierra Leone, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Mauritanie, Libéria, Lesotho, Kenya, Gabon, Cameroun.

⁵⁸ Éthiopie, Gambie, Kenya, Malawi, Mali, Népal, Sierra Leone, Sri Lanka, Viet Nam, Zambie.

Au cours de la période du rapport, le nombre d'outils pratiques pour faciliter la création, le perfectionnement et l'exécution des cadres communs de résultats a également augmenté dans l'ensemble du Mouvement. La toute première liste de vérification pour l'élaboration de plans nationaux de nutrition de qualité, lancée par le Réseau des Nations unies pour le SUN et le Secrétariat en janvier 2017, en constitue un bon exemple. Le Burkina Faso, le Cambodge, la Tanzanie, et le Tchad ont déjà utilisé cette liste de vérification dans le processus d'élaboration et d'évaluation de leurs cadres communs de résultats.

1. Les pays SUN font l'état des lieux des politiques et des programmes et veillent à l'harmonisation des actions

HARMONISATION AU TADJIKISTAN : GARANTIR SIMULTANÉMENT LA NUTRITION ET LA RÉALISATION DES ODD



Au **Tadjikistan**, le tout premier Forum national de la nutrition a eu lieu en juillet 2016, sur le thème. Cet événement, qui se déroulait sur deux jours, avait pour but de partager les connaissances et l'expérience sur la nutrition et ses liens avec les Objectifs de développement durable (ODD) et la Stratégie nationale de développement du Tadjikistan d'ici 2030. Grâce à un plaidoyer continu, la sécurité alimentaire et la nutrition ont été incluses dans les priorités de la nouvelle Stratégie nationale de développement 2030 et de la Stratégie de développement à moyen terme 2020.

La **Côte d'Ivoire**, la **Mauritanie**, le **Sénégal** et la **Tanzanie** ont aujourd'hui franchi cette étape importante, tandis que **9 pays SUN** ont fait état de progrès⁵⁹ au cours de la période du rapport. Toutefois, comme de nombreux pays SUN déclarent avoir « presque » dressé le bilan des politiques et des programmes, tandis que d'autres ont constaté une harmonisation relative des actions existantes, le progrès collectif de l'ensemble des pays SUN au cours de l'année écoulée a été limité, mais régulier.

2. Les pays SUN conviennent de l'importance d'objectifs nutritionnels communs et ils tracent le chemin pour les atteindre

Pour atteindre les objectifs nutritionnels, il est essentiel de mettre sur pied un ensemble d'objectifs communs. Ces objectifs doivent être SMART (Spécifiques, Mesurables, Accompagnés de redevabilité, Réalistes et Temporalisés). De nombreux pays SUN estiment que les points de référence mondiaux, tels que l'Agenda 2030, les Cibles mondiales de nutrition 2025 et le Cadre mondial de suivi pour les maladies non transmissibles de l'OMS, facilitent encore davantage leur travail.

Deux facteurs sont considérés par les pays SUN comme essentiels : la volonté politique de placer la nutrition parmi les plus grandes priorités, et le temps et les efforts consentis pour parvenir à un consensus entre les secteurs et les acteurs sur les ambitions nationales communes. Fixer ces objectifs implique des consultations multisectorielles et multi-acteurs, avec la participation des experts techniques, des conseils et des comités de nutrition. Afin de protéger le cadre commun de résultats et qu'il soit impossible de le considérer comme un programme partisan, le **Mali**, le **Congo** et le **Sénégal** ont associé les parlementaires au processus d'élaboration de la stratégie et du plan d'action.

En outre, le progrès passe par un maintien de l'engagement (du gouvernement comme des individus) de concevoir et mettre en œuvre le cadre commun des résultats est nécessaire. Le taux élevé de rotation du personnel et de la direction au sein des institutions et des ministères de tutelle peut entraîner des changements dans la mise en œuvre et la priorité accordée à une politique et à un programme de nutrition. Certains pays SUN ont souligné que l'intégration du cadre commun de résultats dans le Plan national de développement était primordiale pour garantir la mise en œuvre durable des actions.

Le **Bangladesh**, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, le **Tchad**, le **Myanmar**, la **Tanzanie**, le **Guatemala** et le **Sénégal** ont mis en place des éléments clés du cadre commun de résultats, tels qu'un document chiffré de planification des opérations et des cadres de suivi et d'évaluation, la Côte d'Ivoire et la Tanzanie ayant intégralement réalisé ces travaux en 2016 - 2017. Toutefois, la mise en place de ces systèmes de suivi et d'évaluation et des mécanismes de redevabilité s'est avérée difficile pour certains pays SUN.

⁵⁹ Burundi, Guatemala, Kirghizistan, Myanmar, République démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie, Tchad et Zimbabwe.

Utiliser la liste de vérification : évaluation et amélioration de la qualité du plan nutritionnel multisectoriel au Burkina Faso

LE BURKINA FASO EST L'UN DES CINQ PAYS SUN À AVOIR SIGNALÉ UNE DIMINUTION DU RETARD DE CROISSANCE EN 2016 - 2017.

Lors de la mise en place du cadre commun de résultats pour la nutrition, le Burkina Faso a adopté une approche multisectorielle et participative pour identifier et définir des objectifs nutritionnels nationaux. Ce processus a été suivi d'ateliers spécifiques pour chaque secteur afin d'affiner et de préciser les interventions du cadre commun de résultats par secteur et, ainsi, d'aider à atteindre les objectifs nutritionnels nationaux convenus. Cet exercice clé qui s'appuyait sur la liste de vérification pour l'élaboration de plans nationaux de nutrition de qualité s'est révélé très utile, à la fois pour

encourager le dialogue et améliorer la qualité du plan national de nutrition, une stratégie donc doublement gagnante pour le Burkina Faso.

La malnutrition est un véritable problème de santé publique et de développement au Burkina Faso, où la prévalence du retard de croissance atteint 27,3 % en 2016. Après avoir rejoint le Mouvement SUN en juillet 2011, le Burkina Faso a revu sa politique nationale de nutrition, conformément à l'approche multisectorielle du Mouvement dans l'élaboration de son nouveau plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN) pour 2017 - 2020. Veiller à l'existence de plans nationaux de nutrition de qualité est essentiel pour obtenir une véritable incidence à grande échelle sur la nutrition.



C'est la raison pour laquelle le Burkina Faso a utilisé la liste de vérification lors de la phase d'élaboration de ce plan en février et mars 2017. Concrètement, le comité multisectoriel de planification technique a entrepris un examen des points forts et des faiblesses du projet de plan national de nutrition, et particulièrement dans les domaines suivants : (1) analyse de la situation et révision des politiques et des programmes ; (2) processus de participation et d'engagement politique des parties prenantes ; (3) coûts ; (4) mécanismes de mise en œuvre ; (5) mécanismes de suivi, avec des critères tels que les objectifs SMART de nutrition et des mécanismes de gouvernance, de redevabilité, de gestion et de coordination.

Par la suite, ce comité, sous la direction du point focal SUN, le Directeur de la santé du Ministère de la santé, a tenu des séances de travail pour parvenir à un consensus et réaliser une évaluation commune et unique de chaque critère sur le projet de plan de la nutrition. Ce processus a montré que la plupart des éléments qui forment un plan nutritionnel national de bonne qualité avaient été pris en compte dans le premier projet, mais la liste de vérification a permis d'améliorer la version finale de ce plan. Pour les domaines dans lesquels le plan a été renforcé, l'opération s'est faite conformément au Plan national de développement économique et social, à la théorie du changement du Mouvement SUN, à l'approche multi-acteurs, multisectorielle et à la gestion des risques du Mouvement SUN.

3. Les pays SUN organisent et mettent en œuvre des actions prioritaires aux niveaux local et national

L'**Éthiopie** dispose d'une stratégie avec un tableau de bord multisectoriel de la nutrition, disponible aux niveaux régional, national et à l'échelle des districts ; il permet de comparer les performances entre les divers districts et régions. Élaboré récemment, le cadre d'évaluation et de suivi du cadre commun de résultats multisectoriel et multi-acteurs de la **Zambie** sera déployé dans une série de districts sélectionnés à cet effet.

La capacité des pays à mettre en œuvre des actions coordonnées, au niveau central et dans les districts, conformément au cadre commun de résultats, a augmenté de manière générale dans le Mouvement en 2016 - 2017, le **Bangladesh**, le **Burkina Faso**, le **Burundi**, la **Côte d'Ivoire**, le **Guatemala**, le **Kirghizistan**, le **Laos**, le **Sénégal** et le **Tchad** faisant état de progrès sur ce plan. Au **Cameroun**, la révision de la politique nutritionnelle en 2015, faite pour intégrer les nouvelles données démontrant que l'intensification des interventions accélère la réduction de la malnutrition a permis de créer un plan opérationnel et d'un cadre commun de résultats. Ces plans seront validés et soumis à l'approbation du Conseil des ministres en septembre. 2017 Les membres de la plateforme multi-acteurs au **Kirghizistan** ont participé à une consultation en ligne sur la sécurité alimentaire et le programme de nutrition en action, afin d'améliorer l'efficacité du travail et les conséquences humaines.

4. L'utilisation par les pays SUN de systèmes d'information pour le suivi des résultats est plus importante dans les premiers pays à adhérer au Mouvement

Il a été dit un jour : « les investissements dans la connaissance sont ceux qui ont le plus d'intérêt. » Un suivi des progrès, une évaluation et une démonstration des résultats fiables sont des fonctions essentielles pour les pays du mouvement SUN. Les systèmes d'information sont utilisés pour le suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires visant une meilleure nutrition. Les systèmes d'information nationaux sur la nutrition sont essentiels pour évaluer le statu quo ; mesurer l'évolution de la nutrition des femmes, des hommes et de leurs familles ; suivre l'avancement des actions entreprises et hiérarchiser les efforts visant à améliorer la nutrition. Une évaluation précise de la situation nutritionnelle permet aux gouvernements et à leurs partenaires de développement de prendre, dans le cadre des politiques et des programmes de nutrition, des décisions fondées sur des données probantes. Bien que les pays SUN aient signalé le même niveau d'utilisation des systèmes d'information en 2015 - 2016, de nouvelles discussions sur la coordination de la prestation des services et une harmonisation du ciblage sont en cours. **7** pays ont fait état de progrès dans ce domaine⁶⁰, tandis que **4** ont signalé un recul (le Kenya, le Nigéria, la Sierra Leone et la Tanzanie).

“ JE SUIS CONVAINCU QUE CHAQUE SECTEUR DOIT ÊTRE REDEVABLE DE SA PERFORMANCE ET DE LA FOURNITURE D'ALIMENTS ET DE NUTRITION, AVEC DES INDICATEURS TRÈS CLAIRS SUIVIS ET ÉVALUÉS CHAQUE ANNÉE.

*– Ibrahim Assane Mayaki,
Secrétaire exécutif du NEPAD
et membre du Groupe principal
du Mouvement SUN*

⁶⁰ Bangladesh, Burkina Faso, Chad, Cote d'Ivoire, Guatemala, Kyrgyzstan, Senegal.

GROS PLAN SUR LES SYSTÈMES NATIONAUX D'INFORMATION POUR LA NUTRITION



Le Guatemala, qui présente l'une des prévalences les plus élevées dans le monde en matière de retard de croissance chez les filles et les garçons de moins de cinq ans, a fait des progrès considérables pour que la lutte contre la faim et la sous-alimentation soit placée au plus haut niveau de l'agenda politique. En 2012, le **Guatemala** a signé le Pacte « Faim Zéro », qui a marqué le début de l'intensification de l'institutionnalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par divers gouvernements, et la mise en place de nouvelles institutions et politiques visant à renforcer l'engagement des ministères et des secteurs, ce qui a entraîné des investissements importants dans le système national d'information pour la nutrition. En 2016, s'appuyant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Plan du pacte « Faim Zéro », le Guatemala a mis à jour son cadre commun de résultats, qui a influencé la conception de la Stratégie nationale 2016 - 2020 pour la prévention de la malnutrition chronique.

Le Système national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle fonctionne comme un référentiel et une source d'information inestimable. Il sert, en effet, de base à une meilleure prise de conscience des niveaux réels de prestation de services, il améliore la redevabilité des postes de santé et aide à identifier les problèmes à traiter pour atteindre les objectifs fixés.

Le chemin à parcourir

Bien qu'un cadre commun de résultats établi présente de nombreux avantages une fois en place, les pays SUN ont été confrontés à divers goulets d'étranglement qui doivent être résolus pour convenir de résultats communs pour une meilleure nutrition et pour les mettre en pratique.

Le fait que la nutrition soit le résultat d'efforts multisectoriels et, par conséquent, l'affaire de tous peut s'avérer contre-productif, car elle peut du même coup être considérée comme non prioritaire et devenir l'affaire de personne. Une telle situation est souvent le fruit d'un manque de capacités et d'expertise technique sur la nutrition dans les secteurs non traditionnels, en raison d'un manque de personnel bien informé et spécialisé dans la nutrition au niveau départemental pour piloter la coopération multisectorielle en matière de nutrition. C'est pourquoi le Mouvement SUN doit concentrer ses efforts sur le renforcement des capacités au sein des pays, pour une portée plus grande. Le recours à des champions de la nutrition, notamment les parlementaires, dans le plaidoyer stratégique pour accroître l'appropriation et défendre les résultats, pourrait être intensifié pour soutenir cet élan.

Pour aider à renforcer la résilience de tous les pays SUN, et particulièrement celle des pays confrontés à des conflits ou dans une situation fragile, les cadres communs de résultats ont un rôle important à jouer en amenant des interventions d'urgence et des interventions essentielles. Un cadre commun de résultats doit identifier les interventions d'urgence à inscrire dans un programme de développement plus large et à ne pas exécuter comme une intervention cloisonnée. Une telle procédure permet aux gouvernements d'anticiper les crises et de se préparer à un cadre d'après-conflit et de renforcement de la résilience.

Il faut agir davantage pour comprendre comment les pays ont comblé les déficits de financement pour leurs résultats communs. Lorsque l'engagement des secteurs est réduit, les ressources allouées ne sont pas suffisantes pour la mise en œuvre des activités prioritaires. La diminution des ressources allouées aux cadres communs de résultats pour la nutrition dans les contextes humanitaires est également une réalité brutale, en particulier pour ceux qui font face à des crises récurrentes.

LES PAYS SUN RÉALISENT LE SUIVI DES FINANCEMENTS ET MOBILISENT DES RESSOURCES

Dans le mouvement SUN, l'utilisation efficace et l'augmentation conséquente des ressources financières pour la nutrition impliquent que :



- Les dépenses consacrées à la nutrition tous secteurs et acteurs confondus sont suivies et évaluées de manière transparente, afin d'aligner les fonds existants sur les objectifs nutritionnels et de mobiliser de nouveaux fonds pour la nutrition.
- Les gouvernements nationaux, les donateurs, les mécanismes de financement novateurs, les entreprises et les consommateurs agissent dans une « solidarité mondiale » pour collectivement accélérer le progrès.

“ POUR BEAUCOUP DE GENS, LES ARGUMENTS ÉTHIQUES ET CEUX FONDÉS SUR LES DROITS DE LA PERSONNE ET LA SÉCURITÉ NATIONALE SUFFISENT POUR MOTIVER À AGIR POUR L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION. MAIS IL EXISTE AUSSI DE SOLIDES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES QUI ÉTAYENT LES INVESTISSEMENTS DANS LA NUTRITION. ”⁶¹

En 2016 - 2017, les pays SUN se sont efforcés de faire preuve d'une meilleure utilisation des données financières, grâce à une amélioration du plaidoyer et de la planification : pour inciter à la mobilisation des ressources et des investissements internes et externes dans la nutrition. Pour ce faire, ils ont effectué un suivi régulier et transparent des allocations budgétaires en matière de nutrition au regard des plans multisectoriels de nutrition, lorsque ceux-ci étaient disponibles. Le Cadre d'investissement pour la nutrition⁶² 2016 (premier du genre) a estimé que l'intensification des interventions spécifiques

à la nutrition nécessaires pour atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie chez les femmes, d'allaitement maternel exclusif et de traitement des formes graves d'émaciation partout dans le monde coûtera **7 milliards de dollars US par an** au cours des 10 prochaines années. Aujourd'hui, seulement 3,9 milliards de dollars US sont dépensés chaque année pour la nutrition. Au total, si nous passons des paroles aux actes et si nous investissons pour atteindre ces cibles, il est possible d'éviter au moins 3,7 millions de décès d'enfants.

Le suivi financier, l'analyse et le contrôle des allocations et de la dépense des ressources sont essentiels pour atteindre les objectifs stratégiques du Mouvement SUN et les ODD. L'existence de données financières fiables est primordiale pour les décideurs politiques, car elle leur permet de fixer des priorités, d'orienter la planification des programmes, de contrôler et d'évaluer la mise en œuvre et les résultats d'une politique donnée. Le suivi des investissements publics augmente également les possibilités de redevabilité et de plaidoyer en faveur d'une bonne nutrition.

⁶¹ Groupe de la Banque mondiale (2006). Replacer la nutrition au cœur du développement. Une stratégie d'intervention à grande échelle.

⁶² Groupe de la Banque mondiale (2016). Un cadre d'investissement pour la nutrition : atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation. À consulter sur : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26069/9781464811425.pdf?sequence=23&isAllowed=y> [consulté en juillet 2017].

APERÇU DES PROGRÈS

Comment les pays SUN réalisent-ils le suivi des financements et mobilisent-ils des ressources ?

1. Les pays SUN augmentent lentement mais sûrement leurs investissements, à la fois dans des programmes spécifiques à la nutrition et des programmes contribuant à la nutrition ;
2. Les pays SUN détectent les déficits de financement en vue d'y remédier pour assurer à tous une meilleure nutrition ;
3. Les pays SUN tirent parti du suivi du financement de la nutrition, notamment par l'harmonisation des secteurs et des programmes et l'augmentation des ressources ;
4. Les pays SUN assurent des investissements fiables et à long terme dans la nutrition en créant des stratégies de mobilisation des ressources.

47 pays SUN, soit près de 80 pourcent d'entre eux, constatent des progrès dans leurs capacités de suivi des financements et de mobilisation des ressources pour la nutrition. La **Zambie**, par exemple, a indiqué que six ministères étaient désormais en mesure de concevoir, chiffrer et mettre en œuvre leurs plans de travail respectifs au niveau national. **13 pays SUN** ont fait état d'une augmentation des capacités de suivi et de comptabilisation transparente des dépenses⁶³. Des pays comme la **Côte d'Ivoire** ont augmenté leur « score » après avoir intégré dans leur programme d'investissement public des mesures spécifiques à la nutrition ou y contribuant, afin de bénéficier de meilleurs mécanismes de suivi financier. **18 pays SUN** ont accru leur capacité à remédier aux insuffisances et harmoniser leurs ressources⁶⁴. Au **Kirghizistan**, le budget de l'État rend compte des dépenses et les donateurs font le suivi de leurs dépenses dans le cadre de leurs programmes et de

leurs accords avec le gouvernement. **17 pays SUN** signalent une amélioration de leur capacité à débloquer les financements promis. **5 pays SUN** ont enregistré une baisse de cette capacité au cours de la période du rapport⁶⁵. **18 pays SUN** ont accru leur capacité à prévoir de manière cohérente le financement pluriannuel⁶⁶. Au **Népal**, le programme révisé Suaahara-II est un exemple de maintien et de mise à profit des résultats déjà obtenus, la première phase du programme ayant permis de toucher plus de 600 000 ménages grâce à ses programmes coordonnés de nutrition.

Le budget moyen alloué à la nutrition dans 37 pays SUN est estimé à **5,9 pourcent des dépenses publiques**, bien que les dépenses spécifiques à la nutrition soient **inférieures à 0,05 pourcent**. Les points focaux SUN des gouvernements et les réseaux SUN travaillent sans relâche pour utiliser les données probantes recueillies dans le cadre des exercices d'analyse budgétaire, afin de plaider en faveur d'une augmentation et d'une amélioration des dépenses axées sur la nutrition.

⁶³ Cette donnée est fondée sur l'analyse de 42 pays SUN.

⁶⁴ Cette donnée est fondée sur l'analyse de 41 pays SUN.

⁶⁵ Cette donnée est fondée sur l'analyse de 40 pays SUN.

⁶⁶ Cette donnée est fondée sur l'analyse de 39 pays SUN.

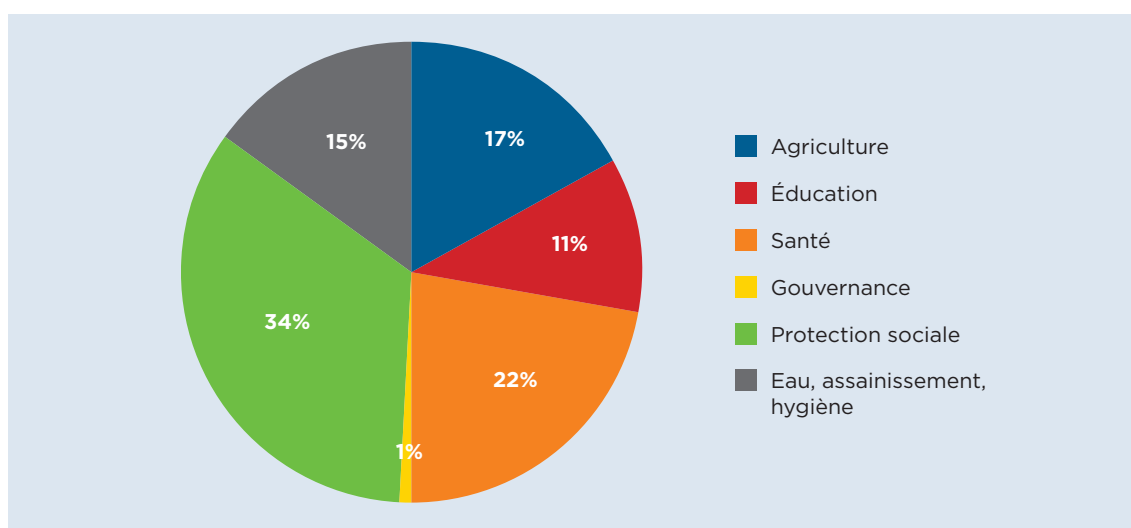
1. Les pays SUN augmentent lentement mais sûrement leurs investissements, à la fois dans des programmes spécifiques à la nutrition et des programmes contribuant à la nutrition

En moyenne, les allocations budgétaires 2016 - 2017 pour des programmes qui contribuent à la nutrition au **Bangladesh**, aux **Comores**, au **Ghana**, en **Indonésie**, au **Laos**, au **Libéria**, à **Madagascar**, au **Népal**, aux **Philippines**, au **Tchad** et en **Zambie** (sur la base de données de 25 pays) ont augmenté de 4 pourcent. Les allocations budgétaires pour des programmes spécifiques à la nutrition en **Guinée-Bissau**, en **Indonésie**, au **Lesotho**, à **Madagascar**, au **Népal**, aux **Philippines**, en **République Démocratique du Congo** et en **Zambie** (sur la base de données de 21 pays) ont augmenté de 29 pourcent, la République Démocratique du Congo, la Mauritanie et le Népal ayant enregistré des augmentations particulièrement élevées au cours de la période du rapport.

“ LA MOBILISATION DES RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS DANS LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION EXIGERA QUE LES DONATEURS, LES PAYS, LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT NOVATEURS, LES ENTREPRISES ET LES CONSOMMATEURS AGISSENT SOLIDAIREMENT. DANS LE SCÉNARIO DE SOLIDARITÉ MONDIALE, OÙ DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE NUTRITION SONT PRIS ET OÙ TOUTES LES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES SONT MOBILISÉES GRÂCE À UN EFFORT MONDIAL COORDONNÉ, LES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS AUGMENTENT RAPIDEMENT AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES, ET LES DÉPENSES INTÉRIEURES AUGMENTENT RÉGULIÈREMENT. PUIS, DE 2020 À 2025, LE FINANCEMENT NATIONAL S'ACCÉLÈRE ET LES DONATEURS COMMENCENT À RÉDUIRE LEUR SOUTIEN AU PROFIT D'UNE APPROPRIATION PAR LES PAYS DES PROGRAMMES DE NUTRITION.⁶⁷ ”

Dans les programmes qui contribuent à la nutrition, la part la plus élevée est consacrée à la protection sociale, à la santé et à l'agriculture. En 2017, le gouvernement du **Zimbabwe** a donné la priorité à l'investissement dans le secteur agricole en allouant 291,6 millions de dollars US à des activités clés de sécurité alimentaire, notamment des réserves stratégiques de céréales, des programmes voués aux moyens de production et du personnel de soutien. Le montant de cette allocation budgétaire, en plus d'autres dépenses liées à l'agriculture de 148,8 millions de dollars US en 2016, représente actuellement un total de 440,4 millions de dollars US de soutien à l'agriculture pour la période 2016 - 2017 (soit un peu plus de 10 pourcent du budget national). Le **Pérou** a informé d'une augmentation de son allocation budgétaire pour les activités liées à la nutrition pour l'année 2017. Bien que les investissements extérieurs aient diminué progressivement, une augmentation des investissements publics a été observée pour les programmes spécifiquement dédiés à la nutrition et à la lutte contre l'anémie. **El Salvador** a fait état d'une augmentation des investissements consacrés à la sécurité alimentaire ou liés à la nutrition au cours des dernières années, ce qui lui a permis d'identifier les déficits financiers pour mieux gérer les ressources publiques et de mobiliser des investissements extérieurs supplémentaires.

Figure 9: Allocations moyennes par secteur



⁶⁷ Tableau de bord de l'investissement dans la nutrition. À consulter sur : <http://www.investinnutrition.org/dashboards/global> [consulté en août 2017].

EN SAVOIR PLUS SUR LE PLAIDOYER PARLEMENTAIRE LIÉ AU BUDGET AU PAKISTAN

Consciente du rôle majeur que les parlementaires peuvent jouer dans l'augmentation des allocations budgétaires pour les interventions spécifiques à la nutrition ou celles qui y contribuent, l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN au Pakistan a concentré ses efforts sur la participation des parlementaires pour qu'ils jouent le rôle clé de champions de la nutrition. Irshad Danish, le coordinateur fondateur de l'Alliance et du Réseau du milieu universitaire et de la recherche SUN du Pakistan (SUNAR, Pak), a expliqué que l'Alliance de la société civile avait commencé son travail en s'adressant aux parlementaires qui avaient déjà travaillé sur différentes questions sociales et de développement. Ils ont été heureux de constater non seulement l'intérêt considérable des femmes parlementaires aux niveaux national et provincial, mais également le fait que les parlementaires, de la majorité comme de l'opposition, étaient prêts à travailler ensemble pour prendre à bras-le-corps le problème de la malnutrition par-delà leurs divergences politiques.

Les membres de l'Alliance de la société civile se sont mis au travail : ils ont étudié le programme de chaque parti, puis ils ont veillé à mettre en valeur la façon dont leurs ambitions politiques se reliaient facilement aux objectifs de développement du pays, en particulier ceux liés à la santé et à la nutrition, objectifs que ces ambitions complètent également. L'Alliance a ensuite organisé des séances de sensibilisation à l'intention des députés de tout le pays. Au cours de leur dialogue avec les parlementaires, ils ont fourni des statistiques clés et des informations actualisées sur la situation juridique et l'environnement politique. Cette façon de procéder a amené les parlementaires à utiliser les procédures et protocoles officiels des assemblées nationales et provinciales pour attirer l'attention sur la nutrition et susciter le dialogue sur la nutrition. Les réunions avec les membres des comités parlementaires permanents concernés ont également contribué à promouvoir la redevabilité par l'intermédiaire des plateformes parlementaires. L'Alliance conçoit également des notes d'orientation et des tableaux de bord provinciaux pour aider les députés à défendre la nutrition dans le cadre des activités politiques et de planification.



2. Les pays SUN détectent les déficits de financement en vue d'y remédier pour assurer à tous une meilleure nutrition

Détecter les insuffisances du financement des activités de nutrition est peut-être aujourd'hui plus important que jamais. En août 2016, le **Soudan** a lancé un dossier d'investissement pour élargir de 90 pourcent la couverture des interventions de nutrition proposées. Le coût a été évalué à près de 524 millions de dollars US par an, les estimations des contributions actuelles de l'État étant de 83 millions de dollars US par an, et le déficit de financement de 324 millions de dollars US pour le renforcement de la nutrition. En 2016 - 2017, l'exercice de suivi financier au **Kirghizistan** a permis d'estimer le déficit financier à 44,7 pourcent dans le cadre du programme chiffré actuel de sécurité alimentaire et de nutrition (2014 - 2017). Le gouvernement de l'**Éthiopie** poursuit ses efforts pour tenir son engagement d'allouer 15 millions de dollars US par an de financement national à la nutrition jusqu'en 2020. Certains pays SUN concentrent également leurs efforts sur certains secteurs ou des interventions déterminées. Au **Cambodge**, par exemple, le gouvernement est parvenu à combler le déficit en allouant 2,2 millions de dollars US à la promotion de l'iodation du sel et à l'achat d'iodate de potassium et d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi ; ces services étaient auparavant fournis par des partenaires.

LE FINANCEMENT DE LA NUTRITION EN CÔTE D'IVOIRE : ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS NATIONAUX POUR AVOIR ACCÈS À DES RESSOURCES EXTÉRIEURES

Le 7 juin 2013, la Côte d'Ivoire a rejoint le mouvement SUN pour montrer sa détermination à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. En 2016, les coûts de mise en œuvre de son Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN) 2016-2020, élaboré par sa plateforme multisectorielle et multi-acteurs, ont été estimés à 470 millions de dollars US.

L'engagement financier du gouvernement correspondant à environ 15 pourcent des dépenses globales du Plan, les partenaires se sont mobilisés pour combler le déficit de financement.

Ce plan est maintenant aligné sur le Plan national de développement 2016-2020 et la nutrition a été intégrée dans le programme d'investissement public. Cette procédure a permis un transfert de fonds pour la mise en œuvre du Plan, tout en tirant parti de mécanismes avancés de suivi des décaissements. Le fait de garantir la complémentarité du Plan de Nutrition et du Plan de Développement a permis à l'ensemble des donateurs de soutenir les objectifs nutritionnels dans le cadre de leur soutien global à la coopération au développement.

La plateforme nationale de gestion de l'aide a été essentielle au renforcement de la transparence et du partage des connaissances relatives aux contributions des donateurs dans la lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire. Bien que le déblocage des financements promis demeure difficile et que subsistent encore des lacunes de financement, les enseignements tirés de l'expérience en Côte d'Ivoire montrent notamment que lorsque la volonté d'assurer un financement intérieur est présente, le financement extérieur finit par suivre. Cela est d'autant plus vrai lorsque les programmes sont alignés sur les priorités nationales de développement.

3. Les pays SUN tirent parti du suivi du financement de la nutrition, notamment par l'harmonisation des secteurs et des programmes et l'augmentation des ressources

L'analyse budgétaire du Mouvement SUN réalisée en 2015 - 2016 a eu plusieurs effets positifs dans les pays SUN. Pour atteindre le quatrième objectif stratégique du Mouvement SUN, « utiliser efficacement et augmenter substantiellement les ressources financières pour la nutrition », 47 pays SUN ont procédé à un exercice d'analyse budgétaire en 3 étapes clés, et ont analysé leurs budgets gouvernementaux en 2016 - 2017. Les données sont disponibles pour 41 pays SUN, et 22 pays SUN ont entrepris cette analyse pour la deuxième fois (en 2015 et 2016). L'analyse budgétaire de 2017 est toujours en cours. En outre, dans le troisième cycle de collecte de données actuellement en cours, l'analyse budgétaire porte moins sur le suivi financier que sur la manière dont les pays investissent et agissent pour accroître leurs ressources ou dépenser plus judicieusement. Les pays SUN qui ont effectué au moins deux fois l'analyse de suivi budgétaire estiment que cet exercice est un point de départ très utile pour sensibiliser les parties prenantes et les secteurs concernés à l'importance de la lutte contre la malnutrition.

Plus précisément, les données de l'analyse budgétaire aident les pays SUN à :

- cartographier l'harmonisation des interventions prévues et budgétisées ;
- suivre le rendement et les dépenses pour les interventions mises en œuvre ;
- cartographier l'alignement des objectifs des programmes budgétisés par rapport aux facteurs de la malnutrition (dans le cas des allocations budgétaires contribuant à la nutrition) ;
- Plaider pour :
 - le renforcement de la mise en œuvre et la mobilisation des ressources ;
 - l'amélioration de la coordination et du ciblage (géographique ou populationnel) des programmes ;
 - l'intégration des interventions nutritionnelles entraînant de fortes améliorations dans certains programmes.

Outre le suivi des allocations existantes pour la nutrition, l'exercice d'analyse budgétaire a également aidé les pays à entamer des discussions avec les secteurs potentiels de mise en œuvre de programmes qui contribuent à la nutrition. Le programme existant du **Tadjikistan** était axé sur des interventions spécifiques à la nutrition, le Ministère de la santé étant l'organisme chargé de la mise en œuvre. L'analyse budgétaire a révélé le potentiel d'une collaboration avec d'autres secteurs qui contribuent à la nutrition. Le pays envisage une stratégie de mobilisation des ressources, à partir des données obtenues lors du suivi budgétaire.

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS SUR LES INVESTISSEMENTS DANS LA NUTRITION DANS LES PAYS SUN ?

En 2017, le Secrétariat du Mouvement SUN a rassemblé des aperçus des investissements en nutrition pour 35 pays SUN et l'État indien du Mahārāshtra qui examinent les tendances des programmes et activités liés à la nutrition.

Consultez : <http://scalingupnutrition.org/share-learn/planning-and-implementation/tracking-nutrition-investments/>

L'analyse budgétaire a également été utile pour amener les responsables des politiques et des programmes à comprendre les principaux leviers de financement pour des programmes qui contribuent à la nutrition, et elle a déclenché un processus de réflexion sur la manière d'intensifier la lutte contre la malnutrition au sein du mouvement SUN. L'exercice d'analyse budgétaire du **Pakistan** a par exemple révélé que le Programme d'aide au revenu Benazir (sur les filets de protection sociale), doté d'un budget d'environ 1 milliard de dollars US et qui bénéficie à environ 5,4 millions de personnes, pourrait grandement participer à la réduction des retards de croissance, de l'émaciation et de l'insécurité alimentaire, s'il était adapté aux résultats nutritionnels.

L'analyse budgétaire a également profité aux programmes de nutrition : l'**Éthiopie**, le **Népal** et les **Philippines** ont ainsi mis sur pied leurs programmes multisectoriels de nutrition de « deuxième génération », en y ajoutant de nouvelles interventions, et plus particulièrement des interventions qui contribuent à la nutrition. Dans ces pays SUN, davantage de ressources ont été consacrées à la mise en œuvre de ces plans par le secteur public (dans ses allocations budgétaires).

PASSAGE DE FLAMBEAU EN ÉTHIOPIE : ACCROÎTRE LES RESSOURCES NATIONALES QUI CONTRIBUENT À LA NUTRITION POUR UN CHANGEMENT DURABLE

En seulement 16 ans, la prévalence de la malnutrition infantile a baissé de 20 pourcent, ce qui démontre la volonté du gouvernement éthiopien de faire de la lutte contre la malnutrition une priorité absolue. En sont également la preuve : la Déclaration de Seqota pour mettre fin à la sous-alimentation des enfants d'ici 2030, les actions et les objectifs fixés dans le Programme national de nutrition 2016-2020 (NNPII), une stratégie multisectorielle reposant sur une approche fondée sur le cycle de vie pour améliorer la nutrition maternelle et infantile, et la gestion de l'Organisme national de coordination de la nutrition.

L'ÉTHIOPIE EST L'UN DES CINQ PAYS SUN À AVOIR SIGNALÉ UNE DIMINUTION DU RETARD DE CROISSANCE EN 2016 - 2017.

L'information sur les investissements (passés et actuels) dans la nutrition est essentielle pour renforcer ces interventions, évaluer le manque de ressources et fixer des objectifs financiers à atteindre conjointement par les parties prenantes. Cependant, les données sur les ressources ne sont pas facilement disponibles pour l'ensemble des partenaires, et comme la nutrition nécessite une action sur de multiples secteurs.

Parmi les enseignements clés tirés de la lutte contre la malnutrition en Éthiopie, il y a la nécessité d'investir dans le renforcement des systèmes et des capacités, afin que le suivi systématique des ressources nutritionnelles dans tous les secteurs soit assuré par les systèmes publics. En outre, pour que les effets sur les populations soient durables, il faut également promouvoir des modes de financement durables et conformes au budget pour la nutrition, assortis de mécanismes de suivi visant à garantir que les fonds sont utilisés pour des interventions prioritaires.

Le Programme national de nutrition (NNPII) a été chiffré. Le budget total nécessaire à la mise en œuvre du programme pour les cinq prochaines années est estimé à 1,1 milliard de dollars US, le gouvernement y contribuant à hauteur de 45 pourcent (515 690 757 dollars US), tandis que les donateurs participent à hauteur de 17 pourcent (198 116 469 dollars). Étant donné l'écart de financement de près de 40 pourcent, les résultats du NNPII vont dépendre de la capacité à combler ce déficit, ce qui permettrait à l'Éthiopie de réaliser de nouveaux progrès dans la lutte contre la malnutrition.

4. Les pays SUN assurent des investissements fiables et à long terme dans la nutrition en créant des stratégies de mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources regroupe toutes les activités visant à obtenir des ressources nouvelles et supplémentaires pour la nutrition, mais elle implique également la recherche d'une meilleure utilisation et d'une optimisation des ressources existantes. Le renforcement des programmes et l'extension géographique des actions envisagés dans l'ensemble du Mouvement SUN requièrent une nette augmentation des investissements. Des pays comme le **Népal**, le **Kirghizistan**, le **Tadjikistan** et les **Philippines** sont en train d'élaborer leurs stratégies de mobilisation des ressources.

Des pays comme le **Viet Nam** peinent à mobiliser des ressources en raison de l'absence d'une stratégie de mobilisation des ressources. Les pays en situation fragile ou de crise prolongée ont du mal à assurer un financement suffisant des programmes de développement à plus long terme, car les financements sont principalement alloués aux interventions humanitaires ou visant à sauver des vies.

Les demandes d'investissements dans la nutrition continuent de croître

Lors du Sommet sur le capital humain, un événement novateur qui s'est tenu à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale de 2016, le **Premier ministre de la Côte d'Ivoire et les Ministres des finances et de l'économie du Cameroun, de l'Éthiopie, de l'Indonésie, de Madagascar, du Pakistan, du Sénégal et de la Tanzanie** se sont engagés à améliorer les programmes de nutrition, de santé et d'éducation pour les jeunes enfants, afin de réduire au maximum le retard de croissance infantile et doter des dizaines de millions de jeunes enfants des capacités dont ils ont besoin pour réussir dans un monde en rapide mutation.

Le chemin à parcourir

Le chemin encore à parcourir pour les pays SUN dépendra en grande partie de l'engagement politique à maintenir et à accroître les ressources consacrées à la nutrition.

Pour mieux connaître les besoins en renforcement, il faut combler les lacunes statistiques, tant dans le domaine financier que pour les programmes. Compte tenu de l'apport des programmes qui contribuent à la nutrition pour mettre fin à la malnutrition, l'un des principaux domaines dans lequel le Mouvement SUN doit centrer ses efforts est de veiller à ce que les investissements nationaux et ceux des donateurs dans les programmes sociaux soient de plus en plus orientés vers la nutrition. Les pays ont également montré que la mise en place de stratégies de mobilisation des ressources contribuait à favoriser des investissements fiables et à long terme. La mise en place d'un plus grand nombre de ces stratégies va être primordiale pour garantir les financements nécessaires aux pays membres du Mouvement SUN pour éradiquer la malnutrition.



© UNICEF / Markisz

2.4 LA VALEUR AJOUTÉE DU MOUVEMENT SUN

Les champions de la nutrition du Mouvement SUN : mener le combat là où l'on se trouve

Le Mouvement SUN est une véritable preuve de ce que la coopération peut entraîner comme résultats durables et effets concrets au niveau humain. Dirigé par les gouvernements et soutenu par de nombreuses parties prenantes, le Mouvement SUN a insufflé une volonté politique sans précédent de renforcement de l'état nutritionnel de tous, partout dans le monde. Les champions de la nutrition travaillent en coulisses pour garantir que cette énergie insufflée se traduise par des résultats concrets pour ceux qui en ont le plus besoin.

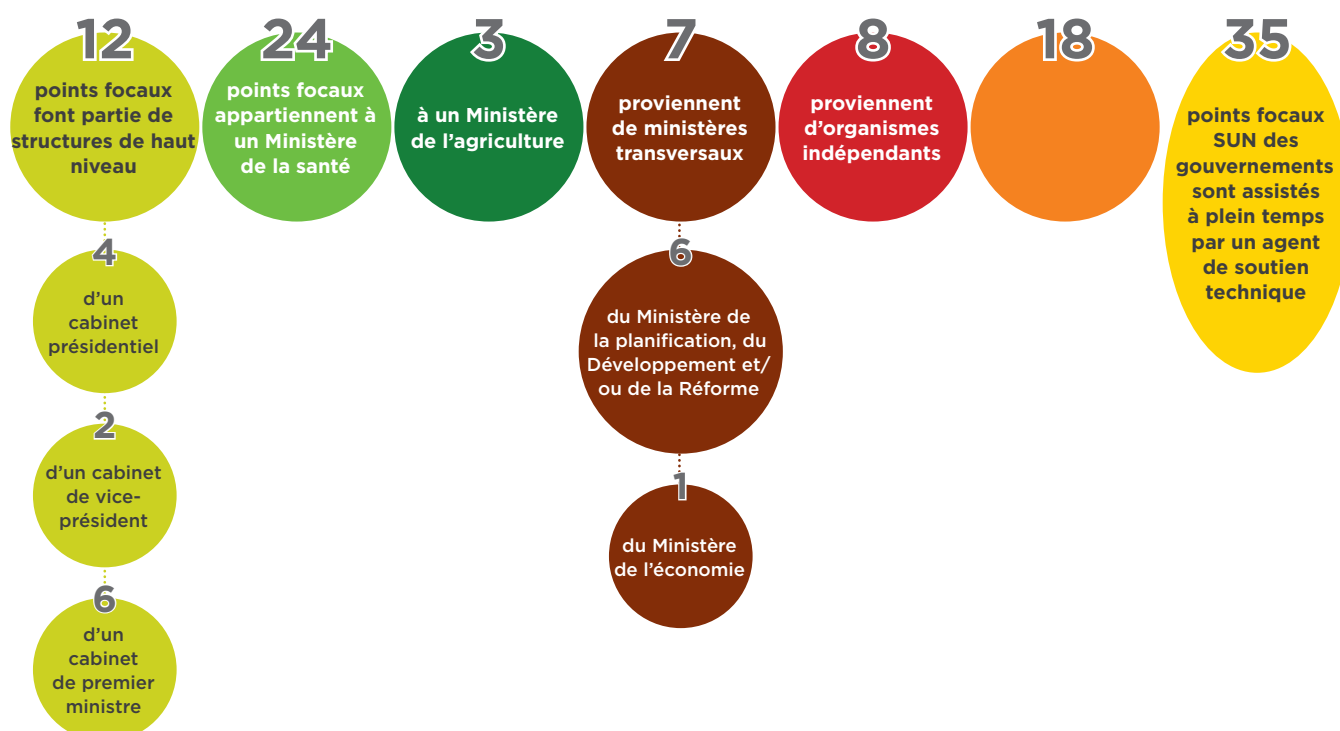
Les responsables du changement nutritionnel dans les pays SUN, représentant des secteurs tels qu'entre autres l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et l'autonomisation des femmes, se rassemblent pour lutter contre les multiples formes de malnutrition et construire des politiques et un contexte favorables, afin de garantir une bonne nutrition. Ils modifient leurs comportements individuels et ceux des institutions pour parvenir à des résultats communs en matière de nutrition. Des financements et des ressources sont mobilisés et il y a une extension de la couverture des actions spécifiques à la nutrition et des stratégies qui y contribuent, toutes pertinentes au niveau local. En travaillant ensemble et en alignant leurs actions, ils peuvent obtenir des résultats bien plus importants que ce qu'ils sont susceptibles d'obtenir seuls.

52 points focaux SUN des gouvernements (eux-mêmes champions de la nutrition) ont réuni les divers agents du changement provenant des organismes de l'ONU, de la société civile, des donateurs, du secteur privé, du milieu universitaire, des médias et des parlements, pour réaliser ensemble les objectifs nationaux de nutrition. Les points focaux SUN des gouvernements proviennent de secteurs tels que la santé, l'agriculture, la planification et l'économie, et la prospérité du Mouvement SUN est le fruit de leurs efforts pour unir leurs communautés nationales de nutrition.

“ À MON POSTE, JE PEUX FAIRE BOUGER LES LIGNES, CHAQUE JOUR, ET JE ME DOIS DE LE FAIRE. AVANT D'ALLER ME COUCHER, JE ME DEMANDE : “QU'AI-JE FAIT POUR DÉFENDRE LA NUTRITION AUJOURD'HUI ? À QUI AI-JE PARLÉ DE BONNE NUTRITION ?

– José Pacheco, Ministre de l'agriculture, Mozambique

QUI SONT LES POINTS FOCaux DU MOUVEMENT SUN EN 2016 - 2017 ?



“ JE SUIS UNE CHAMPIONNE DE L'ALLAITEMENT MATERNEL ET DE LA NUTRITION, PASSIONNÉE PAR LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE ET PAR SES RÉPERCUSSIONS SUR L'AVENIR DE L'ENFANT. J'AI L'IMPRESSION QUE BEAUCOUP DE CHOSES ONT ÉTÉ FAITES AU NIVEAU NATIONAL, MAIS MALHEUREUSEMENT PARFOIS CETTE INFORMATION NE PARVIENT PAS JUSQU'À L'HOMME ET LA FEMME DE LA RUE.

– Esther Kimani, Kenya

25 pays SUN ont officiellement nommé des champions de la nutrition de haut niveau. Les champions se divisent souvent en trois catégories : les décideurs politiques, les personnes influentes et les bénéficiaires. Les champions travaillent aux niveaux élevés, aux niveaux intermédiaires et sur le terrain. Bien que certaines personnes travaillent dans le cadre de leurs capacités ou de leur profession personnelle, d'autres contribuent aux efforts plus vastes déployés par le gouvernement pour défendre la nutrition.

Montrer la voie en matière de nutrition est extrêmement précieux pour le maintien de l'engagement politique en faveur de la nutrition dans de nombreux pays. Le rôle de chef de file dans le domaine de la nutrition peut être stimulé et renforcé avec le temps, et dans de nombreux pays SUN, c'est un aspect qui s'est avéré déterminant.

“ NOUS POUVONS TOUS ÊTRE, ET DEVRIONS TOUS ÊTRE, DES CHAMPIONS DE LA NUTRITION À PART ENTIÈRE, ET EN MENANT LE COMBAT CHACUN LÀ OÙ NOUS NOUS TROUVONS, NOUS POUVONS APPORTER DE GRANDS CHANGEMENTS DANS LA VIE DE NOMBREUSES PERSONNES.

– Gerda Verburg,
Coordinatrice du
Mouvement SUN



© UNICEF / Dormino



Appel à candidatures pour les champions du renforcement de la nutrition !

Le Rassemblement mondial du Mouvement SUN 2017 offre une occasion unique de saluer les efforts déployés par ces champions de la nutrition et de les aider à battre le rappel pour la nutrition. **Cette année** : Le titre de champion de la nutrition sera décerné aux femmes et aux hommes qui ont apporté une contribution exceptionnelle dans les domaines suivants :

1. Rassembler et mobiliser en faveur de la nutrition

Les lauréats de cette catégorie seront évalués sur la base de leurs actions ayant permis d'accroître l'importance politique de la nutrition, et sur leurs réussites dans la formation de coalitions impliquant des parties prenantes nouvelles et diversifiées.

2. Influencer les politiques pour la nutrition

Les lauréats de cette catégorie seront évalués sur la base de leurs actions ayant permis de faire avancer les politiques, lois et réglementations en faveur de la nutrition, et sur leurs réussites en matière de sensibilisation accrue à l'importance d'une bonne nutrition.

3. Accompagner les résultats en matière de nutrition

Les lauréats de cette catégorie seront évalués, premièrement, sur la base de leurs actions ayant permis d'encourager l'alignement des parties prenantes pour améliorer les résultats aux niveaux national, régional et local dans le but d'atteindre les personnes directement touchées par la malnutrition et, deuxièmement, sur leurs innovations en matière de programmation multisectorielle.

4. Accroître les financements pour la nutrition

Les lauréats de cette catégorie seront évalués au regard de leurs contributions ayant permis de mobiliser de nouvelles ressources financières nationales pour la nutrition et des efforts qu'ils ont faits pour améliorer l'efficacité des dépenses courantes pour la nutrition.

Vous voulez en savoir plus ? Rendez-vous sur le site Web : www.scalingupnutrition.org/fr/.

Les pays SUN échangent entre eux pour trouver les meilleurs moyens de lutter contre la malnutrition à travers l'ensemble des secteurs

Au cours de la période du rapport, le Réseau des pays SUN (composé des points focaux SUN des gouvernements et des plateformes multi-acteurs) s'est réuni à trois reprises lors des réunions du Réseau des pays SUN par conférence téléphonique, ce qui a permis de discuter des progrès réalisés par chacun, d'analyser les défis communs et de partager les enseignements tirés des efforts continus déployés pour lutter contre la malnutrition et garantir que les retombées seront durables pour les populations. En 2016 - 2017, les pays SUN ont échangé sur leurs bonnes pratiques et sur les défis concernant l'alignement des multiples parties prenantes sur les priorités nationales de nutrition ; ils ont examiné comment coordonner les efforts des acteurs le long de la chaîne de valeur des données pour obtenir des systèmes efficaces d'information sur la nutrition, et enfin, ils se sont penchés sur la bonne mise en œuvre des actions de nutrition, alignée sur les résultats communs et les objectifs nationaux. Une série de réunions ont également été organisées pour aider les pays d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est à faire face aux principales menaces engendrées par El Niño et l'insécurité alimentaire croissante.

Rencontres virtuelles



RÉUSSITES, LEÇONS APPRISSES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS L'ALIGNEMENT DE MULTIPLES PARTIES PRENANTES SUR LES PRIORITÉS NATIONALES DE NUTRITION

Dates : Du 5 au 9 septembre 2016

Participants : 374 personnes

Pays : 51 pays SUN et les États indiens du Mahārāshtra et de l'Uttar Pradesh



Messages clés :

- Les Objectifs de développement durable (ODD) constituent une excellente occasion de renforcer l'alignement des efforts des parties prenantes ;
- Il est primordial de définir clairement les besoins des gouvernements, de créer une vision commune de ce qu'est une approche multisectorielle de la nutrition et de faire en sorte qu'existe une autorité ou un mécanisme pour orienter, mettre en pratique et maintenir cette approche ;
- Il est essentiel de disposer de mécanismes de coordination au niveau infranational pour aligner les parties prenantes et coordonner le travail effectué dans chaque région ou district, afin d'obtenir de meilleurs résultats ;
- Un financement suffisant est indispensable pour soutenir la gouvernance et les structures de coordination de la nutrition ;
- Surmonter les différences de méthode de travail des différents secteurs et individus demeure un défi majeur dans l'ensemble du Mouvement SUN.



SYSTÈMES D'INFORMATION POUR LA NUTRITION

Dates : Du 12 au 16 décembre 2016

Participants : 229 personnes

Pays : 35 pays SUN et les États indiens du Jharkhand et du Mahārāshtra

Messages clés :

- Les objectifs nutritionnels fondés sur des indicateurs tels que les cibles mondiales nutritionnelles et relatives aux maladies non transmissibles liées à la nutrition de l'AMS doivent être inclus au cours de la phase de planification, afin de convenir d'un cadre commun de suivi et d'évaluation ;
- Les contributions des parties prenantes doivent être recensées pour harmoniser la gestion des données et de l'information ;
- Le renforcement des capacités d'utilisation de systèmes automatisés au niveau local est susceptible d'améliorer la qualité de la collecte de données et des informations et de favoriser une mise en œuvre coordonnée des enquêtes et études ;
- Tirer parti de la technologie et des outils disponibles pour faciliter la gestion des données, de la collecte à la visualisation, peut contribuer à une meilleure diffusion des résultats ;
- Disposer d'un organisme dirigeant reconnu capable d'exploiter l'expertise et la capacité des différentes parties prenantes le long de la chaîne de valeur des données contribue à la mise en place d'un système fonctionnel doté d'un référentiel central accessible à tous ;
- La participation continue aux communautés de pratique consacrées aux initiatives en matière de données et de redevabilité, afin de partager et faire progresser les connaissances et le savoir-faire sur les lacunes en matière de données, est encouragée dans l'ensemble du Mouvement SUN.



LA MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS DE NUTRITION EFFICACES ET ALIGNÉES SUR LES RÉSULTATS COMMUNS ET LES OBJECTIFS NATIONAUX

Dates : Du 13 au 23 mars 2017

Participants : 312 personnes

Pays : 51 pays SUN et les États indiens du Jharkhand et de l'Uttar Pradesh

Messages clés :

- La valeur ajoutée d'un cadre commun de résultats dans l'orientation de la planification de la nutrition au sein des pays est qu'il facilite la coordination des efforts et des ressources pour les actions conjointes de nutrition ;
- Afin d'obtenir des résultats durables, le maintien de l'engagement du gouvernement et des individus vis-à-vis du cadre commun de résultats est primordial ;
- Le cadre commun de résultats peut être un outil efficace pour suivre la mise en œuvre des programmes liés à la nutrition au travers des différents secteurs et pour que tous les acteurs concernés se sentent mutuellement redevables ;
- Le fait de disposer de stratégies de communication et de plans opérationnels semble améliorer la façon dont les pays SUN travaillent conjointement à l'obtention de résultats communs.

RÉUNION SPÉCIALE AVEC LES POINTS FOCaux SUN DES GOUVERNEMENTS CONSACRÉE AU RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DES RÉUNIONS DU RÉSEAU DES PAYS SUN

Dates de la réunion : Du 1er au 22 juin 2017

Participants : 18 points focaux SUN des gouvernements

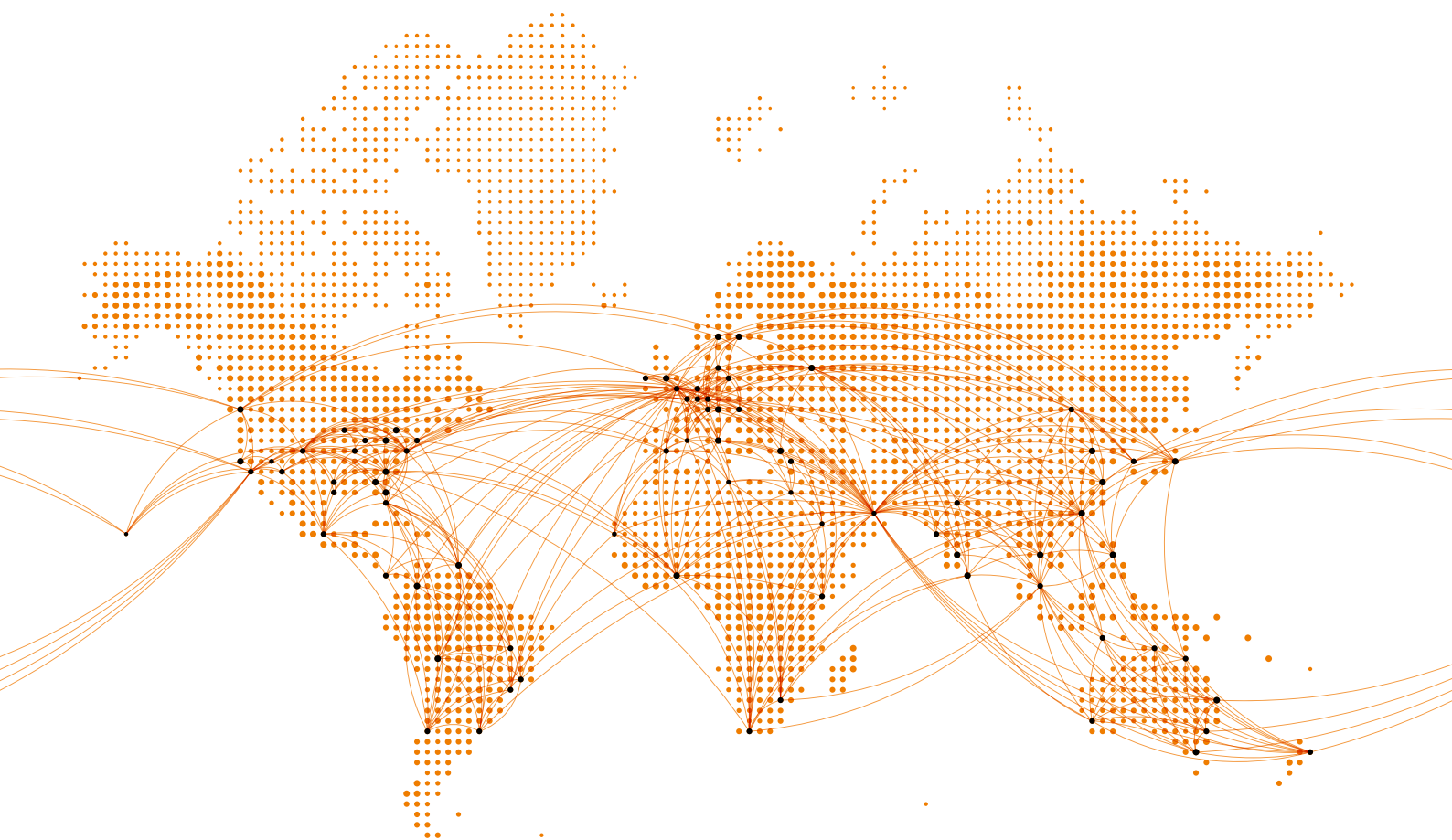
Messages clés :

- Comme il est toujours possible de croître et d'améliorer les échanges, l'apprentissage et le partage des savoirs, tous les points focaux SUN des gouvernements ont été invités à se joindre à une discussion interactive avec le Secrétariat du Mouvement SUN, afin de réfléchir aux domaines à améliorer pour les prochaines réunions du Réseau des pays SUN, en 2018 et au-delà. Une enquête en ligne a également été mise en place pour recueillir les commentaires des membres des plateformes multi-acteurs nationales.
- Le tableau ci-dessous reflète donc des actions concrètes pour les années à venir, issues de ces réunions et des résultats de l'enquête en ligne.
- Les réunions du Réseau des pays SUN jouent un rôle essentiel dans le partage et l'apprentissage relatifs aux sujets auxquels sont confrontés de nombreux pays SUN à l'heure actuelle et pour le positionnement de leurs plateformes multi-acteurs au sein des pays ;
- Pour pouvoir mener des discussions en ligne plus approfondies, opérationnelles et axées sur les résultats que ce que les réunions du Réseau des pays SUN permettent habituellement, il a été suggéré d'utiliser des outils de partage en ligne sous forme de webinaires complémentaires ;
- La fréquence actuelle (trimestrielle) des réunions est jugée suffisante et elle convient également pour rendre compte des progrès accomplis par les pays SUN dans la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN ;
- Au sujet des thèmes 2018 - 2019, il a été suggéré d'établir un ordre de priorité thématique lors du Rassemblement mondial 2017 du Mouvement SUN pour les points focaux SUN des gouvernements.

Échanges pour l'apprentissage

Les pays SUN organisent souvent des visites sur le terrain et des voyages d'études dans d'autres pays, afin de tirer des enseignements de leurs expériences. Bien que ce processus puisse être facilité par le Secrétariat du Mouvement SUN, la majorité de ces échanges se fait sans sa participation et grâce au soutien des organismes de l'ONU et des donateurs dans le pays.

L'année dernière, des délégations du **Tadjikistan** et du Laos se sont respectivement rendues au **Népal** et au **Viet Nam** pour apprendre quels y étaient les mécanismes de coordination en matière de nutrition, la communication pour modifier les comportements et les pratiques d'alimentation des jeunes enfants. En 2017, une série de délégations multi-acteurs ont visité d'autres pays SUN : la délégation ivoirienne s'est rendue au **Sénégal** pour connaître leur approche ; les délégations d'Indonésie et de **Madagascar** sont allées au **Pérou** pour connaître l'action multisectorielle du pays. Outre ce bel exemple de coopération Sud-Sud, des députés canadiens se sont également rendus en **Indonésie** pour s'informer sur la promotion d'une politique de développement efficace en matière de santé maternelle et infantile.





© UNICEF / Hatcher

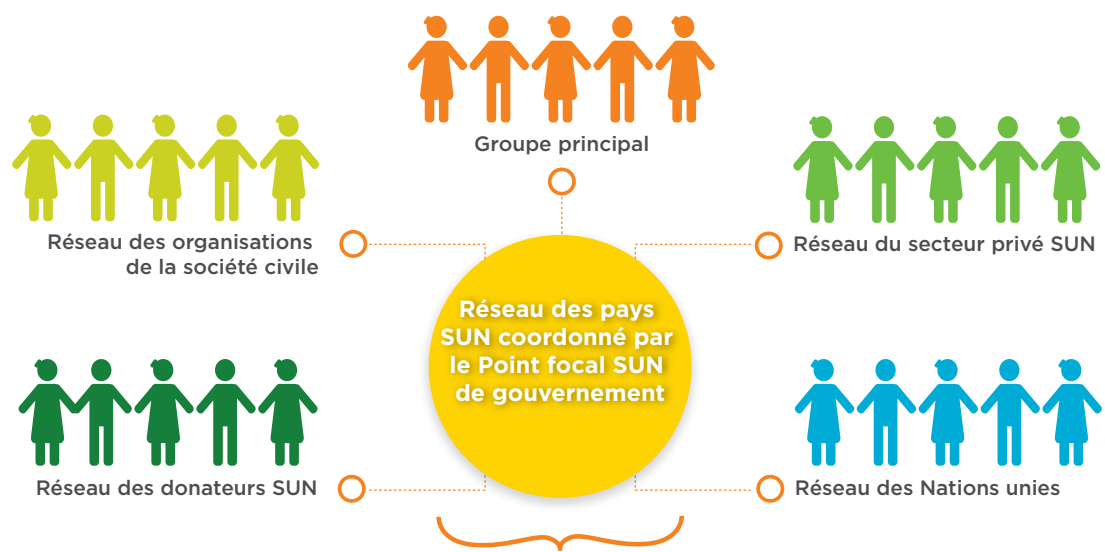
3

Aider les pays à renforcer la nutrition

“ NOUS AVONS TOUS UN DROIT DE VOTE ET DE PAROLE. NOUS DEVONS SEULEMENT OUVRIR LES YEUX ET VOIR CE QUI EST PEUT-ÊTRE JUSTE DEVANT NOTRE NEZ : UN REPAS FRAIS ET BIEN ÉQUILIBRÉ POUR NOUS ET POUR LA PLANÈTE ET 17 OBJECTIFS MONDIAUX À NOTRE PORTÉE !

– Gunhild Anker Stordalen, fondatrice/présidente, EAT Foundation et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Comme la première phase du Mouvement avait pour fondement de rassembler davantage d'individus possédant l'expertise nécessaire, et comme des réseaux mondiaux représentant le secteur privé, la société civile, les donateurs et les Nations unies ont été établis, l'axe principal de sa deuxième phase (lancée en septembre dernier) consiste, jusqu'à présent, à faire en sorte que ces structures sont bien établies et consolidées pour avancer vers la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux en matière de nutrition. Ce système de soutien comprend aussi le Secrétariat du Mouvement SUN, la Coordinatrice du Mouvement SUN, le Comité exécutif et le Groupe principal.



Coordonnatrice du Mouvement SUN, Groupe principal et Comité exécutif, et Groupes de travail multi-acteurs coordonnés par le Secrétariat du Mouvement SUN



COMMENT LES PARTIES PRENANTES DU MOUVEMENT SUN ONT-ELLES TRAVAILLÉ EN 2016-2017 ?

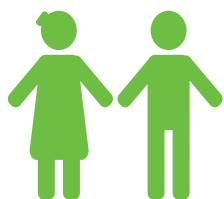
- À l'échelle mondiale, **la société civile, le secteur privé, les donateurs et les agences des Nations unies sont organisés en réseaux**, dirigés par des comités directeurs et des secrétariats dont la mission consiste à s'assurer que les parties prenantes des pays sont galvanisées et organisées. Cela passe par un soutien et une assistance technique continus, un partage des informations en temps utile, et un suivi et une évaluation de leurs accomplissements.
- La **Coordinatrice du Mouvement SUN** dirige et renforce la collaboration entre les parties prenantes, et promeut l'amélioration de la nutrition aux niveaux national, régional et mondial ;
- Le **Secrétariat du Mouvement SUN** apporte son appui aux points focaux SUN des gouvernements et leurs plateformes multi-acteurs, en arrangeant des possibilités d'échange de connaissances et d'apprentissage sur l'ensemble du Mouvement et en facilitant l'accès à un soutien et une assistance techniques alignés sur les principes du Mouvement SUN ;
- Le **Comité exécutif du Mouvement SUN** supervise et soutient la mise en œuvre de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN et renforce la redevabilité au sein du Mouvement.
- Le **Groupe principal du Mouvement SUN** se compose de dirigeants et d'agents de changement influents qui se sont engagés à placer la nutrition aux plus hauts niveaux, à être une source d'inspiration, et à fournir les mesures et la direction nécessaires à l'échelle mondiale. Ils sont les chefs de file de la nutrition et mettent en œuvre un plaidoyer stratégique pour faire de la nutrition une priorité mondiale.

3.1 LES RÉSEAUX DU MOUVEMENT SUN

Les réseaux du Mouvement SUN se composent d'acteurs issus de différents groupes de parties prenantes (les Nations unies, la société civile, les donateurs et le secteur privé). Les mécanismes de supervision autonomes de ces réseaux orientent leurs plans de travail, sont responsables de leur alignement sur la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN et rapportent les progrès et les accomplissements de manière transparente par l'intermédiaire du Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN. Dans les pays SUN, les membres des réseaux SUN soutiennent leur gouvernement national respectif en participant à des plateformes multi-acteurs et en alignant leurs activités sur les cibles et objectifs nationaux. Les réseaux SUN bénéficient de l'appui de leurs facilitateurs et de leur secrétariat qui coordonnent les contributions de leurs membres et défendent les valeurs et les principes du Mouvement.

“ NOUS PARVIENDRONS AU DÉVELOPPEMENT AVEC L'AIDE DU SECTEUR PRIVÉ, ET NON EN L'EXCLUANT. LE SECTEUR PRIVÉ DEVRAIT, CEPENDANT, PRENDRE PART AUX MESURES MULTISECTORIELLES QUI S'APPUIENT SUR DES DONNÉES SCIENTIFIQUES.

– Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP) et membre du Groupe principal du Mouvement SUN



Le Réseau du secteur privé SUN est la seule plateforme mondiale consacrée au secteur privé et à la nutrition qui se donne pour mission de réduire la malnutrition sous toutes ses formes en mobilisant les entreprises

et en les encourageant à agir, à investir et à innover en faveur de mesures et d'opérations responsables et durables visant à améliorer la nutrition. Pour ce faire, le Réseau du secteur privé SUN offre une plateforme neutre pour faciliter les partenariats et les collaborations entre les entreprises et tous les acteurs en matière de nutrition aux niveaux national, régional et mondial afin de soutenir les pays SUN. Le Réseau du secteur privé SUN part du principe que lorsque les consommateurs exigeront une meilleure nutrition, les entreprises agiront en ce sens et les économies nationales prospéreront. Le Réseau du secteur privé SUN est co-organisé par l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et le Programme alimentaire mondial (PAM) qui a, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, soutenu l'établissement de nouveaux réseaux nationaux. Le Réseau du secteur privé SUN bénéficie de l'appui d'un secrétariat international basé à Londres, au Royaume-Uni.

3 OBJECTIFS DU RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ SUN

1. **Mobiliser les entreprises** pour contribuer à la réduction de la malnutrition sous toutes ses formes ;
2. Rendre la bonne nutrition plus **attrayante, accessible, abordable et disponible auprès du consommateur.**
3. **Convaincre** toutes les parties prenantes de la **nécessité d'un engagement plus grand de la part du secteur privé** en faveur de la nutrition.



© UNICEF / Tattersall

Résumé des progrès

EN 2016-2017, AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS NUTRITIONNELS, LE RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ SUN A ÉTABLI UN PARTENARIAT AVEC LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT ET ASHOKA CHANGEMAKERS, POUR PERMETTRE AUX ENTREPRISES AFRICAINES, EN PARTICULIER AUX PME, D'INVESTIR PLUS FACILEMENT DANS LA NUTRITION.

- Actuellement, le Réseau du secteur privé SUN regroupe plus de 400 membres (100 de plus qu'en 2015-2016) représentant des multinationales et des entreprises nationales qui partagent un engagement commun pour l'amélioration de la nutrition ;

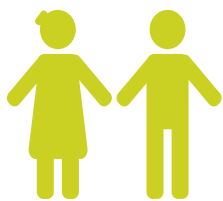
- Les réseaux nationaux comptent un nombre record de membres et travaillent actuellement sur la mise en œuvre de programmes en rapport avec divers domaines dont : la sensibilisation des consommateurs et la création d'une demande, la place de la nutrition dans la chaîne de valeur agricole, la nutrition de la population active et l'enrichissement des aliments ;
- Au niveau mondial, le Réseau du secteur privé SUN a mis à jour sa stratégie et ses indicateurs d'efficacité pour les réseaux du secteur privé SUN nationaux afin de montrer les résultats atteints pour la période 2016-2017 ;
- Une boîte à outils, créée en 2016-2017, est disponible en ligne pour les organisations hôtes des pays SUN qui souhaitent développer un réseau national pour la participation des entreprises ;
- Afin de mieux soutenir les entreprises d'Afrique, le Réseau du secteur privé SUN a réalisé une enquête auprès de ses membres. Celle-ci a permis de révéler certaines des préoccupations principales des entreprises, y compris des PME : la fragilité des infrastructures et l'accès au financement, les renseignements sur l'environnement politique et l'assistance technique. Le Réseau du secteur privé SUN identifie actuellement des partenariats pour les membres situés sur le continent africain, comme avec la Banque africaine de développement, Ashoka Changemakers et les fonds d'investissement privés, pour remédier à ces problèmes.

Priorités pour 2017-2018

- Créer plus de réseaux du secteur privé SUN nationaux notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest ;
- Accroître les engagements du secteur privé pour remédier aux multiples fardeaux de la malnutrition ;
- Prendre note des bonnes pratiques et des enseignements tirés pour les appliquer dans le développement de nouveaux outils améliorés destinés aux réseaux du secteur privé SUN nationaux ;

EN 2017-2018, LE RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ SUN SE DONNE POUR OBJECTIF D'ACCROÎTRE LE NOMBRE D'ENTREPRISES QUI PRENNENT DES ENGAGEMENTS POUR REMÉDIER AU DOUBLE FARDEAU DE LA MALNUTRITION

- Comprendre les besoins des entreprises membres nécessaires à la réalisation de leurs engagements (c.-à-d. une assistance technique, un soutien au développement de l'entreprise et l'accès au financement) et identifier leurs partenaires et prestataires de services potentiels pour répondre aux besoins de l'entreprise ;
- Accroître le nombre de partenariats avec des bailleurs de fonds et des prestataires de services professionnels ; mettre en place un soutien pour améliorer l'accès aux aliments nourrissants et l'accessibilité de leur prix ;
- Appliquer la nouvelle approche de suivi et d'apprentissage du Réseau du secteur privé SUN pour évaluer les retombées du réseau dans les pays SUN.



Le Réseau de la société civile SUN encourage la création d'alliances de la société civile dynamiques, comme celles qui existent déjà dans

39 pays SUN. Le réseau représente plus de 2 000 organisations locales, nationales et internationales, issues de secteurs et de parcours multiples, y compris 4 groupes de coordination régionale, dont deux (qui couvrent l'Asie, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est) ont été établis pendant la période 2016-2017. Le réseau a développé, au cours de la même période, une théorie du changement pour proposer un cadre commun permettant aux alliances nationales et au réseau international de travailler afin de renseigner l'élaboration des stratégies nationales et régionales et de soutenir leur mise en œuvre. Le Secrétariat du Réseau de la société civile SUN est hébergé par *Save the Children*, au Royaume-Uni, et supervisé par un comité directeur international.

3 AXES PAR LESQUELS LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRIBUE DE MANIÈRE UNIQUE AU MOUVEMENT SUN :

1. **La promotion de la nutrition**, grâce à la mobilisation sociale, un plaidoyer et des campagnes, pour sensibiliser aux effets de la malnutrition et encourager les gouvernements à la combattre en priorité ;
2. **La mise en œuvre** de programmes qui nous permettent d'aider les populations touchées et de leur proposer des services contribuant à la nutrition et des services spécifiques à la nutrition ;
3. **Le suivi**, nous assurons le suivi des progrès du niveau local au niveau mondial, en suivant les dépenses en matière de nutrition, en collectant des données pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte et en tenant les gouvernements responsables de leurs promesses.

Résumé des progrès

AU KIRGHIZSTAN ET EN INDONÉSIE, LES ALLIANCES ONT RÉUSSI À FAIRE PRESSION POUR QUE FIGURENT DES INDICATEURS DE L'ALLAITEMENT DANS LES PLANS NATIONAUX AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2017

- En février 2017, les Philippines ont lancé leur propre Alliance de la société civile du Mouvement SUN ;
- Trois plateformes d'apprentissage régionales ont été organisées, réunissant 6 alliances en Asie pour la première fois en Indonésie, 9 alliances pour une route d'apprentissage au Rwanda et 14 alliances pour un atelier au Sénégal ;
- Une théorie du changement pour le Réseau de la société civile SUN a été élaborée afin de renseigner l'élaboration des stratégies nationales et régionales ;
- Le réseau a lancé un nouveau site Internet afin d'en améliorer l'accès à l'ensemble du réseau et de favoriser le partage des connaissances ;
- Des ambassadeurs de la nutrition ont été formés, y compris des ambassadeurs qui sont intervenus lors d'une série d'événements de haut niveau et qui ont souligné dans les médias l'importance d'agir en faveur de la nutrition ;
- Des communautés touchées par la malnutrition ont pu se faire entendre ;
- La nutrition a été intégrée aux plans nationaux de réalisation des Objectifs de développement durable. Par exemple, au **Kirghizstan** et en **Indonésie**, les alliances ont réussi à faire pression pour que figurent des indicateurs de l'allaitement dans les plans nationaux ;
- Le Réseau de la société civile SUN a soutenu les avancées nationales pour la mise en application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Au Myanmar et au Cambodge, les Alliances de la société civile ont plaidé pour la mise en place de mécanismes de suivi, via des applications mobiles, pour garantir l'application des mesures ; elles ont soutenu le gouvernement dans cette démarche ;
- Le Réseau a réalisé une analyse budgétaire qui est désormais utilisée pour demander des investissements nationaux plus importants ou mieux adaptés en faveur de la nutrition. Au Malawi, en Zambie et au Burkina Faso, les membres des alliances ont contacté leurs Ministres des finances

respectifs afin de les préparer au Sommet sur le développement de la petite enfance (*Early Child Development Summit*) organisé par la Banque mondiale ;

- Une assistance technique personnalisée en matière de collecte de fonds et de développement stratégique a été proposée via More Partnership et la création d'une boîte à outils pour la collecte de fonds disponible en anglais, français et espagnol.
- Le Rapport sur la nutrition mondiale a été lancé au niveau national en Afrique de l'Est et de l'Ouest pour accroître la redevabilité des gouvernements envers leurs engagements actuels pour la nutrition ;
- Au Kenya et au Zimbabwe, la question de la nutrition est désormais évoquée plus souvent dans les médias grâce à la mise en place de formations pour les journalistes. Des cérémonies de remise de prix reconnaissant la couverture efficace des questions relatives à la nutrition ont également été organisées en Tanzanie et en Éthiopie.

Priorités pour 2017-2018

- Le Réseau de la société civile du Mouvement SUN et les Alliances de la société civile nationales font face à de grandes difficultés concernant la mobilisation de fonds, ce qui menace sérieusement l'avenir du réseau. Sans le Réseau de la société civile, le Mouvement SUN n'a plus une approche multi-acteurs. Le Secrétariat du Réseau de la société civile SUN a été financé jusqu'en mars 2017 et seulement cinq des Alliances de la société civile ont des fonds disponibles pour le reste de l'année 2017 et au-delà. Pour les autres, l'avenir est incertain. La priorité principale de l'année à venir sera de sécuriser des fonds pour assurer la pérennité du réseau et permettre la mise en œuvre des plans nationaux ;
- Établir des partenariats pour mettre en œuvre les campagnes de sensibilisation à l'échelle mondiale et assurer la contribution de la société civile aux événements régionaux et internationaux ;
- Développer des études de cas, des politiques générales et une bibliothèque de ressources sur les grands domaines thématiques ;
- Soutenir le développement d'un réseau d'ambassadeurs de la nutrition pour faire en sorte que les prises de décisions tiennent compte de l'avis des populations les plus marginalisées et des femmes et des filles. Développer un réseau d'ambassadeurs parlementaires qui travailleront en étroite collaboration avec la société civile pour promouvoir les avancées à l'échelle nationale ;
- Réaliser l'analyse des directives et cadres internationaux pour soutenir leur mise en œuvre au niveau national, notamment sur la commercialisation des substituts au lait maternel et l'établissement de rapports sur la réalisation des ODD au niveau national ;
- Développer une stratégie de communication pour le Réseau de la société civile du Mouvement SUN ;
- Renforcer les systèmes et les processus internes pour améliorer l'efficacité du réseau ;
- Continuer à renforcer les groupes de coordination régionale et assurer la mise en œuvre d'un plaidoyer commun et le renforcement des capacités ;
- Renforcer les processus nationaux des Alliances de la société civile pour gérer les risques et garantir une bonne gouvernance (c.-à-d. résoudre les conflits d'intérêt et faciliter l'accès à des conseils juridiques) ;
- Assurer une assistance technique pour soutenir la réalisation des plans stratégiques des Alliances de la société civile ;
- Développer un nouveau modèle de plateforme d'apprentissage pour faire avancer le travail déjà commencé dans le cadre de la Route d'apprentissage du Réseau de la société civile SUN.

**L'AVENIR DU RÉSEAU EST
GRANDEMENT MENACÉ. OR SANS
LE RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE,
LE MOUVEMENT SUN N'A PLUS UNE
APPROCHE MULTI-ACTEURS.**

“ LA NUTRITION EST UN INVESTISSEMENT DANS NOTRE AVENIR COLLECTIF, DANS LE POTENTIEL DES INDIVIDUS, DES COMMUNAUTÉS ET DES NATIONS.

– Melinda Gates, coprésidente de la fondation Bill & Melinda Gates



Le **Réseau des donateurs SUN** s'emploie à garantir l'engagement politique pour la nutrition et la reconnaissance du caractère essentiel du Mouvement SUN au niveau international. Il mène des actions de plaidoyer pour permettre aux pays d'accéder à un financement en matière de nutrition qui soit meilleur et plus élevé, et ce à tous les niveaux. Outre le renforcement de la redevabilité et l'évaluation des progrès réalisés concernant la mobilisation des ressources, le Réseau des donateurs SUN s'engage à continuer d'assurer le suivi des contributions des donateurs pour la nutrition. Le Réseau des donateurs SUN s'efforce d'améliorer la coordination et la transparence des approches en

faveur de la nutrition pour aider les pays et s'assurer de leur alignement avec les plans de nutrition nationaux. Il rassemble des partenaires internationaux de développement spécialisés dans le domaine de la nutrition, y compris des donateurs bilatéraux, des fondations et des banques de développement, pour aider les pays SUN à élaborer et mettre en œuvre leur propre approche de renforcement de la nutrition.

Résumé des progrès

- Trente-six pays (ils étaient 28 pays pour la période 2015-2016) ont nommé un Facilitateur du réseau des donateurs dans le but d'accroître, d'harmoniser et d'aligner le soutien des partenaires au développement en faveur des plans gouvernementaux en matière de nutrition ; il existe des réseaux de donateurs SUN dans 24 pays SUN. 45 plateformes multi-acteurs ont travaillé avec les donateurs au cours de la période 2016-2017 ;
- Le Réseau a élaboré et diffusé une communication stratégique de haut niveau sur l'importance de la nutrition ;
- Au cours de la période du rapport, le Réseau des donateurs SUN a examiné ces structures au niveau national et s'efforce désormais de consolider l'apprentissage et de renforcer les capacités afin de promouvoir des mesures nationales et multisectorielles visant à éradiquer la malnutrition ;
- Identifier et combler les lacunes statistiques est devenu une priorité. Une cartographie des données sur la nutrition à l'échelle mondiale et des initiatives de redevabilité pour mieux comprendre les priorités en matière de données a été réalisée et partagée avec les pays. Une évaluation, toujours en cours, des priorités en matière de données des pays SUN en a découlé. Un ensemble de programmes mondiaux, financés par plusieurs donateurs, visant à renforcer la capacité de produire, analyser et utiliser les données au niveau national, portent leurs fruits ;
- Des aperçus des initiatives des donateurs, des programmes et des sources de financement disponibles ont été collectés, rassemblés et partagés avec les pays SUN. Les sources et les mécanismes de financement disponibles auprès des pays SUN, leur permettant d'accéder aux fonds en question au niveau national, ont également été considérés ;
- La structure de soutien du Mouvement SUN a été renforcée grâce à un appui financier, avec notamment le développement et la création d'un nouveau « fonds commun » pour soutenir les Alliances de la société civile des pays SUN.

“ C'EST UNE APPROCHE MULTI-ACTEURS ET MULTI-PARTENAIRES QU'IL NOUS FAUT CAR NOUS NE POUVONS PRÉTENDRE AVOIR LA CAPACITÉ D'AGIR, DE CONNAÎTRE ET DE GÉRER SEULS TOUS LES PROJETS [NUTRITIONNELS] AINSI QUE LEUR FINANCEMENT [ET] LEUR COORDINATION

– Neven Mimica, Commissaire Européen pour la coopération internationale et le Développement et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Priorités pour 2017-2018

AU COURS DE LA PÉRIODE 2017-2018, LE RÉSEAU DES DONATEURS SUN SOUTIENDRA LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA NUTRITION À L'ÉCHELLE MONDIALE ET ÉLARGIRA SON SOUTIEN AU NIVEAU NATIONAL TOUT EN IDENTIFIANT DES POSSIBILITÉS DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA NUTRITION ET DE LES TRANSMETTRE AU PAYS.

s'appuyant davantage sur les évaluations des structures et des responsabilités déjà réalisées ;

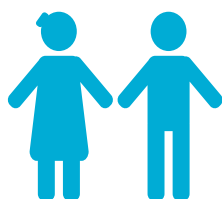
- Améliorer les mécanismes et structures de coordination entre les donateurs et avec les autres structures du Mouvement SUN, en renforçant les capacités, aux niveaux national et régional ;
- Soutenir la mobilisation des ressources pour la nutrition à l'échelle mondiale, et élargir ce soutien au niveau national, tout en identifiant des possibilités de nouveaux engagements en faveur de la nutrition et les transmettre aux pays ;
- Mieux comprendre les sources de financement bilatérales et multilatérales et en améliorer la transparence pour permettre aux pays d'y accéder plus facilement. Le Réseau des donateurs SUN a pour objectif de soutenir une structure de gouvernance plus efficace ;
- Renforcer la gestion des connaissances et de la communication du Réseau des donateurs SUN, notamment en matière de politique nutritionnelle et de développements stratégiques, d'investissements, de recherche et d'approche des donateurs ; s'appuyer sur les bonnes pratiques des programmes contribuant à la nutrition ainsi que sur les domaines où l'harmonisation et l'alignement des donateurs ont contribué à renforcer la nutrition ;
- Le Réseau des donateurs SUN continuera également à renforcer la coordination autour des processus et des événements à l'échelle mondiale.



© UNICEF / Dejongh

“ NOUS CONSTATONS AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES QUE NOUS TRAVAILLONS PLUS ET MIEUX ENTRE AGENCES ET GROUPES. LES MENTALITÉS ONT CHANGÉ AU COURS DES DERNIÈRES DÉCENNIES. AUJOURD’HUI, NOUS PENSONS À COLLABORER PLUS EFFICACEMENT.

– David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et membre du Groupe principal du Mouvement SUN



Le **Réseau des Nations unies pour le SUN** est un point d’entrée permettant aux entités des Nations unies de collaborer de manière harmonisée et coordonnée avec le Mouvement SUN, pour aider les pays à atteindre leurs cibles en matière de nutrition et à réaliser les ODD. Officiellement établi en 2013 par les responsables de cinq agences des Nations unies travaillant dans le domaine de la nutrition (FAO, FIDA, UNICEF, PAM, et OMS), le Réseau des Nations unies met à profit l’expertise technique et opérationnelle des agences des Nations unies pour aider à regrouper les efforts multisectoriels en matière de nutrition. Au niveau national, d’autres agences des Nations unies rejoignent de plus en plus le réseau.

Résumé des progrès

- Au niveau national, d’autres agences des Nations unies rejoignent de plus en plus le réseau, et, à compter de décembre 2017, tous les pays SUN posséderont un réseau des Nations unies. 42 pays (soit 5 de plus qu’en 2015-2016) ont nommé un président pour leur réseau des Nations unies. L’initiative REACH (*Renewed Efforts Against Child Hunger and Undernutrition*) est intervenue dans 17 pays SUN au cours de la période 2016-2017, et continue d’être disponible, à travers le Réseau des Nations Unies, pour donner un élan, à la demande des pays, aux processus de gouvernance multisectorielle en matière de nutrition et pour renforcer les capacités en ce sens.⁶⁸
- Au cours de la période 2016-2017, les Nations unies ont fait de grandes avancées pour attirer l’attention sur la question de la nutrition, en commençant par la proclamation de la Décennie d’action des Nations unies pour la nutrition (2016-2025)⁶⁹ en avril 2016. Son programme de travail a été lancé en janvier 2017. Depuis, la Norvège est devenue le premier pays à établir un réseau d’action tandis que l’Équateur et le Brésil ont été les premiers à confirmer leurs engagements ambitieux ;
- D’autres développements stratégiques ont également eu lieu au niveau mondial au cours de la période du présent rapport : la formulation de la stratégie du Réseau des Nations unies pour le SUN (2016-2020) – développée en parallèle de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN (2.0) – qui propose un cadre directeur pour les activités du Réseau des Nations Unies au cours de la deuxième phase du Mouvement SUN ;
- Le Réseau demande aux pays soutenus par le Mouvement SUN de définir et/ou de revoir leurs cibles nationales SMART en matière de nutrition et autres mesures de suivi, comme spécifié lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) ;
- Le Réseau régional des Nations unies pour le SUN en Asie a été établi au cours de la période 2016-2017, outre un soutien au renforcement des capacités avec les Commissions économiques régionales.
- Le Réseau des Nations unies a également développé des ressources pour soutenir le travail réalisé au niveau national et permettre de mieux comprendre la performance du Réseau des Nations unies. Ces ressources incluent notamment : un Recueil d’interventions pour la nutrition ; le kit d’orientation pour l’évaluation des capacités du Réseau des Nations unies ; la Liste de vérification sur les critères et les caractéristiques des « bons » plans nationaux de nutrition (élaborée conjointement avec le Secrétariat du Mouvement SUN) et l’outil d’établissement de rapports du Réseau des Nations unies pour le SUN.⁷⁰

⁶⁸ Au 30 avril 2017, l’initiative REACH était opérationnelle dans 11 pays, à savoir : le Burkina Faso ; le Burundi ; le Tchad ; Haïti ; le Lesotho ; le Mali ; le Myanmar ; le Sénégal ; la Sierra Leone ; la Tanzanie et le Zimbabwe. Elle a également soutenu d’autres pays par le passé dont : le Bangladesh ; l’Éthiopie ; le Ghana ; la Guinée ; le Laos ; la Mauritanie ; le Mozambique ; le Népal ; le Niger ; le Rwanda et l’Ouganda.

⁶⁹ Résolution [A/RES/70/259](#) (1^{er} avril 2016).

⁷⁰ 47 réseaux nationaux des Nations unies ont participé au rapport annuel du Réseau des Nations unies pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Bien que les pays aient répondu à un questionnaire standard, ils ont fourni différents niveaux de détail dans leurs réponses qualitatives. Il est donc possible que d’autres pays aient atteint des réalisations similaires qui ne sont pas reflétées dans leurs réponses.

Tableau 5. Résumé des réalisations du Réseau des Nations unies au niveau national

Réalisations	Nb de pays
Inventaire des actions de nutrition des Nations unies	18
Programme/stratégie des Nations unies en matière de nutrition	10
Assistance apportée concernant l'établissement/le fonctionnement des autres Réseaux SUN	3
Réseau universitaire	5
Réseau du secteur privé	5
Réseau de la société civile	3
Établissement/renforcement des mécanismes de coordination multisectorielle en matière de nutrition	43
Développement/mise à jour des politiques/stratégies/plans/programmes en matière de nutrition (y compris leur coût)	43
Intégration de la nutrition dans les cadres communs des Nations unies	30
Programmes conjoints des Nations unies	28
Plaidoyer	
Plaidoyer destiné aux parlementaires	17
Plaidoyer destiné aux médias	16
Implication des ambassadeurs de la nutrition	5
Évènements politiques de haut-niveau ou sensibilisation des médias	5

Priorités pour 2017-2018

- Améliorer la cohésion et le rôle des réseaux des Nations unies dans tous les pays SUN ;
- Mobiliser le Réseau des Nations unies à tous les niveaux pour soutenir efficacement les mesures et les priorités nationales des pays SUN ;
- S'appuyer sur les investissements et l'innovation, et mettre à disposition des pays SUN l'expertise du réseau pour renforcer les mesures nutritionnelles et les processus de gouvernance de la nutrition ;
- Renforcer une redevabilité mutuelle pour la nutrition en suivant les efforts collectifs des Nations unies pour soutenir les priorités nationales en matière de nutrition.

3.2 SECRÉTARIAT DU MOUVEMENT SUN

Le Secrétariat du Mouvement SUN soutient la mise en œuvre de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN lancées en septembre 2016. Pour ce faire, il traite avec les points focaux SUN du gouvernement et les réseaux SUN et s'assure qu'un dialogue et des discussions ont lieu sur l'ensemble du Mouvement au nom d'une amélioration continue. Le Secrétariat facilite l'accès des pays SUN à une assistance technique ou à un soutien personnalisé, conformément aux principes d'engagement du Mouvement SUN. L'exercice d'évaluation conjointe annuel est un processus majeur, piloté par le Secrétariat, lequel apporte aussi son soutien au Comité exécutif du Mouvement SUN et au Groupe principal.

À ce jour, 17 pays SUN (soit un peu moins d'un tiers) ont lancé un appel à l'aide humanitaire. Au cours de la période 2016-2017, le Secrétariat a consolidé ses actions pour combler le fossé entre l'action humanitaire et les mesures de développement en montrant l'importance d'obtenir des résultats en matière de nutrition en période de fragilité, de chocs climatiques et de conflits afin de renforcer les capacités de résilience et de créer des familles, des sociétés et des pays résistants.

Suivant la demande des pays, le Secrétariat réunit le réseau des pays SUN une fois par trimestre pour discuter des faits nouveaux, des goulots d'étranglement et des défis. Une réunion unique est organisée en juin avec les pays SUN pour planifier ces réunions trimestrielles et en améliorer le contenu. Le Secrétariat a continué à connecter les pays en leur apportant une assistance technique ainsi qu'en organisant des temps de partage de connaissances : en mars 2017, il a réuni 15 experts et des spécialistes en nutrition pour « dégrossir » le paysage de la recherche dans le domaine de la nutrition.

Il a aussi organisé des réunions en face à face des réseaux SUN et du Comité exécutif, des événements axés sur la nutrition lors du Forum politique de haut-niveau et la 72^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, y compris le lancement du nouveau plan d'engagement du Groupe principal du Mouvement SUN pour 2017. L'élaboration d'un cadre MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) pour le Mouvement est une réalisation majeure de cette période de rapport. Le Secrétariat travaille actuellement à l'organisation de l'édition 2017 du Rassemblement mondial du Mouvement SUN qui se déroulera du 7 au 9 novembre (pour la première fois dans un pays SUN), à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Il réunira les points focaux SUN des gouvernements, des chefs d'État, des parlementaires et des ambassadeurs de la nutrition, des représentants des réseaux, le Groupe principal et le Comité exécutif.

Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis. La France et le Programme alimentaire mondial fournissent la capacité en ressources humaines, qui relève directement de la Coordinatrice du Mouvement SUN. Le plan d'activités et le budget du Secrétariat du Mouvement SUN soutiennent la mise en œuvre de la Stratégie révisée du Mouvement SUN et les priorités identifiées par les pays SUN dans le cadre de la Feuille de route du Mouvement SUN pour la période 2016-2020.



**Rassemblement
Mondial 2017
du Mouvement
SUN**

7-9 novembre
2017, Abidjan,
Côte d'Ivoire

**ScalingUp
NUTRITION**
S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Photo: © UNICEF/UN061288/Dejongh

3.3 FONDS COMMUN DU MOUVEMENT SUN

Le Fonds d'affectation multipartenaires du Mouvement SUN (MPTF) a été établi en mars 2012 et clôturé en décembre 2016. Il octroyait des subventions réactives et de dernier ressort pour soutenir le développement et la mise en œuvre de mesures de renforcement de la nutrition. Fin décembre 2016, le Fonds d'affectation multipartenaires du Mouvement SUN a apporté son soutien financier aux acteurs de la société civile de 24 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

L'évaluation du Fonds d'affectation multipartenaires du Mouvement SUN a abouti à la conclusion que les projets financés avaient considérablement contribué à la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN pour la période 2012-2015 et qu'il avait efficacement aidé à dynamiser et à améliorer la participation des diverses parties prenantes aux processus nationaux en matière de nutrition. L'évaluation a aussi examiné la nécessité d'avoir un fonds réactif de dernier ressort après 2016, en se concentrant sur les domaines qui requièrent un soutien financier pour contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN. Il a été décidé qu'un fonds commun serait nécessaire pour la deuxième phase du Mouvement afin de soutenir les actions réactives prises par les parties prenantes au niveau national pour renforcer la nutrition.

En 2016, il a également été convenu que ce nouveau fonds « renforcerait la participation des parties prenantes nationales non-étatiques (la société civile, les acteurs du secteur privé, les universitaires et les journalistes, entre autres) ainsi que des parlementaires dans les plateformes multi-acteurs nationales dans le but de mettre en œuvre les plans de renforcement de la nutrition ». Il a été décidé que le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) hébergerait ce nouveau fonds commun. Il est prévu d'octroyer les premières subventions au cours du premier trimestre 2018. Tenant compte du niveau de financement disponible dans le fonds commun qui est proposé, le premier appel à propositions donnera la priorité aux Alliances de la société civile du Mouvement SUN. Les projets des autres parties prenantes non étatiques situées dans les pays (les acteurs du secteur privé, les universitaires et les journalistes, entre autres) ainsi que les parlementaires seront considérés uniquement si des fonds supplémentaires sont versés au fonds commun.



© UNICEF / Friedman-Rudovsky

3.5 COMITÉ EXÉCUTIF DU MOUVEMENT SUN

Le Comité exécutif du Mouvement SUN a renforcé la redevabilité du Mouvement au cours de la période 2016-2017. Il agit au nom du Groupe principal du Mouvement SUN pour développer et superviser la mise en œuvre de la stratégie. Au cours de la période du rapport, chaque membre du Comité exécutif a signé un cadre éthique (y compris un code de déontologie) qui a été rendu public. Toutes les décisions prises sont également accessibles au public sur le site Internet du Mouvement SUN (www.scalingupnutrition.org).

Membres du Comité exécutif du Mouvement SUN :

BAKER, Shawn (PRÉSIDENT)

Fondation Bill & Melinda Gates

KA, Abdoulaye (CO-PRÉSIDENT)

Cellule de lutte contre la Malnutrition Primature, Sénégal

BLOEM, Martin

Programme alimentaire mondial

BRANCA, Francesco

Organisation mondiale de la santé

DE MARQUEZ, Daysi

Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (CONASAN)

EDMONDSON, Jane

Département pour le développement international (DFID), Bangladesh

HADDAD, Lawrence

Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)

KINTU, Christine Guwatuddu

Cabinet du Premier ministre, Ouganda

KOIRALA, Uma

Alliance de la société civile pour la nutrition, Népal (CSANN)

MIKINDO, Tumaini

Partnership for Nutrition in Tanzania (PANITA)

NEWSOME, Martha

Medical Teams International

PHIRI, Felix

Ministère de la santé, département de la nutrition, Zambie

SHAHEEN, Muhammad Aslam

Ministère de la planification, du développement et des réformes/commission de planification du Pakistan

SHEKAR, Meera

Banque mondiale

WIENTJES, Fokko

Royal DSM

KARIM, Moin

Membre nommé d'office de l'UNOPS



3.6 GROUPE PRINCIPAL DU MOUVEMENT SUN

“ **TOUS LES MEMBRES DU GROUPE PRINCIPAL SOUHAITENT QUE LE DIALOGUE SOIT PLUS POINTU QU'AUPARAVANT. LA NUTRITION PROTÈGE, ELLE AIDE LES INDIVIDUS À FAIRE FACE AUX MENACES. POURTANT, CE SONT SOUVENT LES FEMMES ET LES MOINS PRIVILÉGIÉS QUI SONT VICTIMES DU PLUS GRAND NOMBRE D'INJUSTICES.**

– David Nabarro, facilitateur de développement durable et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Le groupe principal du Mouvement SUN compte 29 dirigeants et agents de changement qui se sont engagés à placer la nutrition aux plus hauts niveaux, à être une source d'inspiration et à donner la direction nécessaires au Mouvement SUN et qui se donnent pour mission d'éradiquer la malnutrition. Inauguré en septembre 2016, il est globalement responsable des progrès du Mouvement dans la réalisation de ses objectifs stratégiques, tout en préservant son identité propre et ses principes uniques. Ses membres sont des ambassadeurs de haut niveau du travail du Mouvement et défendent des questions spécifiques relatives à la Stratégie et Feuille de route du Mouvement pour l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes.

Organisée pour des réunions autour des progrès réalisés, la réunion annuelle du Groupe principal, articulée autour du thème « Alimenter un

avenir durable » s'est tenue en marge de la 72^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a été l'occasion de lancer un plan d'engagement destiné à orienter l'évolution des actions aux niveaux national et mondial pour ces ambassadeurs.

QUELS SONT LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU GROUPE PRINCIPAL ?

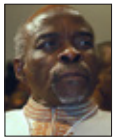
1. **Influencer les décideurs et les guides d'opinion** aux niveaux national et mondial sur les bénéfices et les lacunes en matière de nutrition et l'importance de prendre des mesures ;
2. **Dynamiser la discussion sur la nutrition** en tirant publiquement la sonnette d'alarme au nom de la nutrition dans les forums nationaux et internationaux ;
3. **Souligner l'approche du Mouvement SUN et son rôle** en renforçant et en soutenant les efforts des réseaux SUN visant à éradiquer la nutrition ;
4. **Soutenir les objectifs transversaux du Mouvement**, y compris la collaboration multisectorielle, la création de partenariats pour transformer la nutrition, placer les femmes et les filles au cœur de toutes les actions et ne laisser personne pour compte.



Présentation du Groupe principal du Mouvement SUN 2017



Akinwumi **ADESINA** (Nigéria), Président, de la Banque africaine de développement



Nahas **ANGULA** (Namibie), Président, Namibia Alliance for Improved Nutrition



Tom **ARNOLD** (Irlande), ancien PDG de Concern Worldwide, ancien Coordinateur du Mouvement SUN



David **BEASLEY** (États-Unis), Directeur exécutif, Programme alimentaire mondial



Marie-Claude **BIBEAU** (Canada), Ministre du Développement international et de la Francophonie



Ahmed Mushtaque Raza **CHOWDHURY** (Bangladesh), Vice-président, BRAC



Martin **CHUNGONG** (Cameroun), Secrétaire général, Union interparlementaire



Chris **ELIAS** (États-Unis), Président, Développement mondial, Fondation Bill & Melinda Gates



Shenggen **FAN** (Chine), Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)



Rebeca **GRYNSPAN** (Costa Rica), Secrétaire général, Secrétariat général ibéro-américain



Keith **HANSEN** (États-Unis), Vice-président pour le développement humain, Groupe de la Banque mondiale



HE Jakaya **KIKWETE** (Tanzanie), ancien Président de Tanzanie



Anthony **LAKE** (États-Unis), Directeur exécutif de l'UNICEF et président du Groupe principal du Mouvement SUN



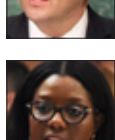
Ibrahim **MAYAKI** (Niger), Secrétaire exécutif de l'Agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)



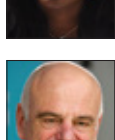
Neven **MIMICA** (Croatie), Commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement



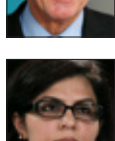
HE Jimmy **MORALES** (Guatemala), Président du Guatemala



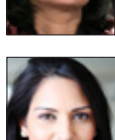
Monica Katebe **MUSONDA** (Zambie), Fondatrice et Présidente de Java Foods



David **NABARRO** (Royaume-Uni), facilitateur de développement durable



Sania **NISHTAR** (Pakistan), fondatrice et Présidente, Heartfile Foundation



Priti **PATEL** (Royaume-Uni), Secrétaire d'État au développement international



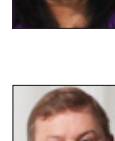
Joy **PHUMAPHI** (Botswana), fondatrice et Secrétaire exécutive, Alliance des dirigeants africains contre le paludisme



Mary **ROBINSON** (Irlande), Présidente, Fondation Mary Robinson - Justice climatique



Nina **SARDJUNANI** (Indonésie), Chef d'équipe, Secrétariat national pour les Objectifs de développement durable, gouvernement d'Indonésie



Feijke **SIJBESMA** (Pays-Bas), PDG, Royal DSM



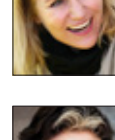
Dhananjayan "Danny" **SRISKANDARAJAH** (Sri Lanka), Secrétaire général, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne



Gunhild Anker **STORDALEN** (Norvège), fondatrice et Présidente de la Fondation EAT



Helle **THORNING-SCHMIDT** (Danemark), PDG, Save the Children International



Gerda **VERBURG** (Pays-Bas), Coordinatrice du Mouvement SUN et Sous-secrétaire générale des Nations unies



“ QU'AVONS-NOUS ACCOMPLI EN TANT QUE MOUVEMENT ? NOUS AVONS MONTRÉ À QUEL POINT CE TYPE DE TRAVAIL EST IMPORTANT. LA NUTRITION ÉTAIT AUPARAVANT UNE QUESTION RÉSERVÉE AUX EXPERTS MAIS, AUJOURD'HUI, ELLE A CLAIREMENT ATTEINT LES SPHÈRES POLITIQUES. ET CE GROUPE [PRINCIPAL] A JOUÉ UN RÔLE ÉVIDENT DANS CET ACCOMPLISSEMENT.

– Helle Thorning-Schmidt, PDG, Save the Children International et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

4

La voie à suivre pour mettre à notre portée un monde sans malnutrition

4.1 PERSPECTIVE

Par Gerda Verburg, Sous-secrétaire générale des Nations unies et Coordinatrice du Mouvement SUN

L'objectif du présent rapport est d'encourager le partage, l'apprentissage et la redevabilité, des principes qui sont au cœur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Le Programme de développement à l'horizon 2030 change la donne pour tout le monde. Nous ne pouvons plus sans cesse remettre l'action à plus tard : aucun d'entre nous ne peut se contenter de continuer comme si de rien n'était. Lutter contre la malnutrition n'est pas une tâche aisée, car cela passe par une approche consolidée et cohérente, mobilisant de nombreuses parties prenantes. Les pays SUN s'y appliquent et tirent ensemble les enseignements de leurs expériences respectives. Au cours de l'année écoulée, j'ai été très impressionnée par le nombre de gouvernements SUN, et d'autres, qui ont passé la vitesse supérieure pour mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030, ses Objectifs de développement durable, et l'Accord de Paris sur le climat. Il semble que la motivation soit au rendez-vous. Les défis aussi.

Pour beaucoup, l'année 2016-2017 restera une année inoubliable, pour le meilleur et pour le pire. Je pense que cela s'applique également au Mouvement SUN. Je souhaiterais commencer par

donner un aperçu de certains des « meilleurs » moments de l'année écoulée. Des pays SUN, comme le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Myanmar, et le Nigéria, ont enregistré une baisse du nombre de garçons et de filles en retard de croissance, prouvant ainsi que son éradication est à portée de main et qu'il est possible, par des efforts continus, de lutter contre la malnutrition, sous toutes ses formes. Malgré la diminution du nombre de garçons et de filles en retard de croissance dans le monde, plus de 155 millions d'enfants risquent encore de subir des dommages au cerveau et à l'organisme dont ils souffriront toute leur vie, et qu'il ne sera pas évident de corriger. Le temps presse.

Le meilleur moment pour passer à l'action, c'est maintenant. De nombreux pays SUN considèrent que l'environnement dans lequel ils travaillent aujourd'hui est plus propice que jamais à l'éradication





de la malnutrition, ce qui est un bon point de départ. Les pays SUN partagent un même engagement à servir ceux qui en ont le plus besoin, en établissant un ensemble de résultats communs et les cadres nécessaires pour concrétiser ces objectifs.

Les efforts de plaidoyer pour maintenir l'engagement politique en faveur de la nutrition ont été renforcés cette année. Les 28 membres de notre Groupe principal, représentant des agents du changement politique et social, se sont fait les hérauts d'une meilleure nutrition depuis leur dernier rassemblement, à l'occasion de leur inauguration en septembre 2016. Le plan de mobilisation récemment lancé permettra de multiplier ces initiatives, dans les lieux et délais opportuns, pour une portée maximale. Ces travaux complètent ceux d'un nombre record de parlementaires et de champions qui s'efforcent de lutter contre la malnutrition, une fois pour toutes, dans les pays SUN. Une trousse à outils pratique pour mobiliser au mieux ces champions, et nous espérons qu'ils seront de plus en plus nombreux, sera lancée en même temps que le présent rapport, au cours du Rassemblement 2017 du Mouvement SUN à Abidjan, et parallèlement à la toute première cérémonie de remise de prix aux champions SUN. Il est grand temps que ces héroïnes et héros souvent méconnus soient salués et récompensés.

Le Mouvement SUN repose sur la conviction que la collaboration multisectorielle et multipartite, à tous les niveaux, doit être encouragée et renforcée. Cette ambition s'inscrit dans la vision de l'ODD n° 17 de partenariats forts et de solidarité au service du développement durable. Outre l'élargissement de la base de membres des plateformes multisectorielles en 2016-2017, en intégrant les branches du gouvernement, fixer des cibles communes et veiller à obtenir les ressources suffisantes et à en assurer le suivi sont des objectifs à notre portée. La théorie du changement du Mouvement SUN, dont l'ambition est de réaliser l'ensemble des ODD, repose sur le postulat qu'ensemble, par une mise en œuvre harmonisée des objectifs en matière de nutrition, nous parvenons à de meilleurs résultats que ce que nous aurions pu réaliser seuls. Si différentes parties prenantes unissent leurs forces, dans un environnement propice, alors les acteurs modifient leurs comportements et veillent à ne laisser personne de côté, entraînant par là une augmentation des contributions et des dépenses « SMART ». Notre système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (*Monitoring, Evaluation, Accountability, Learning* - MEAL) nous aidera à mieux comprendre, au fil du temps, la performance des pays du Mouvement en ce qui concerne la mise en place de l'environnement et des ressources nécessaires pour renforcer la nutrition. Le présent rapport montre à quel point il est utile de savoir où nous en sommes, si nous sommes sur la bonne voie, et où concentrer nos efforts.

L'engagement en faveur de l'équité, de l'égalité et de la non-discrimination, qui accorde aux femmes et aux filles, capables de diriger d'où elles se trouvent, une place centrale est une promesse noble, trop importante pour ne pas être tenue. Lorsque l'autonomisation des femmes progresse, la faim recule. Les pays SUN sont unis dans la défense des idéaux d'équité et d'égalité, mais le passage des paroles aux actes implique un double effort, car cela dépend des normes sociales l'entourant. C'est là que les hommes entrent en jeu, dans leurs multiples rôles, du père, de l'époux et du partenaire au chef religieux, et de l'enseignant au PDG, en étant des champions de l'égalité. En agissant de la sorte, nous savons que personne ne sera laissé de côté. Manifestement, ce n'est pas le moment de nous reposer sur nos lauriers.

4.2 LA VOIE À SUIVRE

“ **CE QUE NOUS DEVONS APPRENDRE À FAIRE, NOUS L'APPRENNONS EN LE FAISANT.**

– *Aristote*

D'ici 2020, comme le mentionnent la Stratégie et la Feuille de route du Mouvement SUN, les plans nationaux pour éradiquer la malnutrition seront aptes à relever le défi. Telle est l'ambition du Mouvement. Pour y parvenir, les capacités nationales seront consolidées et renforcées, en se fondant sur ce qui existe déjà dans chaque pays et en apprenant par la pratique.

Afin de résoudre le casse-tête de la malnutrition, pour tout le monde, partout, les pays, les secteurs et les parties prenantes doivent concentrer leurs efforts pour : 1. Améliorer constamment la planification et la mise en œuvre au niveau national, 2. Mobiliser, plaider et communiquer pour une portée plus grande, 3. Renforcer les capacités à tous les niveaux, tout en 4. Garantissant l'équité, l'égalité et la non-discrimination pour tous, les femmes et les filles étant au centre des initiatives. Cela demandera des efforts cohérents et continus visant à combler les fractures.

Afin d'encourager le progrès au bénéfice de tous, le Mouvement SUN soutiendra, sur la période à venir, l'action nationale dans les quatre domaines convenus cités ci-dessus, tout en traitant les risques urgents et potentiellement irréversibles menaçant les succès en matière de nutrition, y compris l'augmentation de la faim et de l'insécurité alimentaire due aux conflits et aux chocs climatiques, le fardeau multiple et toujours plus lourd que représentent la sur- et la sous-alimentation, et le danger de laisser de côté ceux qui sont dans le besoin pour éradiquer la malnutrition, une fois pour toutes.

4.3 PERSPECTIVES POUR 2018

Le Mouvement SUN a fait la preuve de l'énergie spectaculaire qui anime son effort collectif pour obtenir des résultats en matière de nutrition, dynamique renforcée par une prise de conscience croissante qu'il s'agit d'un problème qui nous concerne tous, ce qui est le cas si nous voulons atteindre les objectifs fixés. Les pays SUN montrent l'exemple, en diffusant leurs résultats, en faisant part de ce qui fonctionne pour accélérer les progrès, et en tirant les enseignements de leurs expériences respectives.

L'année 2018 marque la mi-parcours de la Stratégie et de la Feuille de route ; c'est donc un moment critique pour déterminer si les progrès vers les objectifs fixés conjointement sont adéquats, ou si les efforts doivent être renforcés.

Le Groupe principal du Mouvement SUN a recommandé plusieurs priorités aux pays SUN pour aller de l'avant, afin d'obtenir des résultats concrets en matière de nutrition, pour l'année à venir.

1. Adopter une approche à long terme pour une meilleure nutrition dans les contextes de crises et pour renforcer la résilience

1. **Renforcer le rôle de chef de file, l'engagement politique et l'action cohérente pour améliorer la nutrition** dans la réponse aux crises et dans les plans de développement, conformément aux conclusions du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016.
2. **Intensifier l'établissement de priorités en faveur de la nutrition à tous les niveaux**, dans tous les secteurs, en particulier dans la réponse humanitaire, en mettant l'accent sur la prévention du retard de croissance.
3. **Collaborer avec de multiples parties prenantes**. Le secteur privé et la société civile ont un rôle important à jouer dans le domaine du relèvement, du renforcement de la résilience et de l'intervention précoce axée sur la stabilité à long terme.
4. **Ne laisser personne de côté, en particulier les adolescentes**. Les pays SUN doivent mettre l'accent sur la réalisation de progrès en faveur des adolescentes, en particulier, et veiller à ce que les femmes participent à la prise de décisions dans les contextes de crises afin de renforcer la résilience.

2. Les investissements nationaux et extérieurs doivent augmenter rapidement, car la nutrition est le facteur et le marqueur de la réalisation des Objectifs de développement durable

1. **Développer des actions de bon rapport qualité-prix et pouvant être mises à l'échelle immédiatement**, et mobiliser les contributions des multiples secteurs.
2. **Plaider en faveur de l'investissement** auprès des Ministres des finances pour accroître les investissements nationaux en faveur de la nutrition.
3. **Maintenir l'intérêt politique** dans les cabinets des présidents et des Premiers ministres, qui doivent également être le point d'ancrage du Point focal SUN du gouvernement.
4. **Se tourner vers des sources de financement innovantes**, telles que les revenus privés et les instruments multilatéraux comme le Mécanisme mondial de financement (GFF).

3. Renforcer la confiance entre les parties prenantes et exploiter l'immense potentiel du secteur privé

1. **Toutes les parties prenantes (entreprises, société civile, donateurs, Nations unies) au sein du Mouvement SUN doivent honorer leurs engagements de mettre en œuvre les plans nationaux de nutrition, et travailler de concert pour lutter contre les diverses formes de malnutrition.** Les parties prenantes et les réseaux du Mouvement SUN doivent renouveler leur engagement en faveur de la nutrition et indiquer ce qu'ils comptent faire différemment pour relever le défi posé par les multiples fardeaux découlant de la malnutrition.
2. **Organiser un dialogue critique, transparent et inclusif entre les parties prenantes pour établir des partenariats efficaces à tous les niveaux, pour prévenir et lutter contre toutes les formes de malnutrition, en mettant l'accent sur les résultats mesurables.** Le Groupe principal du Mouvement SUN reconnaît l'importante contribution du secteur privé et la nécessité d'établir un dialogue efficace entre les entreprises, le gouvernement et la société civile, pour poser les fondements d'une confiance mutuelle et d'une collaboration solides.

4. Lutter contre les inégalités entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons

1. **Conscients du fait que là où progresse l'autonomisation des femmes et des filles, la faim et la malnutrition reculent, les pays SUN doivent multiplier leurs efforts en faveur de l'équité, de l'égalité et de la non-discrimination**, dans tous les aspects du quotidien;
2. **Les pays SUN doivent également mettre davantage l'accent sur les progrès ciblant les adolescentes**, un groupe central à la résolution du problème de la nutrition.

Toutes les parties prenantes du Mouvement SUN cherchent à approfondir les réussites actuelles avec plus d'ambition en matière de résultats et de portée. Cette ambition est la qualité unique qui a fait la réussite du Mouvement SUN à ce jour. Elle veillera à ce que l'initiative reste à l'impulsion des pays, inclusive, multisectorielle et multipartite. Pour l'année 2018 qui approche, il sera essentiel de **renforcer l'argumentaire en faveur de la nutrition; de maintenir l'attention politique sur le sujet; de toujours mettre l'accent sur les inégalités et sur ceux qui sont le plus à risque d'être laissés de côté**; et de se concentrer sur la lutte contre **les multiples fardeaux découlant de la malnutrition qui menacent de nombreux pays du Mouvement SUN, et au-delà**. Grâce à une collaboration fondée sur des principes, le Mouvement SUN continuera sur sa lancée pour libérer le monde de toute forme de malnutrition.



5

Profils des pays SUN

Ce chapitre donne un aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN dans les 59 pays SUN en 2016-2017. En 2017, 52 pays ont entrepris l'évaluation Conjointe. Ils ont fait cela avec la participation des différentes constituantes représentées dans leurs plateformes nationales du Mouvement SUN. Parmi celles-ci figurent des représentants des ministères sectoriels et des sections du gouvernement, ainsi que des représentants des organismes donateurs, des organisations de la société civile, des agences des Nations Unies et du secteur privé.

Pour cette évaluation conjointe, les parties prenantes des pays sont invitées s'attribuer individuellement et collectivement une note en fonction de quatre processus qui forment la structure des profils de pays qui suivent dans les prochaines pages. L'évaluation conjointe du Mouvement SUN est volontaire et offre aux parties prenantes la possibilité de réfléchir aux progrès de l'année écoulée et de s'assurer que les efforts déployés pour vaincre la malnutrition sont bien alignés et efficaces. Il est prévu que le processus d'évaluation conjointe aide les parties prenantes à avoir l'appropriation et à bénéficier du suivi des progrès et à être mutuellement redevables de leurs interventions collectives.



Guide sur les profils de pays

Les profils de pays dans ce rapport visent à fournir un aperçu des progrès dans les pays SUN et se composent de cinq éléments principaux en fonction de l'information disponible pour chaque pays.

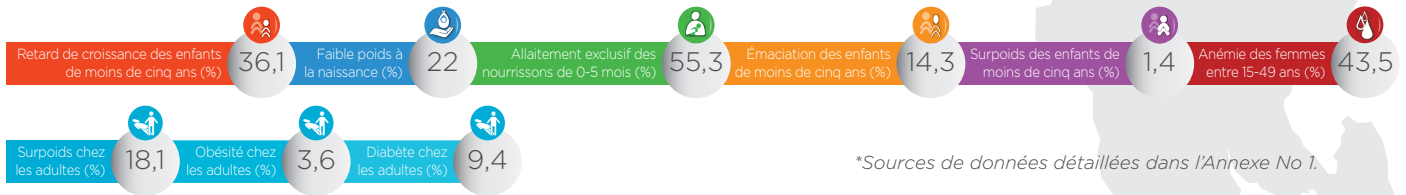
1. **La situation nutritionnelle** : Un aperçu de l'état nutritionnel actuel du pays en relation avec les cibles 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé pour la nutrition de la mère, le nourrisson et le jeune enfant et les cibles pertinentes pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles.
2. **Transformations institutionnelles** : Un diagramme à barres représentant le pourcentage obtenu par les parties prenantes nationales sur la façon dont elles progressent dans les processus SUN pour chaque année au cours de laquelle ils ont réalisé l'évaluation conjointe. Les graphiques à barres sont accompagnés d'un texte décrivant les progrès réalisés par rapport à chaque processus.
3. **Priorités 2017-2018** : Un aperçu des priorités nationales pour l'année à venir telles que convenues par les parties prenantes au cours de l'évaluation conjointe des pays. Pour les pays qui n'ont pas terminé l'évaluation conjointe, leur profil représente la situation nutritionnelle et les résultats des années précédentes où ils ont soumis les résultats des exercices précédents. Cependant, il n'y a pas de narratif pour chaque processus ou priorités pour 2017-2018, si le contenu n'ayant pas été soumis au Secrétariat du Mouvement SUN.

Pour des informations détaillées sur le cadre de suivi du Mouvement SUN et l'analyse de l'évaluation conjointe 2017, se référer à l'annexe 2. Toutes les évaluations conjointes des pays SUN sont disponibles en entier à www.scalingupnutrition.org.



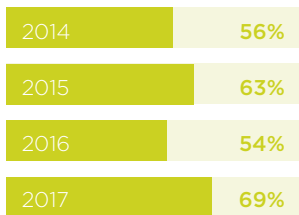
Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 161,20 millions

Bangladesh



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

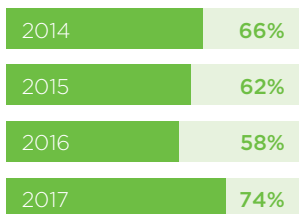
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le mandat révisé du secrétariat du Conseil national du Bangladesh de la nutrition (BNNC) a été intégré au second Plan d'action national pour la nutrition (NPAN2) 2016-2025 et doit maintenant être approuvé par le Premier ministre. Le partenariat REACH (partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants) au Bangladesh a pris fin en 2016, mais les agences des Nations unies (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de

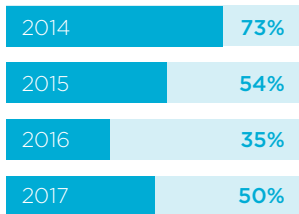
la santé, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation internationale du travail) continuent de faciliter la collaboration multisectionnelle. L'Alliance de la société civile pour le mouvement *Scaling Up Nutrition* Bangladesh élabore actuellement un plan de travail amélioré pour la communication et la promotion. Le Réseau du secteur privé SUN et le Réseau du milieu universitaire et de la recherche SUN sont en train d'être formés ; une version préliminaire et consultative des mandats a donc été lancée avec les coordinateurs nationaux.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'élaboration du NPAN2 tient à la mobilisation constante et massive de parties prenantes nationales, régionales et internationales à chaque étape de ce processus. Ce plan a été approuvé par le Comité exécutif du BNNC. Le cadre de résultats du quatrième programme du secteur « santé, population et nutrition » (2017-2022) a été défini, tandis que la stratégie nationale pour la santé des adolescents et une stratégie de communication détaillée sur l'évolution sociale et comportementale (SBCC) pour le

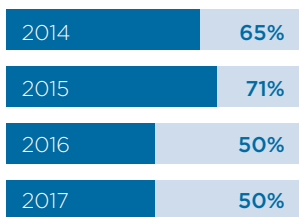
secteur « santé, population et nutrition » ont été approuvées durant la période de référence. Le second Plan d'investissement national (CIP2) sur les systèmes alimentaires contribuant à la nutrition est en cours d'élaboration ; il repose sur un processus multisectionnel, conformément à l'engagement contenu dans le septième Plan quinquennal et afin d'augmenter les investissements dans les programmes prioritaires contribuant à la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'actuel cadre commun de résultats constitue une matrice annexée au septième Plan quinquennal ; un cadre dédié au suivi et à l'évaluation, avec indicateurs et cibles, est décrit dans le NPAN2. La création d'une plateforme inter agences consacrée au suivi et à l'évaluation au sein du secrétariat du

BNNC est envisagée, dont la mission serait d'effectuer le suivi des mesures et des résultats. Le NPAN2 vise à créer un environnement propice à l'institutionnalisation des rapports périodiques sur les activités de suivi et d'évaluation.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le coût du NPAN2 a été évalué en tenant compte des interventions prioritaires. Un financement pluriannuel est envisageable, conformément au Plan d'action national pour la nutrition. Les contributions nationales en faveur de la nutrition augmentent, comme le mesurent le Plan d'action de la politique alimentaire nationale (NFP-PoA), le rapport de suivi du Plan d'investissement

national et l'exercice d'analyse budgétaire avec le Mouvement SUN. Le gouvernement a intégré la nutrition à son septième Plan quinquennal, ce qui facilite la planification à long terme. Dans le cadre budgétaire à mi-parcours, le Ministère des finances fournit des ressources pour les trois prochaines années et permet de mieux prévoir les financements.



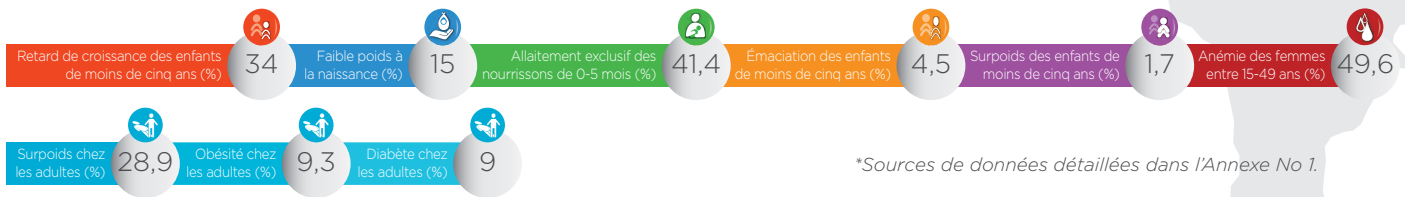
PRIORITÉS 2017-2018

- Mettre en œuvre le NPAN2 (2016-2025) et suivre les avancées de la Politique nationale de nutrition 2015 par le biais d'une approche coordonnée en « 3M » (multi-acteurs, multi-secteurs, multi-niveaux) entre les différents ministères et acteurs ;
- Mobiliser des ressources, nationales et extérieures, pour trouver les fonds manquants et garantir la mise en œuvre intégrale du NPAN2 ;
- Faciliter une approche coordonnée pour la collecte de données grâce à différentes études sur la rentabilité et la promotion de la nutrition.



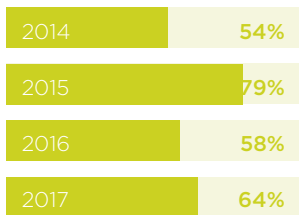
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 10,58 millions

Bénin



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

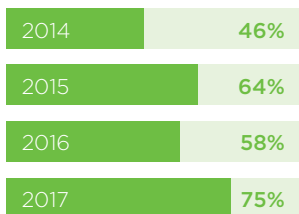
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, plateforme multisectorielle et multi-acteurs, est actuellement décentralisé dans 21 communes sur les 77 que compte le Bénin. Une évaluation institutionnelle du Conseil de l'alimentation et de la nutrition a eu lieu en novembre 2016. Toutefois, la plateforme SUN ne dispose pas encore d'un plan de travail annuel. Un groupe multi-acteurs spécialisé en communication a été constitué et

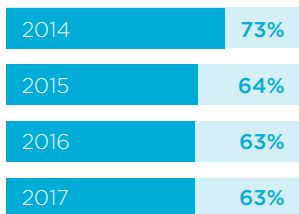
d'autres groupes techniques (genre, micro-nutriments, hygiène, etc.) sont en cours de formation. Les réseaux de la société civile, des donateurs et des agences de l'ONU participent à la mise en œuvre des priorités de nutrition de la plateforme. Des cadres communaux de concertation pour la nutrition existent dans 21 des 77 communes du Bénin, chacun étant doté d'un tableau de bord.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Bien qu'il n'existe pas d'analyse régulière de la législation, plusieurs dispositifs protègent la nutrition (sel iodé, farine de blé enrichie en vitamines) et les politiques sectorielles de l'agriculture et de la santé tiennent compte de la nutrition, notamment dans la stratégie de soins de santé des adolescents et des jeunes ainsi que la stratégie agricole. La politique nationale en matière de nutrition est en cours d'élaboration. Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aiguë a été actualisé et un plan de renforcement de l'allaitement maternel a été lancé. Une convention de collaboration entre

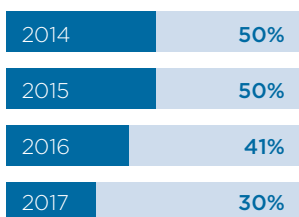
les ministères de la santé et de l'agriculture a été signée pour la mise en œuvre des interventions de promotion des bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles. Un document de stratégie nationale de communication pour le changement social et comportemental en vue de promouvoir la nutrition a été validé. La Direction de l'alimentation et de la nutrition appliquée (ministère de l'agriculture) et l'Agence béninoise de sécurité sanitaire des aliments sont garantes de l'application des textes de la sécurité sanitaire des aliments mais les directives sont peu appliquées.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats 2016-2025 pour la lutte contre la malnutrition chronique a été validé en 2016 mais n'est toutefois pas budgétisé. Cependant, le Conseil de l'alimentation et de la nutrition a commencé à être décliné au niveau communal. Pour l'instant, la remontée d'informations se fait donc de manière sectorielle. Le Conseil de

l'alimentation et de la nutrition accompagne l'intégration de la nutrition dans les plans de développement communaux troisième génération avec des contributions alignées des donateurs et des Nations unies. Il est à noter que le plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition sera mis à jour.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les parlementaires ont assuré lors du vote du budget de 2017 que des fonds seraient alloués à la ligne nutrition. Le volet agriculture du Fonds d'appui au développement des communes (dont l'objectif principal est de réaliser des infrastructures susceptibles

de contribuer au développement des filières agricoles) intègre la nutrition, afin d'appuyer les acteurs des chaînes de valeur pour faciliter la prise en compte de bonnes pratiques dans la production.



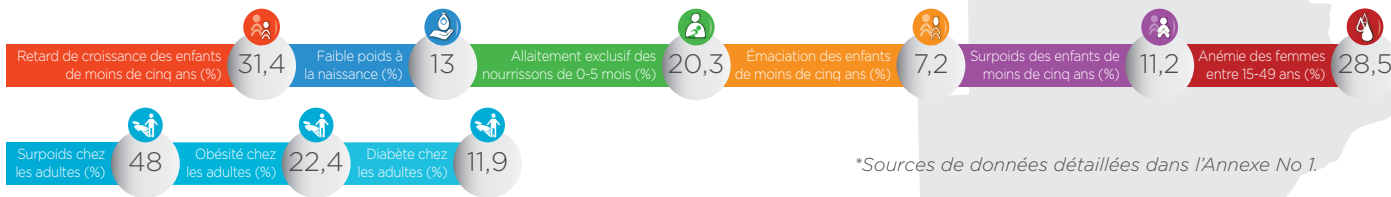
PRIORITÉS 2017-2018

- Opérationnaliser le Cadre commun de résultats au niveau communal ;
- Mettre en place un système de suivi-évaluation conjoint opérationnel du cadre commun de résultats, diffuser et publier les rapports de mise en œuvre ;
- Élaborer la politique nationale en matière de nutrition ;
- Actualiser le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition, ainsi que l'estimation de ses coûts ;
- Mettre en place un réseau des Parlementaires en nutrition ;
- Initier un état des lieux des financements annuels de tous les intervenants en nutrition.

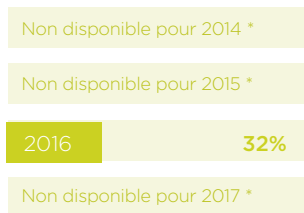


Date d'adhésion : avril 2015
Population : 2,21 millions

Botswana



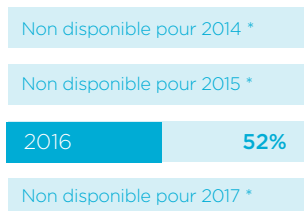
Transformations institutionnelles en 2016-2017



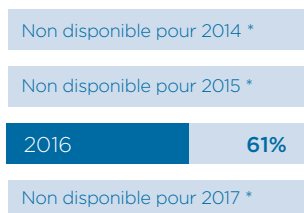
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



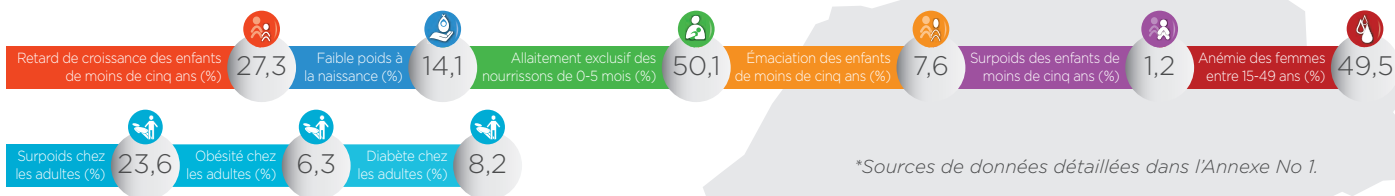
PRIORITÉS 2017-2018

- Collaborer davantage avec les ministères de l'Éducation (de base et tertiaire, de la recherche, des sciences et de la technologie); Eau et Assainissement, Environnement et Ressources Naturelles, ainsi que le Ministère du Commerce et de l'Industrie;
- Mieux impliquer les partenaires techniques et financiers dans le domaine de la nutrition, notamment la FAO, le IFAD, l'UNICEF, l'OMS, le PAM et l'UE;
- Identifier les points focaux pour la nutrition dans les différents secteurs et ministères, ainsi qu'un ambassadeur de la nutrition (de haut niveau).



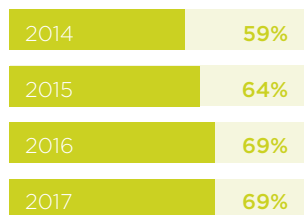
Date d'adhésion : juin 2011
Population : 18,11 millions

Burkina Faso



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

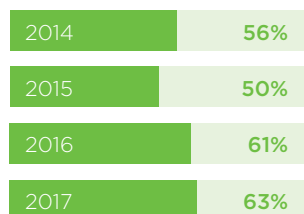
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle pour la nutrition et le Conseil national de concertation en nutrition (CNCN), hébergé par le Ministère de la santé, se réunissent deux fois par an. Les réseaux des Nations unies, de la société civile (RESONUT), du secteur privé et des parlementaires (REPASEN) sont pleinement actifs et ont désigné leurs coordonnateurs alors que les réseaux des universités et des donateurs sont en cours d'installation. S'il existe des cadres régionaux de concertation

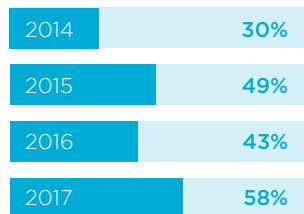
à l'image du CNCN, ils sont peu opérationnels et ne contribuent que marginalement aux secteurs sensibles à la nutrition. Afin de renforcer le dispositif, des réflexions sur l'ancrage institutionnel et les mécanismes de redevabilité ont été lancées. Un plaidoyer a également été adressé aux collectivités territoriales pour qu'elles intègrent la nutrition à leurs plans de développement communaux ; enfin, des artistes ont signé des chansons traitant de la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Sur la période considérée, aucune évolution particulière de la législation n'est à noter car un examen des politiques et des plans stratégiques des secteurs contribuant à la nutrition et à l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles a été réalisée (développement du secteur rural, développement sanitaire, sécurité alimentaire et éducation) et la politique nationale de nutrition révisée a été validée en 2016. Les acquis majeurs de cette période sont, premièrement, l'inté-

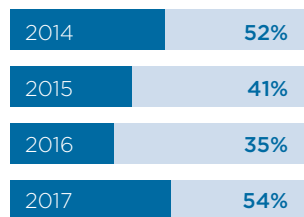
gration de la nutrition comme composante essentielle du capital humain dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 et, deuxièmement, la validation d'une stratégie de communication, de plaidoyer et de mobilisation sociale pour la nutrition en avril 2017, tandis que le plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur les substituts du lait maternel se poursuit activement.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La finalisation de la cartographie des parties prenantes et des actions pour la nutrition a permis d'élaborer le plan stratégique multisectoriel de nutrition qui intègre un cadre commun de résultats, un système de suivi évaluation et une estimation des coûts. Ces documents validés techniquement en mai 2017 sont en cours d'adoption politique. Un plan de communication multisectoriel

pour la nutrition a également été préparé. Si certaines interventions du cadre commun de résultats sont mises en place, des plans de travail annuels et sectoriels contenant des cibles mesurables devront être développés, ainsi qu'une plate-forme d'information multisectorielle de nutrition qui est en cours d'installation, afin d'aiguiller la mise en œuvre efficace des actions.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Deux études sur les allocations budgétaires en nutrition des partenaires techniques et financiers de l'État ont été réalisées en septembre 2016 et ont révélé une augmentation des ressources nationales consacrées à la nutrition : les achats d'intrants nutritionnels par le Ministère de la santé s'élèvent à milliard de francs CFA et des fonds supplémen-

taires pourraient être affectés dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES. Le plaidoyer pour l'augmentation des ressources se poursuit par la création d'une ligne budgétaire spécifique. Afin de mobiliser des ressources, une conférence des partenaires pour le financement du plan stratégique multisectoriel 2016-2020 est envisagée fin 2017.



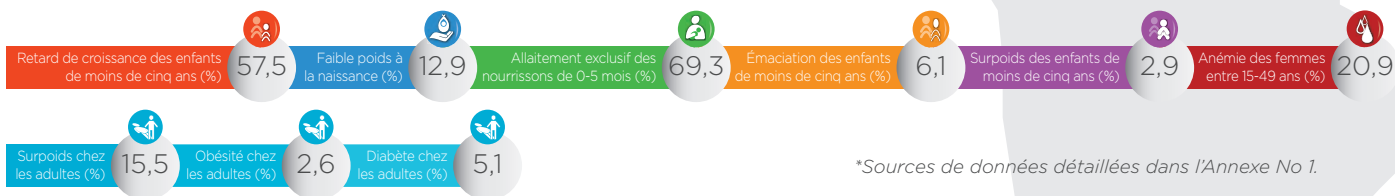
PRIORITÉS 2017-2018

- Soutenir le renforcement des capacités des individus et des organisations sensibles à la nutrition pour renforcer les engagements et les contributions ;
- Poursuivre le processus de mise en place d'une plateforme d'information pour mieux collecter et analyser les données ;
- Renforcer les acquis et notamment l'engagement des médias, des parlementaires et des autres réseaux SUN ;
- Opérationnaliser et mettre en œuvre le plan stratégique servant de cadre commun de résultats et son plan de communication.
- Poursuivre la mise en œuvre du plan d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ;
- Renforcer la coordination de la nutrition.



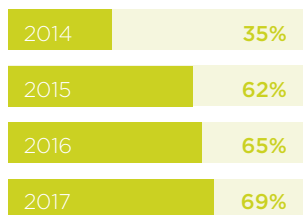
Date d'adhésion : février 2013
Population : 10,20 millions

Burundi



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

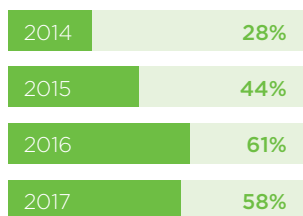
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et de nutrition institutionnalisée par décret en 2014 regroupe les parties prenantes dans un comité de pilotage de haut niveau et dans dix groupes de travail techniques, coordonnés par le chef de cabinet adjoint du second Vice-président, épaulé par un secrétariat. Depuis 2015, le contexte politique a compliqué le fonctionnement de ce système. Les efforts se sont donc concentrés sur l'engagement de nouveaux secteurs publics (environnement, finances et protection sociale), sur la mise à jour des membres des groupes techniques de travail et leur redynamisation. Des plate-

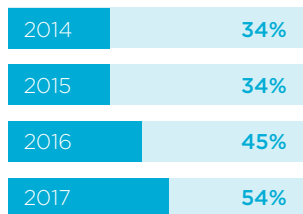
formes décentralisées ont aussi été installées dans quatre provinces afin de planifier et de mettre en œuvre des interventions nutritionnelles et le comité de pilotage s'est effectivement réuni. Les réseaux des Nations unies, des donateurs et de la société civile sont en place, ce dernier étant décentralisé dans certaines communes. Certains donateurs ont cependant suspendu leurs aides à la coopération, à l'instar de l'Union européenne. Les liens avec les réseaux mondiaux ont été renforcés. Des parlementaires sont également mobilisés : leur réseau est établi mais il doit encore être officiellement lancé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La nutrition est prise en compte dans les documents d'orientation stratégiques, plans et politiques sectoriels, comme le Plan national d'investissement agricole en cours d'élaboration, la politique nationale de protection sociale (2011) et la politique nationale de santé (2016-2025) ; cependant ces cadres sont faiblement diffusés. La législation sur

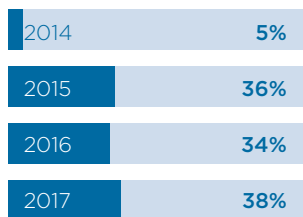
le congé maternité doit être revue. Cette année, en réponse à la forte sécheresse, les plateformes des Nations unies et de la société civile ont élaboré un plan d'intervention humanitaire pour la nutrition et contribué aux actions qui paraient aux urgences nutritionnelles.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Un Plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition 2014-2017 (PSMSAN) sert de cadre de référence national mais il n'est doté ni d'un cadre commun de résultats, ni d'un cadre de suivi et d'évaluation. L'estimation de ses coûts, jugée irréaliste, doit être réactualisée. L'absence de ces éléments rend difficile l'harmonisation des acteurs et les plans de travail annuels et sectoriels sont parfois non conformes au PSMSAN. Entre 2013 et 2016, un projet pilote a été mis en œuvre dans la province de Ngozi

par les Ministères de l'agriculture et de la santé avec le soutien technique des Nations unies et les financements de la coopération suisse. Son examen annuel conjointe menée par le comité de pilotage a eu lieu et a débouché sur l'extension du PSMSAN jusqu'en 2018. Cependant, il est admis qu'il faut évaluer le PSMSAN et élaborer un nouveau plan. La cartographie qui est en cours des intervenants et des interventions permettra d'orienter ce processus.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La mobilisation des fonds est rendue difficile par l'absence d'estimation des coûts du PSMSAN, alors que le contexte politique du pays a provoqué une diminution des fonds consacrés à la nutrition et un décaissement des fonds de partenaires extérieurs. Depuis deux ans, le Burundi suit les allocations et

exécutions budgétaires publiques affectées à la nutrition mais la diffusion de ces résultats doit être mieux effectuée. Une diminution des allocations a été constatée cette année par rapport à avril 2015-avril 2016. Aucune estimation des fonds externes n'est disponible.



PRIORITÉS 2017-2018

- Étendre le PSMSAN 2014-2017 pour couvrir 2018 et élaborer un cadre commun des résultats ;
- Achever l'estimation des coûts du PSMSAN ;
- Élaborer une stratégie de communication, de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la nutrition ;
- Réaliser la cartographie des intervenants et des intervenants dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Élaborer la feuille de route du réseau des Nations unies.



Date d'adhésion : juin 2014
Population : 15,52 millions

Cambodge



Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 59%

2017 75%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 58%

2017 66%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 48%

2017 59%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 33%

2017 45%

Total pondéré 2017 61%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2017, le Conseil pour l'agriculture et le développement rural (CARD) a mis sur pied un groupe de travail sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la nutrition pour assurer une convergence entre les deux secteurs. L'Alliance de la société civile SUN Cambodge, menée par un Comité exécutif provisoire, composé de Helen Keller International, Plan International, Vision du

Monde, Action contre la faim et de Save the Children, a achevé son mandat intérimaire, et un nouveau comité sera élu à la mi-2017. La décentralisation des efforts multisectoriels est soutenue par des bailleurs de fonds majeurs. La visite du coordonnateur du Mouvement SUN au Cambodge a contribué à amorcer un dialogue stratégique entre les parties prenantes.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le CARD procède à un examen à mi-parcours de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NSFSN) afin d'évaluer les progrès accomplis entre 2014 et 2016 et de déterminer les priorités à court et moyen terme (pour la période 2019-2023). Le cadre politique national de protection sociale est en place (signé en

mars 2017) et prévoit notamment des transferts de fonds pour soutenir la période des mille jours (c'est-à-dire celle qui concerne les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de deux ans), en plus des repas scolaires pour les enfants des classes maternelles et primaires. La nutrition est intégrée à la politique de santé scolaire.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'examen de la NSFSN servira à définir les interventions et les politiques prioritaires. Le Ministère de la santé a diffusé le troisième rapport national sur la nutrition, qui présente les avancées obtenues en 2016. Le

Ministère du développement rural a effectué le tout premier recensement des partenaires WASH. Le nouveau cadre commun d'indicateurs de suivi pour 2016-2018 a été approuvé.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Ministère de l'économie et des finances a affecté des lignes budgétaires à la nutrition. Les activités liées à la nutrition et les dépenses associées figurent dans le Rapport d'avancement annuel 2016 du Ministère de la santé. L'Alliance de la société civile SUN a réalisé un manuel financier qui présente de façon détaillée les politiques et procédures financières garantissant un suivi transparent

des allocations et des dépenses. En 2016, seize partenaires des Nations unies et de la société civile ont consacré au total 14,7 millions de dollars à la nutrition. Sur ce montant, 5,9 millions de dollars ont financé le riz enrichi dans le cadre du programme d'alimentation scolaire adressé aux enfants des classes maternelles et primaires.

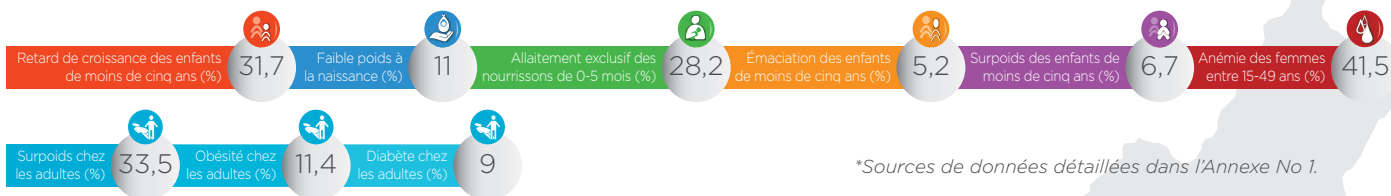
PRIORITÉS 2017-2018

- Mobiliser le secteur privé pour donner l'impulsion au Réseau du secteur privé SUN ;
- Augmenter les engagements de financement en faveur de la nutrition de la part du gouvernement et faire en sorte que les programmes des partenaires de développement s'étendent sur des périodes plus longues ;
- Appliquer les réglementations relatives à l'enrichissement des aliments, avec notamment la surveillance du marché et la sensibilisation du secteur privé.



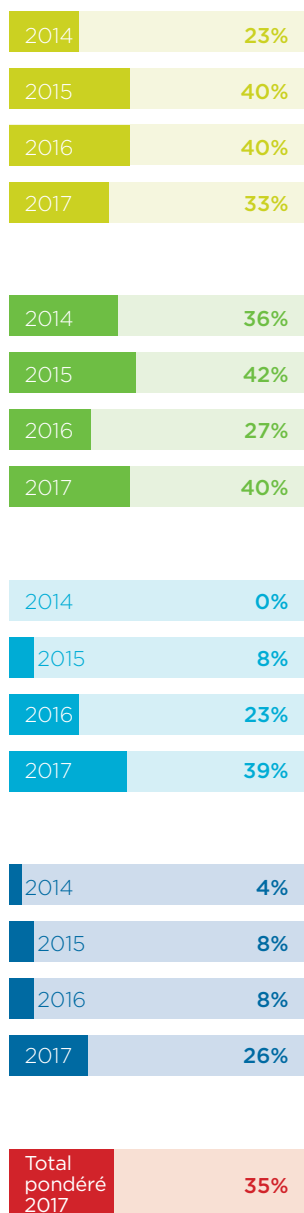
Date d'adhésion : février 2013
Population : 22,83 millions

Cameroun



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité interministériel pour la lutte contre la malnutrition, établi au niveau de la primature, a poursuivi ses travaux. Un guide alimentaire et nutritionnel a été élaboré et validé. Il est nécessaire de redynamiser la plateforme multisectorielle et multi-acteurs qui réunit les différents réseaux SUN pour renforcer le dispositif actuel et pallier l'absence de certains secteurs clés (eau et assainissement, sécurité alimentaire et affaires sociales) aux réunions mensuelles. Cela per-

mettrait également de renforcer les quatre groupes de travail constitués au niveau des régions les plus touchées par la malnutrition, avec les mêmes acteurs. Les réseaux de la société civile, des donateurs et des Nations unies sont établis. La formalisation du réseau du secteur privé est en cours. Le réseau des parlementaires pour la lutte contre la malnutrition serait plus efficace s'il était doté d'une feuille de route plus exhaustive.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique de nutrition a été révisée pour être en phase avec les nouvelles preuves qui pointent la nécessité de multisectorialité et la mise à l'échelle des interventions coût-efficacité pour accélérer la réduction de la malnutrition. Une mise à jour de l'analyse de la situation nutritionnelle et du cadre légal a été faite avant de développer le cadre commun des résultats et le plan opérationnel de

mise en œuvre de la politique. Des missions de contrôle sont effectuées pour veiller à l'application de la fortification alimentaire et du Code de commercialisation des substituts du lait maternel. À toutes les sessions parlementaires, les membres du gouvernement ont été interpellés par les députés afin de faire de la nutrition une priorité nationale.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En mai 2016, le développement du cadre commun de résultats a démarré avec l'appui de l'UNICEF, sur la base de la nouvelle Politique multisectorielle d'alimentation et de nutrition, avec la participation de tous les acteurs concernés par la malnutrition. Les domaines d'interventions retenus dans ce cadre commun de résultats ont permis de développer un plan opérationnel multisectoriel. Tous ces documents seront soumis

à l'approbation du Comité interministériel avant la fin de l'année 2017. Un atelier national a préalablement été organisé en juin 2017, afin d'évaluer et de renforcer les capacités des acteurs de mise en œuvre de ce plan au niveau national. Une fois ces instruments adoptés, la coordination des politiques et des plans entre les ministères concernés sera plus concrète et efficace.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

D'ici la fin de l'année 2017, le cadre commun de résultats élaboré sera budgétisé. Le processus de recrutement d'un consultant à ces fins est en cours. Le Ministère de la santé alloue des fonds spécifiques pour la nutrition. Parallèlement, le plaidoyer se poursuit au Parlement pour l'inscription d'une ligne budgétaire spécifique au cours

de l'année 2018. La Banque mondiale s'est également positionnée sur le financement d'un programme santé comprenant des activités de nutrition. Il est espéré que la finalisation du plan opérationnel, qui définit les mécanismes de mobilisation des ressources, permettra aux bailleurs d'aligner leurs ressources.

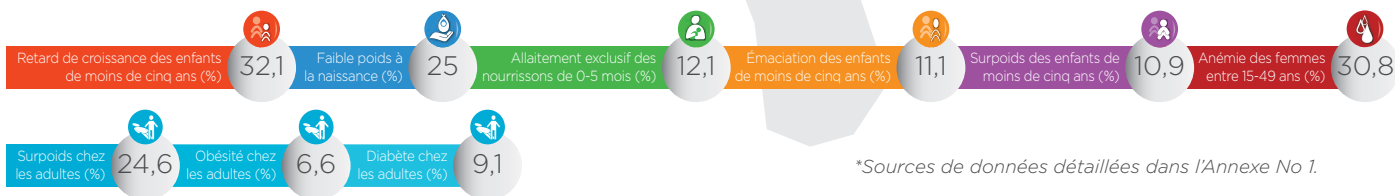
PRIORITÉS 2017-2018

- Valider le cadre commun de résultats assorti d'un cadre de suivi et évaluation ;
- Valider le plan opérationnel multisectoriel de nutrition, budgétisé au niveau national et/ou sous-national ;
- Effectuer le suivi financier des interventions en nutrition aux niveaux national et/ou sous-national ;
- Élaborer un solide dossier national d'investissement pour renforcer le plaidoyer en faveur de la nutrition, notamment auprès des bailleurs ;
- Renforcer les compétences en nutrition des acteurs clés, dont les membres de la plateforme multi-acteurs ;
- Réactiver les réseaux SUN, mettre en place des plateformes relevant des universités et du secteur privé.



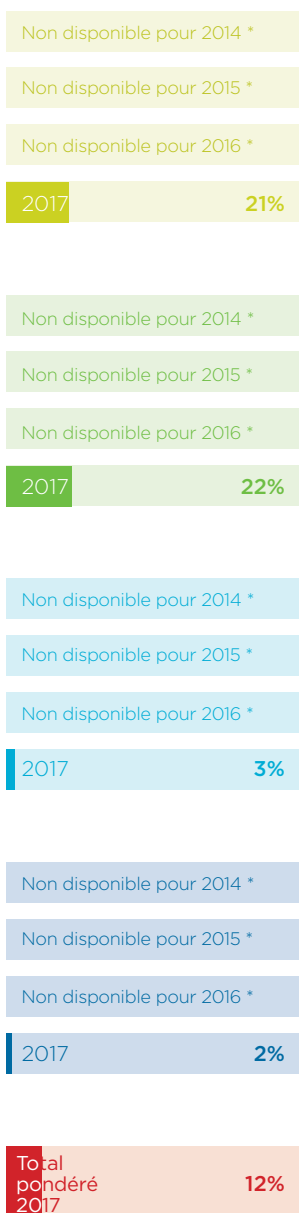
Date d'adhésion : décembre 2013
Population : 0,78 millions

Comores



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un comité provisoire multisectoriel a été créé, dans l'attente de la mise en place de la structure formelle prévue par le projet de décret soumis en 2014. Celle-ci est actuellement en révision et sera resoumis au nouveau gouvernement. Ce comité provisoire, coordonné par la Direction de la santé familiale du Ministère de la santé, associe entre autres les ministères de la production, de l'éducation et de l'économie et du commerce. Des réunions sont organisées pour élaborer des documents et faire du plaidoyer auprès des autorités, conformément

au plan de travail de la Direction de la santé familiale. Il existe des points focaux pour la nutrition au niveau des îles, lesquels coordonnent les activités des directions de santé. Certaines ONG et organisations prennent part aux réunions relatives à la nutrition ; une réunion de réflexion sur la mise en place de la plateforme multisectorielle avec la société civile coordonnée par la Fédération comorienne des consommateurs (FCC) a eu lieu au mois de février 2017. Un point focal nutrition a été désigné au niveau du parlement.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique nationale multisectorielle de nutrition et d'alimentation est en cours de réactualisation et le processus de révision a associé d'autres secteurs (genre, équité, protection sociale, agricultures, eau et assainissement). Il existe une stratégie de communication locale pour la nutrition ; parallèlement, une stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant est en cours de rédaction. La loi alimentaire modifiée a été soumise au parlement. Un plaidoyer est

lancé pour la révision du projet de décret portant sur la mise en place de la plateforme et la prise en compte de la nutrition dans les politiques clés (politique nationale de santé, Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable, Plan d'investissement quinquennal). En matière de législation, le pays n'a pas encore opérationnalisé le code de commercialisation des substituts de lait maternel.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La plateforme n'étant pas en place, la plupart des activités liées aux actions autour d'un cadre de résultats commun ne sont pas encore lancées.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Au niveau de la Direction de la santé familiale, les coûts des différentes activités contenues dans le plan de travail annuel sont estimés et chiffrés. Chaque partenaire a un aperçu de ses propres allocations.

L'évaluation de la faisabilité financière des plans nationaux pour mener des actions en vue d'améliorer la nutrition n'a pas été élaborée.

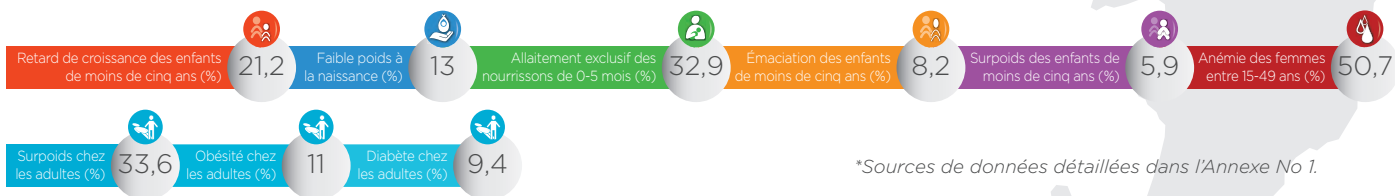
PRIORITÉS 2017-2018

- Signer le décret de mise en place de la plateforme ;
- Élaborer un plan de travail annuel de la plateforme ;
- Cartographier les intervenants et les interventions de nutrition ;
- Mobiliser les ressources financières en faveur de la nutrition.



Date d'adhésion : octobre 2013
Population : 4,70 millions

Congo



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

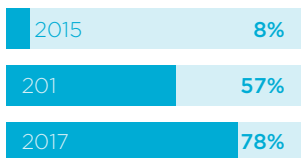
Non disponible pour 2014 *



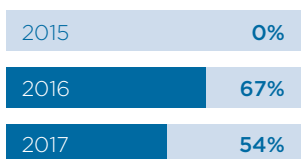
Non disponible pour 2014 *



Non disponible pour 2014 *



Non disponible pour 2014 *



Total pondéré 2017

72%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le 11 avril 2017, un Comité ad hoc national de lutte contre la malnutrition a été établi au niveau central, par une note de service, dans l'attente de la révision du décret instituant un Conseil national de lutte contre la malnutrition (CNLM). Le nouveau Comité regroupe les points focaux nutrition identifiés au sein de la présidence, de la primature, du Sénat et de l'Assemblée nationale, des ministères sectoriels et des agences des Nations unies. Sa coordination est assurée par le point

focal SUN, le Ministre secrétaire général de la présidence. La plateforme multi-acteurs existante, dans le cadre du volet sécurité alimentaire et nutritionnel du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, pourra être intégrée au Comité dans le futur, même si le renforcement de la participation du secteur privé, de la société civile et des donateurs ne commencera qu'après la mise en place du CNLM.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Il existe une législation pro-nutrition et des stratégies sectorielles mais l'ensemble n'est ni exhaustif, ni toujours suivi de textes d'applications et d'activités de diffusion qui sont nécessaires à leur efficacité. Les analyses des législations existantes seront approfondies en 2017, grâce à la réalisation d'une étude diagnostique de la situation nutritionnelle

nationale. En novembre 2016, la déclaration de Brazzaville et sa feuille de route ont été adoptées par les États d'Afrique centrale, lors de l'atelier sous-régional (organisé conjointement par le Congo et l'UNICEF) sur le repositionnement de la nutrition comme facteur de développement en Afrique centrale.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En 2016, le Cadre stratégique de lutte contre la malnutrition horizon 2025 ainsi que son plan opérationnel 2016-2018 (lui-même doté d'un cadre de suivi et d'évaluation) ont été validés. Certaines activités sont déjà mises en œuvre mais le démarrage tardif des travaux du CNLM explique la difficulté des autres programmes à commencer. Une évaluation à mis parcours de l'exécution du plan est donc prévue pour 2017, afin de faire

un état des lieux et de définir une feuille de route sur trois ans. En 2017, un portail en ligne documentant l'appui des Nations unies au processus SUN a été lancé ; un système d'information pour la collecte et l'analyse des données nutritionnelles doit être mis en place prochainement, ce qui permettra de soutenir la mise en œuvre du plan et l'harmonisation des parties prenantes.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'estimation du coût financier du plan opérationnel 2016-2018 a été réalisée mais n'a pas encore été suivie d'une stratégie de mobilisation des ressources nécessaires, qui reste en cours d'élaboration. Un plaidoyer est à l'œuvre pour une augmentation des budgets des ministères sectoriels en faveur

de la nutrition. Il se fonde notamment sur les résultats des travaux de l'atelier visant à examiner le niveau d'intégration de la nutrition dans le budget de l'État. Cet atelier a été ouvert le 7 juillet 2016 (à partir de la méthodologie du Mouvement SUN).

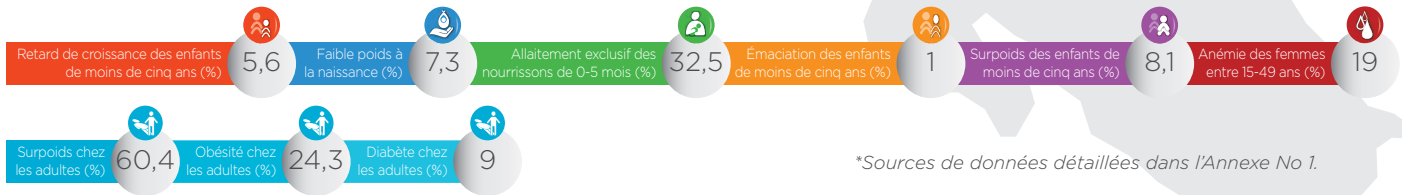
PRIORITÉS 2017-2018

- Élaborer un plan de renforcement des capacités des ressources humaines en nutrition ;
- Organiser un atelier d'évaluation à mis parcours de l'exécution du plan opérationnel et d'élaboration d'une feuille de route ;
- Réviser le projet de décret instituant le Conseil national de lutte contre la malnutrition ;
- Élaborer des stratégies de mobilisation des ressources et organiser une table ronde des bailleurs de fonds ;
- Mettre en place un système de suivi & évaluation en matière de nutrition ;
- Organiser la journée de sensibilisation sur la nutrition avec le secteur privé
- Valider la politique nationale de lutte contre la malnutrition ;



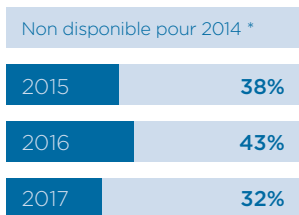
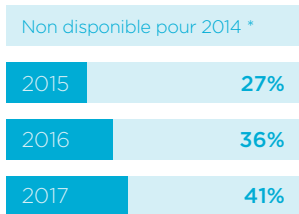
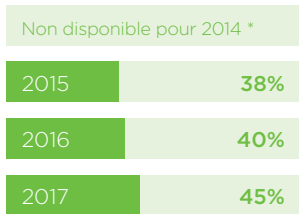
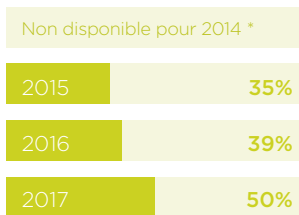
Date d'adhésion : mars 2014
Population : 4,81 millions

Costa Rica



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le réseau des Nations unies pour le Mouvement SUN a pu être créé dès le début de l'année 2017 : il associe régulièrement l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et le Bureau de coordination du système des Nations Unies. Le plan de travail conjoint des agences des Nations unies et du gouvernement s'est fixé comme priorités de repérer les acteurs complémentaires et de surmonter les diffi-

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Ministère de la planification a approuvé la création d'une Direction de la nutrition et du sport au sein du Ministère de la santé, qui contribue largement à renforcer la conduite des actions en matière de nutrition. Le Ministère de la santé a encouragé le respect du cadre juridique et normatif relatif à la nutrition, en particulier sur les questions liées à l'allaitement maternel et à l'enrichissement des aliments par l'apport de micronutriments. Un projet de loi relatif au droit à l'alimentation a été lancé par l'Uni-

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Une première enquête sur le poids et la taille des enfants à l'école a révélé un taux alarmant de surpoids et d'obésité, qui s'élève à 34 % en 2016. Le Ministère de la santé élabore actuellement un plan national de prévention de l'obésité chez les enfants et les adolescents, avec la participation active des membres du Mouvement SUN. Cette enquête a également justifié le lancement de projets locaux liés à la prévention de l'obésité chez les enfants scolarisés. Le

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les institutions disposent d'un budget, ce qui permet de programmer et de mener chaque année des activités sur le thème de la nutrition, comme cela a été fait par exemple par le Ministère de l'éducation publique dans les cantines scolaires. Il n'existe pas encore de contrôle de l'exécution du budget par ligne budgétaire, mais, une fois

cultés susceptibles de se présenter afin d'intégrer certains de ces acteurs, par exemple l'UNICEF. Des termes de référence ont été convenus de façon conjointe et dix réunions ont eu lieu à intervalles réguliers. Une table ronde est en cours de préparation afin d'affiner les décisions et les objectifs relatifs à la nutrition, et le travail sera décentralisé au niveau local. La désignation du point focal du Mouvement SUN, nommé en 2014 par l'ancienne Ministre de la santé, a été ratifiée.

versité du Costa Rica avec la participation, entre autres, des Ministères de la santé, de l'éducation publique, de l'agriculture et de l'élevage, de l'Institut national de la femme, d'organisations communautaires, de représentants du milieu universitaire, de législateurs, et du système des Nations unies. À ce jour, ce projet de loi a reçu le soutien de plus de 50 % des députés, et il est en attente d'être soumis à l'Assemblée législative pour un premier débat.

plan susmentionné vient en complément du Plan national de développement 2015-2018 et de la politique nationale de santé 2015-2019 qui accordent une place importante à la nutrition. Le Mouvement SUN et le réseau des Nations unies du Costa Rica pour le Mouvement SUN ont convenu de mettre au point une analyse participative de la situation dans le domaine de la nutrition, afin de gagner en influence et de progresser dans le sens du cadre commun de résultats.

que la Direction de la nutrition et du sport sera opérationnelle au sein du Ministère de la santé, on espère pouvoir l'instaurer. Un rapport sur l'investissement dans la nutrition a été préparé ; financé grâce au budget national, il applique la méthodologie du Mouvement SUN.

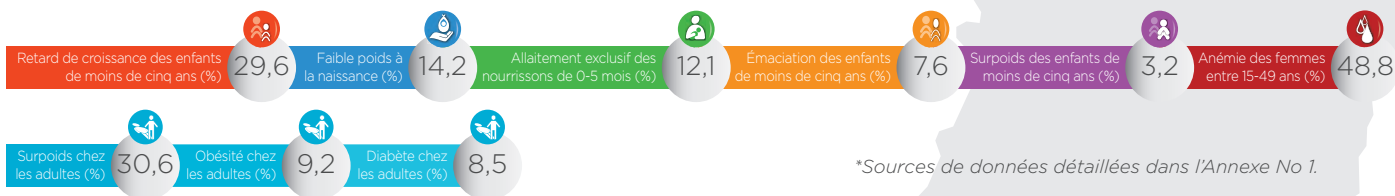
PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer la plateforme multipartite du Mouvement SUN avec la participation des acteurs sociaux clés ;
- Organiser une table ronde multi-acteurs et multisectorielle sur les réussites et les lacunes encore existantes en matière de nutrition ;
- Analyser la situation de la nutrition chez les enfants et les adolescents ;
- Recommander des stratégies concluantes et trouver des solutions face aux difficultés ;
- Disposer d'un plan national de prévention des problèmes de
- surpoids et d'obésité des enfants en âge scolaire ;
- Maintenir le réseau des Nations unies pour le Mouvement SUN actif au Costa Rica ;
- Convenir d'un agenda de travail commun entre le gouvernement et le système des Nations unies.



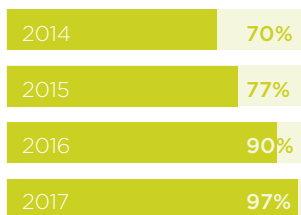
Date d'adhésion : juin 2013
Population : 23,11 millions

Côte d'Ivoire



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

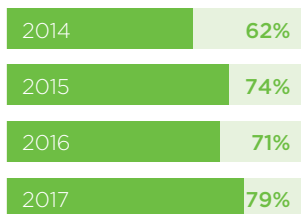
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En septembre 2016, la Côte d'Ivoire a lancé le mouvement SUN avec la mise en place officielle des organes du Conseil national pour la nutrition, qui se réunissent régulièrement avec les partenaires techniques et financiers, les réseaux de la société civile, universitaire et des médias. Une déclaration d'engagement en faveur de la nutrition a été signée par les ministres de la décentralisation, de

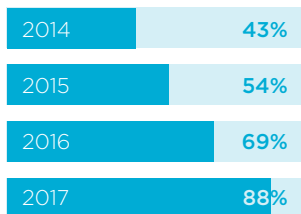
la communication, de l'environnement et du développement durable. Les plans d'actions des réseaux NutriMédia et universitaire sont en cours d'élaboration ; ceux de la société civile et des PTF sont disponibles. L'équité, l'eau l'assainissement et l'hygiène sont pris en compte grâce à la participation des agences et des offices nationaux pertinents.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une stratégie de communication à destination des habitants est en cours d'élaboration. Le cadre réglementaire et législatif a été renforcé avec l'adoption de décrets et de lois (commercialisation des substituts du lait maternel et enrichissement des aliments) ; d'autres sont en instance de rédaction

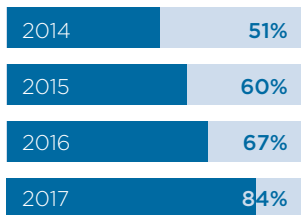
(congé maternel, réglementation de la vente des boissons pour enfants aux alentours des écoles). En février 2017, la Côte d'Ivoire a participé à l'élaboration de la politique sous-régionale en matière de nutrition à l'initiative de l'Organisation ouest-africaine de la santé.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'intégration du Plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020 (PNMN) dans le Plan national de développement 2016-2020 et le Programme d'investissement public a facilité son appropriation. Le processus de décentralisation du PNMN a démarré dans les régions prioritaires du nord du pays : Bagoué et du Poro. Avec la formalisation de l'approche communautaire la mise en place de deux comités régionaux et de 26 comités

sous-préfectoraux ainsi que l'élaboration du Plan d'action opérationnel du nord et des plans sous préfectoraux. Le processus de mise en place de la plate-forme nationale d'information en Nutrition (NPIN) avec le soutien de l'Union européenne est en cours. La Banque mondiale concourt à l'élaboration des indicateurs du cadre commun des résultats et au renforcement du dispositif de suivi-évaluation sectoriel.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La contribution nationale s'élève à 15 % du coût global du PNMN et celle des partenaires techniques et financiers à 85 %. Suite à une mission de partage d'expérience au Sénégal, le processus de décentralisation du PNMN a démarré dans les régions prioritaires du nord du pays (de la Bagoué et du Poro) avec la formalisation de l'approche communautaire (élaboration du guide de mise en oeuvre et d'outils de diagnostic à destination des habitants); l'analyse organisationnelle et institutionnelle des entités

territoriales et la mise en place de deux comités régionaux et de 26 comités sous-préfectoraux ainsi que l'élaboration du Plan d'action opérationnel du nord et des plans sous préfectoraux. L'inscription du PNMN au Plan national de développement et au Programme d'investissement public facilite le suivi financier du plan à travers le ministère. Le Plan d'action opérationnel du nord est chiffré à 10 milliards de francs CFA et nécessite encore de trouver 2, 3 milliards de francs.



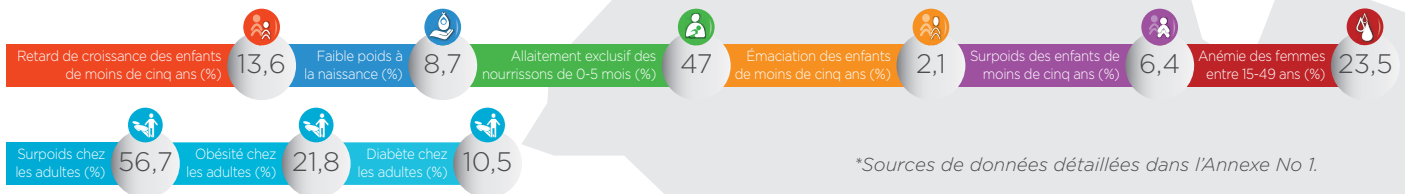
PRIORITÉS 2017-2018

- Élaborer les manuels de procédure pour la mise en oeuvre du PNMN et la politique de gestion des conflits d'intérêt ;
- Mettre en place et renforcer les capacités du réseau des parlementaires ;
- Opérationnaliser les lois et les décrets ;
- Mettre en place du système de suivi-évaluation multisectoriel ;
- Adopter une stratégie de mobilisation des ressources afin de concrétiser les intentions lors de la table ronde.



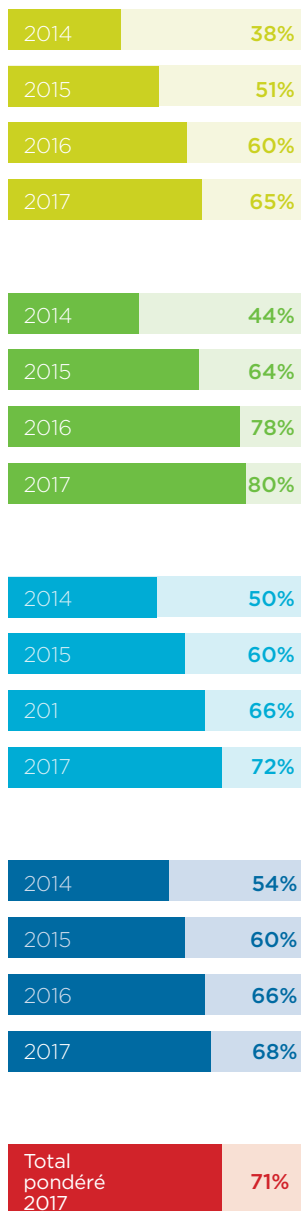
Date d'adhésion : septembre 2012
Population : 6,31 millions

El Salvador



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au cours de l'année écoulée, El Salvador a persévéré dans ses efforts pour renforcer la coordination des actions au niveau national, départemental et municipal. Le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONA-SAN) a mis au point un modèle multisectoriel de territorialisation de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en formant des comités départementaux, municipaux et locaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Alliance de la société civile pour la nutrition a été consolidée, ce qui lui a permis de mener des actions de défense et de plaidoyer

en faveur de l'adoption de la loi sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles. Le processus visant à créer le groupe de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du secteur privé est actuellement en cours. Assumant actuellement la présidence tournante de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), pour la période 2017-2018, El Salvador a proposé que le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle figure comme l'un des quatre principaux axes de l'agenda régional.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

El Salvador a progressé dans le renforcement du cadre juridique de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en coordination avec les différents secteurs. Le pays dispose maintenant d'un diagnostic à jour sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et a débuté la mise à jour de sa politique nationale. En juin 2017, une nouvelle réglementation relative à la com-

mercialisation des aliments dans les cafétérias scolaires a été mise en application afin d'améliorer la qualité de l'alimentation ; à cette même fin, l'adoption d'ordonnances municipales a été encouragée sur l'ensemble du territoire. L'année passée, le CONASAN et plusieurs organisations de la société civile ont plaidé pour l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

El Salvador a travaillé sur les initiatives contenues dans le Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle en coordination avec divers organismes internationaux, nationaux et de la société civile. En 2017, la cartographie des acteurs a été mise à jour et l'Observatoire national de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été lancé. Le recensement national de la taille et du poids

des enfants en âge scolaire a été réalisé, et il a permis d'obtenir les principaux indicateurs nutritionnels nationaux pour toutes les villes du pays. Dans le cadre des engagements pris au niveau international, le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CELAC, aligné sur le Plan national, est actuellement mis en œuvre.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

El Salvador a terminé, en 2016, son travail d'évaluation de l'investissement public dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui lui a permis de mieux estimer ses besoins en termes de ressources : il sera fait appel au gouvernement et à la coopération internationale pour les satisfaire. Le

pays a également progressé dans l'harmonisation des objectifs nationaux et de ceux des agences des Nations unies. La coopération internationale contributive, à hauteur de près de 30 %, au financement des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

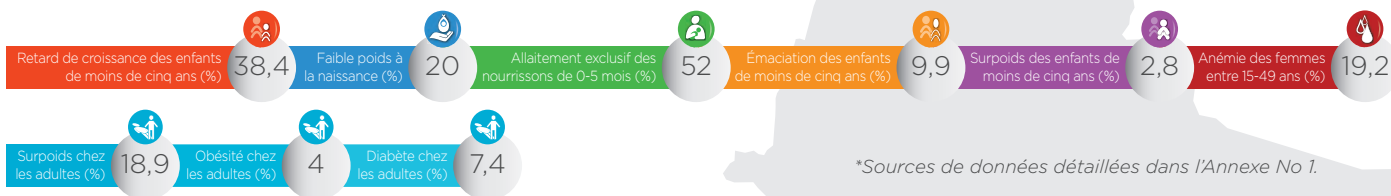
PRIORITÉS 2017-2018

- Terminer la mise à jour de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Élargir la couverture du modèle de territorialisation pour la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en poursuivant la création de Comités départementaux et municipaux ;
- Persévérer dans la mise en œuvre de la Stratégie éducative et de communication sociale ;
- Continuer à soutenir l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer la participation du secteur privé aux actions menées pour améliorer la nutrition.



Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 99,87 millions

Éthiopie



Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

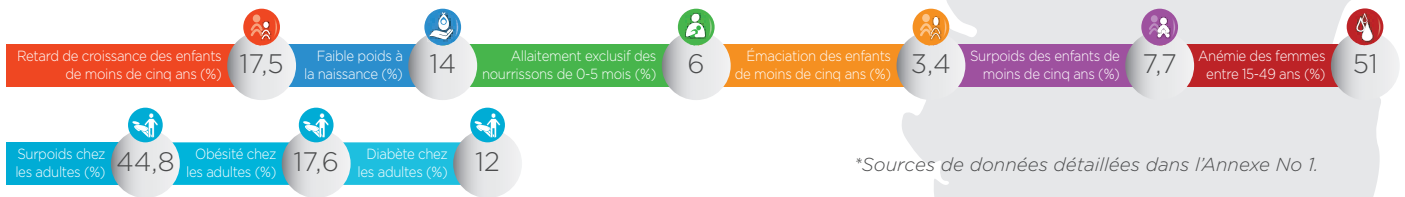
Total pondéré 2017

—



Date d'adhésion : décembre 2016
Population : 1,93 millions

Gabon*



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Total pondéré 2017 —

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Une Plateforme multisectorielle et multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PMMSAN) a été mise en place en 2016 et se réunit mensuellement. Elle se compose d'une soixantaine de membres issus du secteur public, représentant divers secteurs tels que l'éducation, la recherche, les affaires sociales, les relations avec les institutions parlementaires, la communication, les mines, les eaux et forêts, le budget et l'économie.

La société civile (associations et organisations paysannes), les institutions du système des Nations unies (FAO, OMS et UNICEF) et le secteur privé sont également représentés. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage assure la coordination de cette plateforme, à travers un point focal ad intérim qui est responsable du programme GRAINE, secondé par le Ministère de la santé.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une cérémonie de lancement de la nouvelle Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) s'est tenue à Libreville le 17 mai 2017. L'objectif de cette politique est d'assurer à toute la population la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'horizon 2025 en accordant une place importante au partenariat public-privé. Un décret portant sur la promotion et la protection de l'allaitement et réglementant la qualité, les méthodes de commercialisation ainsi que

l'utilisation de l'alimentation infantile et un décret fixant les conditions de production, d'importation et de commercialisation du sel alimentaire, sont en place mais ne disposent pas, à ce jour, de texte d'application. Le Gabon dispose par ailleurs d'une Stratégie nationale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et d'un Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2017-2021.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Plusieurs programmes sont mis en œuvre par les ministères de la santé, de la protection sociale, de l'agriculture, de l'éducation ou du commerce, à travers les systèmes d'extension de la santé ou de l'agriculture,

les conseils d'administration locaux et avec l'appui des donateurs et de la société civile (UNICEF, PAM, FAO, Banque mondiale, Care, World Vision, SC-US, IMC, coopérations canadienne et allemande, ou encore Unilever).

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

* Le Gabon ayant rejoint le Mouvement SUN en 2017, l'information ici présentée ne résulte pas de la tenue de l'atelier d'auto-évaluation annuelle SUN mais de l'achèvement d'une étude type « état des lieux ».

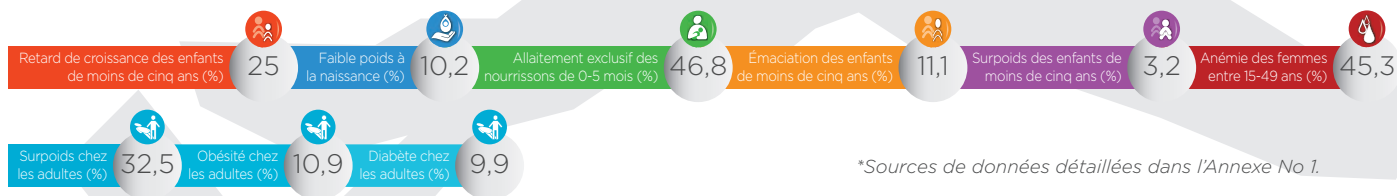
PRIORITÉS 2017-2018

- Développer les capacités humaines, institutionnelles et organisationnelles pour le renforcement de la nutrition ;
- Améliorer l'alignement et la couverture des programmes/services mis en œuvre afin de mettre en œuvre les politiques/plans approuvés ;
- Élaborer un plan d'action de la nouvelle politique qui intègre un cadre commun de résultats et mobiliser des financements pour la mise en œuvre ;
- Renforcer les systèmes d'information sectoriels aux fins de partage d'informations, d'analyses et de suivi des performances.



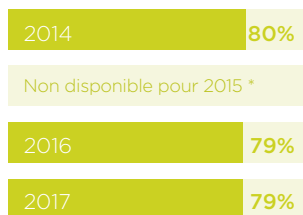
Date d'adhésion : juillet 2011
Population : 1,98 millions

Gambie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

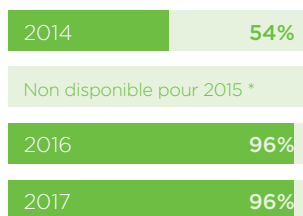
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs de la Gambie demeure performante grâce à la tenue de réunions trimestrielles. Au cours de la dernière année, le Comité consultatif technique national sur la nutrition (NTAC) a incorporé l'organisme gouvernemental gambien spécialisé dans les questions de genre, le Women's Bureau, et l'unité consacrée à l'eau,

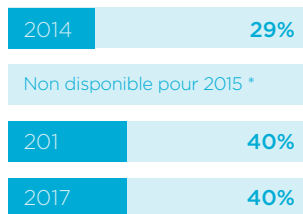
l'assainissement et l'hygiène (WASH). Cependant, une participation plus active de la société civile, des universités et du secteur privé demeure nécessaire. La participation des structures régionales telles que les Comités consultatifs techniques régionaux (TAC) doit aussi être renforcée.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

De nombreux programmes et politiques sectoriels accordent une place centrale à la nutrition. La plateforme multi-acteurs a réalisé une analyse des goulots d'étranglement en matière de nutrition afin d'éclairer un examen de la Politique nationale de nutrition 2010 - 2020. Cet examen débouchera sur une version révisée de la Politique nationale de nutrition pour la période 2017-2025, qui sera accompagnée d'un plan stratégique chiffré. Au cours de la dernière année, une nouvelle politique pour le développement

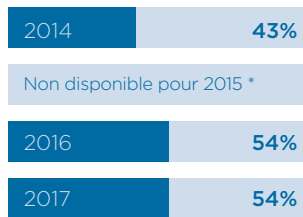
de la petite enfance et l'alimentation scolaire a été élaborée avec la participation de la plateforme multi-acteurs, de même qu'une Stratégie de communication pour le changement social et de comportement pour la période 2016-2020. Enfin, les agents des forces de l'ordre, tels que les policiers et les douaniers, ont été davantage sensibilisés aux réglementations existantes en matière d'enrichissement des aliments et d'iode du sel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Bien qu'un cadre commun de résultats pour la nutrition reste à définir, la plateforme multi-acteurs participe à l'élaboration du Plan national de développement 2018-2021 et du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD), pour lesquels elle

s'assure de la prise en compte des questions de nutrition. Après l'examen de la Politique nationale de nutrition et l'élaboration du nouveau plan stratégique de nutrition qui suivra, l'objectif sera d'élaborer un cadre commun de résultats.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le financement supplémentaire du projet de Système intégré d'information relatif à la gestion financière (IFMIS) pour la Gambie vise à renforcer la capacité du gouvernement en matière de gestion des ressources publiques. Bien que le système IFMIS soit en mesure de fournir des informations sur les taux de réalisation du budget, il n'existe aucune plateforme spécifique regroupant

ce type d'informations pour assurer le suivi des investissements consacrés aux mesures nutritionnelles. Le Plan stratégique national de nutrition, qui est arrivé à son terme en 2015, constituait le document de référence pour identifier les déficits de ressources en matière de nutrition. L'élaboration d'un nouveau plan stratégique chiffré s'avère donc nécessaire.



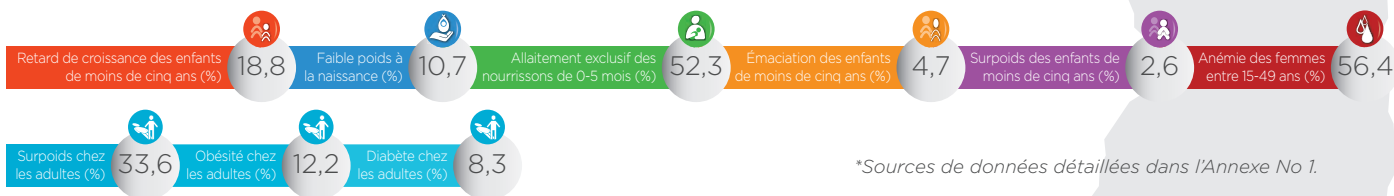
PRIORITÉS 2017-2018

- Élaborer un nouveau cadre commun de résultats ;
- Améliorer le suivi des investissements en matière de nutrition ;
- Inviter la société civile et le secteur privé à s'impliquer dans la plateforme multi-acteurs et à y participer activement ;
- Réaliser une évaluation des capacités des membres de la plateforme multi-acteurs.



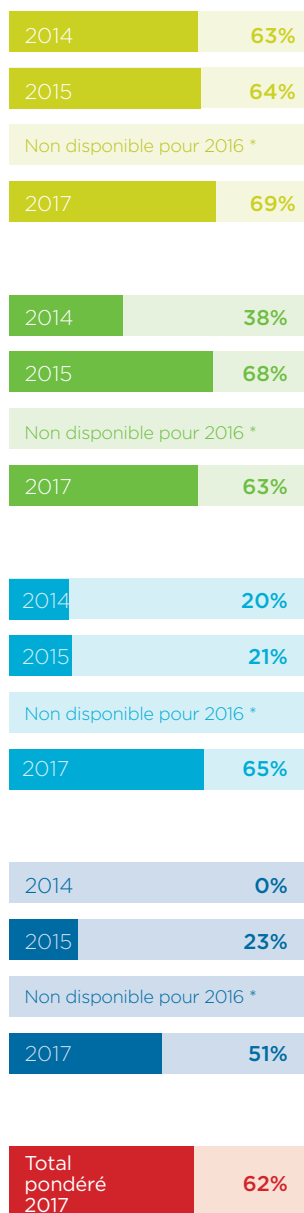
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 27,58 millions

Ghana



* Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Groupe de planification intersectorielle (CSPG) de la nutrition, la plateforme multi-acteurs du Ghana, continue de s'étendre et réunit désormais dix secteurs. Le Groupe de planification intersectorielle travaille sous les auspices de la Commission nationale de planification du développement. Les trois régions du nord du pays disposent au niveau régional de plateformes multi-acteurs de la nutrition, et des plans sont mis au point pour déployer les plateformes multi-acteurs dans toutes les régions et districts. Tous les

réseaux SUN (hormis un réseau du secteur privé qui est en cours de mise en place) sont opérationnels, y compris le réseau des donateurs SUN, relancé il y a peu. Mettre sur pied un Réseau des médias fait partie des priorités pour la période à venir. La nomination d'ambassadeurs de la nutrition, notamment la Ministre de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale et la Cheffe d'état-major du bureau du président, est en cours de discussion.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une Stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le long terme a été élaborée et devrait servir à réviser la Politique nutritionnelle nationale. Des cadres juridiques en faveur de la nutrition ont été mis en place pour couvrir des domaines comme la commercialisation des substituts du lait maternel. Leur mise en application est cependant

jugée faible. Des lois sur la protection de la maternité ont également été adoptées ; de même, un plaidoyer est mené pour la prolongation des congés parentaux. Un manuel de planification de la nutrition visant à améliorer les capacités de planification de la nutrition des secteurs et des districts est en cours d'élaboration.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La nutrition est un élément clé du cadre politique de développement à moyen terme (2018 - 2021) du gouvernement ghanéen. Une grille de stratégies et d'objectifs politiques, précisant les rôles et les responsabilités de chacun, a été créée, avec un cadre commun de résultats qui servira à mesurer les progrès de sa mise en œuvre. Les rap-

ports annuels d'avancement nationaux du cadre politique de développement à moyen terme vont permettre de suivre la progression relative des indicateurs de nutrition. En mars 2017, le réseau des donateurs SUN a élaboré un cadre pour cartographier les programmes de ses membres.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un suivi des dépenses en matière de nutrition a été réalisé pour 2014 et 2015, mais le suivi n'est pas encore achevé pour 2016. Des lacunes subsistent encore dans les données financières de certains secteurs. C'est par exemple le cas pour les dépenses hors budget financées par des donateurs. Le faible taux de concrétisation des promesses de financement, tant de la part des acteurs nationaux qu'extérieurs, pose problème au Mouvement SUN du Ghana. Les processus actuels de planification aux niveaux des sec-

teurs et des districts aboutiront à des plans chiffrés venant soutenir la mobilisation des ressources et le plaidoyer auprès des parlementaires et des autres acteurs politiques pour augmenter les ressources financières. La mise en place d'un groupe de travail du secteur de la nutrition au sein du système ghanéen de coopération au développement contribuera également à rationaliser les dépenses et à garantir la conformité des activités aux priorités du gouvernement.

PRIORITÉS 2017-2018

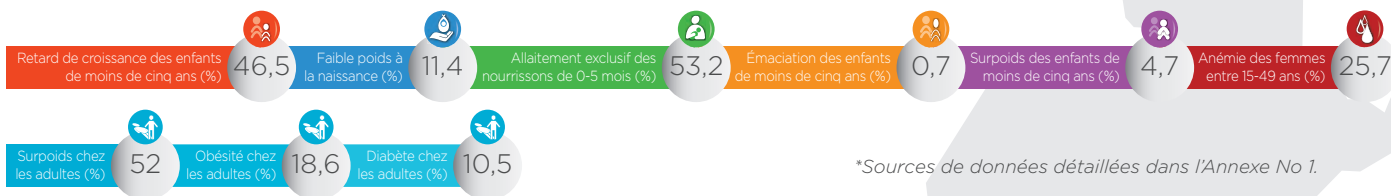
- Créer un comité interministériel au Bureau du président ;
- Rationaliser la coordination du Mouvement SUN, à tous les niveaux ;
- Dresser un plan national chiffré de renforcement de la nutrition ;
- Terminer un exercice budgétaire et de suivi des dépenses, accompagné d'une stratégie de mobilisation de ressources ;
- Lancer le Réseau du secteur privé SUN ;
- Mettre sur pied un Réseau des médias SUN.

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



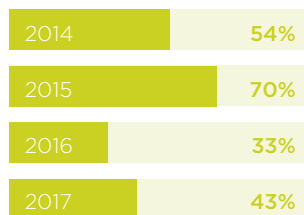
Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 16,25 millions

Guatemala



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

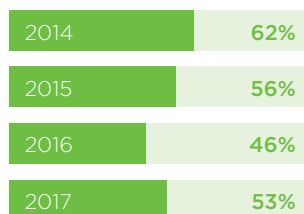
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2016, la gouvernance de la nutrition a été institutionnalisée par la création de la Commission présidentielle pour la réduction de la malnutrition chronique. Cette commission promeut, en collaboration avec la société civile et les institutions à chaque niveau, la réduction de la malnutrition chronique. Com-

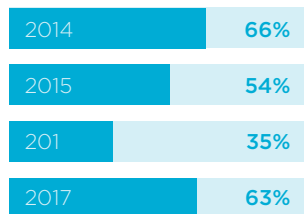
posée de divers ministres, elle est un appui au Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN). Ce dernier est responsable de la coordination interministérielle avec l'appui de 22 commissions départementales et 314 commissions municipales de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Entre 2016 et 2017, « Loi portant dispositions pour faciliter la coordination de mesures visant à réduire la malnutrition infantile » a été examinée par la Commission sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle comporte plusieurs réformes de la Loi sur le Système

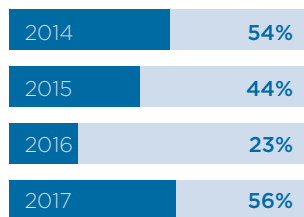
national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN). Le Front parlementaire contre la faim encourage la mise en œuvre d'une loi sur l'alimentation scolaire qui favorise l'achat d'aliments locaux afin de renforcer l'économie paysanne du pays.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats s'appuie sur la Stratégie nationale pour la prévention de la malnutrition chronique (SNPMC) 2016-2020 et sur le Plan de réaction pour la prise en charge de la faim saisonnière (PRFS) de 2017. Les organismes gouvernementaux concernés élaborent des Plans opérationnels annuels de sécurité alimentaire et de nutrition (POASAN), sur la base des actions

et des budgets de la SNPMC et du PRFS. Le SESAN a également conçu et mis en place un Centre opérationnel d'analyse pour la mise en œuvre de la SNPMC dans sept départements prioritaires du pays. Ce centre emploie une méthodologie pour appliquer la SNPMC au niveau local en faisant participer l'ensemble des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les budgets des POASAN se conforment à la logique de la gestion axée sur les résultats. Lors de l'élaboration des POASAN, les organismes gouvernementaux examinent le budget approuvé par le Congrès de la République et, le cas échéant, décèlent les déficits pouvant être partiellement couverts par le concours financier des organismes donateurs, tels que l'Union européenne ou l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID),

entre autres, ou encore par des prêts de la Banque mondiale. La Coordinatrice résidente du système des Nations unies au Guatemala a offert un soutien financier afin de combler certains déficits dans le PRFS. Le SESAN effectue un suivi financier mensuel de l'exécution budgétaire des POASAN, qui est diffusé publiquement sur la page du système de comptabilité intégrée du Ministère des finances publiques.



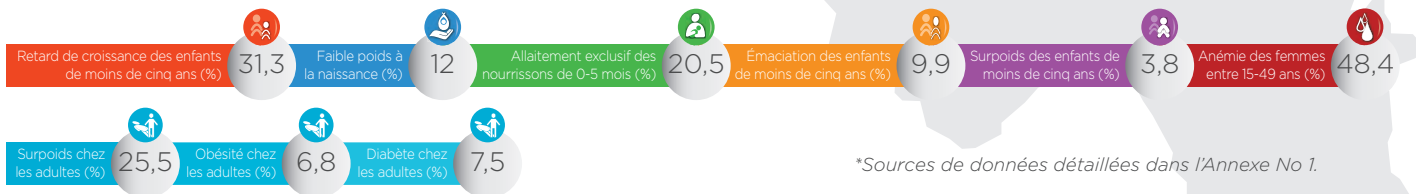
PRIORITÉS 2017-2018

- Tirer parti des événements de haut niveau, des associations et des canaux de communication afin de peser sur les engagements, de stimuler les investissements et d'améliorer la collecte d'informations ;
- Développer, mettre à jour ou mettre en œuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication ;
- Créer un environnement est favorable au renforcement de la nutrition, comme l'engagement politique ;
- Assurer la participation des représentants des communautés marginalisées et vulnérables aux processus de prise de décisions.



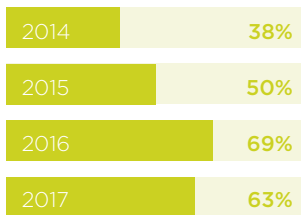
Date d'adhésion : mai 2013
Population : 12,09 millions

Guinée



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

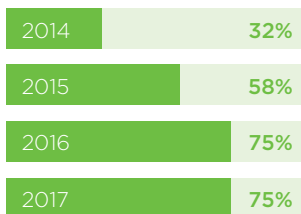
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle et le Groupe de travail technique pour la nutrition et l'alimentation (GTNA) ont permis de discuter des priorités sectorielles ; des points focaux sectoriels ont été désignés pour soutenir la plateforme. Des termes de référence et plans d'action opérationnels du GTNA et des groupes de travail techniques régionaux (GTRNA) existent. La plateforme a adressé une lettre au Premier ministre pour accélérer les engagements de la Guinée en faveur de la nutrition. Le groupe des femmes parlementaires à l'Assemblée nationale, l'alliance

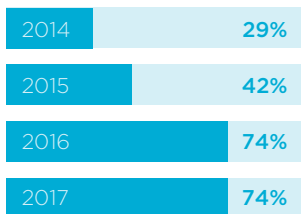
femmes et médias, le groupe des universitaires et le groupe des partenaires techniques et financiers ont été mis en place. Le Président de l'Assemblée nationale a été sensibilisé à une implication accrue des parlementaires. Le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé appuient la formation à la nutrition pour les enseignants, les universités et les écoles de santé. Avec l'appui du Fonds Fiduciaire Multipartenaires du Mouvement SUN, la société civile sensibilise les médias.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs enquêtes et études ont été menées en 2016-2017 parmi lesquelles : évaluation de la situation nutritionnelle de 2016, analyse de la tendance de la malnutrition chronique au cours des 15 dernières années, enquête SMART nutrition 2017, évaluation de l'impact de la maladie à virus Ebola sur la nutrition. Suite aux arrêtés et décrets adoptés, des ateliers de sensibilisation ont été organisés : des opérateurs économiques ont traité de la fortification, des producteurs de sel ont abordé le sujet de l'iodation et des

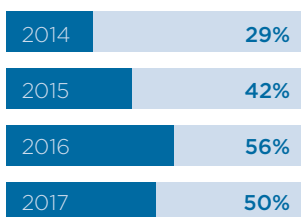
groupes de femmes ont sensibilisé à l'enrichissement de l'alimentation de complément. Des formations en nutrition ont été mises au point dans les universités et écoles professionnelles. La nutrition a été intégrée au Plan national de développement économique et social (PNDES). Un Plan intégré de communication a été développé. De façon générale, les acteurs clés sont impliqués dans l'élaboration des documents de politique et des textes réglementaires.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La mise en œuvre du Plan multisectoriel de nutrition s'est notamment traduite par la mise sur pied des interventions suivantes : programme d'autonomisation des femmes avec l'appui de l'UNICEF, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire

mondial ; interventions dans le domaine de l'eau et assainissement avec le concours des ONG. Des plans de travail annuels intégrant des cibles mesurables ont été élaborés par la société civile et le groupe des partenaires techniques et financiers.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le suivi financier et la mobilisation de ressources demeurent très sectoriels. Les actions spécifiques en faveur de la nutrition sont essentiellement soutenues par les partenaires qui ont un système de suivi et de mobilisation propre. Les aspects financiers sont ainsi peu discutés à l'échelle de la plateforme. L'analyse des comptes natio-

naux permet de revoir chaque semestre les accords de coopération entre le gouvernement et les agences des Nations unies. La part du budget allouée à la santé a augmenté de 3 % à 8 % et une ligne budgétaire propre consacrée à la nutrition a été créée en 2017 mais non encore dotée.



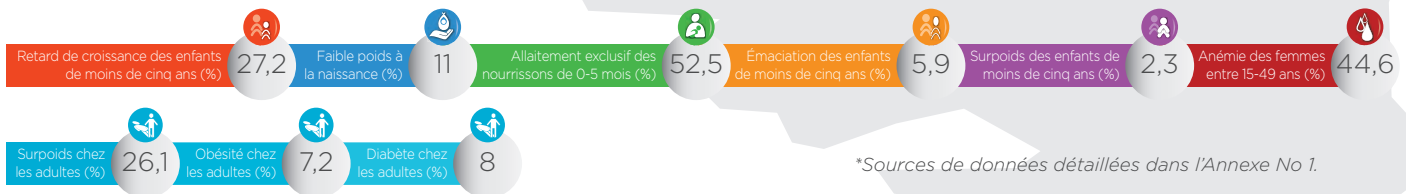
PRIORITÉS 2017-2018

- Adopter la politique de nutrition et la loi sur les substituts du lait maternel ;
- Décentraliser la plateforme multi-acteurs dans toutes les régions et préfectures du pays ;
- Elaborer un plaidoyer pour accroître le budget de l'État et des partenaires ;
- Renforcer la plateforme du secteur privé ;
- Impliquer les groupes de femmes dans la prévention et la lutte contre la malnutrition chronique ;
- Mettre à l'échelle des interventions des 1 000 jours ;



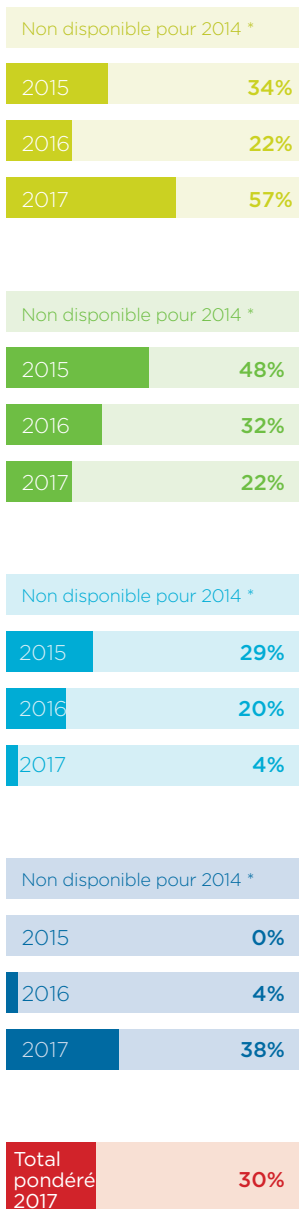
Date d'adhésion : mars 2014
Population : 1,77 millions

Guinée-Bissau



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs et multi-secteurs est fonctionnelle et permet la mobilisation, l'engagement des parties concernées et l'obtention de résultats communs à travers des interactions facilitées des parties prenantes. En Décembre 2016, lors du conseil de ministres, le premier ministre a reconnu officiellement le Comité Multisectoriel de Nutrition et le point focal du gouvernement. Le réseau des Nations Unies pour le SUN (comprenant UNICEF, la FAO, l'OMS, le FNUAP, le PAM, la BM) nouvellement créé,

est animé par la représentante du PAM. Des points focaux des ministères sectoriels, de la société civile, des donateurs et des nations unies ont été désignés et participent activement à la plateforme. De plus, les structures nationales compétentes accompagnent la plateforme dans la prise de décision afin d'atteindre des consensus et des recommandations communes favorisant le dialogue au niveau local. Le plan annuel de travail de la commission de nutrition est en cours d'élaboration pour l'année 2017.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique nationale de nutrition a été validée par les autorités du pays et celle des cantines scolaires est en attente de signature auprès de l'Assemblée Nationale. Les différents acteurs promeuvent l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles et divers programmes de développement. Des contacts ont été initiés par les nations-unies avec les parlementaires, suite à une commu-

nication de l'Union Interparlementaire appelant à l'organisation de réunions dédiées sur la nutrition. Un dialogue national sur la nutrition et l'établissement d'une journée nationale pour la nutrition en guinée sont ainsi envisagés. Le réseau des Nations-Unies est prêt à soutenir le point focal du gouvernement nouvellement nommé.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La finalisation du plan budgétaire du Plan Stratégique de Nutrition, qui comprendra

un cadre commun de résultats, est en cours et perspective l'organisation de table rond.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les Nations-Unies effectuent le suivi des financements alloués aux programmes de nutrition et prévus par le plan cadre des Nations-Unies en Guinée (UNDAF) deux fois par an. En 2016, une analyse a été effectuée sur l'investissement public dans la nutrition

et un rapport a été publié par la suite par le Ministère des Finances. L'organisation d'une table ronde des donateurs est prévue au cours de l'année pour la mobilisation des fonds en faveur de la nutrition.

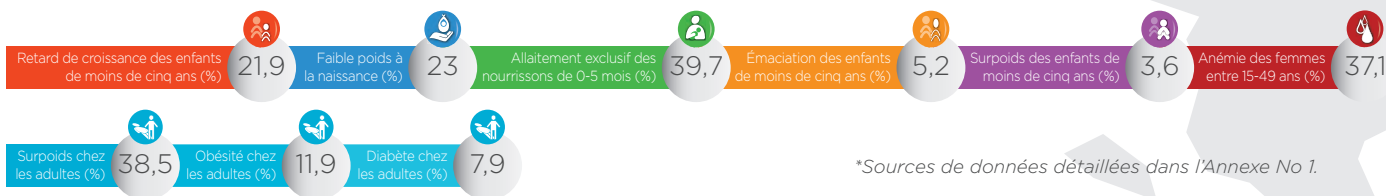
PRIORITÉS 2017-2018

- Plaidoyer auprès des autorités (Parlement et Conseil) pour valider les documents en attente. (Loi de remplacement et de la commercialisation du lait maternel et, de la politique de la Cantine Scolaire) ;
- Prévention de la malnutrition chez les groupes vulnérables selon le cycle de vie, promotion d'un traitement approprié des cas de malnutrition aiguë, y compris la lutte contre les carences en micronutriments ;
- Promotion de la sécurité alimentaire des familles et de la communautaire et votre résilience à la diversification alimentaire ;
- Renforcement de la coordination intersectorielle des systèmes d'information, la recherche en nutrition et de la communication pour un changement de comportement.



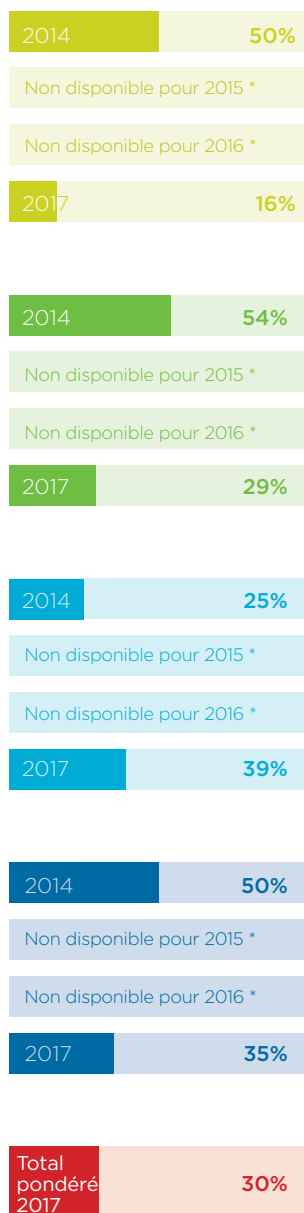
Date d'adhésion : juin 2012
Population : 10,71 millions

Haïti



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'abandon de la Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition en 2014, l'instabilité politique des deux dernières années et les aléas climatiques répétés ont rendu difficile le maintien de la lutte contre la faim et la malnutrition comme priorité politique, laissant les groupes techniques sectoriels de nutrition et de sécurité alimentaire et nutritionnelle seuls responsables de ces questions. Néanmoins, un projet de loi et

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Il existe plusieurs législations visant à améliorer la nutrition. La Loi sur la Fortification Alimentaire en Haïti a été votée par le Sénat et les députés et publiée dans le Journal Officiel le 6 février 2017. Par ailleurs, d'autres initiatives plus récentes consistent en un projet de loi et une nouvelle Politique nationale de souveraineté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti, qui sont en cours d'élaboration sous l'égide du Conseil

une politique nationale pour la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en cours de finalisation, envisagent un système multisectoriel et multi-acteurs pour la nutrition aux niveaux politique et technique. La société civile, le secteur privé, les donateurs et les académiciens sont prêts à soutenir le gouvernement mais ils doivent poursuivre leurs efforts de coordination et de structuration pour pleinement jouer leurs rôles.

de développement économique et social, organe dépendant de la primature. Il a été relevé qu'une structure technique permanente mandatée pour suivre et évaluer les objectifs des documents stratégiques sectoriels aiderait au développement et à la mise à jour d'un cadre politico-juridique favorable à la nutrition, à son opérationnalisation et à l'harmonisation des stratégies existantes.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Plusieurs plans stratégiques et programmes sectoriels existent, dont les principaux sont : le plan national de nutrition (2013-2018) du Ministère de la santé, le Programme national de cantines scolaires du Ministère de l'éducation et le programme « Korè Lavi » du Ministère des affaires sociales. La Commission nationale de sécurité alimentaire actualise son Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2016-2025), en associant différents secteurs. La mise en œuvre de ces plans

et programmes, ainsi que leur contrôle, ne sont cependant pas coordonnés au niveau stratégique et opérationnel par les échelons centraux et décentralisés. L'opérationnalisation de la politique nationale de souveraineté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en un plan stratégique spécifique qui inclurait un cadre commun de résultats est une priorité et devrait prendre en compte ces différents éléments.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Il n'existe pas d'estimation systématique des coûts des différents plans sectoriels contribuant à la nutrition et l'absence d'une institution assurant le suivi des financements spécialisés ne permet pas d'avoir une vision globale des besoins financiers, de leur allocation et de leur utilisation. L'investissement du gouvernement en matière de nutrition change en fonction des priorités des gouvernements successifs et la ligne nutrition inscrite au budget du Ministère de la santé

n'a pas été approvisionnée sur la période étudiée. Le plan stratégique opérationnalisant la politique nationale de souveraineté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle sera assorti d'une estimation de ses coûts. La mobilisation des ressources nécessaires à sa mise en œuvre devra être accompagnée d'un plaidoyer auprès du gouvernement et des bailleurs et pourra être appuyée par l'actualisation de l'étude sur le coût de la faim et de la malnutrition en Haïti.

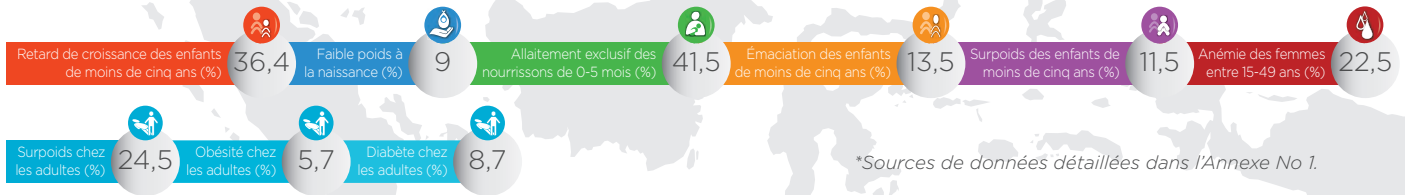
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser le projet de loi sur la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Installer la plateforme multisectorielle ;
- Finaliser la Politique nationale de la souveraineté et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'opérationnaliser en un plan multisectoriel ;
- Mettre en place un réseau académique ;
- Actualiser l'étude sur les coûts de la malnutrition en Haïti (de 2009) et les documents de plaidoyers associés



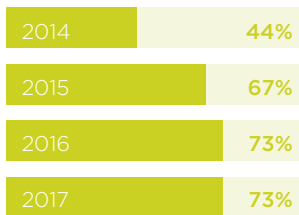
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 258,16 millions

Indonésie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

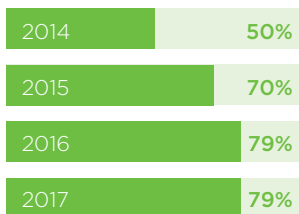
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le gouvernement a lancé l'Instruction présidentielle no 1 de 2017 sur le Mouvement communautaire pour une vie saine formé par 18 ministères et institutions de tutelle et aligné sur le Mouvement SUN en Indonésie dont il soutient la mise en œuvre. Le Président indonésien a fait preuve de son fort engagement pour améliorer la nutrition lors

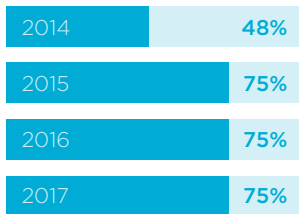
de la présentation des 10 messages clés sur les problématiques sanitaires durant la Rencontre de coordination nationale pour la santé (*Rakerkesnas*) 2017. Depuis 2016, la Banque mondiale dirige le Réseau national des donateurs et des Nations Unies pour la Nutrition, conjointement avec l'UNICEF agissant comme coordinateur principal.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la planification du développement national élaborent actuellement le Décret présidentiel sur la politique stratégique alimentaire et nutritionnelle, une réglementation visant à concrétiser le Plan d'action national de l'alimentation et de la nutrition 2015 - 2019. Le Plan de travail annuel national du gouvernement 2017 fait de l'accélération

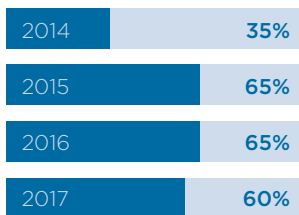
du renforcement de la nutrition une priorité nationale. En novembre 2016, le ministre de la Santé a promulgué le Règlement no 58 de 2016 sur le parrainage des professionnels de la santé par les sociétés pharmaceutiques ou de soins de santé pour prévenir les conflits d'intérêts, améliorer la transparence et garantir l'impartialité des services de santé.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2015 - 2019 et le Plan de travail annuel national du gouvernement sont transposés par les gouvernements locaux des provinces et des districts dans le Plan sous-national de développement à moyen terme et le Plan de travail annuel sous-national. En mars 2017, le Ministère de la planification du développement national (*Bap-*

penas) a lancé la feuille de route 2017 - 2019 pour le Secrétariat du Mouvement SUN d'Indonésie, comportant un plan de travail annuel détaillé 2017 - 2019 et un mécanisme de suivi social réalisé par les organisations de la société civile. En 2017, le gouvernement a procédé à un examen de miparcours du RPJMN 2015 - 2019, afin d'évaluer le degré de réalisation des objectifs du plan.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Plan national de développement à long terme (RPJPN) 2005 - 2025 et le RPJMN 2015 - 2019 garantissent la mobilisation des ressources pour la nutrition. Le Ministère des finances s'est engagé à augmenter les allocations budgétaires pour le renforcement de la nutrition (notamment pour la réduction du retard de croissance), via un système d'incitations fondées sur les résultats. Le Ministère de la santé a augmenté son allocation bud-

gétaire pour le pro-programme spécifique à la nutrition : son montant est passé de 1,17 billion d'IDR (87,6 millions de dollars USD) en 2016 à 1,2 billion d'IDR (89,8 millions de dollars USD) en 2017. Le budget alloué à la sécurité alimentaire dans les zones rurales s'est également accru, passant de 6,7 milliards d'IDR (1 000 villages) à 7,4 milliards d'IDR (2 100 villages).



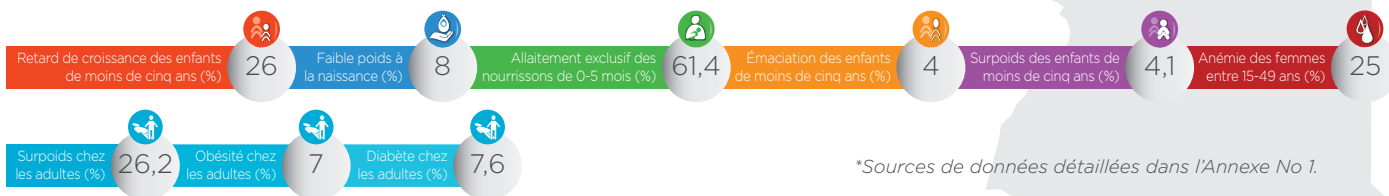
PRIORITÉS 2017-2018

- Sensibiliser et communiquer sur le changement des comportements, en mettant l'accent sur la réduction du retard de croissance ;
- Renforcer la coordination multisectorielle grâce à des interventions intégrées en matière de nutrition ;
- Mettre sur pied des interventions spécifiques ou contribuant à la nutrition fondées sur des données probantes ;
- Concevoir une plateforme de connaissances sur la nutrition.

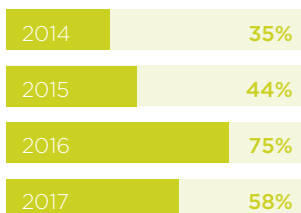


Date d'adhésion : août 2012
Population : 45,24 millions

Kenya



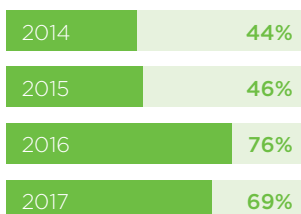
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Malgré la grave sécheresse à laquelle le pays a été confrontée l'an dernier, des progrès allant dans le sens de la création de plateformes multi-acteurs de haut niveau pour la nutrition ont été réalisés, tant au niveau national qu'à l'échelle des comtés. Il est prévu de nommer des points focaux SUN pour soutenir les activités au niveau des comtés.

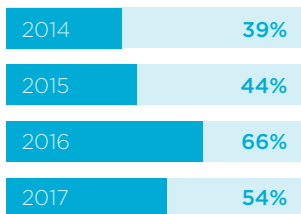
plaidoyer pour, d'une part, l'adoption de la Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, d'autre part, la finalisation du cadre de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La participation de parties prenantes spécialisées telles que les groupes de défense des droits de l'Homme et les alliances du secteur privé s'est accrue, et particulièrement au niveau des comtés.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Cette dernière année, plusieurs politiques et lignes directrices spécifiques à la nutrition ou qui y contribuent ont été élaborées et examinées à l'aide de processus consultatifs. Par exemple, l'évaluation actuelle du Plan national d'action pour la nutrition 2012 - 2017 va contribuer à la conception du Plan national d'action pour la nutrition 2018 - 2022. Outre le soutien et le plaidoyer constants en faveur de la Loi sur la sécurité alimentaire, le cadre de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le projet de loi de santé de 2016, et

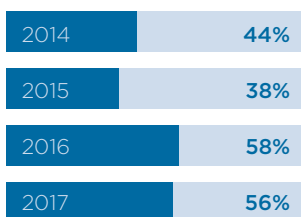
une version révisée de la Stratégie de développement du secteur de l'agriculture sont en cours. La Loi de 2012 sur les substituts du lait maternel a fait l'objet d'une réglementation qui est en passe d'être votée au Parlement. En outre, des lignes directrices ont été mises au point pour informer les ambassadeurs de la nutrition sur la manière de collaborer avec les parlementaires. Un groupe de parlementaires a été sensibilisé à la nutrition, ce qui a fait avancer la question au sein de divers comités parlementaires.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan national d'action pour la nutrition 2012 - 2017 constitue actuellement le cadre commun de résultats pour le gouvernement et les partenaires. Cependant, le cadre de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est en cours de préparation pour devenir le nouveau cadre commun de résultats. Des progrès ont été réalisés dans l'évaluation de la capacité de mise en œuvre et de réalisation des objectifs de l'actuel Plan national d'action pour la

nutrition. Un cadre de développement des capacités et des outils d'évaluation pour la nutrition ont également été conçus. Ils contribueront à la mise en œuvre du cadre commun de résultats. Des évaluations des capacités ont été effectuées dans huit comtés. Une analyse du paysage nutritionnel a été effectuée pour déterminer les domaines potentiels de collaboration avec le secteur privé.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un outil de calcul des coûts de la nutrition est en place. Il est utilisé pour fournir des estimations des coûts des actions liées à la nutrition. Afin d'améliorer le suivi financier de la nutrition un outil a été conçu et des analyses de suivi financier et du rapport coûts-avantages ont été réalisées ; l'analyse du suivi financier ayant été effectuée jusqu'à

présent au niveau national et dans six comtés. L'outil de suivi financier sera utile pour surveiller les allocations de ressources pour des interventions contribuant à la nutrition. Les financements consacrés à la nutrition ont diminué, bien que le financement pour les interventions d'urgence se soit amélioré.



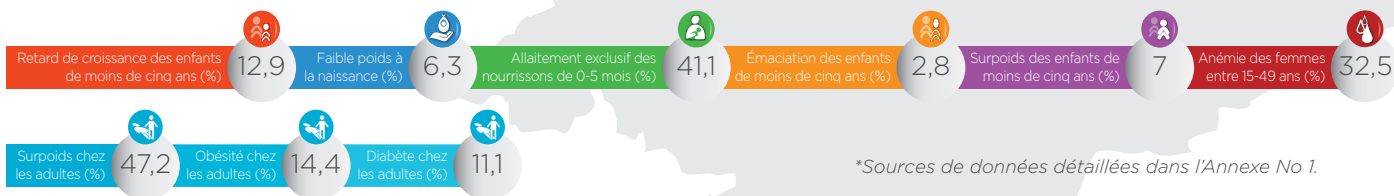
PRIORITÉS 2017-2018

- Poursuivre le travail visant à établir des plateformes multi-acteurs pour la nutrition au niveau national et à l'échelle des comtés ;
- Finaliser le cadre de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, puis le mettre en place dans les comtés ;
- Soutenir et plaider en faveur de la finalisation et de la diffusion des principaux projets de loi au Parlement, par
- Soutenir la diffusion et la mise en œuvre de la Loi de santé 2017 ;
- Mettre sur pied des stratégies et des lignes directrices visant à renforcer les programmes qui contribuent à la nutrition, et concevoir notamment une Stratégie agriculture et nutrition ;
- Déployer l'outil de suivi financier de la nutrition au niveau national et au niveau des comtés.



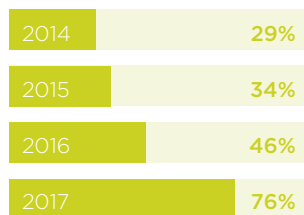
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 5,87 millions

Kirghizstan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

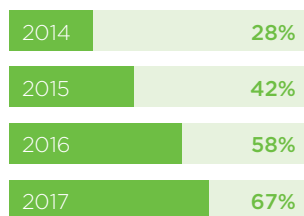
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle nationale dispose de cinq réseaux autonomes en place, dont les dirigeants ont été nommés en 2015 - 2016. Créé en 2016, le réseau des parlementaires, manifeste l'engagement politique pour le renforcement de la nutrition au Kirghizstan. Le 20 juin 2016, la plateforme multisectorielle a été officialisée au moyen d'un mémorandum d'entente signé par les réseaux. Un Groupe d'experts ou Secrétariat (au sein du Ministère de l'agriculture, de

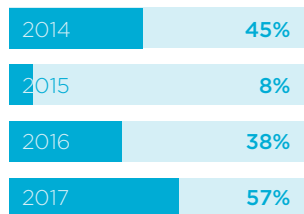
l'industrie alimentaire et de la valorisation) servant de mécanisme de coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition, est en phase finale de conception. Le site Internet de la plateforme multisectorielle a été créé dans le but de faciliter les échanges d'informations sur les activités SUN. Il vient en complément des groupes de travail et des consultations régulières de la plateforme multisectorielle, ainsi que des autres réunions liées à la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une analyse des stratégies, politiques et programmes liés à la nutrition et à la sécurité alimentaire est en cours de réalisation. La version préliminaire de la Stratégie 2017 - 2020 pour la plateforme multisectorielle et du plan d'action qui l'accompagne est en cours de finalisation. La nutrition et la sécurité alimentaire ont été intégrées au Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement 2018 - 2022, tandis qu'une

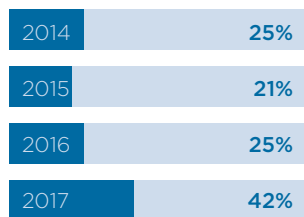
proposition de loi visant à garantir une alimentation saine a été adoptée par le Parlement, en janvier 2017, puis signée par le Président Atambaev, le 25 février 2017. Ces avancées ont conduit à l'élargissement du mandat du Conseil sur la sécurité alimentaire dont l'intitulé s'est également allongé, puisqu'il se nomme désormais le Conseil sur la sécurité alimentaire et la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition 2015 - 2017, détaillé et chiffré, sert de cadre commun de résultats du Kirghizstan. Après une consultation en ligne sur ce Programme, des conclusions et recommandations ont été présentées lors d'un forum sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui s'est tenu le 6 décembre 2016. Ces re-

commandations insistent sur une meilleure efficacité dans la mise en œuvre et un engagement accru des parties prenantes dans la prochaine phase du Programme (2018 - 2022). Un système de suivi et d'évaluation visant à recueillir systématiquement tous les indicateurs spécifiques à la nutrition est en cours d'élaboration.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le déficit de financement du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition à hauteur de 44,7 % demeure. Le pays ne possède pas de stratégie souple de mobilisation des ressources à long terme, mais divers mécanismes viables financièrement pour les interventions de nutrition sont cependant mis au point, par exemple, sur les besoins des

enfants en vitamines, minéraux et autres micronutriments en poudre, ainsi que sur les besoins des femmes enceintes de supplémentation en fer. Bien que l'État rende compte des dépenses publiques et que les donateurs exercent un suivi de leurs allocations, il n'existe aucune obligation financière pour chaque groupe de parties prenantes.



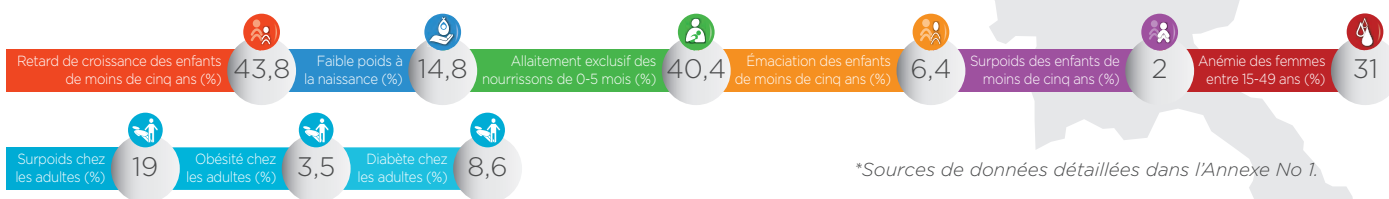
PRIORITÉS 2017-2018

- Coordonner et optimiser les actions des parties prenantes en lien avec le cadre commun de résultats ;
- Veiller à ce que la nutrition soit considérée comme une priorité nationale pour atteindre les Objectifs de développement durable ;
- Analyser les allocations budgétaires pour la nutrition et veiller à la transparence ;
- Faire participer activement les dirigeants, afin de poursuivre l'expansion de la plateforme multisectorielle ;
- Redoubler d'efforts pour garantir que la plateforme multisectorielle soit pleinement opérationnelle.



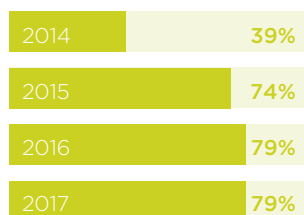
Date d'adhésion : avril 2011
Population : 6,66 millions

Laos



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

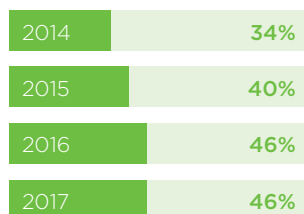
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le gouvernement continue, par l'intermédiaire du Comité national de la nutrition, de coordonner et de mobiliser les parties prenantes de la nutrition lors d'événements de haut niveau et de réunions périodiques, telles que le deuxième Forum national de la nutrition en novembre 2016. Des comités provinciaux de la nutrition ont été mis en place dans 14 provinces, ainsi que des secrétariats des comités provinciaux de la

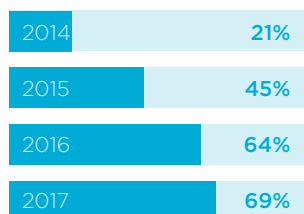
nutrition pour 13 d'entre elles. Un Groupe de travail a été mis sur pied, conjointement avec le PAM, l'Union européenne, *Population Services International* et *Save the Children*, pour soutenir le lancement du réseau du secteur privé SUN du Laos. En octobre 2016, un événement préparatoire au lancement a été organisé par la délégation de l'UE au Laos.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2016, le Ministère de la planification et des investissements, avec le soutien du PAM, a effectué une révision stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Laos, au moyen d'une consultation sur les questions stratégiques prioritaires pour parvenir aux Objectifs de développement durable. Un groupe de travail dirigé par le gouvernement et un groupe de rédaction des décrets ont été mis sur pied, afin qu'ils travaillent

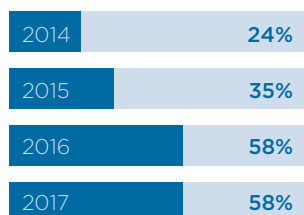
au renforcement du Code de commercialisation des substituts du lait maternel, avec le soutien de l'UNICEF, l'initiative *Alive & Thrive* et *Save the Children*. Avec l'appui des partenaires de développement, le secrétariat du Comité national de la nutrition est en train d'élaborer un Plan multisectoriel d'action stratégique de communication pour les changements sociaux et la modification des comportements.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En novembre 2016, une cartographie des actions et des parties prenantes de la nutrition a été entreprise afin de mettre à jour les données de la cartographie de 2015 et d'évaluer la situation actuelle relative à la mise en œuvre des 22 interventions prioritaires du Plan national d'action pour la nutrition 2016 - 2020. Deux nouveaux systèmes sont en cours de mise en œuvre, l'un de gestion en ligne de l'iodation du sel, l'autre offrant un serveur vocal interactif pour la sensibilisa-

tion sur les questions de santé. Des formats de rapports sont actuellement élaborés, afin que secteurs et provinces puissent faire état de leurs avancements dans la mise en œuvre du Plan national d'action pour la nutrition. L'examen des progrès obtenus ainsi que les rapports d'étape font désormais partie intégrante des programmes des réunions du secrétariat du Comité national de la nutrition et du Forum national annuel sur la nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Diverses bases de données contenant des informations sur les financements et le détail des dépenses des programmes liés à la nutrition sont désormais disponibles au Ministère de la planification et dans les ministères de tutelle, aussi bien pour les sources extérieures que nationales. La réalisation du suivi, de la compilation et de l'analyse des données fi-

nancières est un défi qui persiste et qu'il faudra encore relever. Des efforts sont déployés pour renforcer la cartographie annuelle du financement de la nutrition et pour l'institutionnaliser. L'objectif de la prochaine cartographie sera de poursuivre les examens des dépenses existants et d'élargir le champ, afin d'intégrer les contributions du secteur privé.



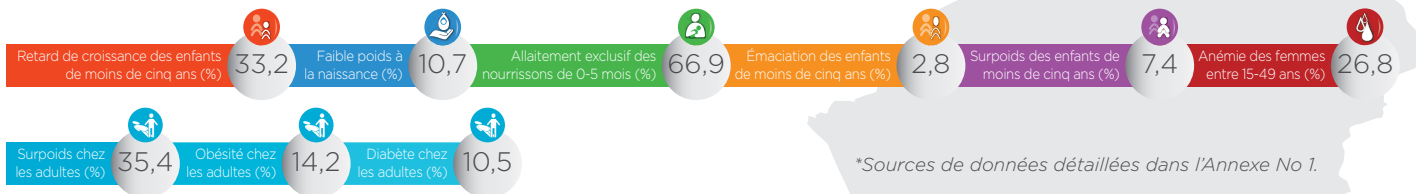
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser le Plan multisectoriel d'action stratégique de communication pour les changements sociaux et la modification des comportements ;
- Revoir et actualiser le Code de commercialisation des substituts du lait maternel ;
- Renforcer le système d'information nutritionnelle.



Date d'adhésion : juillet 2014
Population : 2,17 millions

Lesotho



Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

2015 4%

Non disponible pour 2016 *

2017 28%

Non disponible pour 2014 *

2015 8%

Non disponible pour 2016 *

2017 34%

Non disponible pour 2014 *

2015 8%

Non disponible pour 2016 *

2017 26%

Non disponible pour 2014 *

2015 0%

Non disponible pour 2016 *

2017 4%

Total pondéré 2017 23%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En octobre 2016, le lancement de la Politique nationale de nutrition, et l'étude sur le coût de la faim en Afrique a aidé à réunir les diverses parties prenantes au Lesotho, y compris celles du secteur privé. Une collaboration récente avec les Ministères des finances et de la planification du développement, ainsi qu'une sensibilisation à la création de réseaux SUN avec les organisations de la société civile, le secteur privé,

les organismes des Nations unies, le monde universitaire et les médias, vont contribuer à la future mise en place de ces réseaux, qui se fera avec le soutien de REACH. À l'avenir, d'autres activités nationales de plaidoyer seront proposées, en collaboration avec Sa Majesté le roi Letsie III, ainsi qu'un accroissement de l'engagement politique, afin de garantir le financement et l'efficacité des structures de coordination.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'élaboration, la révision et la validation de la Politique nationale de nutrition ont nécessité l'examen attentif d'autres politiques pertinentes pour garantir une approche globale et adéquatement centrée sur des actions spécifiques à la nutrition ou qui y contribuent. Tous les acteurs concernés ont parti-

cipé à sa création ; et des rapports d'évaluation sur l'incidence de cette politique sont régulièrement produits pour éclairer les décisions stratégiques. En outre, la Semaine nationale de la nutrition d'octobre permet de sensibiliser le public à la nutrition.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Lesotho ne dispose pas encore d'un cadre commun de résultats officiel, mais celui-ci est en cours de développement. Le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition (FNCO) et l'initiative REACH élaborent un plan stratégique national de nutrition. Les partenaires du secteur privé soutiennent des interventions spécifiques à la nutrition comme l'enrichissement des

aliments, tandis que les organismes des Nations unies et les ONG soutiennent des interventions spécifiques ou contribuant à la nutrition, de divers ministères. En réaction à la sécheresse de 2016, un forum national de coordination a été organisé et un plan commun mis en place, avec des responsabilités et un budget clairement définis.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

À ce jour, il n'y a pas encore eu d'effort systématique de suivi financier et de mobilisation de ressources supplémentaires pour la nutrition. Le suivi des investissements, via l'approche en trois étapes du Mouvement SUN, ne prend en compte que les investissements spécifiques à la nutrition : en raison de la nature du budget du Lesotho, les investissements dans des activités contribuant à la nutrition s'avèrent très difficiles à déter-

miner. À l'avenir le roi Letsie III, champion de la nutrition de l'Union africaine, contribuera au plaidoyer; le fonds de nutrition du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique peut offrir des possibilités de financement ; et un engagement accru du Ministère des finances est nécessaire. Des dons ponctuels sont demandés aux entreprises et aux organisations de la société civile locales pour des événements spécifiques.

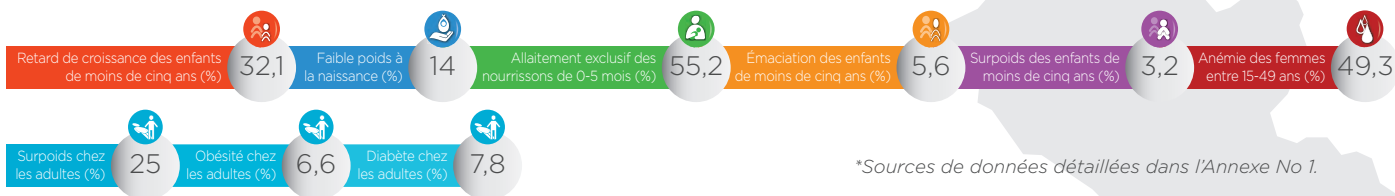
PRIORITÉS 2017-2018

- Développer une plateforme multi-acteurs SUN fonctionnelle ;
- Accroître la capacité de renforcement de la nutrition grâce à des cadres financiers clairs ;
- Donner la priorité aux interventions spécifiques à la nutrition ou qui y contribuent et à leur mise en œuvre (les 10 interventions nutritionnelles clés) ;
- Créer un environnement favorable par le plaidoyer, la communication et le partage des connaissances, pour établir une législation et une coordination solides.



Date d'adhésion : février 2014
Population : 4,50 millions

Liberia



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	8%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	4%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	4%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	0%
Total pondéré 2017	4%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La création du Secrétariat du Mouvement SUN au Libéria est toujours en cours et la nomination d'un nouveau point focal du gouvernement est imminente. Une plateforme multi-acteurs est en train d'être mise en place, cependant, des efforts sont aussi déployés pour mobiliser la volonté politique en faveur de la nutrition. Bien que la Division de la nutrition du Ministère de la san-

té réunisse des parties prenantes de divers secteurs autour des questions relatives à la nutrition, davantage de parties prenantes doivent s'impliquer, notamment les ministères de tutelle, la société civile et le secteur privé. Le renforcement des structures sous-nationales pour la nutrition sera privilégié, une fois la mise en place des structures nationales finalisée.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les questions de nutrition ont été intégrées à diverses politiques relatives à la croissance et au développement économiques, à la réduction de la pauvreté, à l'alimentation et à l'agriculture, aux soins de santé, à l'éducation et au développement social. La Stratégie multisectorielle de nutrition et de sécurité alimentaire, élaborée en 2010, identifie les priorités nationales sur lesquelles agir pour garantir la sécurité alimentaire et

une bonne nutrition pour tous. Le Ministère de l'éducation continue de travailler au développement d'une stratégie de nutrition et de santé scolaire, avec le concours de la plateforme multi-acteurs qui est en cours de création. De manière générale, une plus grande collaboration interministérielle sur les questions de nutrition doit être privilégiée.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

À ce jour, un cadre commun de résultats reste à définir. En d'autres termes, chaque secteur possède toujours son propre cadre de mise en œuvre et produit des rapports de manière individuelle. Un cadre commun pour la production de rapports est actuellement en cours d'élaboration, en parallèle d'un Plan stratégique de « faim zéro ». Le

Ministère de la santé développe actuellement un plan national de mise en œuvre multisectoriel pour la nutrition qui comprend à la fois des mesures propres à la nutrition et des mesures contribuant à la nutrition. Prévu pour le début de l'année 2018, ce plan comportera également des objectifs de mise en œuvre à moyen et à long termes.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement du Libéria maintient son engagement en faveur du suivi des ressources mobilisées pour la nutrition. Cepen-

dant, un plan multisectoriel chiffré pour la nutrition reste encore à développer.

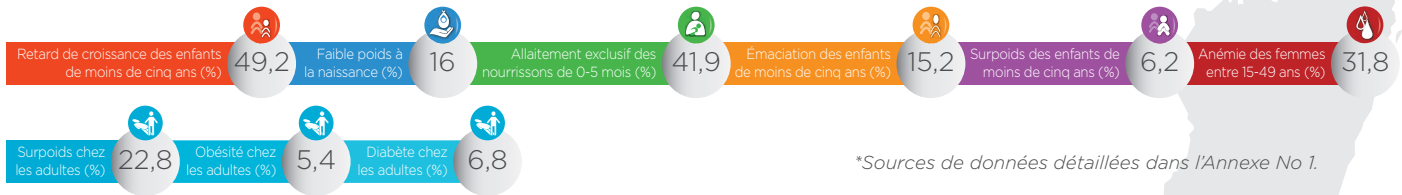
PRIORITÉS 2017-2018

- Établir un Secrétariat du Mouvement SUN et nommer un nouveau point focal SUN ;
- Établir la plateforme multi-acteurs et travailler à la mise en place d'un cadre commun de résultats ;
- Revoir et développer une politique nationale de nutrition et un plan stratégique multisectoriel d'ici à 2018 ;
- Renforcer les mesures contribuant à la nutrition (mesures essentielles en matière de nutrition) dans l'ensemble du pays.



Date d'adhésion : février 2012
Population : 24,23 millions

Madagascar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

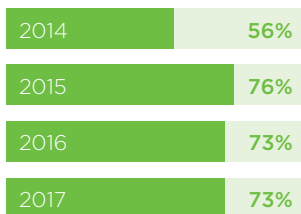
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'Office national de nutrition (ONN), plateforme multisectorielle et multi-acteurs rattachée à la primature, est opérationnel aux niveaux national et régional et sa capacité institutionnelle a été analysée. La supervision de ses activités par le Conseil National de Nutrition, doit être renforcée. L'engagement du secteur 'Eau, Assainissement et Hygiène' (EAH), récemment acquis, a permis d'organiser une sensibilisation. La plateforme du secteur privé, Anjaramasoandro, et celle des chercheurs 'Mikasa' lancées en

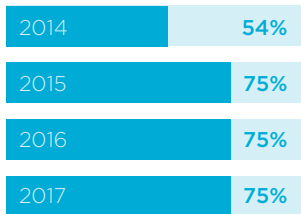
2015, ont été officialisées en 2017, alors que le réseau des Nations Unies vient d'être lancé. La plateforme de la société civile (HINA), seule à être décentralisée, axe sa stratégie de plaidoyer sur l'augmentation des financements et le renforcement de la coordination/gouvernance et a lancé un site internet et des bulletins d'informations réguliers. Un réseau de champs regroupant artistes et athlètes et une réserve de journalistes sensibilisés à la nutrition ont été lancés.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La législation protégeant la nutrition est disponible mais pas toujours respectée. La nutrition est proéminente dans divers secteurs tels que l'agriculture (programme sectoriel agriculture, élevage, pêche), la santé (politiques nationale de santé, de développement sectoriel et sanitaire), la protection sociale (politique nationale de protection sociale), l'éducation (plan sectoriel de l'édu-

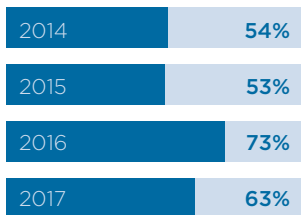
cation, politique nationale d'alimentation scolaire) et l'environnement (politique nationale de l'environnement). Des analyses relatives à l'intégration des autres secteurs, à savoir l'EAH, d'autres au niveau des autres ministères concernés, avec les parlementaires ; dans la politique nationale de nutrition (PNN) permettront prochainement d'actualiser ces documents.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les communautés et les plateformes ont été associées à la revue du Plan National d'Alimentation et de Nutrition (PNAN) 2012-2015 et à la rédaction du PNAN 2017-2021 (PNAN III). Ce dernier, lancé en mai 2017 par le président de la république en présence du premier ministre, repose sur une analyse situationnelle et une cartographie

des ONG qui ont été actualisées. Un plan de mise en œuvre budgétisé, assorti d'un cadre commun de résultats, sont en cours de développement. La société civile est associée au niveau régional aux groupes de suivi et évaluation, dont le système est fonctionnel mais doit être mis à l'échelle dans toutes les régions du pays.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La budgétisation du PNAN III est en cours. L'étude sur les allocations budgétaires dédiées à la nutrition entre 2012 et 2015 est utilisée par HINA pour influencer le budget 2019. Si les ressources internes de l'ONN ont été doublées ces dernières années, le Premier Ministre s'est engagé publiquement à augmenter le budget alloué à nutrition lors

du lancement du PNAN III. En décembre 2016, la conférence des Bailleurs et des Investisseurs pour Madagascar tenue à Paris a emporté des engagements de financement pour la nutrition de la Banque Africaine de Développement, alors que l'étude sur le coût de la faim a révélé que la malnutrition coûtait au pays, 14,5% de son produit intérieur brut.



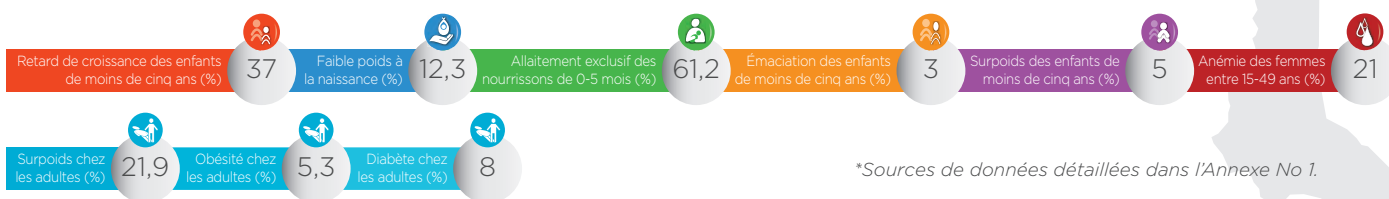
PRIORITÉS 2017-2018

- Actualisation de la PNN, son plan de la mise en œuvre assorti d'un cadre de suivi évaluation ;
- Budgétisation du PNAN III et mobilisation des ressources internes/externes, via l'organisation d'une conférence des bailleurs ;
- Renforcement de l'opérationnalité des plateformes et des savoirs-être de leurs membres ;
- Amélioration de la gestion des données et création d'une base nationale ;
- Renforcement des plateformes des chercheurs et du secteur privé, aux niveaux technique, financier et opérationnel.



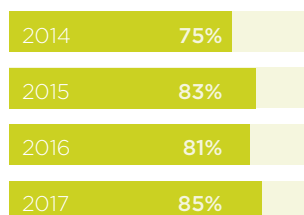
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 17,57 millions

Malawi



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

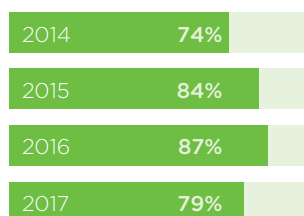
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Malawi dispose de plateformes multi-acteurs opérationnelles (à l'échelle du pays, des districts et des communes) auxquelles participent tous les secteurs clés qui contribuent à l'élaboration et à l'examen des politiques et des plans. Le Département de nutrition, VIH et SIDA est l'institution de coordination en matière de nutrition et sert de secrétariat pour toutes ces plateformes multi-acteurs. Actuellement, la révision du Programme national de développement fait apparaître la nutrition comme une priorité à

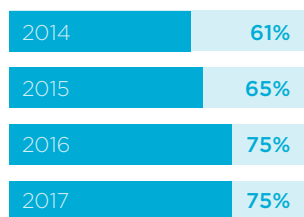
part entière dans d'autres domaines de développement. L'engagement des dirigeants, au sein de la plateforme multi-acteurs nationale, est permanent, avec des réunions de haut niveau et des visites de suivi réalisées par les parlementaires et les Secrétaires permanents. La Première Dame de la République du Malawi, Mme Gertrude Mutharika, joue un rôle important dans l'accroissement de la visibilité et de la sensibilisation du public à la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Plan stratégique et la Politique nationale de nutrition ont été réexaminés et alignés sur la IIIe Stratégie de croissance et de développement. Les parties prenantes ont commencé à aligner leurs interventions sur la Politique et le Plan stratégique. La plateforme multi-acteurs nationale a été consultée pour l'examen et la validation de la Loi sur le droit à l'alimentation et à la nutrition (en attente d'approbation du Cabinet), et pour l'élaboration du cadre de suivi et

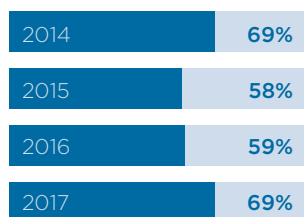
d'évaluation. Les politiques et les plans sectoriels dans les domaines de l'agriculture, de l'égalité des sexes et du changement climatique ont aussi été examinés pour garantir leur harmonisation avec la IIIe Stratégie de croissance et de développement, la Politique nationale multisectorielle de nutrition, l'Agenda mondial des Nations unies pour la nutrition et les Objectifs de développement durable.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Un Cadre national multisectoriel de suivi et d'évaluation pour la nutrition a été conçu, puis mis en œuvre dans les districts. Ce cadre guide tous les acteurs de la nutrition dans la planification, le suivi et l'établissement de rapports ; il est en adéquation avec les cibles et les objectifs nationaux comme internationaux, par exemple les

cibles de l'Assemblée mondiale de la santé et les Objectifs de développement durable. Les cadres de mise en œuvre et les arrangements institutionnels définissent les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes dans la coordination, la mise en œuvre et le suivi des interventions nutritionnelles.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Système de suivi des ressources nutritionnelles vise à fournir des prévisions dans le domaine de la nutrition, à indiquer les manques de ressources et le financement dans les différents secteurs. Cependant, une évaluation du fonctionnement du Système de suivi des ressources nutritionnelles a révélé que moins de 50 % des partenaires transmettaient correctement les informa-

tions (21 parties prenantes en 2016). Malgré ces limites, ce système de suivi a été intégré aux systèmes de suivi et d'évaluation dans le domaine de la nutrition. L'Alliance de l'organisation de la société civile pour la nutrition réalise le suivi des financements de la nutrition au Malawi pour répondre aux engagements du Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance.



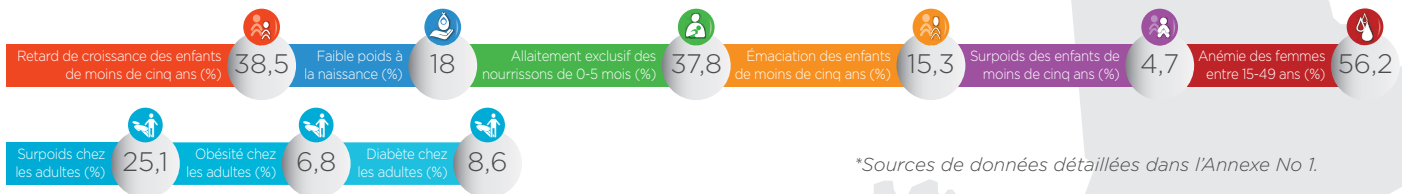
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser la Loi sur le droit à l'alimentation et à la nutrition ;
- Approuver et lancer la politique nationale multisectorielle de nutrition et le Plan stratégique national de nutrition ;
- Finaliser la Stratégie nutritionnelle et alimentaire du secteur agricole ;
- Évaluer le programme de recherche sur la nutrition.



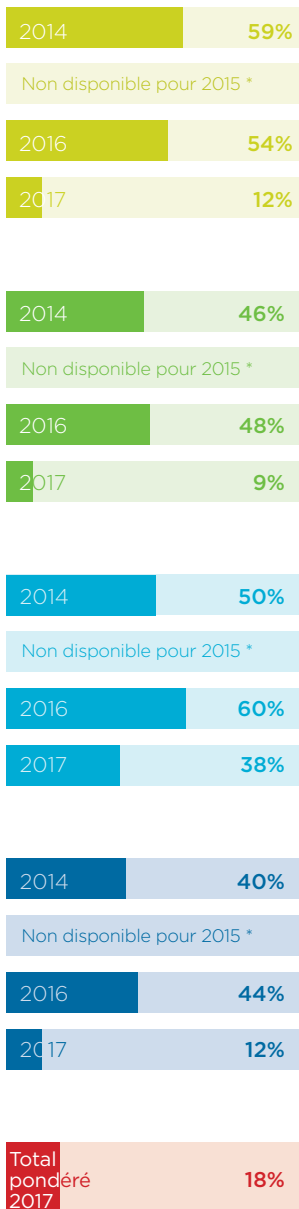
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 17,47 millions

Mali



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La mise en place de la Cellule de coordination de la nutrition comme structure formelle de coordination a été une avancée majeure en 2016. Les différents secteurs gouvernementaux impliqués dans le Plan d'action multisectoriel de nutrition (PAMN) disposent chacun d'un point focal. Au niveau national, la plateforme multisectorielle se réunit deux fois l'an par l'intermédiaire du Comité technique intersectoriel de nutrition et une fois l'an par l'intermédiaire du Conseil national de nutrition regroupant les ministres des différents secteurs. Cependant,

les points focaux et les secrétaires généraux des départements sectoriels doivent être formés à leurs rôles et à leurs responsabilités. Les organes de coordination décentralisés existent et sont clairement définis dans la politique mais ils ne sont pas opérationnels. Les cadres définis par la politique sont les Comités régionaux, locaux et communaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement. Le processus d'adhésion du secteur privé est en cours.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'examen à mi-parcours du PAMN a permis de mettre à jour la Politique nationale de nutrition. Un cadre commun de plaidoyer en faveur de la nutrition est en cours d'élaboration. Avec l'appui du réseau des organisations de la société civile, plusieurs rencontres

visant à promouvoir la nutrition ont eu lieu avec le réseau des parlementaires. Des efforts restent à faire à l'échelle nationale et de façon décentralisée pour opérationnaliser et appliquer la législation.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En 2016, l'examen à mi-parcours du PAMN a permis de repérer les contraintes qui se posent dans la mise en œuvre du plan, de proposer les mesures correctives et de définir de nouvelles orientations. Pour soutenir la mise en œuvre du cadre commun de résultats, l'analyse de la situation nutritionnelle et la cartographie des parties prenantes et des actions clés en nutrition ont été réalisées. Des cibles mesurables sont définies annuel-

lement. Les effets du PAMN et la progression de sa mise en œuvre ont été évalués lors de l'examen à mi-parcours mais la mise en place d'un système d'information devrait permettre d'améliorer encore le suivi et l'évaluation. Le plaidoyer pour une couverture plus élargie et efficace des programmes de nutrition est en cours. Le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du plan devrait être mieux pris en compte.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Plusieurs ministres ont participé au lancement de l'étude sur le coût de la faim et les discours qu'ils ont prononcés sont encourageants. L'estimation des coûts du PAMN par intervention et par année a été faite.

Cependant, les sources de financement n'ont pas été clairement identifiées et les stratégies de mobilisation de fonds ne sont pas définies.

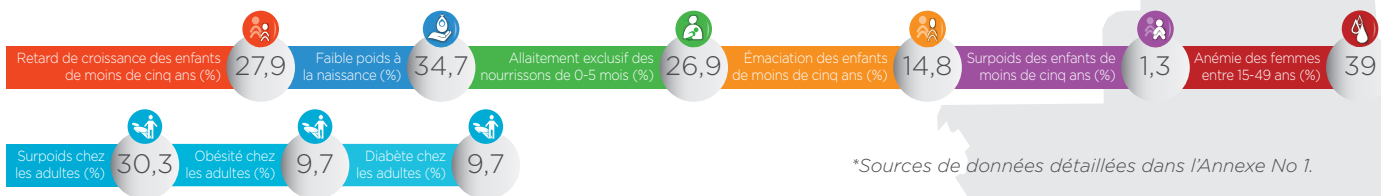
PRIORITÉS 2017-2018

- Organiser une table-ronde de mobilisation des financements du PAMN ;
- Élaborer les cadres de suivi-évaluation pour le PAMN et la Cellule de coordination de la nutrition ;
- Mettre en place un réseau pour le secteur universitaire, la recherche ; et capitaliser les résultats de la recherche ;
- Animer les plateformes nationales et régionales de coordination et de communication ainsi que les ateliers sectoriels ;
- Organiser l'évaluation finale du PAMN 2014-2018 et proposer un nouveau plan pour la période 2019-2013.



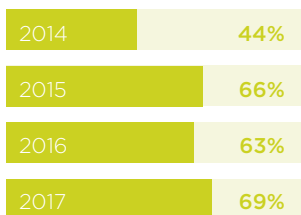
Date d'adhésion : mai 2011
Population : 4,18 millions

Mauritanie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

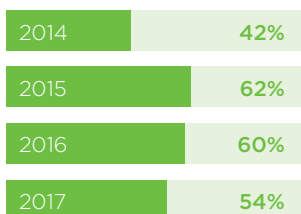
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN) et son comité technique permanent créés en 2010 constituent les plateformes multisectorielles et multi-acteurs officielles. Une version révisée du décret est proposée dans le plan stratégique multisectoriel de nutrition pour rendre ce système plus fonctionnel. Toutefois, à travers la gestion des situations d'urgence, il existe un cadre fonctionnel de coordination du secteur de la nutrition, présidé par le Ministère de la santé. Le CNDN est décentralisé dans

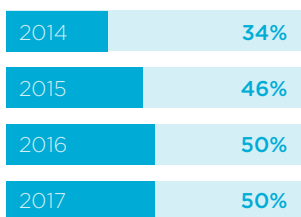
quatre régions mais il n'y est pas opérationnel. Le renforcement des coordinations nationale et régionale, par la mise en place d'outils communs et la révision du décret créant le CNDN, se poursuivent. Le réseau des Nations unies, nouvellement établi, permettra de systématiser la planification et le suivi annuels conjoints. Il vient s'ajouter au réseau de la société civile qui est très actif. Des groupes de soutien au niveau des parlementaires et des journalistes existent mais l'engagement des donateurs et du secteur privé reste limité.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La finalisation de la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée 2016-2030 a permis d'analyser l'intégration de la nutrition dans diverses législations. La nutrition est prise en compte dans la nouvelle politique nationale de santé à horizon 2030 et dans le Plan national de développement sanitaire 2017-2020. L'application du cadre

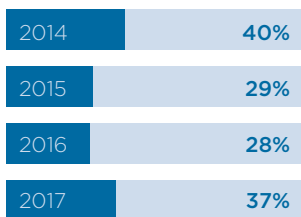
politique et juridique, notamment sur l'iodation du sel et la fortification de la farine de blé, demeure un défi. Une feuille de route pour le renforcement de la fortification à grande échelle est en cours d'élaboration, de même qu'un décret d'application du code de commercialisation des substituts du lait maternel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025, assorti d'un cadre commun de résultats, est en attente de validation politique. Document de référence pour les interventions ayant trait à la nutrition, il n'est pas doté d'un plan d'action mais constitue un cadre d'orientation pour tous les acteurs intervenant dans le domaine de la nutrition. Un atelier de planification de mise en œuvre du plan est toujours en projet, afin de l'opérationnaliser, de prioriser les actions contribuant à la nutrition et d'évaluer la capacité

de mise en œuvre des acteurs. À plus long terme, des examens annuels des progrès permettront de faire le suivi du plan, en l'absence d'un système d'information adéquat. Les interventions spécifiques du cadre commun de résultats sont opérationnalisées par des plans de passage à l'échelle qui sont en cours de rédaction (prise en charge de la malnutrition aiguë, promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, lutte contre les carences en micronutriments).



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le coût des interventions spécifiques à la nutrition a été estimé à 76 millions de dollars pour les 10 prochaines années et une analyse des interventions existantes permettra d'identifier les déficits de financement. Il a été estimé qu'une augmentation régulière des fonds publics à hauteur de 45 % sur 6 ans

(2017 - 2022) serait nécessaire pour respecter le plan de financement des interventions spécifiques. Il est espéré que la finalisation de l'étude sur le coût de la faim permettra de remédier au plus grand défi identifié, à savoir l'absence d'un financement prévisible sur plusieurs années en faveur de la nutrition.



PRIORITÉS 2017-2018

- Diffuser et suivre la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition et renforcer la coordination multisectorielle au niveau national et décentralisé ;
- Organiser un atelier de planification sur la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition ;
- Poursuivre l'exercice d'analyse des allocations budgétaires consacrées à la nutrition pour 2017



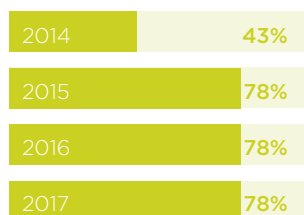
Date d'adhésion : août 2011
Population : 28,01 millions

Mozambique



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

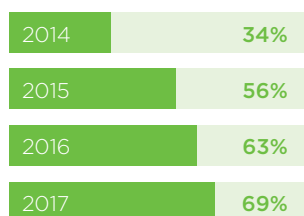
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle pour la nutrition, convoquée par le Groupe de travail technique du Programme de réduction de la sous-nutrition chronique 2010 - 2020 (GT-PAMRDC) par l'intermédiaire du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN), a permis de renforcer les capacités des groupes techniques provinciaux consacrés à l'intégration de la nutrition dans les plans économiques des provinces et des districts. Le PAMRDC est désormais

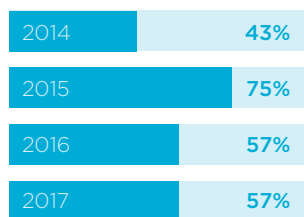
décentralisé dans les 11 provinces, mais mobiliser la participation de tous les secteurs au niveau des districts s'est avéré difficile. Deux provinces ont entamé ce processus. Une réunion de lancement du Réseau du secteur privé SUN et un atelier consultatif ont eu lieu avec la participation des parties prenantes du secteur privé, des donateurs, de la société civile, des Nations unies et du gouvernement. Des Réseaux de la société civile ont été mis sur pied dans quatre provinces.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Au cours de l'année écoulée, de nouveaux plans, stratégies et lois ont été approuvés, notamment : le Programme provincial de réduction de la sous-nutrition chronique ; une loi sur l'enrichissement des aliments, ainsi qu'une stratégie d'enrichissement des aliments ; une stratégie de communication pour le changement des comportements nutritionnels ; des plans sectoriels économiques et sociaux ayant des composantes

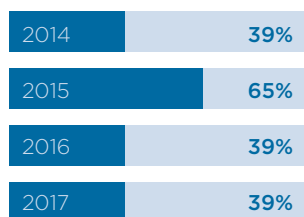
nutritionnelles et un plan opérationnel pour le développement agricole. Les campagnes de plaidoyer de la société civile ont ciblé les responsables politiques, afin de stimuler chez eux un sentiment d'adhésion et la redevabilité, et d'amener la nutrition à être perçue comme un facteur clé pour le bien-être, les revenus et le développement des enfants, des familles, des collectivités et du pays.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La mise en place de groupes de travail techniques provinciaux a abouti à la conception et à l'approbation de plans multisectoriels de nutrition au niveau des provinces, ceux-ci venant compléter le plan national. Le rapport de l'évaluation annuelle des indicateurs de la mise en œuvre du PAMRDC a été soumis au Conseil des ministres. Cette année, l'évaluation a également été effectuée au niveau des provinces, de manière à informer les gouvernements provinciaux sur les pro-

grès en la matière. Une délégation du Mozambique a participé au 4e Sommet africain Sankalp sur l'investissement, l'innovation et l'entrepreneuriat, à Nairobi. La délégation comprenait des membres du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des représentants de diverses entreprises de produits alimentaires. La rencontre a souligné l'importance de travailler ensemble pour bâtir une communauté autour de la promotion de la nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Identifier les fonds alloués spécifiquement à la nutrition demeure très difficile. Seuls quelques secteurs sont actuellement en mesure de réaliser un suivi des montants alloués à la nutrition dans les budgets nationaux. La transparence et le suivi financier général se poursuivent, étant donné que les fonds sont acheminés par le biais du sys-

tème de finances publiques (e-SISTAFE). Un plaidoyer permanent est réalisé pour une allocation des ressources à plus long terme, afin de pouvoir renforcer et élargir les activités nutritionnelles. Il est nécessaire d'améliorer l'affectation de ressources du Programme provincial de réduction de la sous-nutrition chronique.



PRIORITÉS 2017-2018

- Plaider en faveur de la création d'un mécanisme de gouvernance interministérielle de haut niveau pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSAN), qui devra être placé sous l'autorité du Premier ministre ;
- Accroître le déploiement du PAMRDC au niveau des districts au-delà des deux provinces déjà couvertes ;
- Améliorer l'estimation des coûts et le suivi financier des actions nutritionnelles aux niveaux du pays, des provinces et des districts ;
- Faire le bilan à mi-parcours du PAMRDC et concevoir la IIIe Stratégie nationale de sécurité alimentaire et de nutrition (ESAN III).



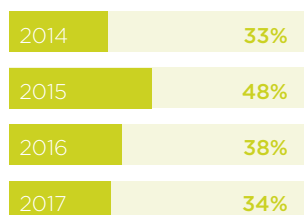
Date d'adhésion : avril 2013
Population : 52,40 millions

Myanmar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

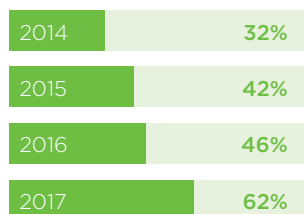
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Depuis 2016, la plateforme multi-acteurs au Myanmar se réunit tous les trimestres sur la base d'un mandat et de plans de travail établis. La plateforme a été élargie pour inclure de nouveaux partenaires, dont le Fonds fiduciaire pour la subsistance et la sécurité alimentaire, le Fonds des trois objectifs du millénaire pour le développement (Three Millennium Development Goal Fund) et la Banque mondiale. Des plans sont en cours d'exécution

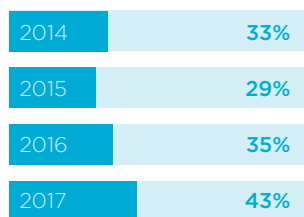
pour associer également le secteur privé. En janvier 2017, un comité de coordination interministériel de haut niveau consacré à la nutrition a été créé par le conseiller d'État et a chargé l'organe concerné de soumettre un rapport à l'Unité de coordination nationale de l'assistance au développement (DACU). Les parlementaires y sont d'ores et déjà associés à l'échelle nationale, dans l'état de Kayin et dans la région de Magway.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un exercice d'inventaire nutritionnel a permis d'examiner toutes les politiques et stratégies (nationales et sectorielles) liées à la nutrition, d'identifier vingt mesures clés bénéfiques à la nutrition et d'analyser leur mise en œuvre. Un forum de haut niveau est prévu pour fin 2017, durant lequel ces résultats seront pris en compte dans la prise de décision. La plateforme multi-acteurs a

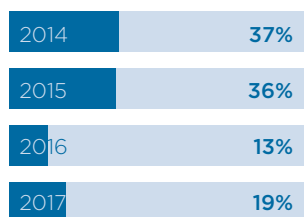
déjà commencé ses activités de promotion dans le cadre de cet inventaire afin que la politique agricole nationale s'aligne avec les priorités nutritionnelles nationales. Un groupe de travail technique a été mis sur pied: il supervisera la mise en œuvre nationale et le système national de suivi et d'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Il est prévu de mettre à jour le Programme national nutritionnel, qui sert comme guide ministériel pour les stratégies et plans d'action et pour l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles. Le Myanmar Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition sécurité (MNAPFNS) servira comme référence pour élaborer le nouveau plan d'action national multisectoriel pour

la nutrition, pour les 5 prochaines années. L'exercice l'état des lieux a fait ressortir la nécessité de combler les lacunes dans les systèmes d'information sectoriels sur la sécurité alimentaire et la nutrition et dans les mécanismes d'établissement de rapports. En mars 2017, un rapport détaillé de l'enquête démographique et sanitaire 2015-2016 a été publié.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La section spécifique à la nutrition du Plan d'action national pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le coût des composantes de la stratégie du Ministère de la santé, relatives à la nutrition néonatale et infantile, ont été évalués. Toutefois, des efforts sont encore nécessaires pour concrétiser les plans chiffrés par le biais de décisions budgétaires adéquates. Bien que le gouvernement dispose de

systèmes de comptes rendus des dépenses publiques, l'accès aux données sur les dépenses publiques et l'élaboration d'évaluations sectorielles des coûts pour la nutrition sont entravés par des difficultés systémiques. Il est prévu de coordonner le suivi et les rapports sur les dépenses et d'associer les composantes externes aux systèmes de planification nationaux sous la tutelle de la DACU.



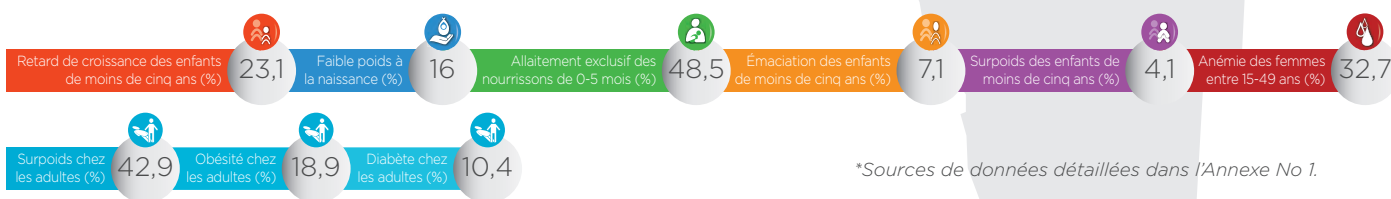
PRIORITÉS 2017-2018

- Élaborer et évaluer le coût du plan multisectoriel national pour la nutrition, et faire en sorte qu'il soit approuvé au plus haut niveau du gouvernement pour garantir l'harmonisation des politiques et programmes ;
- Mobiliser des ressources externes par le biais de la plateforme multi-acteurs et du comité de coordination de haut niveau sous la tutelle de la DACU ;
- Poursuivre les activités de promotion pour augmenter les ressources nationales, l'établissement de rapports et les activités de suivi dans le domaine de la nutrition.



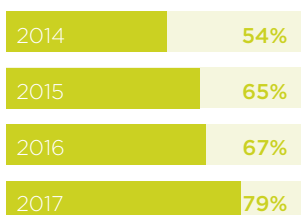
Date d'adhésion : septembre 2011
Population : 2,43 millions

Namibie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

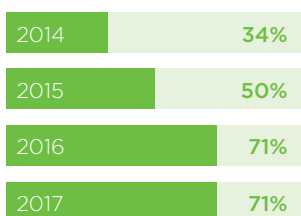
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2017, le cabinet du Premier ministre a créé un Comité directeur inter-institutions pour finaliser la Politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et relancer le Conseil national de sécurité alimentaire et de nutrition. Le Conseil sera présidé

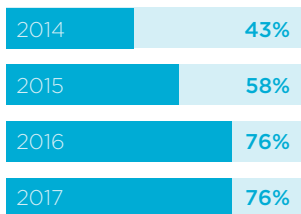
par le cabinet du Premier ministre et l'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie sera son partenaire technique afin de plaider en faveur d'interventions spécifiques à la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

De nombreuses parties prenantes ont contribué à l'élaboration de la Politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, actuellement en attente de validation. La politique révisée a été alignée sur les recommandations internationales, régionales et nationales. Le cabinet a approuvé la Stratégie et la Feuille de route « Faim Zéro » de la Namibie, et a chargé le Ministère de l'éradication de la pauvreté et de la protection sociale de coordonner sa

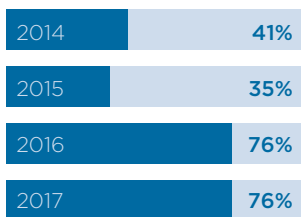
mise en œuvre. En 2017, la législation sur l'enrichissement du maïs et du millet à chandelle (mahangu) a été adoptée. La visite en Namibie de son Excellence Madame Graça Machel, ambassadrice des droits de l'enfant, a réveillé l'attention portée à la nutrition des enfants, des mères et des adolescents. Un guide pour soutenir l'engagement des parlementaires a été développé et sera publié fin 2017.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats du Plan national de mise en œuvre du renforcement de la nutrition a été établi et toutes les actions nutritionnelles des divers acteurs ont par conséquent été alignées sur celui-ci. La planification et le chiffrage d'activités nutritionnelles ont été réalisés au début de l'exercice financier pour le Ministère de la santé et

des services sociaux et les autres ministères de tutelle. Les rapports de Surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, compilés et publiés tous les semestres par le cabinet du Premier ministre, fournissent des données précieuses sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La réduction des financements de donateurs a accru la nécessité d'une mobilisation des ressources de la part du gouvernement, en particulier dans la lutte contre le VIH. Le Ministère des finances a attribué une ligne budgétaire de 300 000 dollars namubiens par an à l'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie. Le gouvernement et

les divers partenaires ont convenu des limites des ressources financières disponibles et affectées à la nutrition. Le Plan d'investissement national chiffré devrait permettre de soutenir l'harmonisation des ressources entre les secteurs et les parties prenantes externes.



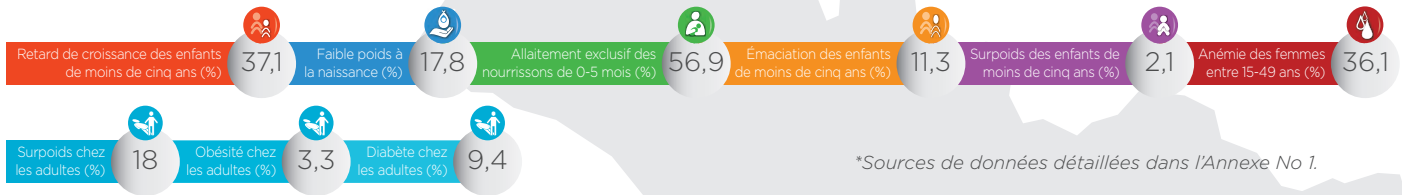
PRIORITÉS 2017-2018

- Planifier de manière stratégique les mesures à intégrer au cadre commun de résultats ;
- Mobiliser les parlementaires pour le plaidoyer législatif, le suivi budgétaire et la sensibilisation du public ;
- Améliorer la fonctionnalité de l'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie, particulièrement ses groupes de travail techniques. Un renforcement des capacités de ses membres est nécessaire, ainsi qu'un soutien technique pour accélérer les progrès réalisés jusqu'à présent.

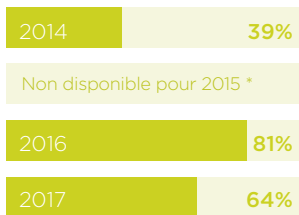


Date d'adhésion : mai 2011
Population : 28,66 millions

Népal



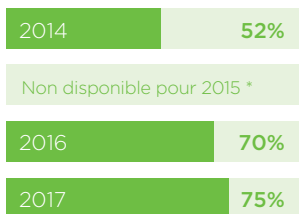
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2012, le gouvernement du Népal a formé le Comité national de coordination de la nutrition et de la sécurité alimentaire, présidé par l'honorable membre de la Commission nationale de planification (NPC). Les principales responsabilités de ce comité comprennent l'élaboration d'une stratégie et d'un plan nationaux sous la direction poli-

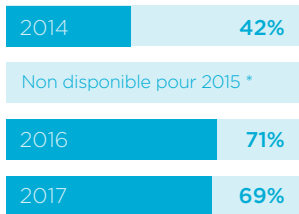
tique et orientation du Comité de la Nutrition et de l'Alimentation de haut niveau (HL-NFSSC) et fournit des conseils aux comités infranationaux. La participation des organisations de la société civile au plaidoyer a été limitée au niveau national. Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne l'engagement du secteur privé dans la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La malnutrition est intégrée à la Politique nationale de santé 2014, le Plan périodique du gouvernement (2016-2018) et la Stratégie nationale du secteur de la santé (2015-2020). Le pays dispose de la loi de 1997 sur les aliments, le règlement de 1970 sur les aliments, la loi de 1998 sur le sel iodé, la loi de 1992 sur les aliments, la loi sur les substituts du lait maternel, le Règlement sur les subs-

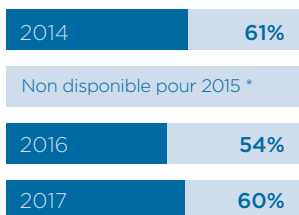
tituts du lait maternel de 1994 et le Règlement de 1963 sur l'allaitement maternel. En 2016, le gouvernement a élaboré un cadre d'établissement des coûts intitulé «Établissement des coûts des instruments d'égalité des sexes au Népal», qui est en cours de mise en œuvre. La campagne de sensibilisation publique Golden 1,000 Days s'est poursuivie tout au long de l'année 2016.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan de nutrition multisectoriel (PSNM) 2013-2017 est le document général qui couvre la plupart des politiques et réglementations multisectorielles pertinentes pour la nutrition. Un suivi conjoint par les ministères techniques sectoriels a été mené aux niveaux central et des districts, mais il doit être renforcé. Le système de rapports

réguliers est en place, en utilisant un système d'information de gestion au niveau national et sous-national. Dans le cadre des efforts de décentralisation, des comités directeurs de la nutrition et de la sécurité alimentaire ont été mis en place au niveau du district, du comité de développement villageois et des municipalités.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un système de suivi financier est en place. Le NPC plaide également pour un système de codage du budget nutritionnel, qui facilitera le suivi des allocations budgétaires pour la nutrition. Une méthode d'évaluation des coûts est en place au Ministère de la santé, qui permet d'évaluer la situation

financière des interventions spécifiques à la nutrition (TABUCS: Système de comptabilité des transactions et de contrôle budgétaire). Un outil commun est utilisé pour préparer le programme et budget annuel (LMBIS: Système d'information sur le budget du ministère de tutelle).



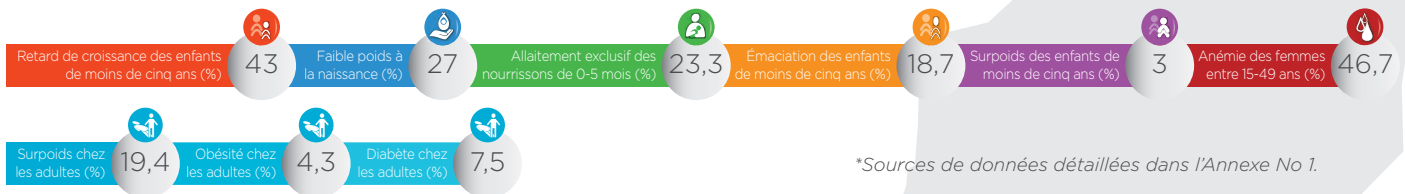
PRIORITÉS 2017-2018

- Formuler, approuver et lancer le PSNM II;
- Créer des directives de mise en œuvre pour le PSNM II (2018-2022);
- Renforcer la capacité des organes locaux de la nouvelle structure fédérale à mettre en œuvre le PSNM II;
- Réviser la politique et la stratégie nationales de 2004 en matière de nutrition pour assurer l'alignement avec la nouvelle structure fédérale du gouvernement du Népal et du PSNM II;
- Organiser une réunion d'examen annuel conjoint de la nutrition au niveau national en décembre 2017.



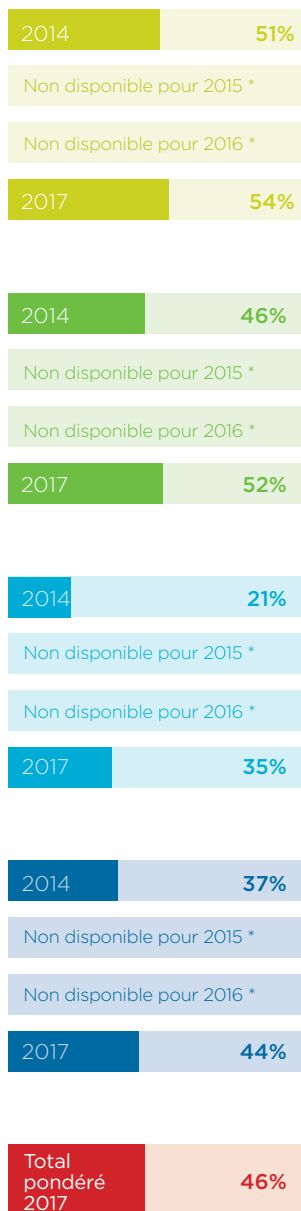
Date d'adhésion : février 2011
Population : 19,90 millions

Niger



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'initiative 3N « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », sous l'égide d'un Haut-commissariat rattaché à la présidence, s'est vue dotée de comités multisectoriels de pilotage stratégiques, dont un est consacré à la nutrition. Une analyse institutionnelle des « 3N » a été réalisée en 2017 afin d'identifier les réformes nécessaires pour dynamiser le groupe « sécurité alimentaire et nutritionnelle » alors que le futur cadre de suivi du plan opérationnel de nutrition permettra

de rendre compte des résultats de la plateforme et des engagements de tous. Aux niveaux décentralisés, huit comités techniques régionaux coordonnent les interventions nutritionnelles et 35 conseils communaux ont été formés au diagnostic et à la planification nutritionnelle. Enfin, les réseaux des universitaires, de la société civile, du secteur privé, des Nations unies, et des parlementaires ont désigné leurs points focaux mais doivent améliorer leur fonctionnement.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'élaboration de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) et de son plan d'action, en cours de finalisation sous l'égide d'un secrétariat et de groupes de travail sectoriels spécialisés, a été inclusive et participative. Une stratégie de communication et un plan de plaidoyer sont prévus dans la PNSN et un premier jet a été élaboré par REACH. L'adoption des lignes directrices pour la commercialisation des substituts

du lait maternel, existantes, est également prévue par la PNSN. Le renforcement de la législation sur la fortification alimentaire est en cours. Enfin, si la nutrition est intégrée au Plan de développement économique et social 2017-2021 et au plan d'action 2016-2020 du développement rural, il est reconnu qu'elle ne l'est pas encore de manière systématique dans les autres politiques et stratégies sectorielles clés.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan d'action multisectoriel national de la PNSN est transcrit en un plan opérationnel qui intègre un cadre commun de résultats. Ces documents, quasiment finalisés, sont structurés autour de huit axes traitant de la santé, l'agriculture, la protection sociale, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la communication et la gouvernance. L'adoption de l'approche des « Communes de convergence » a favorisé la convergence

géographique, programmatique et opérationnelle des interventions, ce qui a permis de déceler les besoins en renforcement de capacités et en financements gouvernementaux. Ainsi, le plan opérationnel prévoit d'évaluer les capacités des ressources humaines et d'y répondre en opérant une réforme institutionnelle. Enfin, l'installation d'une plateforme nationale d'information sur la nutrition a démarré cette année et devrait s'achever en 2018.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'estimation des coûts des interventions spécifiques du plan opérationnel est achevée ; elle est en cours pour les interventions sensibles. Le Comité interministériel d'orientation des 3N assure le suivi des financements pour la nutrition mais aucune analyse sur la durabilité, les déficits existants ou l'efficacité n'est réalisée. Depuis 2016, le financement

national et étranger pour le traitement des malnutritions a été réduit au profit des urgences. Le plan opérationnel sera assorti d'une « analyse de rentabilité », en cours de réalisation, qui devrait inciter les partenaires et le gouvernement à allouer plus de fonds et à décaisser efficacement. Une projection financière pluriannuelle est même envisagée.

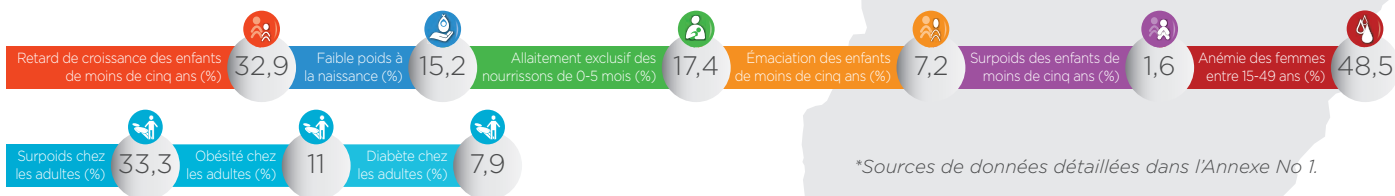
PRIORITÉS 2017-2018

- Améliorer la prise en charge des malnutritions ;
- Renforcer le contrôle sanitaire des aliments ;
- Renforcer le système National de surveillance nutritionnelle et l'évaluation des interventions de nutrition ;
- Mobiliser des ressources pour le plan stratégique issu de la PNSN.



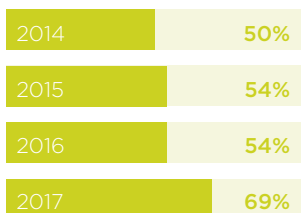
Date d'adhésion : novembre 2011
Population : 181,18 millions

Nigeria



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité national de l'alimentation et de la nutrition se réunit tous les trimestres pour examiner et aligner les activités des ministères, départements et organismes concernés sur la Politique nationale d'alimentation et de nutrition. La plateforme multi-acteurs rassemble des représentants des six réseaux du Mouvement SUN, à savoir celui des gouvernements, des organismes des Nations unies, des donateurs, du secteur privé SUN, des organisations de la société civile pour le renforcement de la nutrition au Nigéria

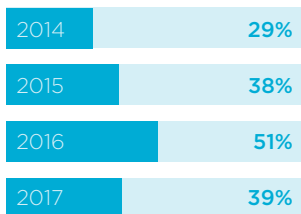
(CS-SUNN) et du milieu universitaire. Le Bureau du vice-président, les ministres du gouvernement fédéral et des gouverneurs d'États (de Kaduna et Kano) se sont engagés chaque jour davantage sur les questions liées à la nutrition dans le pays. Bien que les réseaux aient démontré leur capacité à réaliser le suivi et à rendre compte de leurs propres contributions et résultats, des efforts demeurent nécessaires pour obtenir des résultats efficaces et mieux coordonnés avec les plans de travail convenus.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les politiques et les plans nationaux ont été élaborés après un processus consultatif de mobilisation des partenaires et une série de réunions qui se sont tenues dans la capitale et au niveau des États. Des stratégies nationales de plaidoyer et de communication ont été mises sur pied, puis traduites en langue locale. L'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments réglemente le Code de commercialisation

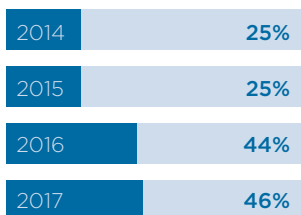
des substituts du lait maternel. L'Organisme de normalisation du Nigéria guide les fabricants de produits alimentaires et sanctionne les produits ne répondant pas aux normes de qualité. À la suite de la déclaration d'Abuja sur l'allaitement maternel, en 2016, résultat d'une concertation politique de haut niveau, le Ministère de l'emploi et du travail a accéléré la mise en œuvre du droit à un congé maternité de 18 semaines pour les mères qui travaillent.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La structure institutionnelle pour la coordination de la mise en œuvre des politiques et les rôles individuels des parties prenantes sont définis dans la version révisée de la Politique nationale d'alimentation et de nutrition. Le Ministère du budget et de la planification nationale a commandé une cartographie des activités des parties prenantes de la nutrition dans le pays, et le réseau

CSSUNN a cartographié les actions des organisations de la société civile. Des efforts sont déployés pour renforcer le système de la surveillance nutritionnelle. Les ministères, les départements et les organismes liés à la nutrition ont établi des plans de travail annuels et engagé des responsables en matière de nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les gouvernements des États de Kano, Kaduna, Gombe, Sokoto et Bauchi ont pris des engagements financiers pour renforcer la nutrition et ont honoré leurs engagements. L'engagement du sénateur et parlementaire Lanre Tejuoso a entraîné une augmentation du budget du Projet d'intervention d'urgence en matière de santé et de nutrition. L'allocation budgétaire pour la nutrition du

Ministère fédéral de la santé est passée de 400 millions de nairas (1,1 million de dollars US) à 1,9 milliard de nairas (5,3 millions de dollars US). Le prêt de 350 millions de dollars US accordé par la Banque mondiale pour une période de cinq ans a entraîné la mobilisation de ressources supplémentaires auprès d'autres sources telles que la Fondation Dangote.



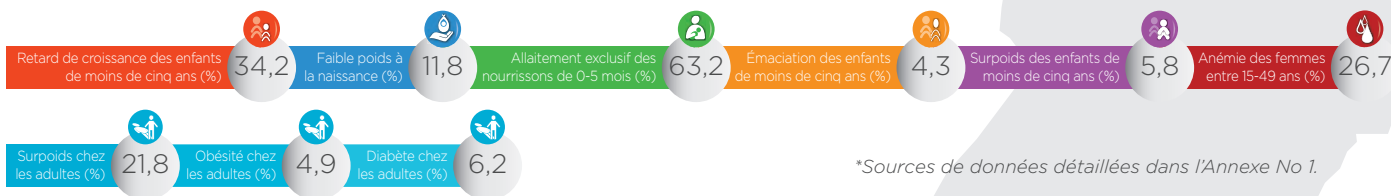
PRIORITÉS 2017-2018

- Mettre sur pied un récit et des déclarations communes pour influencer efficacement l'élaboration de politiques en faveur des femmes ;
- Promouvoir, par l'intermédiaire des principaux groupes de parties prenantes, l'intégration d'une approche sexospécifique de la nutrition dans les politiques nationales et les autres actions de développement connexes ;
- Comblent les lacunes touchant les mécanismes d'élaboration de rapports financiers, le suivi des audits et la mise en œuvre d'une stratégie globale de mobilisation des ressources.



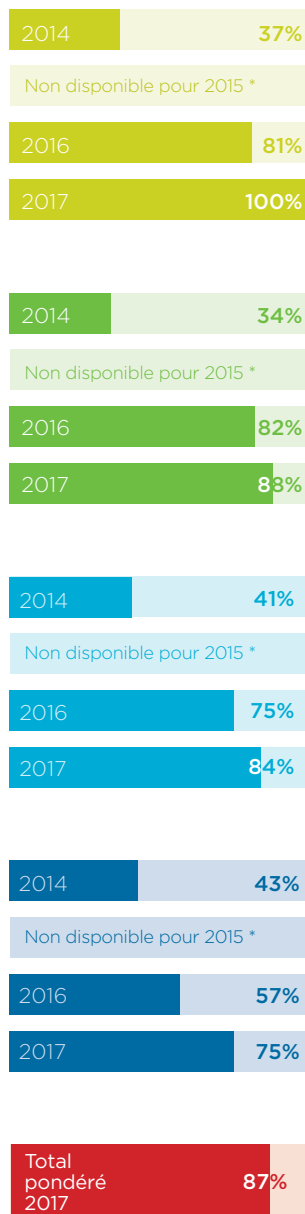
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 40,14 millions

Ouganda



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plate-forme multisectorielle de l'Ouganda (MSP) se réunit régulièrement, convoquée par le bureau du Premier ministre. En 2017, des plans de travail annuels pour le Plan d'action nutritionnel de l'Ouganda (UNAP) 2011 ont été élaborés pour assurer une meilleure coordination. Un forum parlementaire sur la nutrition a été créé et orienté sur les programmes de nutrition, ce qui a débouché sur un débat parlementaire sur la

nutrition. Le nombre de membres du MSP a augmenté au niveau national et au niveau des districts, avec l'inclusion de l'industrie du commerce et les départements de l'eau au niveau des gouvernements locaux. Au niveau du district, il existe 10 plans d'action multisectoriels approuvés pour la nutrition, dont 45 sont encore à l'état d'ébauche. 10 districts ont également élaboré des plans de promotion de la nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'Examen stratégique de l'Objectif de développement durable (ODD) 2, entrepris par l'Autorité nationale de planification, s'est appuyé sur la participation du MSP. Cet examen a analysé la préparation du pays à atteindre l'objectif et a révélé la mesure dans laquelle les politiques, les cadres juridiques et les institutions traitent de la nutrition. Les lacunes et recommandations des interventions visant à atteindre l'ODD 2 ont été

identifiés. L'année 2017 a été axée sur la mise en place de capacités techniques et de ressources adéquates pour l'élaboration d'une politique de sécurité nutritionnelle multisectorielle. La mise en vigueur de la fortification alimentaire obligatoire et la réglementation existante sur le code de commercialisation des substituts du lait maternel ne sont pas pleinement opérationnelles.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan de nutrition multisectoriel est presque achevé, la plupart des parties prenantes ayant aligné leurs actions sur l'UNAP et le deuxième plan de développement national (NDP II). Le cadre de résultats commun opérationnel du pays est l'UNAP, car il énonce les rôles de toutes les parties prenantes, définit les objectifs à long terme,

le processus de mise en œuvre et le mécanisme de coordination. Les Ministères de la Santé, du Genre, du Travail et du Développement social, et de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Pêche ont des interventions conçues sur la base des politiques sectorielles de la stratégie de mise en œuvre du PDNI.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Des plans sectoriels chiffrés pour la mise en œuvre de l'UNAP sont en place, mais ils nécessitent une analyse plus poussée pour identifier les déficits de financement des interventions. Le ministre des Finances, entre autres, a été informé du financement de la nutrition par le budget et hors budget, mais les bailleurs de fonds et les partenaires de

développement suivent leurs dépenses de manière indépendante, sans partager leurs conclusions avec le MSP. Bien que le coût de l'UNAP soit chiffré, les sources de financement ne sont pas claires, ce qui rend plus important le processus de construction d'un mécanisme coordonné de financement pluriannuel.

PRIORITÉS 2017-2018

- Améliorer l'utilisation des données et des preuves pour la nutrition ;
- Élaborer une stratégie de mobilisation des ressources pour aborder la programmation, les lacunes de financement de la nutrition ;
- Renforcer le dialogue multisectoriel et multiacteurs.



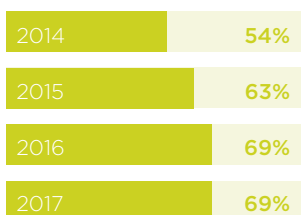
Date d'adhésion : janvier 2013
Population : 189,38 millions

Pakistan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2016 - 2017, des comités directeurs provinciaux et des points focaux SUN ont été désignés. Un groupe de travail de haut niveau sur le développement de la petite enfance a été constitué au sein de la Commission nationale de planification. Des alliances nationales et provinciales pour l'enrichissement alimentaire ont été établies, et elles forment une autre plateforme multisectorielle pour la nutrition. La Banque mondiale

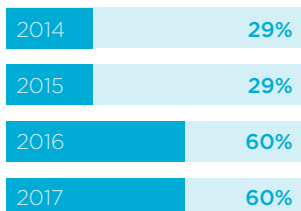
a créé un Fonds d'affectation spéciale multidonateurs (MDTF) pour les provinces du Sind et du Pendjab dans le but de réduire les retards de croissance. En 2016 - 2017, de nouveaux membres ont rejoint l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN qui comprend désormais 129 organisations. Plus de 45 universités ont rejoint le Réseau du milieu universitaire et de la recherche SUN.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2016, la province du Khyber Pakhtunkhwa a mis en place des règlements sur la protection de l'allaitement et la nutrition des enfants, tandis que d'autres mesures législatives sont en cours d'élaboration dans d'autres provinces. Des résolutions sur l'io-

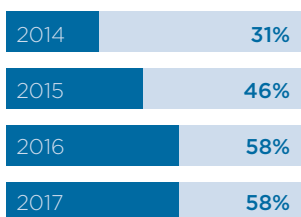
dation universelle du sel ont également été approuvées par les assemblées provinciales du Khyber Pakhtunkhwa, du Baloutchistan et du Pendjab. Les organismes des Nations unies soutiennent la révision des normes d'enrichissement des aliments.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La stratégie nutritionnelle multisectorielle du Pakistan pour 2018 - 2025 est en cours de finalisation. Le Ministère de la réglementation et de la coordination des services de santé a créé un tableau de bord sur la nutrition et la santé qui intègre les données des

programmes des provinces. Les plans multisectoriels provinciaux ont été chiffrés. Un groupe de travail thématique a été formé pour entreprendre la mise en œuvre de la Stratégie d'engagement du secteur privé du Pakistan.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le montant des fonds alloués par le gouvernement du Pakistan aux programmes nutritionnels est demeuré stable, puisqu'il a s'est élevé à 2 milliards de dollars US en 2015 - 2016, et à 1,9 milliard de dollars en 2016 - 2017 (à la fois pour les programmes contribuant à la nutrition et pour ceux spécifiques à la nutrition). Des évaluations à mi-parcours des programmes multisectoriels sont en cours dans les provinces du Sind et du

Baloutchistan. Elles fourniront des informations sur les futurs besoins des programmes. Le suivi financier du financement du secteur public a été commencé, et un système de suivi décentralisé est en cours d'élaboration. En 2016 - 2017, l'Alliance de la société civile a lancé une campagne sur les réseaux sociaux intitulée #InvestmentInNutrition, dans le cadre du plaidoyer pour l'accroissement des investissements dans la nutrition.



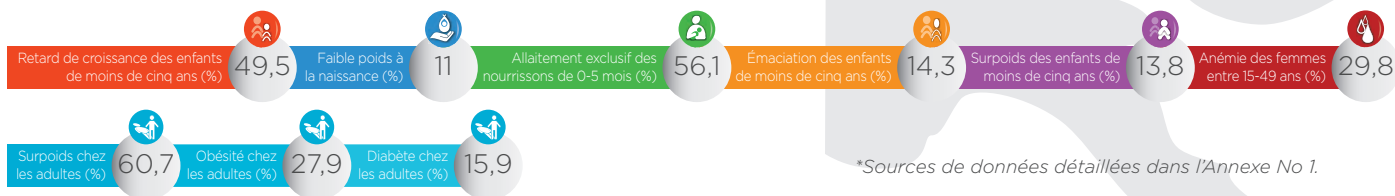
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser la Stratégie nutritionnelle multisectorielle du Pakistan ;
- Approuver le Programme fédéral de nutrition (PC-1, projets intégrés de nutrition) ;
- Promulguer des lois sur l'enrichissement des aliments dans les provinces ;
- Concevoir des directives opérationnelles pour veiller à l'application des lois sur l'allaitement ;
- Développer une stratégie SUN de plaidoyer et de communication.



Date d'adhésion : avril 2016
Population : 7,92 millions

Papouasie Nouvelle Guinée



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Total pondéré 2017 —

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un comité national intérimaire pour la nutrition a été établi au sein du département national de la santé, sous la tutelle du Conseil national de la santé. Ce comité intérimaire fournit aux principaux secteurs un soutien consultatif et des orientations sur la mise en œuvre de la Politique nutritionnelle nationale 2016-2026 (NNP), compare les résultats aux cibles, aux objectifs et aux interventions

dans les stratégies et politiques sectorielles. Les réunions du Groupe sectoriel sur la nutrition, coprésidées par le département national de la santé et l'UNICEF, rassemblent les différents secteurs et partenaires de développement dont l'OMS, la Banque mondiale, la FAO et le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme).

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique nutritionnelle nationale 2016-2026 a été révisée et élaborée par les principaux départements gouvernementaux et secteurs, ainsi que par différentes organisations non gouvernementales nationales et internationales. Un Plan d'action stratégique pour la nutrition (SAP) est en cours d'ébauche. La politique d'alimentation du

nourrisson et du jeune enfant (ANJE) a été élaborée. Elle intégrera le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. La Politique de sécurité alimentaire 2015 et la Politique sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) 2015 soutiennent les interventions intégrant les problématiques nutritionnelles.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La Politique nutritionnelle nationale 2016-2026 est menée par les principaux secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du bétail, de la santé, du développement communautaire, et de la planification nationale et du suivi. La division chargée de la nutrition au sein du Département national de la Santé travaille également en étroite coopération avec les secteurs de la santé reproductive et

sexuelle, de la sécurité alimentaire et WASH, ainsi qu'avec la Commission de radiodiffusion nationale, par le biais de programmes radiophoniques et de campagnes de sensibilisation. Le coût du Plan d'action stratégique pour la nutrition (SAP) destiné à soutenir la NNP au cours des cinq prochaines années est en cours d'évaluation.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le financement du Programme nutritionnel national est défini dans le cadre du Programme d'investissement public par le département de la Planification nationale. Les interventions liées à la nutrition, intégrées dans le budget annuel, sont aussi affectées par le département de la santé. Ces dotations publiques sont complétées par celles

de partenaires externes, tels que l'UNICEF, qui est considérée comme partenaire de développement majeur depuis 2014. Le département de la Planification nationale assure le suivi des fonds réservés à la mise en œuvre des interventions dans le domaine de la nutrition par le biais de son système de suivi.

La Papouasie Nouvelle Guinée ayant rejoint le Mouvement SUN en avril 2016, le texte de cette page ne se base pas sur l'exercice d'évaluation conjointe, mais sur une étude de base réalisée par chaque nouveau membre du Mouvement SUN.

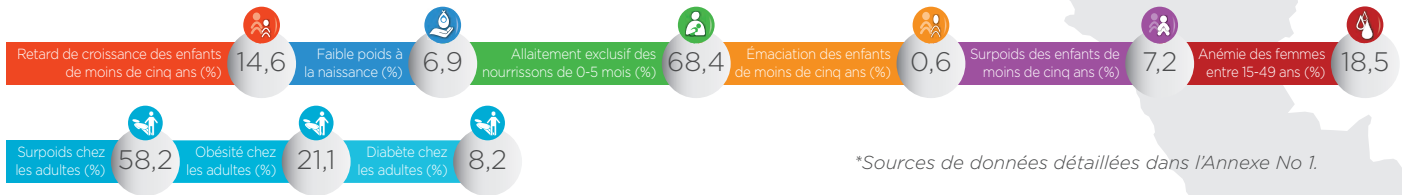
PRIORITÉS 2017-2018

- Evaluer le coût du Plan d'action stratégique et soumettre des propositions de financement au département de la Planification nationale et du suivi ;
- Renforcer davantage les capacités des professionnels de la santé et la coordination des programmes à différentes échelles en matière de gestion de la malnutrition aigüe sévère et de gestion intégrée de la malnutrition aigüe ;
- Mettre en œuvre une communication globale sur les activités visant à changer les comportements pour promouvoir les meilleures pratiques d'ANJE auprès des mères au niveau local.



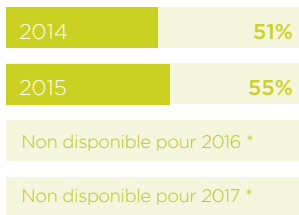
Date d'adhésion : novembre 2010
Population : 31,38 millions

Pérou



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Depuis août 2016, la Commission interministérielle des affaires sociales (CIAS), plateforme multi-acteurs présidée par le Premier ministre et par le Secrétaire technique du ministère du développement et de l'inclusion sociale (MIDIS), se réunit tous les mois. Elle prend des décisions politiques en matière de nutrition et réalise un suivi permanent. Le Bureau de concertation pour

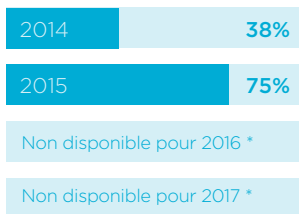
la lutte contre la pauvreté, plateforme publique-privée, assure le suivi de l'état nutritionnel des enfants et en analyse le coût social. L'Initiative contre la dénutrition des enfants ou le Groupe en faveur de l'investissement dans l'enfance poursuivent leurs activités de renforcement des capacités à destination d'acteurs sélectionnés.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En juillet 2016, les tendances en matière de politique de développement de la petite enfance, assorties d'interventions efficaces pour parvenir à un état nutritionnel adéquat, ont été publiées. En 2017, le Plan national de

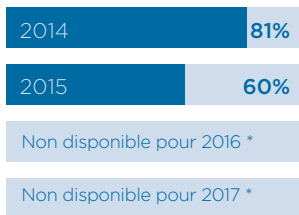
réduction et de contrôle de l'anémie et de la dénutrition chronique des enfants au Pérou, pour la période 2017-2021, a été publié, ainsi qu'un plan sectoriel du MIDIS, orienté vers cette même fin.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La CIAS a fixé des objectifs multi-annuels dans le Pacte national pour la réduction de l'anémie et de la dénutrition chronique des enfants. Chaque gouvernement régional a défini les objectifs de résultats régionaux, les produits et les services associés. Le MINSA a approuvé le Plan national pour la prévention et la réduction de l'anémie et, dans ce même cadre, le MIDIS a approuvé son

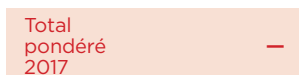
plan sectoriel. Le Fonds en faveur du développement et de la réalisation des résultats sociaux (FED) a suivi le résultat pour l'état nutritionnel adéquat des enfants de moins de 5 ans et a signé une convention de soutien budgétaire avec l'Union européenne, dans la même ligne que le FED, afin de renforcer le travail en Amazonie.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'investissement public pour la prévention de l'anémie et la dénutrition a augmenté en 2017. Le suivi de la programmation et de l'exécution du budget est réalisé via une application d'accès public (consultation conviviale) qui complète le suivi des indicateurs du produit et le résultat des programmes

budgétaires en rapport avec la nutrition. Un répertoire des informations multisectorielles avec des tableaux pour le contrôle de l'anémie et la dénutrition chronique des enfants a été mis en place. Il contient des rapports sur les progrès et les transferts de ressources.



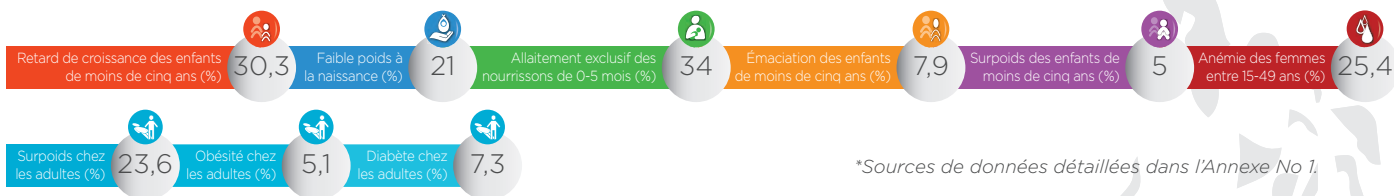
PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer la coordination intersectorielle et intergouvernementale de la prévention et réduction de l'anémie, et de la sous-nutrition chronique infantile ;
- Définir la vision multidimensionnelle de la problématique de la nutrition ; intégrer la dimension de sécurité alimentaire et réduire les écarts dans l'accès aux services publics (en mettant l'accent sur les questions relatives à l'eau saine et aux services d'assainissement) ;
- Renforcer les capacités des instances infranationales ;
- Renforcer les procédures de redevabilité ;
- Définir le lien entre une nutrition adéquate et un développement de la petite enfance dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des interventions ;



Date d'adhésion : mai 2014
Population : 101,71 millions

Philippines



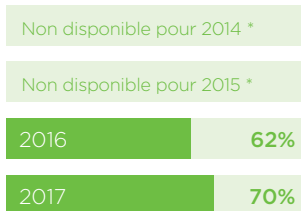
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité de direction du Conseil national de la nutrition et son Comité technique constituent la plateforme multi-acteurs et multisectorielle et la structure de coordination des Philippines en matière de nutrition, conformément à la Loi sur la réorganisation de 1987. Le Président a nommé deux représentants du secteur privé au Comité de direction du Conseil national de nutrition pour

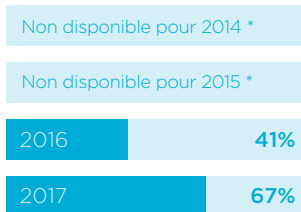
encourager la participation du secteur privé. Par ailleurs, l'Alliance de la société civile SUN a été officiellement organisée en 2017. Le processus de planification et d'approbation du Plan d'action philippin pour la nutrition (PPAN) 2017 - 2022 a permis d'harmoniser les secteurs et les parties prenantes. Le PPAN vise à contribuer à la vision à long terme du pays intitulée « AmBisyon 2040 ».



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Plan national d'action pour la nutrition poursuit une stratégie d'adoption de politiques sur deux niveaux : par l'adoption de lois d'une part, et par l'émission de textes administratifs, tels que des décrets, des ordonnances ou des circulaires administratives, d'autre part. Les projets de loi prioritaires qui seront élaborés très prochainement portent sur la protection des enfants contre la commercialisation des aliments et boissons néfastes pour la santé, sur l'aménagement

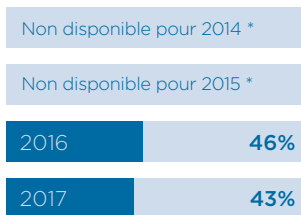
du Décret présidentiel 1569 concernant le « Programme pour un spécialiste de nutrition par barangay », sur l'institutionnalisation des « 1000 premiers jours les plus décisifs » et sur l'élaboration d'une loi imposant une taxe sur la valeur ajoutée de 10 % sur les boissons gazeuses. Une prolongation du congé de maternité est à l'étude au Congrès. La stratégie nationale de plaidoyer et de communication sera achevée pour la fin de l'année 2017.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Comité de direction du Conseil national de la nutrition a approuvé en février 2017 le Plan d'action philippin pour la nutrition 2017 - 2022. Il a également approuvé un projet d'ordonnance portant sur la mise en œuvre du PPAN, qui doit encore recevoir l'aval du Président. Des structures décentralisées

ont été créées aux Philippines par l'intermédiaire de comités locaux de nutrition qui définissent et mettent en œuvre également leurs plans d'action nutritionnels respectifs. Le cadre de suivi et d'évaluation du PPAN est en cours d'élaboration.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les chiffres sont disponibles uniquement pour les interventions axées sur l'offre, et ils sont fondés sur l'estimation des besoins totaux. Certains organismes reçoivent des allocations budgétaires conformément aux prévisions de leurs programmes respectifs. Une stratégie de mobilisation de ressources est en cours d'élaboration : elle prévoit le renforcement des besoins du PPAN 2017 - 2022. Les interventions spécifiques à la nutrition et celles qui y contribuent sont

recensées dans le cadre du PPAN. Ce dernier peut permettre de catégoriser les allocations et les budgets des institutions, lesquels doivent être déterminés par la Loi générale sur les affectations budgétaires (General Appropriations Act). De même, les partenaires de développement des Nations unies s'engagent à mobiliser des ressources en alignant les plans de développement de leurs pays respectifs sur les priorités énoncées dans le PPAN.



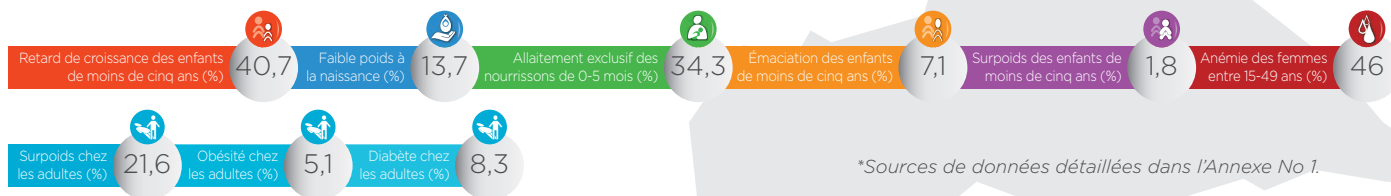
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser et poursuivre le plan de mise en œuvre du PPAN ;
- Finaliser la stratégie de plaidoyer et de communication ;
- Mettre sur pied une stratégie de mobilisation des ressources.



Date d'adhésion : février 2017
Population : 4,55 millions

République centrafricaine



Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

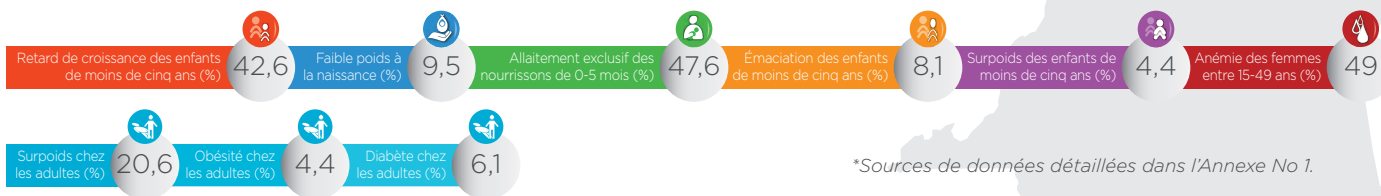
Total pondéré 2017

—



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 76,20 millions

République Démocratique du Congo



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

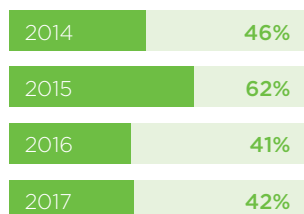
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le comité national multisectoriel de nutrition mis en place en décembre 2015 n'est toujours pas opérationnel mais la plateforme technique du programme national de nutrition qui est chapeauté par le Ministère de la santé s'est réunie huit fois au cours de 2016-17, malgré l'absence de budget spécifique. Cette dernière rassemble tous les membres des divers « clusters » nutrition et sécurité alimentaire et les acteurs du développement, ainsi que les ministères sensibles à la nutrition, les partenaires techniques et financiers et les agences des Nations unies, qui partagent informations et données sur les si-

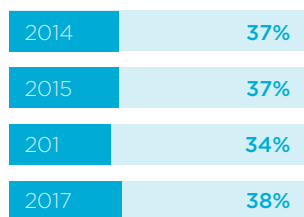
tuation d'urgence et sur leurs activités de terrain. Quatre ministères recensent actuellement leurs points focaux pour la nutrition, ce qui portera à dix le nombre de ministères sectoriels dotés d'une personne ressource pour la nutrition. Organiser pour eux une session de formation sur la coordination multisectorielle s'avère nécessaire. Cinq réseaux sont formalisés, dont celui des scientifiques, et le changement du comité directeur du réseau de la société civile est en cours afin de le redynamiser. Enfin, certaines activités de la feuille de route 2017 ont été intégrées au Plan national de développement sanitaire.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une analyse multisectorielle des politiques et réglementations a été faite par la Banque mondiale lors de l'élaboration du plan national stratégique multisectoriel de nutrition (2015) et les documents stratégiques de la santé et de l'agriculture sont en cours de révision afin de les rendre plus sensibles à la nutrition, comme c'est le cas avec la politique nationale de sécurité alimentaire et

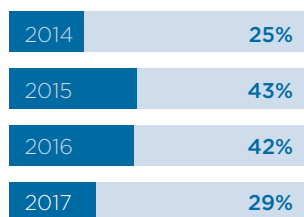
nutritionnelle. La révision des législations relatives au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, à la fortification alimentaire et aux congés maternité est également jugée nécessaire. Il est reconnu que les progrès pour l'établissement d'un cadre politique et juridique cohérent ont été insuffisants, du fait de la situation politique du pays.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Après l'élaboration du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition (PNSMN) et de son plan opérationnel, qui incluent un cadre commun de résultats, les acteurs se réfèrent à ces documents pour identifier la plupart des activités à insérer dans leurs plans de travail annuels. Si l'analyse des programmes étatiques est en cours afin de les rendre sensibles à la nutrition, la mise en

œuvre du PNSMN et de son plan d'action n'ont pas commencé au niveau du gouvernement, faute de ressources allouées. Seules certaines activités sont ainsi mises en œuvre par les partenaires techniques et financiers avec leurs propres financements. Par ailleurs, la version préliminaire de la cartographie des acteurs de la nutrition et la sécurité alimentaire doit être finalisée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les estimations chiffrées des activités du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition, réalisées par la Banque mondiale et l'UNICEF, sont disponibles dans le plan d'action mais aucune allocation budgétaire du gouvernement n'a été prévue pour procéder à leurs mises en œuvre. Les besoins en financement sont donc connus et une

table ronde de haut niveau avec les bailleurs avait été envisagée puis abandonnée, en l'absence de fonds disponibles. L'allocation budgétaire attribuée au Mouvement SUN-RDC depuis 2015 n'a pas été approuvée et il n'existe pas encore de stratégie de mobilisation des ressources à long terme.



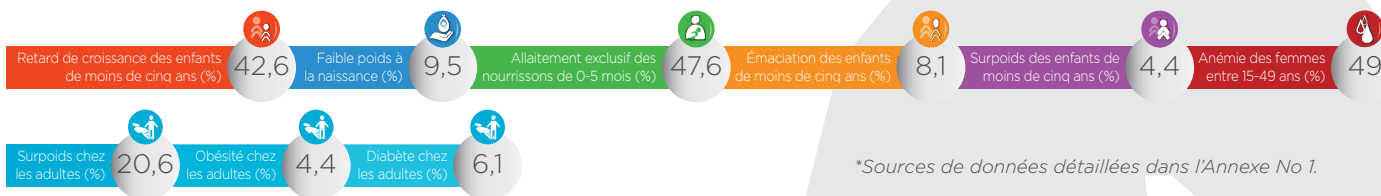
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser le cadre commun des résultats ;
- Mobiliser des fonds pour le financement du plan d'action du PNSMN ;
- Développer des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication pour la nutrition ;
- Mobiliser des parlementaires pour le plaidoyer budgétaire et la sensibilisation du public.

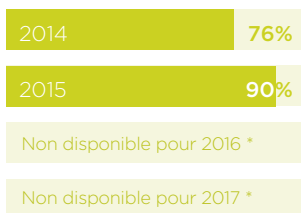


Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 11,63 millions

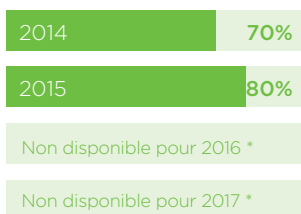
Rwanda



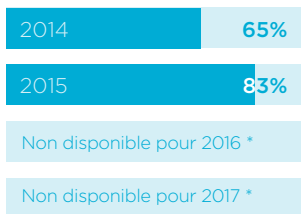
Transformations institutionnelles en 2016-2017



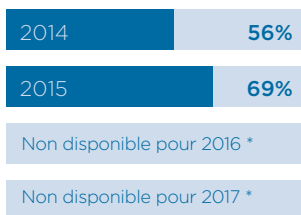
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



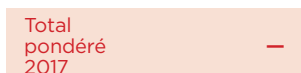
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



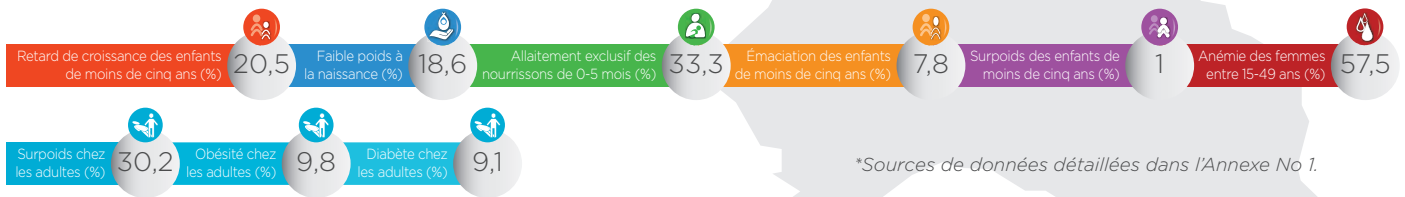
Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



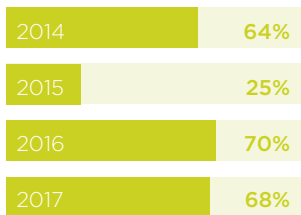


Date d'adhésion : juin 2011
Population : 14,98 millions

Sénégal



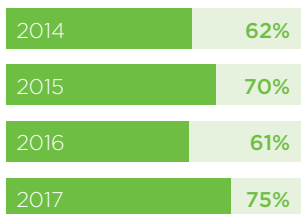
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Une analyse institutionnelle de la Cellule de lutte contre la malnutrition a été effectuée dans le cadre de l'étude sur l'évaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles du secteur de la nutrition au Sénégal. Une réflexion a été lancée sur la révision du mandat de la Cellule de lutte contre la malnutrition. La Cellule de lutte contre la malnutrition effectue régulièrement des visites pour le suivi des activités de terrain et des rapports d'avancement réguliers sont réalisés. Des comités régionaux de suivi de la Cellule de lutte contre la malnutrition sont fonctionnels. 10 plateformes de la société civile sur les 14 existantes fonctionnent de manière décentralisée. Une réunion de la

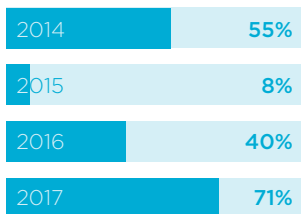
plateforme gouvernementale, quatre réunions statutaires de la plateforme société civile et trois réunions de la plateforme des donateurs/Nations unies ont eu lieu sur la période. Le dialogue a été engagé avec les médias, le secteur privé et les universitaires ; les acteurs clés de ces groupes contribuent à l'élaboration des plans d'action de leurs secteurs respectifs. Le réseau des parlementaires pour le renforcement de la nutrition a été mis en place et a participé à une séance sur le plaidoyer en faveur de la nutrition lors de la douzième législature du Sénégal en avril 2017 et lors de la journée « Tous unis pour la nutrition » en juin 2016.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Des études sur « l'évolution politique » et « l'économie politique » de la nutrition ont été conduites dans le cadre du « cas d'investissement ». Un diagnostic des cadres juridiques, règlementaires et institutionnels de la nutrition et de la sécurité alimentaire a été réalisé. Les différentes mises à jour ont

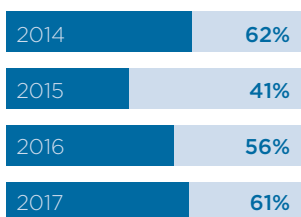
concerné le cadre politique. Les politiques, normes et protocoles de la santé de la reproduction et de la survie de l'enfant (SRSE) ont été finalisés en 2016. Des discussions sont en cours pour renforcer la législation sur les substituts du lait maternel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN) a été finalisé au terme d'un processus participatif et inclusif. Les élus locaux ont été impliqués dans le processus d'élaboration du PSMN. Douze plans d'ac-

tion sectoriels définissant la mise en œuvre et le rôle des acteurs ont été élaborés avec le soutien des agences des Nations unies, des donateurs et des représentants de la société civile.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le niveau de l'allocation budgétaire du gouvernement reste stable. Le niveau de mise à disposition des ressources par les partenaires extérieurs est satisfaisant avec l'implication de nouveaux acteurs, notamment la coopération espagnole et la coopération japonaise. Les 12 Plans d'actions que les secteurs ont développés dans le cadre du PSMN

sont tous chiffrés. Les coûts des interventions spécifiques et sensibles ont été identifiés. Le gouvernement et la plateforme de la société civile poursuivent leur plaidoyer pour l'augmentation des ressources alloués sur la base d'un guide de plaidoyer élaboré par la société civile.



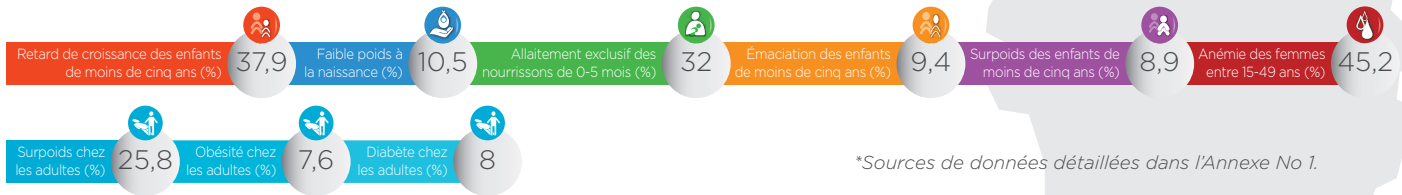
PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer la ligne budgétaire de l'État ;
- Améliorer le suivi budgétaire au niveau des secteurs et des autres parties prenantes ;
- Élaborer des plans de communication, de suivi-évaluation et de mobilisation des ressources qui doivent permettre l'opérationnalisation du PSMN.



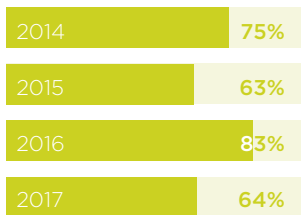
Date d'adhésion : janvier 2012
Population : 7,24 millions

Sierra Leone



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

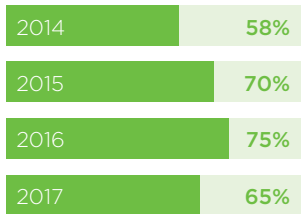
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Cabinet du vice-président héberge le Secrétariat du Mouvement SUN, qui organise régulièrement des réunions de la plateforme multi-acteurs dont les structures sont déployées au niveau des districts. Malgré des ressources limitées et un manque de participation des membres, les conseils de district coordonnent des activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un mandat a

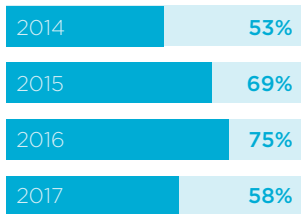
été défini pour le Réseau des Nations unies pour le SUN et le Réseau des donateurs SUN. La participation de ce dernier, y compris l'harmonisation de ses priorités, doit être renforcée. Le secteur privé doit, quant à lui, se mobiliser davantage sur l'importance de la nutrition. De son côté, le Réseau de la société civile SUN est bien implanté au niveau des districts.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le gouvernement s'engage à adopter des politiques et des plans d'action renforçant la résilience des populations les plus vulnérables : 1) le Plan national de développement agricole durable (NSADP) de 2010 ; 2) le Plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSIP) 2013-2017 ; 3) le Plan national d'investissement (PDDAA) ; 4) l'ébauche du Programme intégré et inclusif pour le développement de l'agriculture (ICADEP) 2016-2020 ; et 5) le Programme pour la prospérité (A4P) 2013-2018. Les priorités nationales en matière de

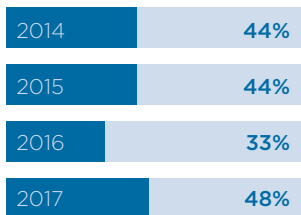
résilience ont été élaborées avec le soutien de la plateforme multi-acteurs et lancées en avril 2017 par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire. Un Comité du code a été formé pour aider le Parlement et le Ministère de la santé et de l'assainissement à accélérer la mise en application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. En 2016, la Sierra Leone est devenue le sixième pays d'Afrique à publier les Recommandations alimentaires pour une alimentation saine.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'examen du cadre commun de résultats (le NFNSIP 2013-2017), prévu au milieu du trimestre, a été reporté en raison de la riposte au virus Ebola. Cependant, un examen final est prévu en 2017. Il débouchera sur un nouveau Plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le NFNSIP 2018-2022, ainsi qu'une nouvelle version du cadre commun de ré-

sultats. L'initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), qui a pour projet de revenir en Sierra Leone, facilitera cet examen. Le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) reste aligné sur le NFNSIP, le Programme pour la prospérité (A4P) et le Plan présidentiel de relance.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Comme le NFNSIP 2013-2017 était chiffré, aucun déséquilibre n'a été relevé et aucune mobilisation de fonds n'a été coordonnée. Le suivi du budget alloué à la nutrition est assuré régulièrement, mais ne cible cependant que les dépenses gouvernementales de huit ministères de tutelle. Les donateurs assurent le suivi de leurs allocations indivi-

duellement, et non de manière coordonnée. Le nouveau NFNSIP 2018-2022 définira les priorités et les déficits de financement. Des actions de plaidoyer sont régulièrement mises en œuvre auprès du gouvernement et de ses partenaires afin de transformer leurs engagements en allocations et en dépenses concrètes.



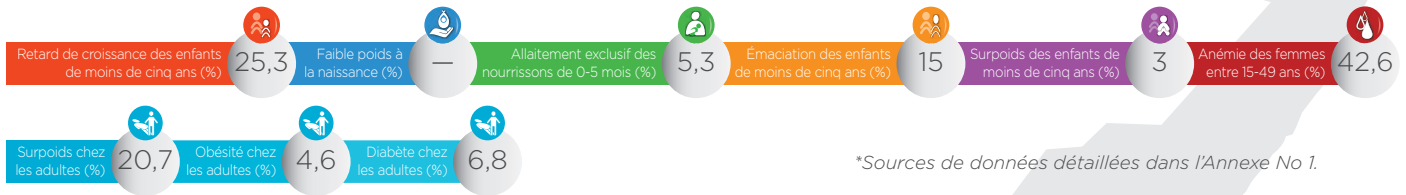
PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer le mécanisme national de coordination et la gouvernance en matière de nutrition ;
- Renforcer la participation des décideurs, des conseillers politiques et des concepteurs de programmes pour que la nutrition devienne l'une des premières priorités des programmes politiques et de développement national ;
- Organiser le Salon national de la nutrition en novembre 2017.



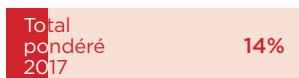
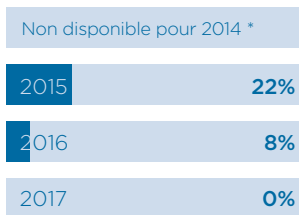
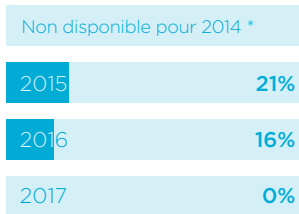
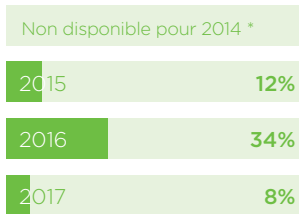
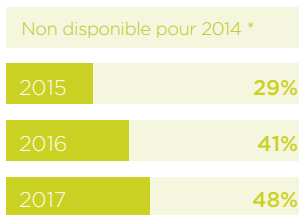
Date d'adhésion : juin 2014
Population : 13,91 millions

Somalie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Groupe sectoriel sur la nutrition se réunit trimestriellement avec les points focaux SUN, et le secteur de la santé travaille en coordination avec son Conseil consultatif de la santé, y compris avec les ministres de la santé, sur les questions liées à la nutrition. La Stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et des groupes de travail sur la mise en œuvre, le suivi et la redevabilité sont

également à l'œuvre. Dans la région du Pount, la plateforme multi-acteurs est fonctionnelle, et dix ministères coordonnent la nutrition. La nutrition est un domaine prioritaire du Plan de développement national 2017-2019. Une analyse des parties prenantes, un examen des politiques et une stratégie d'intégration de la nutrition à d'autres secteurs ont été réalisés et vont être diffusés.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Des indicateurs sur la nutrition, en termes d'incidence de résultats, ont été ajoutés et approuvés. Une étude documentaire visant à renforcer l'intégration de la nutrition dans la santé a été réalisée. Une stratégie de communication et de promotion du Groupe sectoriel sur la nutrition est en cours d'élaboration ; des activités de promotion menées en amont au niveau central ont permis d'intégrer aux stratégies ministérielles des engagements en faveur de la nutrition. Le secteur de la santé a introduit des politiques et stratégies, notamment un Plan stratégique du secteur de la santé, un Plan d'action chiffré pour la nutrition et des stratégies sur les micronutriments, l'ANJE et la nutrition. Un code de conduite pour la commercialisation

des substituts du lait maternel est en passe d'être finalisé au niveau national, et la plateforme multi-acteurs du Pays de Pount a présenté sa politique SUN aux ministères de tutelle. Un plan d'action relatif à la stratégie nutritionnelle pour la santé a été mis en œuvre, et les groupes sectoriels sur la nutrition, la sécurité alimentaire et WASH (à l'échelle du pays et des zones) servent de mécanisme pour appliquer les stratégies et politiques d'intervention humanitaire. Des rapports de suivi sont fournis par tous les partenaires de mise en œuvre. Les rapports de l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) constituent une plateforme essentielle pour mener des activités de suivi et des études.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Des consultations ont lieu dans le cadre de l'élaboration d'un cadre commun de résultats chiffré. Le projet « Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement

de la nutrition » (MQSUN) et l'Organisation mondiale de la santé soutiennent ce processus en cours.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le coût du Plan d'action pour la nutrition et du Plan stratégique du secteur de la santé, qui présente des composantes liées à la nutrition, a été évalué. Le chapitre sur la santé du Plan de développement national a été chiffré, et le Plan humanitaire somalien consolide l'ensemble des coûts des projets humanitaires tous secteurs confondus ; toutes les propositions intègrent les problématiques nutritionnelles.

Une très grande part des financements passe par les Nations unies et des ONG ; les partenaires de mise en œuvre établissent des rapports pour leurs donateurs respectifs, dont l'UNICEF, le PAM et la FAO. Certaines ONG obtiennent des fonds directement de grands donateurs ou lèvent des fonds via leurs réseaux.

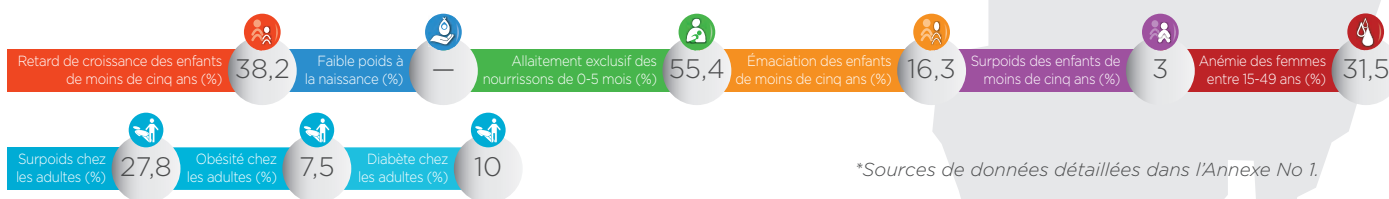
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser l'élaboration du CCR ;
- Comblent le fossé entre l'action humanitaire et l'aide au développement ;
- Elaborer un programme des 1 000 premiers jours critiques.



Date d'adhésion : octobre 2015
Population : 38,65 million

Soudan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Total pondéré 2017 —

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Soudan dispose de solides mécanismes pour le renforcement de la nutrition. La plateforme multisectorielle pour la nutrition mise en place comprend le Haut conseil de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui réunit 13 ministères de tutelle, tandis que le Bureau national du programme de nutrition du Ministère de la santé est responsable de la coordination et des rapports remis au Président par l'intermédiaire du vice-pré-

sident et du Conseil national de nutrition. Le Conseil national de nutrition coopère avec les parties prenantes, notamment le secteur privé, la société civile, les organismes des Nations unies et le milieu universitaire. Le Soudan a conçu des outils de plaidoyer et un plan de décentralisation vers les districts, complétés par des structures de coordination aux niveaux des communes et des districts.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le document de stratégie nutritionnelle faisant suite à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) identifie la malnutrition comme la menace la plus importante pour la santé, ce qui conduit à une baisse des résultats éducatifs et limite les possibilités de développement économique. En dépit des efforts réalisés dans divers secteurs, un écart énorme subsiste entre la couverture des services de base et les besoins réels de la population ciblée. Le Soudan veut s'employer à contrer ces

facteurs par une mobilisation efficace, au travers d'institutions chargées de l'alignement des politiques et de la législation sur le Code de commercialisation des substituts du lait maternel et en matière de protection de la maternité. Le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été mandaté pour procéder à la décentralisation. Le Conseil national pour la protection de l'enfance s'est vu confier la tâche d'assurer la mise en œuvre des programmes et de garantir l'application des lois.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan national stratégique pour la nutrition 2014 - 2025 réunit les parties prenantes et reconnaît la contribution d'une bonne nutrition à la santé et au développement des enfants. Étant donné le caractère multisectoriel des plans d'intervention humanitaire des trois dernières années, puisque leur planification et leur mise en œuvre étaient

conjointes, une analyse de situation multisectorielle de la nutrition est en cours. Un Programme conjoint de renforcement de la résilience permettra, après son évaluation, de préciser les modalités de planification et de mise en œuvre, tant dans des contextes humanitaires que de développement.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Pour accroître la couverture des interventions nutritionnelles proposées et la porter à 90 %, un dossier de rentabilité des investissements a été lancé en août 2016. Le montant nécessaire a été évalué à environ 524 millions de dollars US par an : les contributions actuelles du gouvernement sont estimées à 83 millions par an tandis que les partenaires de développement fournissent annuellement 118 millions. Un déficit de fi-

nancement de 324 millions de dollars US subsiste donc. Le Conseil national pour la protection de l'enfance a exprimé le souhait d'accueillir un fonds commun et de prendre en charge la collecte et l'analyse des données, de même que la rédaction de rapports, bien que subsistent encore des limitations de capacités et des problèmes techniques dans la gestion des programmes spécifiques à la nutrition et qui contribuent à la nutrition.

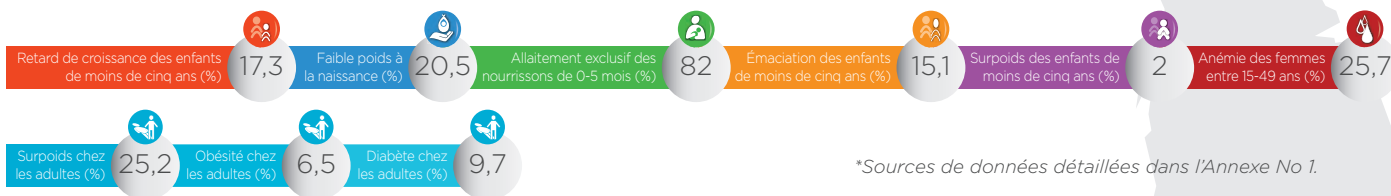
PRIORITÉS 2017-2018

- Plaider pour des activités visant à influencer les décideurs politiques et économiques ;
- Soutenir le secteur de la santé soudanais dans la mise en œuvre d'actions visant à prévenir la malnutrition ;
- Accroître la mobilisation des ressources et les initiatives dans le domaine de la sécurité alimentaire.



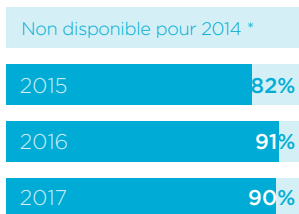
Date d'adhésion : octobre 2012
Population : 20,71 millions

Sri Lanka



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2017, le Conseil national de nutrition, la plateforme multisectorielle du Sri Lanka, a été élargi afin d'inclure 16 ministères en plus des réseaux des Nations unies et de la société civile. Depuis sa création, ce conseil est présidé par le Président Maithripala Sirisena, dont le cabinet héberge le point focal SUN, ce qui reflète le haut niveau d'engagement politique pour de la nutrition, indépendamment des changements qui surviennent dans l'admini-

stration. Les activités de la plateforme sont intégrées aux mécanismes de planification du développement national et font l'objet d'un suivi annuel grâce à un mécanisme de réalisation de rapports créé en mars 2016 et renforcé par le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (MsAPN) 2017 - 2020. La plateforme étudie actuellement la mise en place d'un Réseau du secteur privé pour stimuler les partenariats public-privé dans le domaine de la nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2013 - 2016 (MsAPN), qui accompagne la Politique nationale de nutrition, est mis en œuvre par les 16 ministères de tutelle, neuf autorités provinciales et 25 districts. Ce Plan fait l'objet d'un suivi régulier au moyen de réunions d'évaluation des progrès, organisées aux niveaux national et régional, et grâce aux contributions de la plateforme multisectorielle. Il est actuellement en cours de mise à jour pour couvrir les années 2017 à 2020. Une analyse stratégique

nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition en vue de relever le Défi « Faim Zéro » a été lancée par le président, le 13 février 2017. Elle vise à identifier les lacunes et à appuyer les politiques pour atteindre l'objectif de développement durable numéro 2 d'ici 2030. Le Ministère de la santé revoit actuellement les politiques nutritionnelles du Sri Lanka, à la suite d'examen de la Politique nationale nutritionnelle réalisés par le Réseau de la société civile SUN (2016) et l'UNICEF (2015).

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats supervise le MsAPN et fait l'objet d'un examen trimestriel par le Secrétariat national de la nutrition qui a été créé pour améliorer les capacités de coordination et de soutien du cadre commun de résultats au Sri Lanka. En outre, le MsAPN est également réexaminé tous les deux mois dans les provinces, les districts et les départements. Un système d'information œuvrant de façon continue pour identifier les ménages à risque nutritionnel a égale-

ment été mis en place. Jusqu'à présent, des informations de tous les secteurs ont été recueillies pour plus de 150 000 enfants et femmes enceintes. Au sein du Ministère de la santé, un système national de surveillance nutritionnelle a été restructuré en mars 2017 pour recueillir des données au niveau macro. Le Ministère de l'éducation a établi une base de données sur la nutrition en milieu scolaire : elle rassemble les données nutritionnelles des enfants scolarisés.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le MsAPN a été chiffré, toutefois, il s'avère qu'il manque de clarté en ce qui concerne les contributions des parties prenantes. Cet élément sera par conséquent approfondi lors de la prochaine version de ce plan. Une ligne budgétaire consacrée à la nutrition a été introduite en 2015 et elle a été maintenue tous les ans avec de nouvelles alloca-

tions consacrées à la promotion de la nutrition. Plus de 95 % du financement provient de l'État, les Nations Unies apportant également leur soutien en comblant les lacunes en matière de financement. Les organisations de la société civile restent néanmoins menacées par le manque de financement.

PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer le suivi et l'évaluation du MsAPN ;
- Créer un Réseau du secteur privé et un Réseau de donateurs et renforcer le Réseau des Nations unies ;
- Cibler les ménages et les individus dans les actions nutritionnelles.



Date d'adhésion : juin 2013
Population : 11,88 millions

Sud Soudan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 11%

2017 30%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 0%

2017 16%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 0%

2017 36%

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

2016 0%

2017 4%

Total pondéré 2017 22%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Soudan du Sud se trouve toujours en pleine crise humanitaire, due à trois ans de guerre civile. En 2017, ce sont plus de 5,5 millions de personnes qui souffrent de niveaux de faim extrême. Le gouvernement du Soudan du Sud s'est engagé pour le renforcement de la nutrition avec la création de la plateforme multi-acteurs en 2015, redynamisée en juin 2016. Un coordinateur de donateurs SUN doit encore être désigné et il faut également mettre sur pied des réseaux de donateurs et de la société civile. Il

est prévu d'étendre la plateforme multi-acteurs pour qu'elle englobe également les ministères de tutelle et les secteurs liés à la nutrition, puisqu'actuellement les activités SUN relèvent uniquement du Ministère de la santé. Des plans sont actuellement en cours d'élaboration pour améliorer la participation des responsables des organismes des Nations unies et des organisations de la société civile dans les activités du Mouvement SUN au Soudan du Sud.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La législation relative à la nutrition n'a pas encore été mise en place au Soudan du Sud. Toutefois, le département de la nutrition du Ministère de la santé et les membres du Groupe sectoriel sur la nutrition (qui comprend le gouvernement, les Nations unies et les organisations de la société civile) ont travaillé en étroite collaboration à l'élaboration de règlements et de lignes directrices. En cours d'élaboration, la Politique alimentaire et nutritionnelle est actuellement en

phase de révision. Les lignes directrices sur la prise en charge locale de la malnutrition aiguë et celles sur la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant ont été approuvées par le Ministère de la santé et sont en train d'être mises en œuvre ; un suivi des résultats est également en cours. Un code de commercialisation des substituts du lait maternel doit néanmoins encore être élaboré et mis en vigueur, de même que d'autres cadres juridiques.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Ministère de la santé intègre actuellement la nutrition dans les politiques, les stratégies et les lignes directrices du secteur de la santé. Les principales activités nutritionnelles et les recensements des partenaires sont menés en collaboration avec le Groupe

sectoriel sur la nutrition. Durant la période couverte par le rapport et en consultation avec les parties prenantes, le Ministère de la santé a élaboré un plan de travail annuel sur la nutrition ainsi qu'un mécanisme conjoint de suivi.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En raison du conflit en cours, aucun progrès n'a été enregistré sur la période couverte par le rapport.

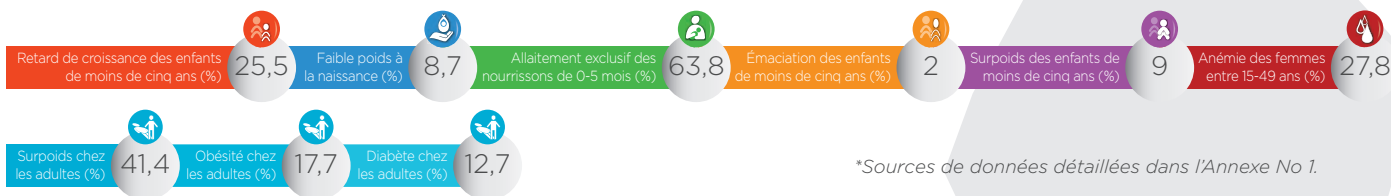
PRIORITÉS 2017-2018

- Finaliser la politique alimentaire et nutritionnelle pour juin 2018 et assurer la diffusion des lignes directrices sur la prise en charge locale de la malnutrition aiguë et les lignes directrices et la stratégie sur la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant ;
- Accroître au maximum l'engagement de la plateforme multisectorielle pour le Mouvement SUN ;
- Assurer un plaidoyer, en particulier dans les domaines de la mobilisation des ressources et du suivi financier ;
- Renforcer chez les membres de la plateforme les capacités de suivi des progrès réalisés sur les objectifs et activités du Mouvement SUN.



Date d'adhésion : novembre 2013
Population : 1,32 millions

Swaziland



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

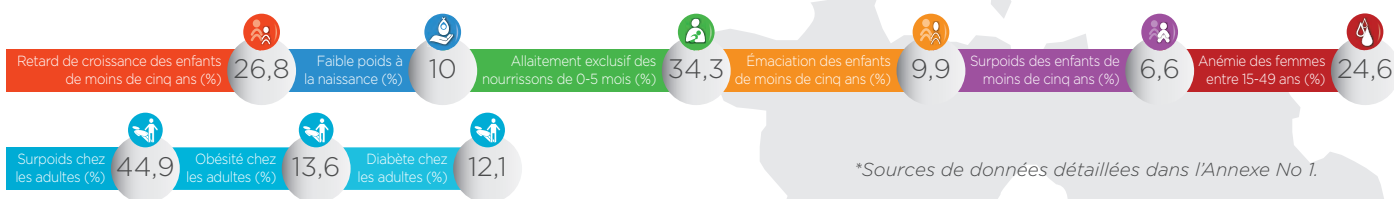
Total pondéré 2017

—



Date d'adhésion : septembre 2013
Population : 8,55 millions

Tadjikistan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

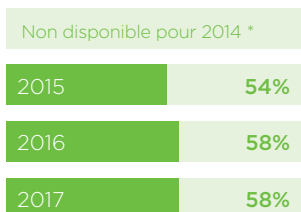
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au cours de la période 2016-2017, le gouvernement du Tadjikistan a modifié le mandat et les conditions d'adhésion de la plateforme multi-acteurs et des groupes de travail techniques. Ces changements comprennent notamment l'ajout de secteurs et de parties prenantes importants ainsi qu'une séparation entre les fonctions de la plateforme multi-acteurs SUN et le pro-

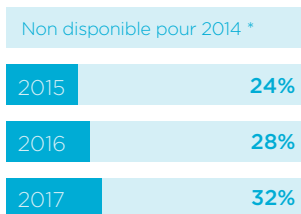
gramme d'alimentation scolaire. En juillet 2017, le 2e Forum national de la nutrition a réuni plus d'une centaine de partenaires et de praticiens nationaux et internationaux, représentant des parties prenantes du gouvernement, des instituts de recherche, des donateurs, des agences des Nations unies et la société civile.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'application réelle des lois et des politiques demeure difficile. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative de l'iodation du sel pour tous, une analyse situationnelle, réalisée en 2016, a examiné les obstacles juridiques empêchant les agences d'inspection de surveiller et de contrôler régulièrement les petites entreprises à ce sujet. Les décideurs ont témoigné d'un intérêt grandissant pour à l'égard de l'enrichissement des aliments, y compris l'enrichissement de la fa-

rine et l'iodation du sel. En 2017, un nouveau groupe de travail consacré aux carences en micronutriments a été créé sous l'égide du Conseil de la sécurité alimentaire (présidé par le Premier ministre adjoint). Ce groupe de travail a pour mission d'évaluer et de modifier la loi existante sur l'enrichissement, qui n'a pas été votée en 2016, pour en faire une loi sur la prévention des carences en micronutriments adoptant une approche axée sur l'enrichissement des aliments.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La première ébauche du cadre commun de résultats multisectoriel du Tadjikistan a été présentée lors du Forum national de la nutrition, en juillet 2017. Une fois ce cadre commun de résultats finalisé, l'objectif sera de le développer en un plan d'action multisectoriel détaillé qui présentera les cibles par secteur, les plans de mise en œuvre na-

tionaux et sous-nationaux, les mécanismes de gouvernance, de redevabilité et de coordination, les mécanismes de financement permettant le suivi des fonds, aussi bien du budget que hors budget, consacrés à la nutrition et la production des rapports budgétaires associés, en sus des composantes liées au renforcement des capacités.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Tadjikistan a participé à l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN, en adoptant l'approche en trois étapes. Les résultats pour les budgets 2014, 2015 et 2016 sont désormais disponibles. L'analyse à venir tiendra compte des contributions des donateurs. Le Ministère de la santé et de la protection sociale et le Ministère des finances ont resserré leur collaboration concernant le processus d'allocation

budgétaire. En 2016, le Ministère de la santé et de la protection sociale a entrepris de définir et d'évaluer le coût de l'ensemble des services essentiels en matière de nutrition et de santé reproductive, aux stades maternel, néonatal, infantile et adolescent. Cette démarche permettra de mieux comprendre les estimations chiffrées des mesures nutritionnelles (notamment les mesures spécifiques à la nutrition).



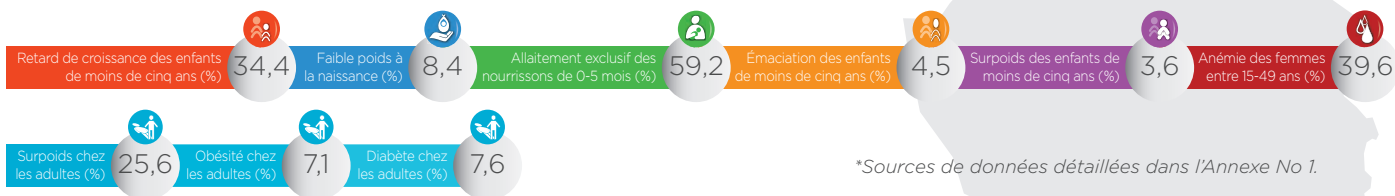
PRIORITÉS 2017-2018

- Développer le cadre commun de résultats en un plan d'action multisectoriel pour la nutrition, détaillé et chiffré, dont les cibles sont pleinement intégrées aux plans et politiques intersectoriels ;
- Élaborer un plan d'action multisectoriel comprenant des plans de mise en œuvre par secteur aux niveaux national et sous-national ;
- Mettre l'accent sur les mécanismes de gouvernance, de redevabilité, de gestion et de coordination ;
- Améliorer les mécanismes et les sources de financement, en plus du suivi des fonds du budget et ceux hors budget consacrés à la nutrition et la production des rapports budgétaires associés ;
- Assurer le renforcement des capacités, la mise en place d'un cadre de suivi et évaluation et chiffrer le plan dans son ensemble ainsi que ses composantes.



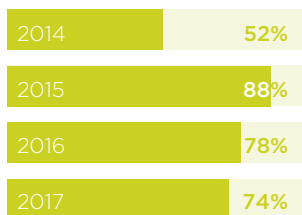
Date d'adhésion : juin 2011
Population : 53,88 millions

Tanzanie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

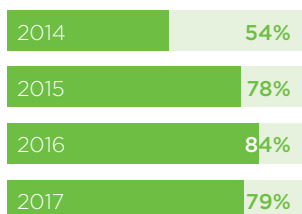
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La formulation du Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (NMNAP) 2016-2021 a réuni tous les acteurs, et sa validation le 6 septembre 2017 a rassemblé un nombre record de secrétaires permanents. L'élaboration d'un tableau de bord pour la nutrition, la tenue annuelle de réunions de planification et de budgétisation au niveau régional, l'examen des outils de supervision, l'analyse des goulots d'étranglement des secrétariats régionaux et des autorités gouvernementales locales, ainsi que la formation des ins-

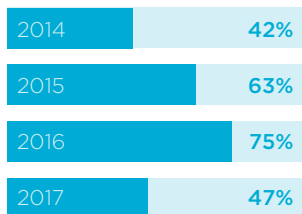
tructeurs nationaux sur le kit de communication pour la nutrition, le changement social et de comportement, Mkoba wa Siku 1 000, (qui favorise les bons comportements pour améliorer la nutrition maternelle et infantile) : tous ces éléments ont permis la mise en œuvre de mesures conjointes. En outre, le Réseau du secteur privé SUN travaille avec plus de 90 entreprises et le Partenariat pour la nutrition en Tanzanie collabore avec le Groupe parlementaire pour la sécurité alimentaire, la nutrition et les droits de l'enfant.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'adoption du NMNAP est, du point de vue politique et stratégique, une très bonne mesure, en dépit du retard pris dans la finalisation de la Politique sur l'alimentation et la nutrition, actuellement en attente d'approbation par le gouvernement. L'année 2016 a été marquée par l'entrée en fonction du cinquième gouvernement tanzanien et la constitution d'un nouveau Parlement. Le Partenariat pour la nutrition en Tanzanie (PANITA) a, quant à lui, mobilisé le soutien des parlementaires pour le NMNAP entre avril et juin 2017.

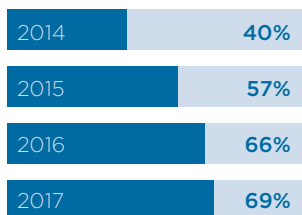
Le gouvernement a émis une circulaire mise à jour concernant les directives budgétaires, qui demande aux conseils d'accroître les fonds alloués annuellement à la nutrition des enfants de moins de 5 ans. Le Vice-président a été nommé ambassadeur de la nutrition et le Ministère des finances et de la planification a annoncé en octobre 2016 que le gouvernement investirait 115 millions de dollars US sur les 268 millions de dollars US nécessaires à la mise en œuvre du NMNAP, ce qui encouragera les donateurs à collaborer.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'élaboration et l'adoption d'un cadre commun de résultats, de ressources et de redevabilité (CRRAF) multi-acteurs et multisectoriel pour mesurer l'évolution de la mise en œuvre du NMNAP représentent un accomplissement majeur. Il reste néanmoins difficile de s'assurer que les parties prenantes alignent leurs cadres de suivi avec le CRRAF et qu'elles soumettent

un rapport annuel lors de l'examen multisectoriel conjoint. Au cours de ce processus, la liste de vérification du Mouvement SUN permettant d'évaluer la qualité des plans nationaux de nutrition a été utilisée et le NMNAP satisfait à tous les critères. En 2017, la malnutrition a été intégrée aux rapports hebdomadaires du système d'information de santé.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Bien que des progrès aient été réalisés dans le suivi des dépenses et des allocations de fonds en matière de nutrition pour la période 2016-2017, les mécanismes doivent être renforcés. En Tanzanie, le financement public et la gestion des résultats en matière de nutrition restent faibles dans leur ensemble et auraient par conséquent besoin d'un renforcement

des capacités et des systèmes. Une telle démarche s'avère également nécessaire dans le cadre des audits sociaux et de la redevabilité. De plus, un deuxième examen des dépenses publiques aura lieu en 2017. Un groupe de travail pour la mobilisation des ressources a été formé dans le but de développer la stratégie du NMNAP (2016-2021) et d'en assurer le suivi.



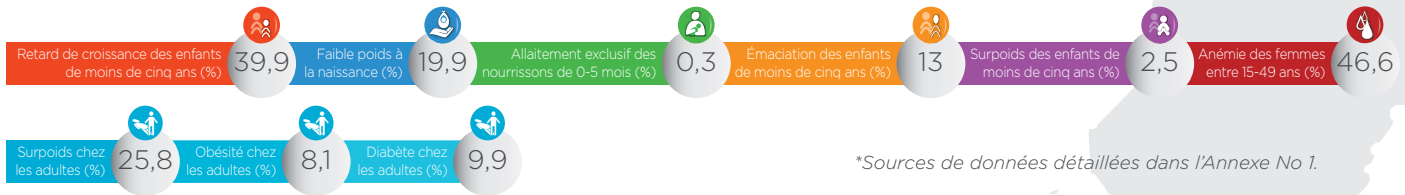
PRIORITÉS 2017-2018

- Organiser le quatrième examen multisectoriel conjoint en septembre 2017 et finaliser la mise en place des structures multisectorielles de coordination ;
- Assurer le suivi de la validation de la nouvelle version de la Politique sur l'alimentation et la nutrition ;
- Renforcer la mise en œuvre et l'application des documents législatifs en matière de nutrition ;
- Développer une stratégie qui établit des liens entre la nutrition, l'environnement et les changements climatiques ;
- Rendre opérationnel le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) du NMNAP ;
- Développer une stratégie de mobilisation des ressources pour le NMNAP.



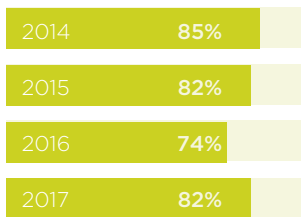
Date d'adhésion : mai 2013
Population : 14,01 millions

Tchad



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

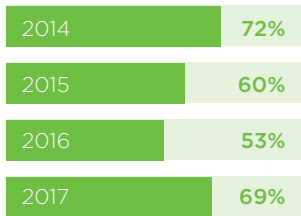
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA), plateforme interministérielle instituée en 2014, n'est pas encore fonctionnel mais sa première réunion est espérée pour 2017. Son comité technique (multi-acteurs) permanent est convoqué mensuellement par le directeur de la nutrition du Ministère de la santé. En 2016-2017, cinq comités régionaux de nutrition et d'alimentation ont été formés dans le cadre d'un projet pilote. Les sept réseaux existants (qui incluent les journalistes, les champions et les

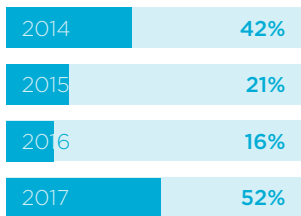
académiciens) ont accueilli cette année celui du secteur privé, alors qu'un réseau dédié à la fortification est envisagé. Un plan d'action annuel commun à tous ces réseaux a été réalisé en 2017, sur la base de leurs plans de travail respectifs. Le réseau des parlementaires a sensibilisé ses pairs lors d'une journée spéciale en décembre 2016, avant de sensibiliser aussi la population lors d'une tournée en caravane à l'intérieur du pays en janvier 2017. Le réseau des champions a formé des journalistes.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs lois ont été élaborées, validées techniquement et/ou adoptées mais leur application et leur opérationnalisation rencontrent des difficultés. Des examens techniques analysent actuellement l'intégration de la nutrition dans les stratégies sectorielles. La Stratégie pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant a été finalisée et validée techniquement en 2017. Les parlementaires assurent un plaidoyer actif pour

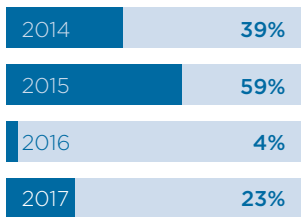
l'adoption du code de commercialisation des substituts du lait maternel. Le paquet minimum d'activité proposé par les centres de santé est en cours de révision afin d'y intégrer les indicateurs de nutrition. Enfin, le Plan national de réponse à la situation de crise alimentaire et nutritionnelle a été validé alors que le plan de réduction des risques de catastrophe intégrant la nutrition est en cours de validation.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA) est finalisé, budgétisé et validé techniquement depuis 2016. Son adoption par le CNNA est escomptée et devrait précéder l'élaboration d'un cadre commun des résultats définissant les cibles. Les Nations unies, les partenaires techniques et financiers et les ONG s'alignent cependant déjà sur les objectifs

du gouvernement. Plusieurs cartographies ont été initiées (groupe sectoriel nutrition, société civile) dans le but d'avoir une vision globale des interventions de tous les acteurs. Il existe un cadre harmonisé annuel qui définit les zones vulnérables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Enfin, deux projets conséquents relatifs à la fortification ont été lancés.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Une analyse des déficits de financements a été réalisée en amont de la budgétisation du PAINA. Cependant, les données sur le financement de la nutrition n'étant pas centralisées, l'estimation de ces derniers n'est pas actualisée. Les décaissements des promesses des bailleurs n'ont pas pu être réalisés car le PAINA n'est pas encore adopté. Le réseau des champions, celui de la société civile et le REACH ont uni leurs efforts

de plaidoyer envers les parlementaires et le Ministère des finances, afin d'augmenter les financements pour la nutrition. Les résultats de l'étude sur le coût de la faim ont été publiés fin 2016 et largement diffusés. Lors de la table ronde des bailleurs de fonds du Tchad tenue à Paris en septembre 2017, la nutrition a été intégrée aux dossiers relevant de l'urgence et de la santé, fruit de l'investissement de la plateforme.



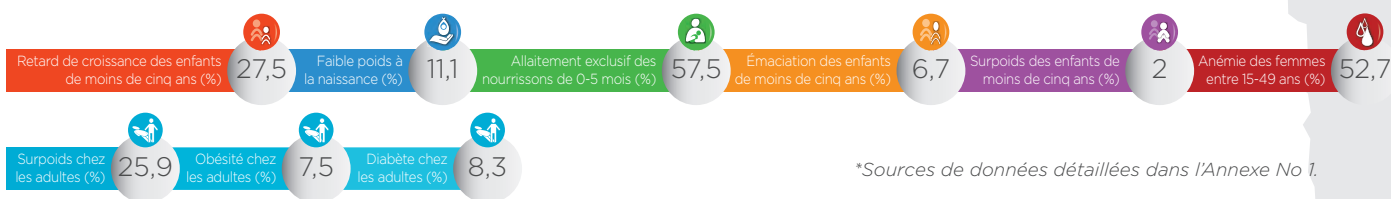
PRIORITÉS 2017-2018

- Achever et adopter le Plan intégré de mise en œuvre ;
- Opérationnaliser le CNNA.
- Élaborer le cadre commun de résultats, assorti d'un plan de suivi et d'évaluation ;



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 7,42 millions

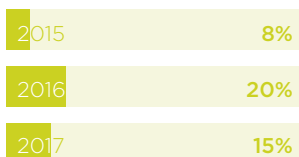
Togo



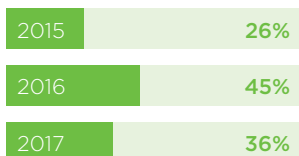
*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

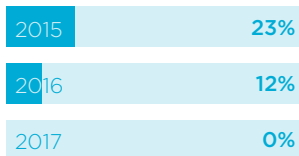
Non disponible pour 2014 *



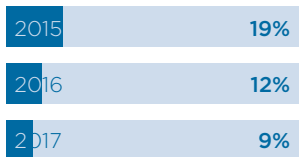
Non disponible pour 2014 *



Non disponible pour 2014 *



Non disponible pour 2014 *



Total pondéré 2017

15%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le décret de mise en place de la plateforme multisectorielle est toujours en cours d'adoption. Certains membres de la plateforme ont toutefois déjà été officiellement nommés. Le Ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, le Ministère du commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, et le Ministère des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle sont impliqués depuis peu. Les agences onusiennes, les donateurs, le secteur privé et les orga-

nisations de la société civile participent aux réunions de la plateforme qui sont organisées régulièrement mais avec une fréquence insuffisante en raison du manque de financement. La feuille de route de la plateforme avec l'inventaire des principales actions ainsi que le plan de travail du réseau des agences des Nations unies ont été déjà élaborés. Deux groupes parlementaires tiennent compte de la nutrition. Ils traitent d'une part des questions de santé et d'autre part de la sécurité alimentaire.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Après l'évaluation de la politique et du Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015, les termes de référence pour l'élaboration d'une nouvelle politique et d'un nouveau plan stratégique de nutrition multisectoriels sont disponibles. Le nouveau Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) est par ailleurs

en cours de validation. Le nouveau Plan national de développement sanitaire intégrant la nutrition (PNDS) 2016-2022 a été adopté par le gouvernement. Plusieurs mesures législatives concernant la nutrition ont été adoptées ou sont en cours de validation, notamment, l'arrêté sur l'iodation du sel et sur la fortification des aliments.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La liaison avec le MQSUN+ a démarré, avec l'objectif de pouvoir soutenir l'élaboration du plan stratégique multisectoriel de la nutrition et du cadre commun de suivi des

résultats. La planification prévue dans les différents plans sectoriels est en cours de révision.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un exercice de cartographie des interventions nutritionnelles est en cours afin d'évaluer les besoins de financement supplémentaire. L'exercice sur l'analyse budgétaire démarré en 2014 s'est poursuivi en 2016 avec l'assistance technique d'un consultant. Les lignes budgétaires consacrées à la nu-

trition ne sont pas encore clairement définies au niveau des secteurs ministériels. Des termes de référence pour un appui technique et financier dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique multisectoriel de nutrition ont été élaborés.

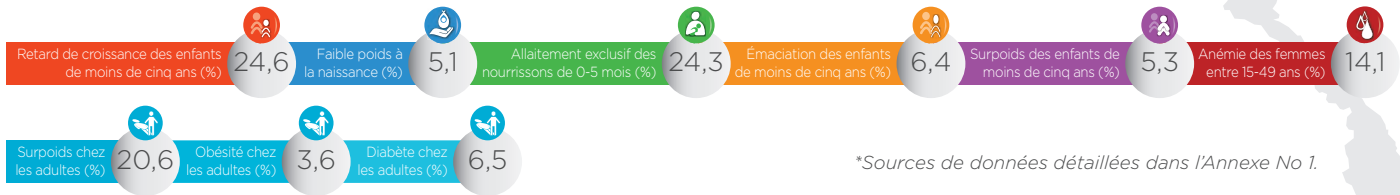
PRIORITÉS 2017-2018

- Organiser une rencontre d'information et de réflexion sur le renforcement de la nutrition au Togo en 2017 avec l'appui de l'UNICEF Togo et des autres partenaires, lors de la mission du conseiller régional de nutrition pour le bureau régional de l'Afrique de l'ouest et du centre.
- Faire un plaidoyer qui devra regrouper les secrétaires généraux des ministères sectoriels impliqués dans la nutrition, les représentants des corps diplomatiques, les députés, les ONG, la société civile, les universités et le secteur privé avec l'objectif de sensibiliser les décideurs et les acteurs à la situation nutritionnelle du Togo.
- Convenir de la nécessité d'une structure pour la gouvernance de la nutrition et son ancrage institutionnel.



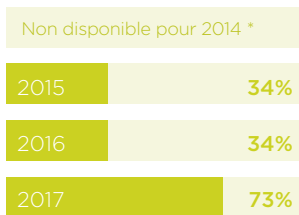
Date d'adhésion : janvier 2014
Population : 93,57 millions

Vietnam



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

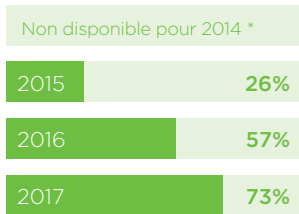
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Vietnam est déterminé à rétablir le Comité directeur national de la nutrition, comme le souligne le nouveau Plan national d'action pour la nutrition 2017 - 2025 (NPAN) qui dispose d'un mécanisme clair de coordination pour permettre une réelle coopération multisectorielle et pour favoriser une meilleure redevabilité de l'exécutif gouvernemental et des secteurs autres que la santé (qui contribuent à la nutrition). Il était ini-

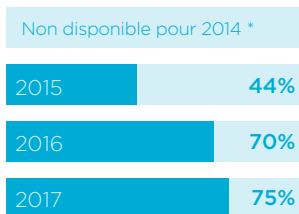
tialement prévu que l'approbation du nouveau NPAN se fasse au niveau ministériel. Après la visite de la Coordinatrice du Mouvement SUN au Vietnam en février 2017 et les encouragements adressés à cet égard, le plan doit maintenant être approuvé par le Vice-premier ministre responsable, ce qui offrira un niveau plus élevé d'engagement et de suivi.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Loi sur la publicité mise en œuvre par le décret 100/2014 sur la commercialisation des substituts du lait maternel a été diffusée par le Ministère de la santé grâce à des formations organisées pour les inspecteurs de la santé dans tout le pays. Les entreprises privées ont fait pression pour que l'interdiction totale de publicité sur les substituts du lait maternel soit limitée à la publicité rela-

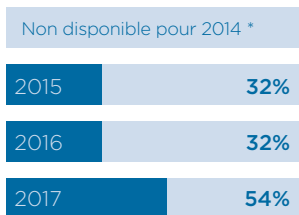
tive aux enfants de moins de 12 mois. Cependant, le gouvernement est parvenu à s'y opposer et à maintenir la limite de 24 mois initialement prévue par la loi. En 2016, le ministère de la Santé a également publié la circulaire 38/2016 sur le soutien à l'allaitement dans les services de santé et le décret 09/2016 sur l'enrichissement obligatoire des aliments.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le NPAN 2017-2025 est en cours de finalisation ; il fournira aux ministères les lignes directrices nationales pour l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles. La liste de vérification des critères et des caractéristiques des « bons » plans nationaux de nutrition du Mouvement SUN a été utilisée durant le processus d'élaboration

du NPAN. Même si la définition des rôles et des tâches avait été entreprise lors de la première phase de conception de la Stratégie nationale pour la nutrition 2011 - 2020, le nouveau NPAN redéfinit les rôles des acteurs, à partir des besoins et les priorités nationales.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le NPAN 2017-2025 a été chiffré, avec le soutien de l'UNICEF et du Secrétariat du Mouvement SUN. Des défis subsistent pour que les secteurs autres que la santé s'approprient et rendent compte du suivi des ressources mobilisées pour la nutrition. Bien qu'il n'y ait pas de stratégie à long terme de mobilisation des ressources pour la nutrition, des lacunes ont cependant été identifiées et des ressources ont bien été mo-

bilisées à l'échelle national et infranational. Avec la baisse des financements de partenaires extérieurs, se tourner vers les contributions du secteur privé s'avère parfois problématique en raison de conflits d'intérêts, étant donné que les dons se font souvent sous la forme d'une coopération entre les entreprises laitières et les organismes de santé gouvernementaux.



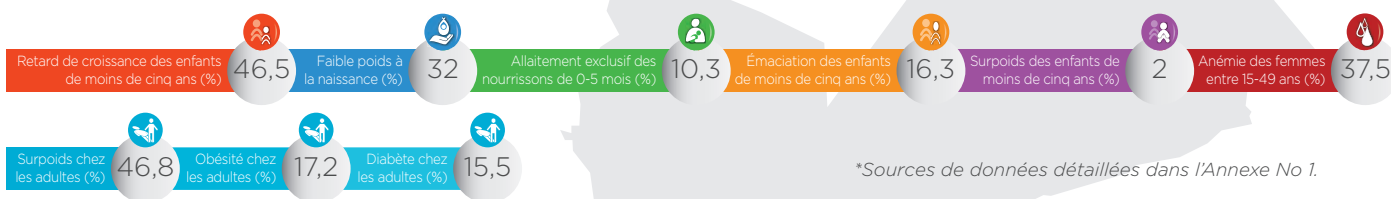
PRIORITÉS 2017-2018

- Plaider pour l'accroissement des investissements dans des interventions propres à la nutrition ou qui y contribuent, notamment par le rôle joué par les ambassadeurs de la nutrition et les médias ;
- Mettre l'accent sur les lignes directrices au niveau infranational pour la mise en œuvre du nouveau NPAN avec suffisamment de ressources mobilisées ;
- Mettre sur pied un Réseau du secteur privé SUN et trouver un coordinateur de donateurs pour le Réseau des donateurs SUN, avec l'appui des réseaux mondiaux.



Date d'adhésion : novembre 2012
Population : 26,92 millions

Yémen



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017

2014 63%

Non disponible pour 2015 *

2016 44%

2017 57%

2014 54%

Non disponible pour 2015 *

2016 40%

2017 16%

2014 42%

Non disponible pour 2015 *

2016 33%

2017 66%

2014 21%

Non disponible pour 2015 *

2016 19%

2017 25%

Total pondéré 2017 41%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2017, la plateforme multi-acteurs du Yémen a été élargie pour intégrer de nouveaux partenaires dans son Comité directeur, notamment des organisations relevant de l'enseignement supérieur et de la société civile, centrées sur l'autonomisation des femmes et la participation des habitants au niveau local. En 2017, de nouveaux partenariats ont été établis avec des organisations comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Bien que le point focal SUN soit membre du Groupe

sectoriel sur la nutrition, lequel comprend des agences des Nations unies et des organisations de la société civile, le Secrétariat national n'a pas encore réussi à atteindre un niveau optimal de coordination avec d'autres secteurs, en raison de la crise que traverse le pays. Cependant, des efforts concertés ont été déployés pour mieux coordonner tous les groupes sectoriels sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2016-2017, aucun bilan n'a été dressé sur la bonne mise en œuvre et le caractère effectif des diverses lois et politiques liées à la nutrition. Dans le contexte du conflit en cours, les organismes gouvernementaux ne sont pas en mesure d'assumer les coûts opérationnels de révision ou de mise à jour d'aucune loi ou réglementation. En 2017, le Ministère de l'industrie et du commerce a supervisé plusieurs lois et règlements commerciaux concernant la compétitivité et la prévention des monopoles sur les prix des denrées alimentaires, afin de faciliter l'accès aux produits alimentaires de

base. Un suivi a également été effectué pour garantir la disponibilité et la qualité des aliments pour les enfants et la conformité des lois avec les normes internationales. Le Ministère a conçu une matrice pour les amendements nécessaires et a évalué l'influence des politiques et des lois gouvernementales sur les citoyens. Le 4e plan quinquennal pour le secteur de l'agriculture (2012 - 2016) a été évalué en 2017 par le Ministère de l'agriculture. Une analyse de situation sur la promotion de l'allaitement est en cours, réalisée avec le soutien de l'UNICEF.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les parties prenantes bénéficient des documents, plans, politiques et programmes disponibles ; elles s'appuient sur les rapports d'évaluation des besoins. Un système de carte a été approuvé et il s'est avéré fonctionnel dans plusieurs gouvernorats, où il a partiellement compensé l'absence de salaires versés à certains fonctionnaires depuis huit mois. Le Consortium SUN visant à « Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition »

(MQSUN) a été chargé de revoir les priorités du Plan national d'action pour la nutrition pour 2017 - 2025. En coordination avec l'IFPRI, les projets nutritionnels vont être répertoriés. La liste qui en résultera, comprenant divers indicateurs et d'autres données, sera régulièrement mise à jour et tenue à la disposition du public. Les stratégies nationales ne précisent pas les responsabilités, le suivi et l'évaluation, le calendrier, ni le cadre de mise en œuvre.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Bien que des financements conséquents destinés à la nutrition existent au Yémen, provenant de donateurs et d'organisations internationales, et principalement axés sur

l'action humanitaire, il n'y a pas actuellement de contribution gouvernementale, en raison du conflit en cours.

PRIORITÉS 2017-2018

- Exploiter les possibilités de plaider pour influencer les décideurs politiques et économiques, afin d'aligner toutes les politiques yéménites de lutte contre la faim et la malnutrition ;
- Accroître la mobilisation des ressources et des initiatives sur les questions nutritionnelles.



Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 16,10 millions

Zambie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

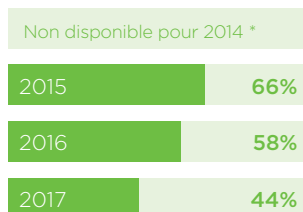
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs continue à organiser des réunions avec tous les Réseaux SUN. Des comités provinciaux de coordination de la nutrition ont été mis en place dans sept provinces et des plans multisectoriels de nutrition ont été élaborés. Des comités de districts de coordination de la nutrition ont été formés dans d'autres districts que ceux qui reçoivent des financements du

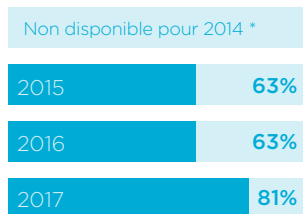
Mouvement SUN actuellement. Les Réseaux de la société civile, des donateurs et du secteur privé se sont agrandis. Les nouveaux parlementaires ont été sensibilisés aux problématiques alimentaires et nutritionnelles et il leur a été demandé de jouer un rôle d'ambassadeurs de la nutrition dans leurs circonscriptions respectives.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs projets de loi dont les processus d'examen et de révision ont débuté au cours des deux ou trois dernières années mais n'ont pas encore abouti (la Loi sur l'alimentation et la nutrition, et celle relative à la sécurité alimentaire). Toutefois, une nouvelle politique agricole a été réalisée. Le Réseau des donateurs SUN a lancé une initiative vi-

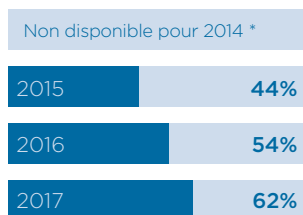
sant à réaliser une analyse économique des politiques et des cadres de réglementation actuels pour y déceler des points d'entrée pour la nutrition. La Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNC) a conçu un cadre sensible à la nutrition pour guider la planification du cadre de dépenses à moyen terme 2018 - 2020.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'élaboration du « Programme des 1 000 jours les plus décisifs » pour 2017 - 2021 (MCDP Phase 2) a débuté par une version révisée du cadre de résultats, le programme étant fondé sur le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2017 - 2021. Les plans de travail annuels chiffrés sont en place au niveau national et dans les

14 districts financés par le Mouvement SUN. Un bilan annuel conjoint a réuni les parties prenantes du Programme des 1000 jours les plus décisifs autour des principaux éléments de suivi et d'évaluation. Les résultats de ce bilan vont permettre d'éclairer la mise en œuvre de la Phase 2 de ce programme.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition et le Réseau des organisations de la société civile SUN, ont mis au point un cadre de suivi budgétaire et ont révisé les engagements 2013 - 2017 financiers pour la nutrition. Les conclusions ont été présentées à la Commission parlementaire élargie sur les prévisions budgétaires et les

dépenses qui s'est engagée à porter davantage d'attention à la nutrition. Un atelier organisé par le Projet FANTA III d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition a amené à un Modèle de profils 2017-2027 qui servira de base au plaidoyer pour la nutrition.



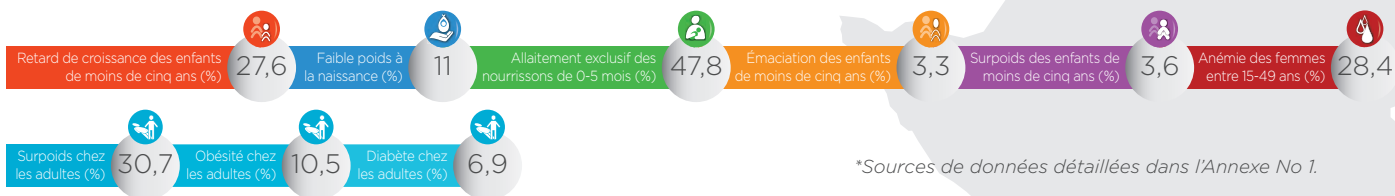
PRIORITÉS 2017-2018

- Établir des mécanismes plus complets de suivi des dépenses et des engagements SMART en faveur de la nutrition pour la croissance ;
- Déployer la Phase 2 du Programme des 1 000 jours les plus décisifs dans au moins 30 districts en 2018 ;
- S'accorder sur le programme de recherche sur la nutrition et renforcer le Réseau du milieu universitaire et de la recherche ;
- Finaliser le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2017 - 2021 et le Programme des 1000 jours les plus décisifs 2017 - 2021 (MCDP Phase 2) ;
- Améliorer la coordination des donateurs sur la programmation et les financements dédiés à la nutrition.



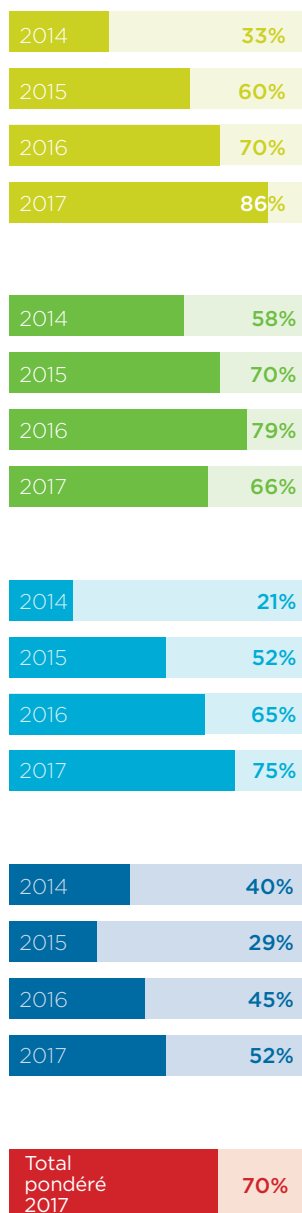
Date d'adhésion : juin 2011
Population : 15,78 millions

Zimbabwe



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La coordination est assurée au travers des Comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui sont des plateformes multisectorielles nationales et infranationales. La sécurité alimentaire et nutritionnelle figure au rang des premières préoccupations politiques ; elle est également mise en avant dans le Programme zimbabwéen pour la transformation socio-économique durable (Zim ASSET), un plan économique qui détermine les secteurs prioritaires pour la reprise

économique. Au cours de la dernière année, la plateforme multisectorielle a sensibilisé les journalistes aux questions nutritionnelles, dans l'idée d'en faire des ambassadeurs de la nutrition. L'Alliance de la société civile SUN a organisé une séance de mobilisation avec 14 membres de la Commission parlementaire sur les Objectifs de développement durable, aux côtés de représentants du Ministère de la santé et de la protection de l'enfance, et en présence des médias.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La priorité réside pour le moment dans la mise en œuvre effective des politiques et des stratégies existantes, notamment la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la Stratégie nationale de nutrition 2014 - 2018. Un Document provisoire de stratégie de réduction de la pauvreté a cependant été élaboré en septembre 2016. Il comprend des initiatives sur la nutrition maternelle et infantile et sur l'alimentation

scolaire. Le Cadre de politique nationale de protection sociale a été lancé et la Loi sur l'enrichissement des aliments a été élaborée, et adoptée après un processus consultatif. Le Ministre de la santé dirige le programme national de fortification alimentaire qui comprend l'enrichissement obligatoire, dès le 1er juillet 2017, de quatre aliments vecteurs sélectionnés.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La Stratégie nationale de nutrition 2014 - 2018 comprend un cadre commun de résultats sur lequel les parties prenantes alignent leurs actions nutritionnelles. Cependant, une analyse de l'état des lieux et une consultation s'avèrent nécessaires pour que les activités des parties prenantes soient mieux harmonisées. Des travaux sont en cours pour améliorer le système d'information nu-

tritionnelle et pour suivre les progrès des actions multisectorielles de la nutrition. Les plans de travail des Comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont alignés sur les engagements de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Plan de mise en œuvre du Groupe sectoriel sur la nutrition et les domaines thématiques de la Stratégie nationale de nutrition.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Bien que la Stratégie nationale de nutrition 2014 - 2018 soit chiffrée, la cartographie des dépenses actuelles nécessite une analyse plus approfondie, afin de dégager l'apport des interventions spécifiques à la nutrition et de celles qui contribuent à la nutrition dans des domaines clés spécifiques et/ou dans la réalisation des engagements nutritionnels nationaux. Un système de suivi financier dé-

taillé doit donc être mis sur pied. Bien qu'une analyse plus approfondie des déficits de financement soit également nécessaire, les récentes affectations de fonds soutiendront le système d'information nutritionnelle, la gouvernance nutritionnelle, l'intégration du programme nutritionnel dans le secteur agricole et la promotion de la campagne nationale de communication sur la nutrition.

PRIORITÉS 2017-2018

- Obtenir puis maintenir un haut niveau d'engagement politique pour la nutrition qui se traduise en actes concrets ;
- Réexaminer les politiques/lignes directrices nationales et l'intégration de problématiques telles que le changement climatique, l'égalité des sexes et la résilience ;
- Renforcer les capacités de suivi financier des ressources utilisées dans la nutrition et de leurs retombées ;
- Élaborer des lignes directrices et offrir un soutien pour permettre de tirer un meilleur parti des leçons apprises et des bonnes pratiques ;
- Assurer un soutien financier pour combler les lacunes en matière de recherche sur la nutrition.



Annexes

Annexe 1

EXPLICATION DES INDICATEURS UTILISÉS DANS LE RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DU MOUVEMENT SUN 2017

Ce rapport comprend **neuf** statistiques sur la nutrition, conformément au Rapport sur la nutrition mondiale de 2017. Ces statistiques sont en lien direct avec les Cibles mondiales 2025 adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) dans le but d'améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant et avec trois cibles nutritionnelles du Cadre mondial de suivi de la prévention et de la maîtrise des maladies non transmissibles (MNT).

Cinq statistiques cibles de l'AMS se fondent sur des informations provenant d'une base de données inter-organisation récente (UNICEF, Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale) tandis que l'anémie se base sur des estimations mondiales. Les cibles nutritionnelles relatives aux maladies non transmissibles proviennent de plusieurs sources comme expliqué ci-avant.

Statistiques de l'AMS : les statistiques sur les retards de croissance, l'émaciation et le surpoids chez les enfants de moins de cinq ans, sur l'allaitement exclusif et sur l'insuffisance pondérale à la naissance reposent sur des données de l'équipe inter-organisation (UNICEF, OMS et Banque mondiale). Des estimations anthropométriques représentatives au niveau national et ayant fait l'objet d'un examen approfondi par les agences et d'une approbation collective ont été ajoutées à l'ensemble commun de données régulièrement mis à jour.

Anémie chez la femme : cet indicateur se base sur des estimations mondiales du Groupe d'étude sur le modèle d'impact de la nutrition (NIMS) pour l'anémie et est utilisé dans le Rapport sur la nutrition mondiale (2011).

Diabète chez l'adulte : la glycémie chez l'adulte est un indicateur du diabète (cible 7 des maladies non transmissibles). Cet indicateur mesure la glycémie à jeun grâce à des études sur les populations et à des systèmes de surveillance. Il repose sur l'indicateur de la base de données de l'Observatoire mondial de la santé de l'OMS (2016) suivant : « Hyperglycémie à jeun ($\geq 7,0$ mmol/l ou patient sous traitement) ».

Surpoids et obésité chez l'adulte : aux fins du présent rapport uniquement, des taux moyens de surpoids et d'obésité chez les hommes et femmes adultes ont été utilisés (cible 7 des maladies non transmissibles). Les deux indicateurs combinent les statistiques pour les hommes et les femmes afin de simplifier la présentation des profils de pays. Les deux indicateurs mesurent les indices de masse corporelle sur la base de données de taille et de poids obtenues dans le cadre d'études sur les populations et grâce à des systèmes de surveillance. Les indicateurs présentent différents seuils selon lesquels le surpoids chez l'adulte prévaut lorsque l'indice de masse corporelle est > 25 et l'obésité chez l'adulte lorsque l'indice de masse corporelle est > 30 . Ces données se basent sur l'indicateur de la base de données de l'Observatoire mondial de la santé de l'OMS (2016). Cette annexe fournit avant tout des données désagrégées pour des statistiques sur l'obésité et le surpoids chez les hommes et femmes adultes. Pour référence, veuillez consulter l'annexe 1.

Ce rapport n'inclut aucune donnée sur l'obésité et le surpoids chez les adolescents, ni sur les niveaux de consommation de sel car le Rapport sur la nutrition mondiale 2016 ne les définit pas comme des cibles mondiales de nutrition.

Indicateurs statistiques de la nutrition des pays SUN

Indicateur	Description de l'indicateur	Définition	Source(s) des données	Remarques
Retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans	Prévalence d'une faible taille pour l'âge < -2 écarts-types chez les enfants de moins de cinq ans.	Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille pour l'âge est inférieure à -2 écarts-types par rapport à la taille pour l'âge médiane telle que définie par les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.	UNICEF-WHO-World Bank: Joint Child Malnutrition Estimates: Levels and Trends (updated May 2017) (UNICEF-OMS-Banque mondiale : estimations communes de la malnutrition chez l'enfant, niveaux et tendances (mise à jour : mai 2017). Consultable en anglais sur : https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/	Malawi source: DHS 2016. Sri Lanka source: DHS 2016.
Insuffisance pondérale à la naissance	Prévalence des nourrissons d'un poids < 2500 g à la naissance.	Pourcentage des nourrissons pesant moins de 2500 grammes à la naissance.	Base de données mondiale de l'UNICEF (mise à jour en octobre 2014). Consultable en anglais sur : https://data.unicef.org/topic/nutrition/low-birthweight/	Malawi source: DHS 2016. Sri Lanka source: DHS 2016.
Allaitement exclusif chez les nourrissons de 0 à 5 mois	Allaitement exclusif au cours des six premiers mois de vie.	Pourcentage de nourrissons âgés de 0 à 5 mois ayant bénéficié d'un allaitement exclusif (uniquement nourris au lait maternel le jour précédent).	Base de données mondiale de l'UNICEF (mise à jour en octobre 2016). Consultable en anglais sur : http://data.unicef.org/nutrition/iycf.html	Myanmar source: DHS 2016.
Émaciation chez les enfants de moins de cinq ans	Prévalence d'un rapport poids/taille < -2 écarts-types chez les enfants de moins de cinq ans.	Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le rapport poids/taille est inférieur à -2 écarts-types par rapport au rapport poids/taille médian tel que défini par les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.	UNICEF-WHO-World Bank: Joint Child Malnutrition Estimates: Levels and Trends (updated May 2017) (UNICEF-OMS-Banque mondiale : estimations communes de la malnutrition chez l'enfant, niveaux et tendances (mise à jour : mai 2017). Consultable en anglais sur : https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/	Malawi source: DHS 2016. Sri Lanka source: DHS 2016.
Surpoids chez les enfants de moins de cinq ans	Prévalence d'un rapport poids/taille > 2 écarts-types chez les enfants de moins de cinq ans.	Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le rapport poids/taille est supérieur à 2 écarts-types par rapport au rapport poids/taille médian tel que défini par les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.	UNICEF-WHO-World Bank: Joint Child Malnutrition Estimates: Levels and Trends (updated May 2017) (UNICEF-OMS-Banque mondiale : estimations communes de la malnutrition chez l'enfant, niveaux et tendances (mise à jour : mai 2017). Consultable en anglais sur : https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/	Sri Lanka source: DHS 2016.
Anémie chez la femme	Prévalence d'un taux d'hémoglobine <11 g/dl chez la femme enceinte.	Part de femmes enceintes présentant un taux d'hémoglobine dans le sang <110 g/l.	WHO (2015) Global Prevalence of Anaemia in 2011 (Prévalence de l'anémie dans le monde en 2011, OMS, 2015). Consultable en anglais sur : http://www.who.int/nutrition/publications/micronutrients/global_prevalence_anaemia_2011/en/	Malawi source: DHS 2016. Myanmar source: DHS 2016.
Surpoids et obésité chez l'adulte	Part de femmes et d'hommes âgés de plus de 18 ans obèses et en surpoids (avec un indice de masse corporelle (IMC) ≥ 25 kg/m ² pour les personnes en surpoids et un IMC ≥ 30 kg/m ² pour les personnes obèses).	Pourcentage d'une population (adultes âgés de plus de 18 ans) avec un IMC supérieur à 25 ou à 30.	NCD Risk Factor Collaboration. (2016). Trends in adult body. Contribution des facteurs de risques aux MNT (2016). Tendances des IMC chez les adultes dans 200 pays de 1975 à 2014 : analyse de données totalisées de 1698 études de populations sur 19,1 millions d'individus. The Lancet, 387 (10026), 1377-1396. Consultable en anglais sur : http://www.ncdrisc.org/data-downloads.html	Les données sur surpoids et l'obésité, telle que représentée dans les profils des pays SUN, est présentée avec agrégé chiffres combinant à la fois scores pour les femmes et hommes. Désagrégé statistiques pour surpoids et l'obésité pour des hommes et femmes peut être trouvée à l'annexe 1.
Diabète chez l'adulte	Prévalence sans strate d'âges du diabète/ de l'hyperglycémie chez des personnes âgées de plus de 18 ans (concentration en glucose du plasma sanguin à jeun ≥ 7 mmol/l (126 mg/dl) ou chez les patients sous traitement contre l'hyperglycémie).	Part d'adultes (personnes âgées de plus de 18 ans) présentant une hyperglycémie (glucose à jeun ≥ 7 mmol/l ou chez un patient sous traitement contre l'hyperglycémie ou avec des antécédents de diabètes), estimation sans strate d'âges pour les hommes et les femmes.	NCD Risk Factor Collaboration. (2016). (Contribution des facteurs de risques aux MNT (2016). Tendances mondiales du diabète depuis 1980 : analyse de données totalisées de 751 études de populations sur 4,4 millions d'individus. The Lancet, 387(10027), 1513-1530. Consultable en anglais sur : http://www.ncdrisc.org/data-downloads.html	Les données sur diabète, telle que représentée dans les profils des pays SUN, est présentée avec agrégé chiffres combinant à la fois scores pour les femmes et hommes. Désagrégé statistiques pour diabète pour des hommes et femmes peut être trouvée à l'annexe 1.

Taux d'obésité et de surpoids chez l'adulte (en %) dans les pays du Mouvement SUN

Pays SUN	Diabète		Surpoids		Obésité	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Bangladesh	10	9	14.11	20.383	1.758	4.876
Bénin	7	7	16.786	35.174	3.132	13.11
Botswana	8	9	30.802	55.424	9.426	29.094
Burkina Faso	7	5	15.042	27.751	2.536	8.404
Burundi	4	4	8.602	23.391	0.815	5.239
Cambodge	7	7	12.45	20.761	1.57	4.218
Cameroun	7	7	21.726	40.251	4.611	15.69
République centrafricaine	0	0	12.654	26.726	1.735	7.603
Comores	8	8	14.872	32.747	2.113	10.699
Congo	8	8	22.204	36.744	4.937	13.677
Costa Rica	9	9	58.399	61.496	19.096	28.531
Côte d'Ivoire	7	6	22.372	37.405	4.407	13.837
République démocratique du Congo	6	6	13.676	27.72	1.823	7.613
Éthiopie	6	5	10.34	24.231	1.246	5.993
Gabon	0	0	33.945	45.494	10.046	20.411
Gambie	9	8	21.897	35.86	4.306	13.724
Ghana	6	7	21.866	42.584	5.251	18.301
Guatemala	9	10	48.128	57.465	13.391	24.206
Guinée	7	6	16.381	31.512	2.608	9.907
Guinée-Bissau	7	7	17.363	31.685	2.965	10.716
Haïti	9	9	30.896	45.316	6.685	17.046
Indonésie	7	8	19.744	28.266	3.544	8.081
Kenya	6	6	17.091	33.984	2.922	11.188
Kirghizistan	10	11	45.159	47.895	11.375	16.701

Taux d'obésité et de surpoids chez l'adulte (en %) dans les pays du Mouvement SUN

Pays SUN	Diabète		Surpoids		Obésité	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Laos	8	8	14.468	22.238	1.994	4.806
Le Salvador	9	11	52.204	59.82	15.695	26.705
Lesotho	7	10	18.868	52.398	4.355	25.66
Libéria	8	8	17.393	33.284	2.95	11.374
Madagascar	6	5	14.442	27.744	2.13	7.466
Malawi	7	6	11.65	29.076	1.363	8.312
Mali	8	6	17.485	31.063	3.558	10.623
Mauritanie	8	9	23.187	35.674	5.294	14.579
Mozambique	7	6	12.016	27.95	1.507	8.131
Myanmar	7	8	14.606	23.282	2.04	5.398
Namibie	7	8	26.654	50.539	7.558	24.338
Népal	12	9	15.509	22.204	2.226	5.287
Niger	6	5	11.216	25.737	1.622	7.011
Nigéria	6	6	23.644	39.554	5.326	15.448
Pakistan	13	12	21.044	26.009	4.089	8.169
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15	14	43.91	55.709	14.484	23.629
Pérou	7	8	52.746	61.467	15.007	25.429
Philippines	7	7	21.751	26.859	4.098	7.048
Rwanda	4	5	10.271	27.059	1.003	6.497
Sénégal	8	7	19.521	35.345	3.821	13.267
Sierra Leone	7	7	16.91	33.847	2.984	12.376
Somalie	7	6	14.645	25.33	1.919	6.99
Soudan du Sud	-	-	-	-	-	-
Sri Lanka	7	8	17.294	30.673	3.29	9.092
Soudan	8	9	21.515	33.949	4.178	11.726

Taux d'obésité et de surpoids chez l'adulte (en %) dans les pays du Mouvement SUN

Pays SUN	Diabète		Surpoids		Obésité	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Swaziland	8	11	25.42	54.516	6.811	27.217
Tadjikistan	10	10	39.371	46.481	9.201	15.617
Tchad	8	6	14.618	30.56	2.988	10.422
Togo	7	7	15.674	33.623	2.735	11.827
Ouganda	4	5	12.46	28.497	1.394	7.466
Tanzanie	6	6	15.238	32.118	2.545	10.745
Viet Nam	6	5	15.786	20.687	1.736	3.236
Yémen	13	10	36.784	48.962	8.615	19.298
Zambie	6	7	18.466	37.019	3.497	13.529
Zimbabwe	7	8	19.511	49.599	3.65	22.668

Annexe 2

Avancées des pays SUN dans les différents processus

PAYS SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	Plus haut niveau de l'exécutif avec lequel la plateforme multi-acteurs est engagée	La plateforme multi-acteurs est décentralisée.	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur d'agence de l'ONU.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur de donateur.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des médias.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires.	Des champions de la nutrition ont été désignés.	Nom du cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays inclut un cadre de suivi et d'évaluation.	Le coût du cadre commun de résultats du pays a été évalué.
Bangladesh	•	Bureau du Premier ministre	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Cadre de résultats du développement du 7e plan sur cinq ans (2016-2020)	•	•
Bénin	•		•	•	•	•	•					Cadre commun de résultats pour la lutte contre la malnutrition chronique 2016-2025		
Botswana		S/O												
Burkina Faso	•	Ministère de la Santé	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Pacte 2016-2020 liant le plan stratégique nutrition 2016-2020 et les interventions sectorielles	•	•
Burundi	•	Vice-président	•	•		•	•	•		En cours				
Cambodge	•	Vice-président		•			•	•	•	•		NSFSN 2014-18	•	
Cameroun	•	Premier ministre	•	•		•	•	•		•		Matrice de suivi et d'évaluation du plan opérationnel de lutte contre la malnutrition 2016-2021 (en cours)	S/O	•
République centrafricaine														
Tchad	•		•	•	•	•	•	•	•	•	•	Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation 2016-2020 (en cours)	S/O	•
Comores				•		•				•				
Congo	En cours	Équipe présidentielle				•				•		Plan opérationnel de lutte contre la malnutrition 2016-2018	•	•
République démocratique du Congo	•	Ministère de la Santé		•		•		•		•		Plan opérationnel du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2020 (en cours)		

PAYS SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle											Plus haut niveau de l'exécutif avec lequel la plateforme multi-acteurs est engagée	La plateforme multi-acteurs est décentralisée.	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur d'agence de l'ONU.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur de donateur.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des médias.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires.	Des champions de la nutrition ont été désignés.	Nom du cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays inclut un cadre de suivi et d'évaluation.	Le coût du cadre commun de résultats du pays a été évalué.
Costa Rica	•	Ministère de la Santé	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Sistema de Información Nacional en Seguridad Alimentaria y Nutricional (SINSAN) (Système national de renseignements sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle)	•	•						
Côte d'Ivoire	En cours	Premier ministre	•	•			•	•	•						Plan national multisectoriel de nutrition (2016-2020)	•	•							
El Salvador	•	Indépendant	•	•	•					•	•	•	•	•	Plan Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle)		•							
Éthiopie	•	Ministère de la Santé		•	•			•	•						Programme national de nutrition (NNP) 2013-2015 NNP II 2016-2020	•	•							
Gabon		Ministère de l'Agriculture		•	•																			
Ghana	•	Ministère de la Planification	•	•			•	•	•	•	•	•	•	•	Cadre de développement à moyen terme du gouvernement 2018-2021	•	Aucune donnée							
Guatemala	•	Équipe présidentielle	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Estrategia Nacional para la Prevención de la Desnutrición Crónica 2016-2020 (Stratégie nationale de lutte contre la sous-nutrition chronique 2016-2020)	•	•							
Guinée	•		•	•	•	•				•	•	•	•	•	Plan d'action multisectoriel 2015-2016		•							
Guinée-Bissau	•	Ministère de la Santé		•			•											Aucune donnée						
Haïti		Ministère de la Santé	•	•	•	•				•	•		En cours		Plan stratégique nutrition 2013-2018 et Plan opérationnel nutrition annuel		•							

Avancées des pays SUN dans les différents processus, cont.

PAYS SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	Plus haut niveau de l'exécutif avec lequel la plateforme multi-acteurs est engagée	La plateforme multi-acteurs est décentralisée.	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur d'agence de l'ONU.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur de donateur.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des médias.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires.	Des champions de la nutrition ont été désignés.	Nom du cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays inclut un cadre de suivi et d'évaluation.	Le coût du cadre commun de résultats du pays a été évalué.
Indonésie	•	Ministère de la Planification	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Planification nationale de développement à moyen terme (RPJMN) 2015-2019	•	•
Kenya	•	Ministère de la Santé	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Plan d'action national de la nutrition 2012-2017, Plan d'action national de la nutrition 2018 (en cours)	•	•
Kirghizistan	•	Ministère de l'Agriculture	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Stratégie de sécurité alimentaire 2015-2017	•	•
Laos	•	Bureau du vice-premier ministre	•	•	En cours	•	•	•	•	•	•	Stratégie nationale de nutrition jusqu'à 2025 et Plan d'action 2016-2020	•	•
Lesotho	•	S/O	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•
Libéria	•		•	En cours	•	•	•	•	•	•	•		•	•
Madagascar	•	Bureau du Premier ministre	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Plan national d'action pour la nutrition (PNAN) PNAN II 2012-2015 PNAN III 2017-2021	En cours	•
Malawi	•	Ministère de la Santé	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Politique nationale de nutrition et plan stratégique 2007-2015	•	•
Mali	•		•	•	En cours	•	•	•	•	•	•	Plan d'action multisectoriel 2014-2018	En cours	•
Mauritanie	•	NA	•	•	•	•	•	•	•	En cours	•	Plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016 - 2025) (En cours)	•	•
Mozambique	•	Ministère de l'Agriculture	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Programme for the Reduction of Chronic Undernutrition 2011-2015 (2020)	•	•
Myanmar	•	Conseiller d'État	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•

PAYS SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	Plus haut niveau de l'exécutif avec lequel la plateforme multi-acteurs est engagée	La plateforme multi-acteurs est décentralisée.	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur d'agence de l'ONU.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur de donateur.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des médias.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires.	Des champions de la nutrition ont été désignés.	Nom du cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays inclut un cadre de suivi et d'évaluation.	Le coût du cadre commun de résultats du pays a été évalué.
Namibie	•	Adjoint(e) du Premier ministre		•	•	•	•	•	•	•	•	Plan multisectoriel de mise en œuvre de la nutrition, Cadre de résultats et tableau de bord des indicateurs (2012/13-2015/16)	•	•
Népal	•	Bureau du Premier ministre	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Plan de nutrition multisectoriel II 2017-22	•	
Niger	•	Équipe présidentielle	•	•	•	•	•	•	•	•	En cours	Plan d'action 2017-2019 de la politique nationale de sécurité nutritionnelle	En cours	•
Nigéria	•	Commission de planification	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Plan stratégique national d'action pour la nutrition (2014 - 2019)	•	•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	•	Ministère de la Santé et ministère de la Planification		•	•	•	•	•	•			Plan d'action stratégique de nutrition (SAP) (en cours)		
Pakistan	•	Commission de planification	•	•	•	•	•	•	•	•		Stratégie nationale de nutrition (en cours)		
Pérou	•	Équipe présidentielle	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Programación Presupuestal relacionada con nutrición (PAN y SMN) (Plan de budgétisation de la nutrition)	•	•
Philippines	•	Ministère de la Santé	•	•	•			•	•	•		Plan national de nutrition II 2017-2022		
Rwanda	•	Ministère du gouvernement local	•	•	•	•	•		•	•		Plan d'action commun pour l'élimination de la malnutrition 2012 (JAPEM)		Aucune donnée
Sénégal	•	Bureau du Premier ministre	•	•	En cours	•	•		En cours	•	En cours	Plan stratégique multisectoriel de la nutrition 2016-2021	En cours	•
Sierra Leone	•	Vice Équipe présidentielle	•	•	•	•	•			•	En cours	Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSP) 2013-2017, Rédaction du FNSP II pour 2018-2022 (en cours)	•	•

Avancées des pays SUN dans les différents processus, cont.

PAYS SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	Plus haut niveau de l'exécutif avec lequel la plateforme multi-acteurs est engagée	La plateforme multi-acteurs est décentralisée.	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur d'agence de l'ONU.	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur de donateur.	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des médias.	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires.	Des champions de la nutrition ont été désignés.	Nom du cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays inclut un cadre de suivi et d'évaluation.	Le coût du cadre commun de résultats du pays a été évalué.
Somalie	•	Bureau du Premier ministre	•	•				•		•		Programme conjoint de santé et de nutrition (en cours)	•	
Soudan du Sud	•	Ministère de la Santé		•										
Soudan	•	Ministère de la Santé		•	•	•	•	•	•	•		Plan stratégique national de nutrition 2014-2025		•
Sri Lanka	•	Équipe présidentielle	•	•		•		•	•	•		Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (2013-2016)	•	
Swaziland	•	S/O		•			•							Aucune donnée
Tadjikistan	•	Ministère de la Santé		•				•	•	•				
Tanzanie	•	Bureau du Premier ministre	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Cadre commun de résultats, de ressources et de redevabilité (CRRAF)		•
Gambie	•	Vice-Équipe présidentielle	•	En cours				•	•	•	•	Politique nationale de nutrition 2010-2020		•
Togo	•	-				•				En cours				
Ouganda	•	Bureau du Premier ministre	•	•	•		•			•	•	Plan d'action pour la nutrition en Ouganda 2011-2016 (UNAP)	En cours	•
Viet Nam	•	S/O		•			•	•		•	•	Stratégie nationale de nutrition pour 2011-2020 avec une Vision vers 2030	•	•
Yémen	•	Ministère de la Planification						•				Plan de nutrition multisectoriel 2015-19	•	•
Zambie	•	Ministère de la Santé	•	•	•	•	•	•	•	•	•	Stratégie nationale de nutrition 2017-2021	•	•
Zimbabwe	•	Indépendant	•			•	•	•	•	•	•	Stratégie nationale de nutrition 2014-2018	•	•

Suivi des progrès réalisés au sein du Mouvement SUN en 2016-2017

Le Rapport d'avancement 2017 du Mouvement SUN utilise un suivi des résultats afin de présenter l'état actuel du Mouvement SUN. Sur la base du Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN,⁷¹ élaboré en 2013, les avancées sont estimées en évaluant dans quelle mesure les Réseaux et les pays SUN adaptent leurs comportements afin de réaliser les quatre objectifs stratégiques énoncés dans la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN 2016-2020 :

1. **Développer et maintenir un environnement politique favorable**
2. **Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition**
3. **Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées sur des résultats communs**
4. **Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition**

Le Cadre de suivi et d'évaluation prend en compte la nature complexe, imprévisible et non linéaire des avancées des parties prenantes au moment de faire face aux problèmes de nutrition dans le cadre de leur engagement collectif. Sur la base d'informations recueillies au cours des réunions trimestrielles du Réseau des pays SUN et de l'exercice annuel d'évaluation conjointe entrepris par les pays SUN, il observe donc les changements de comportements des acteurs de chaque pays (gouvernements, donateurs, société civile, secteur privé et Nations Unies)⁷² qui s'opèrent dans le but d'atteindre les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN. L'évaluation conjointe fournit également une plate-forme de redevabilité mutuelle qui permettra à l'avenir le partage et l'apprentissage au sein du Mouvement SUN. Le rapport qui rend compte de cet exercice d'évaluation conjointe a adopté un format s'articulant autour des quatre objectifs stratégiques ci-dessous.

La méthodologie utilisée reconnaît que c'est bel et bien les parties prenantes (personnes, organisations et réseaux) qui impulsent les processus de changements. Dans le cadre du suivi des avancements, elle se concentre sur **un ensemble de marqueurs de progrès⁷³ qui illustrent les résultats comportementaux** attendus des différentes parties prenantes. Des marqueurs de progrès ont été défini pour chacun des quatre processus. Chaque partie prenante analyse les relations, les actions, les activités, les politiques et les pratiques associées à chaque marqueur de progrès au cours de l'année passée. Les réalisations en lien avec chaque marqueur sont notées sur une échelle allant de 0 à 4 (*0 pour un changement de comportement non applicable ou non amorcé, 1 pour un changement de comportement amorcé, 2 pour un changement de comportement en cours, 3 pour un changement de comportement presque achevé et 4 pour un changement de comportement achevé*).

Les **premiers marqueurs de progrès** des quatre processus correspondent à des comportements relativement faciles à mettre en œuvre tandis que les **derniers marqueurs de progrès** de chaque processus représentent des changements plus difficiles à concrétiser et donc plus ambitieux.⁷⁴ Pour rendre compte de ces différences, les résultats de chaque marqueur de progrès sont totalisés et pondérés,⁷⁵ les premiers marqueurs de progrès les plus faciles à réaliser reçoivent une pondération moindre par rapport aux marqueurs de progrès plus difficiles et plus ambitieux.

Le suivi des avancées par le Mouvement SUN à l'aide des évaluations conjointes effectuées directement par les pays permet d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de ces derniers. En soi, le processus d'évaluation conjointe aide les parties prenantes à prendre leur part de responsabilité, à tirer parti du suivi des avancées et à rendre mutuellement des comptes quant à leurs actions collectives.

Alors que les avancées du Mouvement font l'objet d'un suivi depuis 2012, jusqu'à 2014, les évaluations de chaque objectif stratégique se basaient sur des informations issues des téléconférences bimensuelles entre les pays. Depuis, tous les pays SUN sont encouragés à procéder à l'exercice d'évaluation conjointe avec l'aide précieuse de toutes les parties prenantes impliquées dans le Mouvement afin de dresser un tableau exhaustif des avancées réalisées, de procéder à une auto-évaluation et de se noter.

⁷¹ Consulter le tableau 4 sur l'élément du cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN

⁷² L'approche de cartographie des résultats prend également en compte les comportements des acteurs au sein des quatre réseaux mondiaux.

⁷³ Consulter le tableau 2 pour une liste des processus et des marqueurs de progrès.

⁷⁴ Consulter le Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN disponible à l'adresse suivante : http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/06/SUN_Framework_FR_20140514.pdf

⁷⁵ Consulter le tableau 3.

Évaluation des avancées de 2016-2017 au sein du Mouvement SUN

L'évaluation des avancées au sein du Mouvement SUN est menée par les pays avec l'aide des Réseaux SUN nationaux et mondiaux et du Secrétariat du Mouvement SUN. **En août 2017, ce sont 52 pays SUN¹ qui avaient effectué une évaluation conjointe (Figure 1). Parmi eux, 27 ont mené le même exercice d'évaluation conjointe au cours des quatre dernières années (2014, 2015, 2016 et 2017) comme l'indique la Figure 2.** Les pays SUN qui n'ont pas pu mener l'évaluation conjointe en 2016 ont un profil présenté sans aucune donnée. Les pays qui ont rejoint le Mouvement SUN au cours de l'année passée figurent parmi les profils de pays individuels de cette année.

L'intitulé de l'exercice de suivi a été modifié en 2016 pour passer d'auto-évaluation à « **évaluation conjointe du Mouvement SUN** » afin de bien indiquer qu'il s'agit d'un exercice à caractère collectif centré sur une réflexion conjointe et des priorités communes pour l'avenir. Les marqueurs de progrès ont été modifiés en 2016 pour donner la priorité à la mise en œuvre et aux résultats tout en permettant une comparaison des résultats de chaque pays au fil du temps.

Cette année, l'évaluation conjointe a été légèrement modifiée pour s'aligner sur le Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage SUN. Des questions supplémentaires ont été posées pour chaque processus afin de collecter, auprès des pays, des données sur les moyens d'encourager la redevabilité et sur les impacts des situations d'urgence et des catastrophes sur la réalisation des 4 objectifs stratégiques.

Les résultats des rapports d'évaluation conjointe sont résumés dans les profils de pays du présent rapport. **Ce rapport présente les évaluations de 2014-2017, étant donné que la même méthodologie a été utilisée, c'est-à-dire des évaluations conjointes par les parties prenantes dans les pays.**

Principaux enseignements à tirer du suivi effectué en 2016

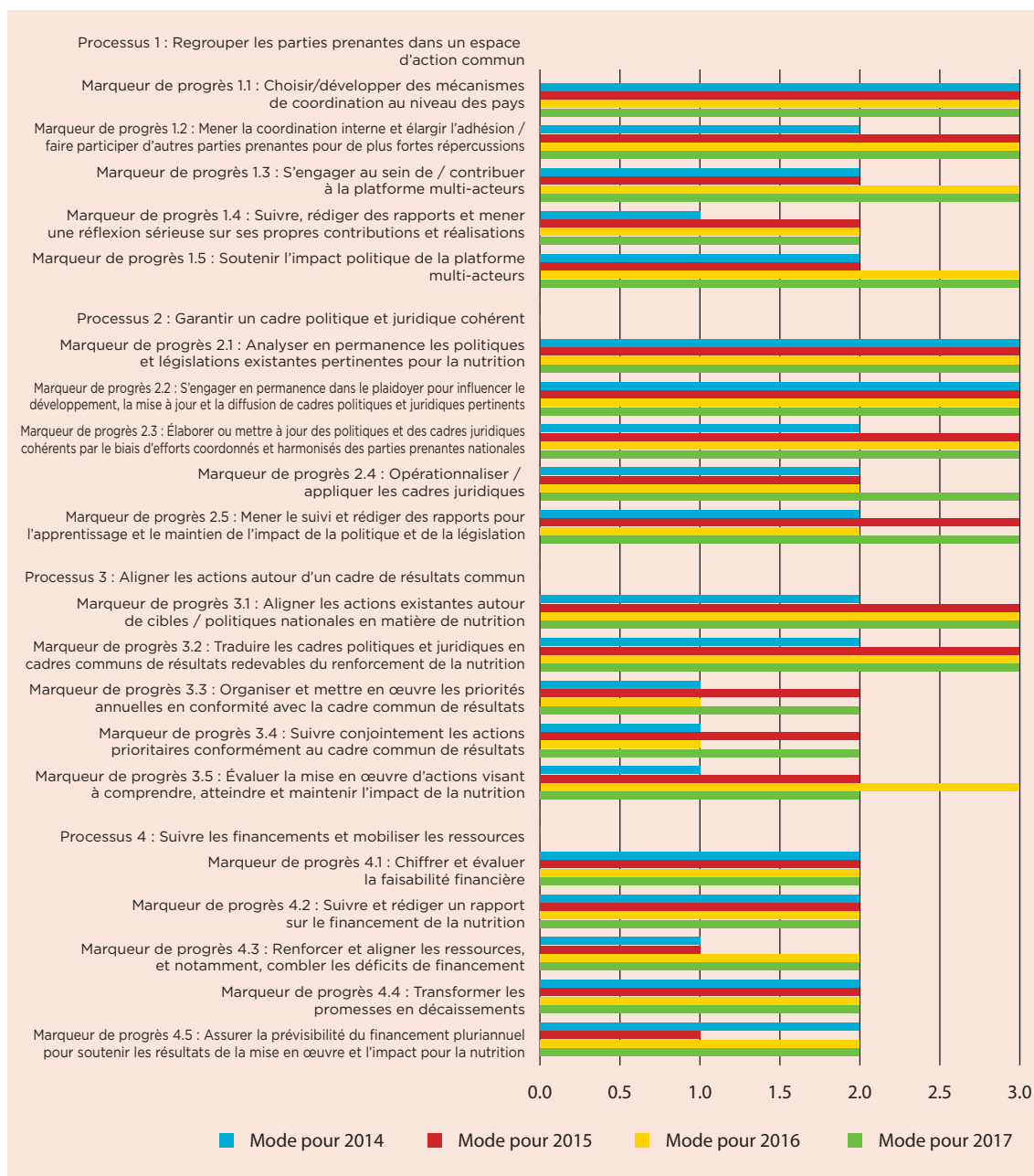
Des modèles de changements globaux émergents pertinents pour le Mouvement SUN ont dans l'ensemble été observés et sont mis en exergue dans le présent rapport. Pour comprendre l'état actuel du Mouvement SUN en 2016, l'analyse se base sur le mode (fréquence d'un résultat particulier) des marqueurs de progrès de 45 pays comme indiqué dans la **Figure 1** ci-dessous. Cela a permis de constater une amélioration générale au sein du Mouvement SUN (démontrée par la comparaison des modes des 27 pays ayant procédé à l'évaluation pendant quatre ans) comme présentée ci-dessous :

¹ Pour une liste complète des pays et points de données, consulter le tableau 1.

Figure 1 : PROGRÈS ACCOMPLIS AU SEIN DU MOUVEMENT SUN : Évaluations conjointes de 52 pays - 2017



Figure 2 : Évaluations conjointes de 27 pays avec 4 points de données (2014, 2015, 2016 & 2017)



COMPRENDRE LES ENJEUX D'UNE INTERPRÉTATION ET D'UNE COMPARAISON DES RÉSULTATS DES DIFFÉRENTS PAYS AU FIL DU TEMPS

L'analyse des résultats obtenus grâce aux évaluations conjointes par pays au fil du temps et pour l'année 2017 suggère que les parties prenantes de chaque pays sont généralement très critiques de leur propre travail au moment d'évaluer les marqueurs de progrès, bien plus que le Secrétariat du Mouvement SUN a pu l'être au cours des années passées (2012 et 2013). Avec le renouvellement des équipes dans chaque pays et la progression de la compréhension de ce qui est attendu d'elles en matière de changements accompagnant une certaine maturité des pays SUN, il peut arriver que les changements dans les résultats ne reflètent pas ceux du terrain.

Les évaluations conjointes des pays SUN requièrent une grande réflexion notamment sur certains aspects des progrès qui ne sont pas toujours visibles des acteurs extérieurs à un pays. Il semble bel et bien que l'évaluation conjointe est l'occasion de réfléchir à l'hétérogénéité des différents acteurs impliqués, tandis que les évaluations externes, même lorsqu'elles sont validées dans les pays, ont tendance à refléter la perspective de la partie prenante principale.

Un résultat de marqueur de progrès compris entre 0 et 4 doit en principe indiquer que des changements de comportements particuliers prennent forme. Cependant, les résultats d'évaluations conjointes pour des marqueurs particuliers semblent être influencés par la valeur que leur donnent ceux qui mènent les évaluations conjointes. Une telle subjectivité n'est pas surprenante puisque le suivi des résultats repose sur une approche de *cartographie des résultats*. L'évaluation demande si un comportement particulier est « amorcé », « en cours » ou « en place » : ainsi, ce sont les personnes responsables de l'évaluation qui sont invitées à procéder à l'évaluation sur la base de leur propre jugement.

S'il n'est pas question d'utiliser les résultats des évaluations conjointes pour comparer les avancées *entre les pays*, ils peuvent néanmoins permettre d'identifier et d'interpréter des tendances émergentes de transformations institutionnelles dans un pays. Les résultats doivent cependant faire l'objet d'une interprétation précautionneuse car l'approche est influencée par les interactions réciproques entre les parties prenantes, par la complexité des problèmes à résoudre et par le contexte unique de chaque pays. Nombreuses sont les personnes du Réseau SUN des points focaux des pays qui estiment que si les parties prenantes des pays adoptent la même approche d'évaluation conjointe années après années, elles seront mieux à même de décrire les défis qui se posent à elles et les succès que les efforts qu'elles déploient permettent d'obtenir.

Tableau 1 : Données analysées du Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2017

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017
1	Bangladesh	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
2	Bénin	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
3	Burkina Faso	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
4	Burundi	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
5	Cameroun	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
6	Tchad	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
7	République démocratique du Congo	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
8	Côte d'Ivoire	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
9	El Salvador	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
10	Éthiopie	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	
11	Ghana	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
12	Guatemala	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
13	Guinée	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
14	Haïti	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
15	Indonésie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
16	Kenya	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
17	Kirghizistan	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
18	Laos	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
19	Madagascar	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
20	Malawi	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
21	Mali	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017
22	Mauritanie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
23	Mozambique	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
24	Myanmar	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
25	Namibie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
26	Népal	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
27	Niger	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
28	Nigéria	Rapport remis par le pays		Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
29	Pakistan	Rapport remis par le pays		Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
30	Pérou	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
31	Rwanda	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	
32	Sénégal	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
33	Sierra Leone	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
34	Sri Lanka	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
35	Tanzanie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
36	Gambie	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
37	Ouganda	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
38	Yémen	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
39	Zambie	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
40	Zimbabwe	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
41	Comores	Données de référence remises/Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
42	Congo	Données de référence remises/Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays

Tableau 1 : Données analysées du Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2017, cont.

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017
43	Costa Rica	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
44	Guinée- Bissau	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
45	Libéria	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
46	Soudan du Sud	Aucune donnée de référence/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
47	Swaziland	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	
48	Tadjikistan	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
49	Togo	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
50	Viet Nam	Données de référence remises/ Évaluation par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
51	Botswana	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	
52	Cambodge	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
53	Somalie	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
54	Philippines	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
55	Lesotho	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
56	Soudan	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	Rapport remis par le pays
57	Papouasie- Nouvelle- Guinée	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017
58	Gabon	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017
59	République centrafricaine	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017

Tableau 2 : Processus et marqueurs de progrès pour le Rapport d'évaluation conjointe des pays SUN 2017

Processus 1 : Regrouper les personnes dans un espace commun	
Marqueur de progrès n° 1	Choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau des pays
Marqueur de progrès n° 2	Mener une coordination interne et élargir l'adhésion/faire participer d'autres acteurs pour de plus fortes répercussions
Marqueur de progrès n° 3	Contribuer/s'engager au sein de la plateforme multi-acteurs
Marqueur de progrès n° 4	Suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion critique sur ses propres contributions et réalisations
Marqueur de progrès n° 5	Maintenir l'impact politique de la plateforme multi-acteurs
Processus 2 : Cadre politique et juridique cohérent	
Marqueur de progrès n° 1	Analyser en permanence les politiques et législations existantes pertinentes pour la nutrition
Marqueur de progrès n° 2	S'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents
Marqueur de progrès n° 3	Élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales
Marqueur de progrès n° 4	Rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques
Marqueur de progrès n° 5	Mener un suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact des politiques et de la législation
Processus 3 : Cadre commun de résultats pour un Plan national de nutrition (programme aligné)	
Marqueur de progrès n° 1	Aligner les actions existantes avec les cibles/stratégies nationales en matière de nutrition
Marqueur de progrès n° 2	Traduire les cadres politiques et juridiques en cadres communs de résultats pouvant être mis en œuvre afin de renforcer de la nutrition
Marqueur de progrès n° 3	Organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles conformément au cadre commun de résultats
Marqueur de progrès n° 4	Assurer un suivi conjoint des actions prioritaires conformément au cadre commun de résultats
Marqueur de progrès n° 5	Évaluer la mise en œuvre des actions pour comprendre, atteindre et maintenir leurs effets sur la nutrition
Processus 4 : Suivi des financements et mobilisation des ressources	
Marqueur de progrès n° 1	Chiffrer et évaluer la faisabilité financière
Marqueur de progrès n° 2	Assurer un suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet
Marqueur de progrès n° 3	Renforcer et aligner les ressources, et notamment, combler les manques de financement
Marqueur de progrès n° 4	Concrétiser les promesses de financements
Marqueur de progrès n° 5	Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition

Tableau 3 : Pondérations des marqueurs de progrès de chaque processus

	Pondération du marqueur de progrès n° 1	Pondération du marqueur de progrès n° 2	Pondération du marqueur de progrès n° 3	Pondération du marqueur de progrès n° 4	Pondération du marqueur de progrès n° 5	Total des pondérations (arrondi)
Processus 1						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 2						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 3						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 4						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

EN SAVOIR PLUS



www.scalingupnutrition.org



www.facebook.com/SUNMovement



www.twitter.com/SUN_Movement